

N° 68-213-X au catalogue

Statistiques sur le secteur public

Systeme de gestion
financière

2007 - 2008



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 68-213-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique « Publications » > « Publications Internet gratuites ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.ca sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistiques sur le secteur public

Système de gestion financière

2007 - 2008

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juillet 2008

Nº 68-213-X au catalogue

ISSN 1703-4906

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (catalogue no. 68-213-X).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Table des matières

Remerciements	9
Note aux utilisateurs	10
Analyse	19
Les recettes augmentent plus vite que les dépenses ces cinq dernières années	20
Les dépenses au chapitre de la santé, de l'éducation et des services sociaux représentent près des deux tiers des dépenses des administrations publiques	21
Les administrations provinciales, territoriales et locales affichent un excédent consolidé pour une quatrième année	23
Les dépenses des administrations locales demeurent supérieures aux recettes	24
Produits connexes	37
Tableaux statistiques	
1 Emploi	43
1-1 Emploi et salaires et traitements dans le secteur public, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, 2007	43
1-2 Emploi dans le secteur public, emploi par 1 000 habitants, et emploi comme un pourcentage de la population active occupée par province, territoire et à l'extérieur du Canada	45
1-3 Salaires et traitements dans le secteur public, et salaires et traitements en pourcentage du PIB provincial et territorial par province, territoire et à l'extérieur du Canada	47
1-4 Emploi, moyenne annuelle	49
1-5 Salaires et traitements, total annuel	49
2 Recettes et dépenses	50
2-1 Surplus(+) / déficit (-) selon le palier d'administration publique — Canada	50
2-2 Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales, le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ)	51
2-3 Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales	53
2-4 Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, 2008	55
2-5 Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales — Total du Canada	57
2-6 Recettes et dépenses de l'administration publique fédérale	59

Table des matières – suite

2-7	Recettes, dépenses et surplus (+) / déficit (-) totaux de l'administration publique générale fédérale	61
2-8	Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale	62
2-9	Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés de l'administration publique fédérale	65
2-10	Recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales — Total du Canada	66
2-11	Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, 2008	68
2-12	Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire	70
2-13	Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales — Total du Canada	72
2-14	Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés des administrations publiques provinciales et territoriales — Total du Canada	74
2-15	Recettes et dépenses des universités et collèges — Total du Canada	74
2-16	Recettes et dépenses des institutions de services de santé et services sociaux — Total du Canada	75
2-17	Recettes et dépenses des administrations publiques locales — Total du Canada	76
2-18	Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire, 2007	78
2-19	Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire	79
2-20	Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales — Total du Canada	81
2-21	Recettes et dépenses des commissions scolaires — Total du Canada	83
2-22	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada	84
2-23	Recettes et dépenses du Régime de rentes du Québec	84
2-24	Taux d'imposition des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales sur le revenu, 2008 — Canada	85
2-25	Taux d'imposition des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales, 2008 — Canada	86
2-26	Transferts de capital des administrations publiques générales provinciales et territoriales pour la remise de dette à d'autres sous-secteurs, par province, territoires et sous-secteurs	87
3	Bilan et dette financière	89
3-1	Dette financière nette des administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales et des administrations publiques locales — Canada	89
3-2	Bilan consolidé des administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales et des administrations publiques locales	90
3-3	Bilan consolidé des administrations publiques générales provinciales et territoriales et des administrations publiques locales	91
3-4	Dette financière nette, dette financière nette par habitant et dette financière nette en pourcentage du PIB de l'administration publique générale fédérale	92

Table des matières – suite

3-5	Bilan de l'administration publique générale fédérale	93
3-6	Dette financière nette et dette financière nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales	94
3-7	Bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales — Total du Canada	96
3-8	Dette financière nette et dette financière nette par habitant des administrations publiques locales	97
3-9	Bilan des administrations publiques locales — Total du Canada	99
3-10	Bilan des Régimes de retraite non provisionnés de l'administration publique fédérale	99
3-11	Bilan des Régimes de retraite non provisionnés des administrations publiques provinciales et territoriales — Total du Canada	100
3-12	Bilan du Régime de pensions du Canada	100
3-13	Bilan du Régime de rentes du Québec	100
4	Entreprises publiques gouvernementales	101
4-1	Revenus et dépenses des entreprises publiques fédérales	101
4-2	Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales et territoriales — Total du Canada	102
4-3	Revenus et dépenses des entreprises publiques locales — Total du Canada	103
4-4	Valeur et volume des ventes de boissons alcoolisées	104
4-5	Ventes de boissons alcoolisées des régies des alcools, des producteurs de vins et des brasseries — Total de boissons canadiennes et importées — Valeur, 2007	105
4-6	Ventes de boissons alcoolisées des régies des alcools, des producteurs de vins et des brasseries — Total de boissons canadiennes et importées, — Volume, 2007	106
4-7	Bilan des entreprises publiques fédérales	107
4-8	Bilan des entreprises publiques provinciales et territoriales — Total du Canada	108
5	Rapport de rapprochement — Emploi du secteur public fédéral rapprochement des univers statistiques du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, de la Commission de la fonction publique du Canada et de Statistique Canada, 2007	109
6	Rapport de rapprochement — Rapprochement des données sur l'emploi dans l'administration publique (EERH) et des données sur l'emploi dans le secteur public (DIP), 2007, moyennes annuelles	109
7	Rapport de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées de l'administration publique fédérale selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008	110
8	Rapport de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses de l'administration publique fédérale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2007	111

Table des matières – suite

9	Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008	112
9-1	Terre-Neuve-et-Labrador	112
9-2	Île-du-Prince-Édouard	112
9-3	Nouvelle-Écosse	113
9-4	Nouveau-Brunswick	113
9-5	Québec	114
9-6	Ontario	114
9-7	Manitoba	115
9-8	Saskatchewan	115
9-9	Alberta	116
9-10	Colombie-Britannique	116
9-11	Territoire du Yukon	117
9-12	Territoires du Nord-Ouest	117
9-13	Nunavut	118
10	Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006	119
10-1	Terre-Neuve-et-Labrador	119
10-2	Île-du-Prince-Édouard	120
10-3	Nouvelle-Écosse	121
10-4	Nouveau-Brunswick	122
10-5	Québec	123
10-6	Ontario	124
10-7	Manitoba	125
10-8	Saskatchewan	126
10-9	Alberta	127
10-10	Colombie-Britannique	128
10-11	Territoire du Yukon	129
10-12	Territoires du Nord-Ouest	130
10-13	Nunavut	131
11	Rapport de rapprochement — Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le Système de gestion financière (SGF) et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE), 2003	132
12	Rapport de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2007	133

Table des matières – suite

13	Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF)	134
13-1	Terre-Neuve-et-Labrador	134
13-2	Île-du-Prince-Édouard	135
13-3	Nouvelle-Écosse	136
13-4	Nouveau-Brunswick	137
13-5	Québec	138
13-6	Ontario	139
13-7	Manitoba	140
13-8	Saskatchewan	141
13-9	Alberta	142
13-10	Colombie-Britannique	143
13-11	Territoire du Yukon	144
13-12	Territoires du Nord-Ouest	145
13-13	Nunavut	146

Qualité des données, concepts et méthodologie

Qualité des données, concepts et méthodologie	147
Classification des recettes et des dépenses de l'administration publique	157
Classification de l'actif et du passif de l'administration publique	166
Glossaire des termes	170

Graphiques

1.	Surplus (+) / déficit (-) selon le palier de l'administration publique au Canada, 2003 et 2008	19
2.	Dépenses de l'administration publique fédérale en services sociaux, 2008	22
3.	Nombre d'employé(e)s, secteur des administrations publiques — Canada	25
4.	Employé(e)s des administrations publiques en pourcentage de l'emploi total — Canada	25
5.	Surplus (+) / déficit (-) consolidé des administrations publiques — Canada	26
6.	Tendances des recettes, selon le palier d'administration publique	26
7.	Recettes consolidées de certaines impôts des administrations publiques	27
8.	Certaines dépenses consolidées des administrations publiques	27
9.	Revenus de transferts en provenance d'autres paliers d'administrations publiques	28
10.	Certaines recettes de l'administration publique générale fédérale par source	28
11.	Certaines dépenses de l'administration publique générale fédérale par fonction	29
12.	Recettes de l'administration publique générale fédérale par source, 2008	29
13.	Dépenses de l'administration publique générale fédérale, 2008	30
14.	Certaines recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales par source	30
15.	Certaines dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales par fonction	31
16.	Recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales par source, 2008	31

Table des matières – suite

17. Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales par fonction, 2008	32
18. Administrations publiques locales : Revenus de transferts vs. Impôts fonciers et impôts connexes	32
19. Certaines recettes des administrations publiques générales locales par source	33
20. Certaines dépenses des administrations publiques générales locales par fonction	33
21. Recettes des administrations publiques générales locales par source, 2007	34
22. Dépenses des administrations publiques générales locales par fonction, 2007	34
23. Administration publique, dette financière nette par habitant et % de PIB	35
24. Dette financière nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales et administrations publiques locales consolidées, 2006	36

Remerciements

Cette publication a été rédigée par la Division des institutions publiques sous la direction générale de Catherine Boies, Directrice et Ferhana Ansari, Directeur-adjoint.

Les personnes suivantes ont également contribué, directement ou indirectement, à la préparation de cette publication :

Section de l'emploi

- Peter Elliott

Section des administrations publiques fédérale-provinciales

- Kara Rideout

Section des administrations publiques locales

- Aldo Diaz

Section de la classification et diffusion

- Graham Lyttle

Note aux utilisateurs

Introduction

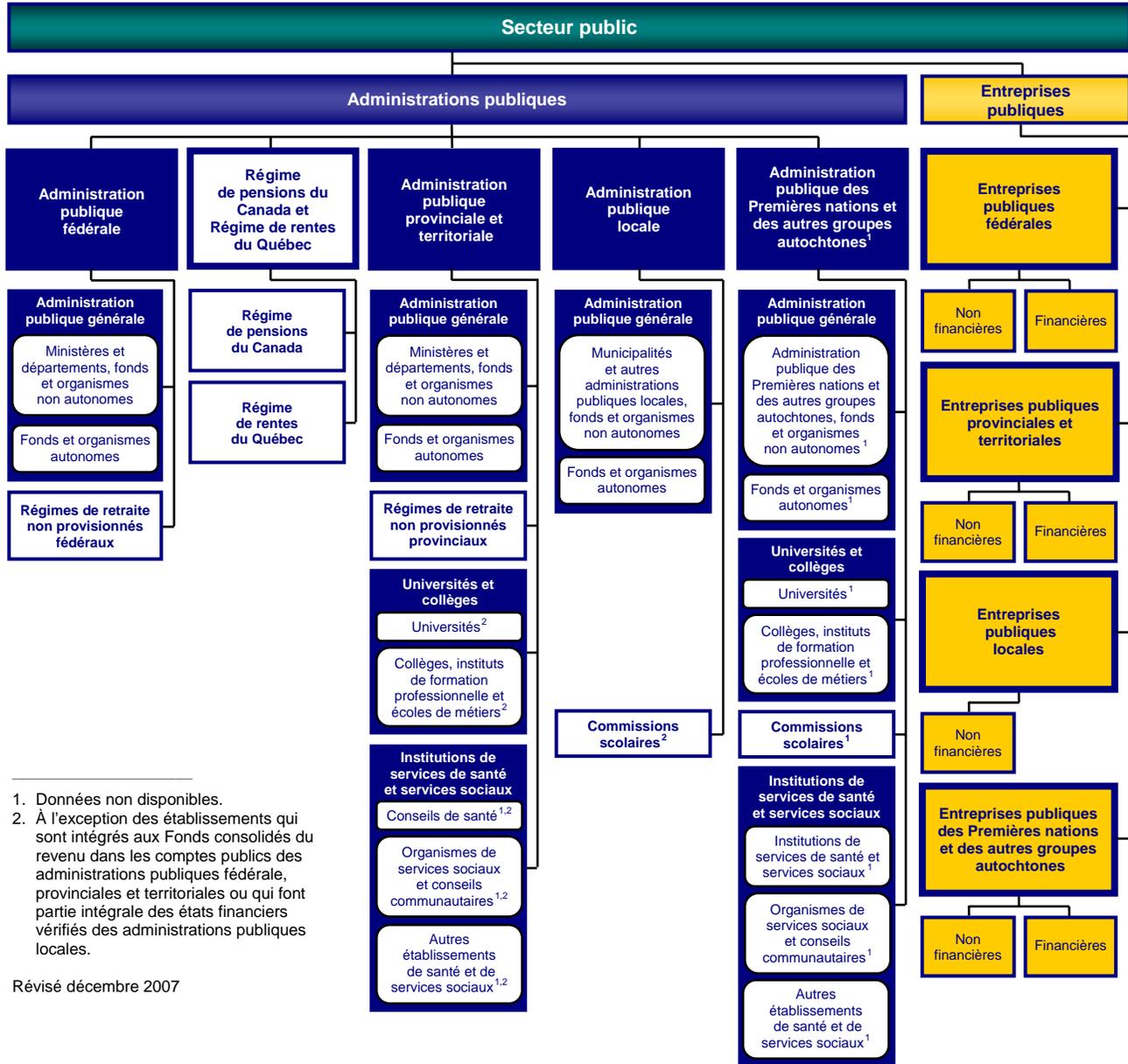
Les statistiques sur les administrations publiques que contient la présente publication, sont fondées sur un cadre de référence de la classification qui est le Système de gestion financière (SGF). Le SGF rajuste les données de base afin d'obtenir des statistiques cohérentes et comparables. Donc, les données SGF diffèrent des données publiées dans les états financiers des administrations publiques.

Le besoin d'une classification cohérente découle des états financiers des administrations publiques qui sont fondés sur les modes d'organisation et sur les méthodes comptables qui sont propres à chacune des administrations. Puisque ces modes d'organisation ainsi que ces méthodes comptables sont choisis afin de satisfaire aux besoins des administrations publiques individuelles, l'uniformité de ces pratiques, d'une administration publique à l'autre, est faible. Ainsi, une administration publique s'acquitte d'une tâche particulière par l'intermédiaire d'un ministère, tandis qu'une autre préfère recourir à une société d'État, à un conseil, à une commission ou à un organisme spécial. Lorsqu'on classe les dépenses selon leur objectif principal, un ministère donné n'assume pas nécessairement les mêmes responsabilités d'une administration publique à une autre. Le SGF assure que les dépenses des administrations publiques sont classées de façon cohérente selon leur objectif principal. Aussi, la structure organisationnelle des administrations publiques change souvent à la suite du lancement de nouveaux programmes, de la modification des programmes existant et de l'attribution ou de la réattribution des responsabilités. Le SGF minimise l'impact de ces changements sur les finances publiques.

De plus, les administrations publiques emploient diverses conventions comptables. Par exemple, certaines produisent leurs déclarations selon la méthode de la comptabilité de caisse, d'autres, selon celle de la comptabilité d'exercice, et d'autres encore s'appuient sur les deux méthodes. Les rajustements exigés par le SGF servent à uniformiser les données produites selon ces diverses conventions à une comptabilité de caisse modifiée commune.

Administration publique consolidée est le terme utilisé pour la consolidation des données des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales ainsi que celles du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

Diagramme 1
Secteur public



1. Données non disponibles.
2. À l'exception des établissements qui sont intégrés aux Fonds consolidés du revenu dans les comptes publics des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales ou qui font partie intégrale des états financiers vérifiés des administrations publiques locales.

Révisé décembre 2007

Le diagramme 1 ci-dessus démontre comment le SGF perçoit le secteur public. Les concepts du secteur public suivent les mêmes principes inclus par le Système de comptabilité nationale du Canada (SCNC). Le secteur public comprend toutes les entités, tel que les ministères gouvernementaux, les établissements ou les fonds que les autorités politiques à tous niveaux de l'administration publique se servent afin de mettre en application leurs politiques sociales et économiques. La partie administration publique du secteur public est composée d'unités non marchandes. Les entreprises publiques sont aussi une composante principale du secteur public. Les entreprises publiques sont des unités marchandes contrôlées par l'administration publique. Elles fournissent des biens et services à des prix économiquement significatifs.

Statistiques publiques consolidées

La consolidation est un aspect fondamental du SGF

La consolidation consiste à regrouper les comptes financiers de diverses unités d'une administration publique (fédérale, provinciale, territoriale ou locale) ou ceux établis pour divers paliers d'administration publique, afin de produire des statistiques financières agrégées sans doubles comptes. Autrement dit, elle consiste à présenter des données financières pour plusieurs unités administratives comme si celles-ci n'en formaient qu'une seule.

La consolidation comporte deux dimensions fondamentales. La première correspond au choix des entités qu'il convient d'inclure dans toute consolidation (c.-à-d. la couverture). L'autre a trait aux règles comptables utilisées pour procéder effectivement à la consolidation, c'est-à-dire l'élimination des transactions entre les unités dont les comptes sont consolidés afin d'éviter les doubles comptes.

Couverture de la consolidation

Consolidation au sein d'une administration publique

Examinons l'exemple de la production de statistiques financières pour la composante administration publique générale de l'administration publique fédérale. Pour produire des statistiques financières pour l'administration publique générale fédérale, il est nécessaire de regrouper un grand nombre d'entités très variées.

Le SGF précise les règles qui dictent quelles entités doivent être incluses dans une consolidation particulière et lesquelles doivent en être exclues. L'application des règles du SGF (couverture) donne lieu à l'intégration de tous les ministères, comme Citoyenneté et Immigration Canada et Développement des ressources humaines Canada. Sont également inclus tous les organismes ou fonds autonomes qui tiennent des livres de comptes distincts, mais dont le rôle est considéré dans le SGF comme une extension des activités de l'administration publique générale.

De la même façon, plusieurs entités fédérales classées dans le SGF comme étant des entreprises publiques sont également exclues de la consolidation des administrations publiques générales, mais incluses dans la composante des entreprises publiques du secteur public.

Les comptes des régimes de pensions non provisionnés fédéraux et ceux de l'administration publique générale fédérale sont consolidés pour aboutir aux statistiques financières pour l'administration publique fédérale.

Le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec sont regroupés pour créer une composante distincte des administrations publiques.

Choix des entités dont les comptes doivent être consolidés

La consolidation n'est pas une pratique propre au SGF. On l'observe ailleurs, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Par exemple, lors de la préparation des comptes publics/états financiers, chaque administration publique décide des entités qu'il convient d'inclure, ou d'exclure, pour calculer des chiffres tels que la taille du déficit ou de l'excédent. Dans le secteur privé, les sociétés qui comptent un grand nombre d'entreprises distinctes décident des entreprises qui doivent être incluses dans l'état financier consolidé de la société « mère ».

Dans le cas du SGF, la tendance consiste à adopter une démarche inclusive lors de la création de catégories agrégées, comme l'administration publique générale. Par exemple, le SGF comprend une catégorie agrégée appelée administrations publiques générales provinciales et territoriales qui représente un ensemble de comptes regroupant toutes les provinces et tous les territoires. Pour créer cette catégorie, il faut que les comptes de chaque administration publique provinciale et territoriale aient le même fondement, autrement dit, il faut que les mêmes règles soient suivies pour procéder à la consolidation de l'administration publique générale de chaque province et territoire. Comme il l'est mentionné dans l'introduction, les administrations publiques provinciales et territoriales s'appuient aussi sur diverses formes d'entités pour exécuter les fonctions administratives (ministères, organismes spéciaux, commissions, etc.). Une administration publique pourrait déléguer la responsabilité d'une

activité à un ministère, alors qu'une autre pourrait choisir de créer un organisme spécial. Afin de produire pour les diverses sphères de compétences des données sur les administrations publiques générales aussi cohérentes que possible qu'elles peuvent être additionnées, il est nécessaire d'inclure une large gamme d'entités. Par conséquent, les statistiques basées sur le SGF sont généralement plus inclusives que celles des comptes publics des administrations publiques.

Pour produire des statistiques provinciales et territoriales pour chaque province et territoire, il faut consolider les sous-composantes, c'est-à-dire les administrations publiques générales provinciales et territoriales, les établissements de santé et de services sociaux, les universités et les collèges, et les régimes de retraite non provisionnés.

Les données sur les administrations publiques locales résultent de la consolidation des comptes des administrations publiques générales locales et des commissions scolaires.

Avantages de la consolidation

Comparabilité des administrations publiques

Comme on l'a mentionné, chaque administration publique tient à jour ses propres comptes de la façon qui répond le mieux à ses objectifs. Par conséquent, les comptes publics publiés par les diverses administrations publiques ne peuvent être ni combinés ni comparés. On ne peut comparer de façon probante la grandeur de l'excédent ou du déficit d'une province à celle de l'excédent ou du déficit d'une autre.

La consolidation des comptes dans le SGF, par application des mêmes règles et procédures aux données financières de toutes les administrations publiques, produit des chiffres qui sont comparables. En utilisant les données consolidées du SGF il est possible de comparer l'état des finances d'une administration publique à celui d'une autre. Les statistiques consolidées du SGF permettent aussi de comparer l'état des finances de l'administration fédérale à celui des finances de n'importe quelle province ou de toutes les provinces regroupées.

Consolidation des comptes des administrations publiques provinciales, territoriales et locales

Grâce à la consolidation des comptes des divers paliers d'administration, les statistiques consolidées du SGF permettent de pousser encore plus loin les comparaisons entre provinces et territoires.

En effet, dans certains domaines, la répartition des responsabilités entre les autorités provinciales et locales varie selon la province ou le territoire. Une activité relevant des autorités provinciales dans une province pourrait incomber aux autorités locales dans une autre. Par conséquent, les données provinciales ne sont totalement comparables que si l'on procède à la consolidation des opérations des administrations publiques provinciales et territoriales et des administrations publiques locales. Voici quelques exemples de différence de répartition des responsabilités.

- À Terre-Neuve-et-Labrador, l'administration publique provinciale assume presque entièrement le coût des services de protection de la police, tandis que, dans d'autres provinces et territoires, les deux paliers de gouvernement assument chacun une part importante des dépenses
- Dans nombre de provinces et territoires, l'impôt scolaire, qui doit servir au financement de l'enseignement primaire et secondaire, est perçu par les administrations publiques locales et ce sont ces dernières qui règlent les dépenses. Au Nouveau-Brunswick, les écoles primaires et secondaires font partie de la structure de l'administration publique provinciale. Au Yukon, l'administration publique territoriale est chargée du fonctionnement des écoles. Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'administration publique territoriale est également chargée du fonctionnement des écoles, sauf dans le cas de deux districts scolaires à Yellowknife
- En Ontario, de nombreux établissements de soins pour bénéficiaires internes appartenant aux municipalités font partie de la structure de l'administration publique locale, tandis que dans d'autres provinces et territoires, la plupart des établissements de soins pour bénéficiaires internes sous contrôle gouvernemental font partie de la structure de l'administration publique provinciale et territoriale.

La répartition des responsabilités entre les autorités provinciales et locales dans une province peut aussi varier au cours du temps. Par exemple, en Ontario, l'administration provinciale s'est déchargée de certaines de ses responsabilités sur les administrations publiques locales entre 1997 et 2000 :

- Depuis janvier 1998, les municipalités qui recevaient les services de la Police provinciale de l'Ontario sans coût direct doivent payer pour obtenir ces services
- Depuis janvier 1999, la province a réduit la part municipale des dépenses de santé publique de 100 % à 50 %.
- Les municipalités se sont vues attribuer la responsabilité de nombreuses routes provinciales.
- L'administration publique provinciale a créé la Société ontarienne d'évaluation foncière (SOEF) pour effectuer les évaluations foncières réalisées antérieurement par le commissaire provincial à l'évaluation. La SOEF facture ses services aux municipalités

Pour créer des statistiques qui reflètent la combinaison des administrations publiques provinciales et locales, il faut commencer par consolider les comptes d'une foule d'entités provinciales, comme nous l'avons mentionné plus haut, et d'une foule d'entités locales, puis combiner les données pour les deux paliers d'administration et éliminer les transactions entre ces paliers. Les ventes de biens et de services, les opérations d'emprunt (intérêts) entre administrations publiques et les transferts sont des transactions entre deux paliers d'administration.

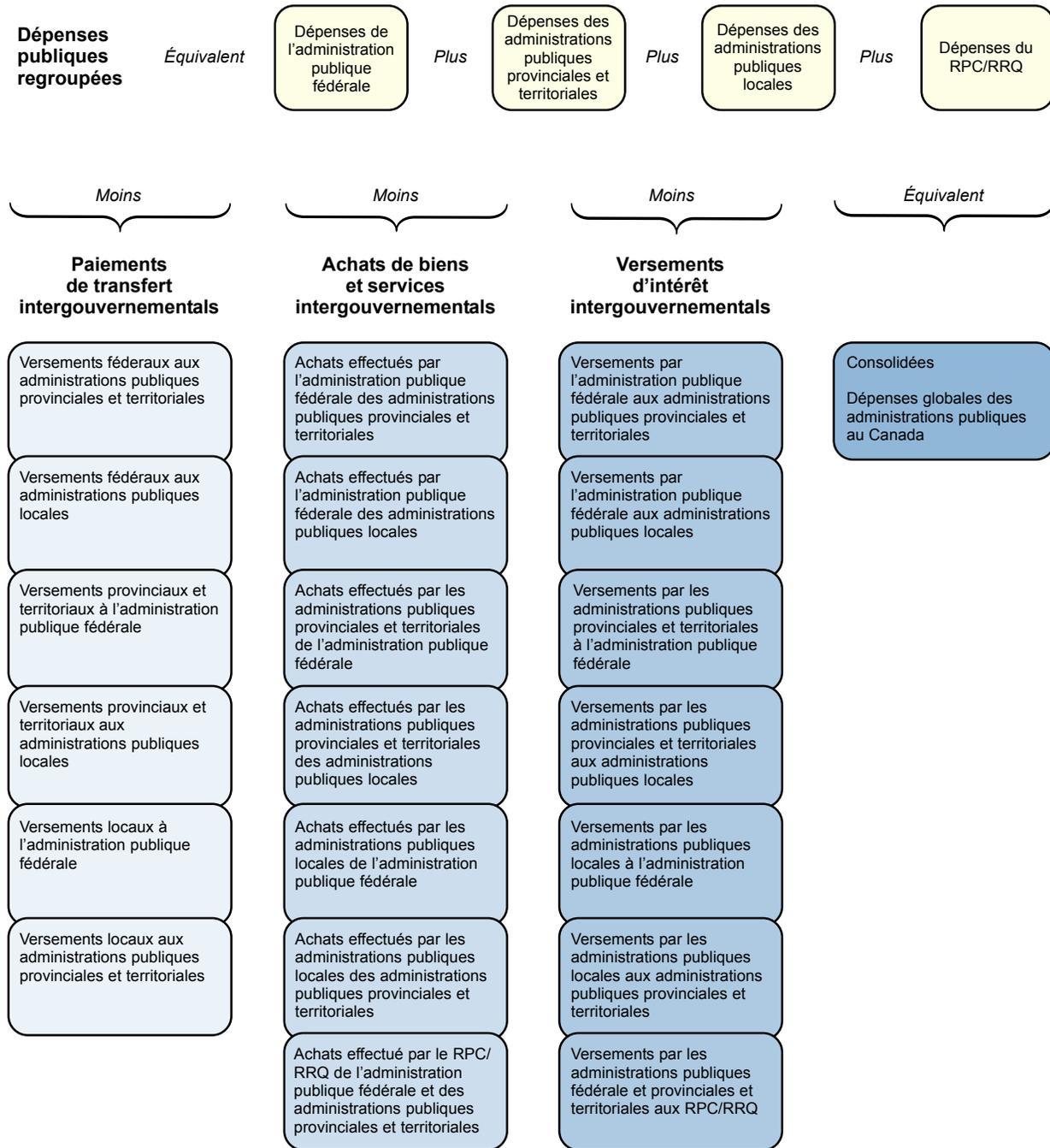
Finances publiques consolidées

Les coûts totaux des services publics fournis par les administrations publiques au pays et les recettes recueillies pour financer ces services ne peuvent être mesurés que si les données de l'administration publique fédérale, des administrations publiques provinciales, territoriales et locales et des régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec sont consolidées. Les données consolidées sur les administrations publiques permettent d'évaluer l'incidence financière totale des administrations publiques sur l'ensemble de l'économie.

Diagramme 2

Calcul des dépenses consolidées

Données pour divers niveaux d'administration publique



Règles comptables de consolidation

La consolidation comprend aussi un ensemble de règles à suivre pour combiner les comptes des entités visées par la consolidation.

Flux entre unités ou administrations publiques

La combinaison des comptes doit aussi tenir compte des flux entre les entités que l'on veut agréger. On peut, pour illustrer ce processus, décrire la consolidation des comptes d'administrations publiques de niveaux différents, comme les administrations publiques provinciales et locales.

Les provinces transfèrent de l'argent aux administrations publiques locales à diverses fins. Ces transferts proviennent des recettes recueillies par l'administration provinciale. Ils constituent aussi des recettes pour les administrations publiques locales qui les reçoivent. Sans l'application des règles de consolidation, la simple agrégation des données sur les recettes de l'administration provinciale et de ses administrations publiques locales produirait un double compte.

Uniformité des statistiques au cours du temps

Comme on l'a mentionné plus haut, la répartition des responsabilités entre les administrations publiques provinciales et locales peut varier au cours du temps. De façon comparable, la structure utilisée par une administration publique pour fournir des services peut évoluer avec le temps. Une administration publique peut utiliser un ministère pour fournir un service particulier pendant plusieurs années, puis établir un organisme spécial, ayant son propre ensemble de comptes, pour continuer à offrir le même service. Dans cet exemple, pour que les données chronologiques soient comparables, il est nécessaire de consolider les comptes de l'organisme spécial avec ceux du ministère.

Information supplémentaire

États de rapprochement

Les états de rapprochement qui exposent en détail la transformation des données, des sources d'entrée aux séries statistiques du SGF, sont fournis dans la présente publication à des fins de transparence et pour aider l'utilisateur à comprendre ces statistiques.

Arrondissement

Les chiffres peuvent ne pas correspondre au total en raison de l'arrondissement.

Nota :

Emploi : Les données sont établies sur la base d'une année civile.

Recettes et dépenses : Les données pour l'administration publique fédérale, le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ) sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars. Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales le sont pour l'exercice se terminant le 31 mars. Les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Bilans : Les données pour les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales, le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ) sont établies au 31 mars et celles pour les administrations publiques locales sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre.

Entreprises publiques : Les données financières pour les entreprises publiques fédérales, provinciales, territoriales et locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Révisions

Tel que noté, les données agrégées fondées sur le SGF diffèrent souvent de celles publiées par les administrations publiques des compétences auxquelles elles réfèrent. Pourtant, le SGF se sert de données détaillées de ces compétences comme intrants à leurs propres calculs.

Pour certains composants de l'administration publique, les intrants au SGF sont finalisés que plusieurs années après la période de référence. Plus les intrants sont récents, plus ils sont sujets à des révisions. Dans le cas des données du SGF, pour les 2 dernières années, les intrants sont fondés sur les prévisions budgétaires. Pour l'année précédente, les intrants sont fondés sur les états financiers non vérifiés qui sont ultérieurement remplacés par des comptes publics / états financiers officiels émis par les compétences faisant l'objet du SGF. Étant donné que ces données révisées sont ultérieurement disponibles à Statistique Canada, les données du SGF devront être conséquemment modifiées.

Bien que les données les plus récentes soient nécessairement moins fiables que les données vieilles de plusieurs années, l'utilisation d'information provisoire se traduit par de nettes améliorations sur le plan de la rapidité de publication. Les données du SGF sont maintenant publiées dans un délai de trois mois après la fin de la période de référence. Compte tenu de ce qu'apporte la rapidité de publication à la pertinence des données, cette option est dans l'intérêt des utilisateurs des données.

La politique de révision utilisée pour le SGF est la même que celle appliquée au Système de comptabilité nationale du Canada (SCNC). Chaque année, seules les données des quatre années les plus récentes font l'objet d'une révision. La révision des données vieilles de cinq ans ou plus n'a lieu qu'à la prochaine révision historique, comme l'exige le SCNC. Par conséquent, des discontinuités sont parfois inévitables dans les séries, et des notes en bas de page avertissent l'utilisateur des données de tout problème possible de ce genre.

Les statistiques qui découlent de sources de données provisoires sont marquées comme suit :

p : On emploie ce signe pour indiquer qu'une donnée est provisoire. Les données provisoires sont susceptibles d'être rectifiées.

Les gouvernements révisent leurs données financières de façon continue. Ces révisions seront reflétées dans les données du SGF qui seront publiées durant les années suivantes.

r : On emploie ce signe lorsqu'une donnée provisoire est rectifiée.

Les données qui ne sont marquées ni d'un « p » ni d'un « r » sont fondées sur des sources de données définitives. Ces données pourraient encore être révisées au cours des processus annuels de rapprochement avec les données des autres séries statistiques du SCNC ou dans le contexte de la politique de révision du SGF.

Historique

Les statistiques que contient la présente publication remplacent celles qui figuraient dans Finances du secteur public et dans Emploi et salaires et traitements dans le secteur public. Depuis la dernière édition de la publication Système de gestion financière, les statistiques financières du Système de gestion financière ont subi une révision méthodologique importante.

La révision historique de 1997 a permis de mieux harmoniser le Système de gestion financière et le Système de comptabilité nationale. Les détails des modifications apportées au Système de gestion financière sont inclus dans la publication Système de gestion financière (n° 68F0023X au catalogue). En outre, on a étendu le champ d'observation du secteur public du Canada de façon à fournir des données sur les nouvelles sous-composantes de l'administration publique. Étant donné ces améliorations d'ordre méthodologique, les données de la présente publication ne peuvent être comparées directement à celles des publications antérieures sur le SGF.

Les statistiques détaillées ont été révisées rétroactivement jusqu'à l'exercice 1988-1989. Ces données peuvent être consultées dans CANSIM ou obtenues directement auprès de la Division des institutions publiques de Statistique Canada.

Analyse

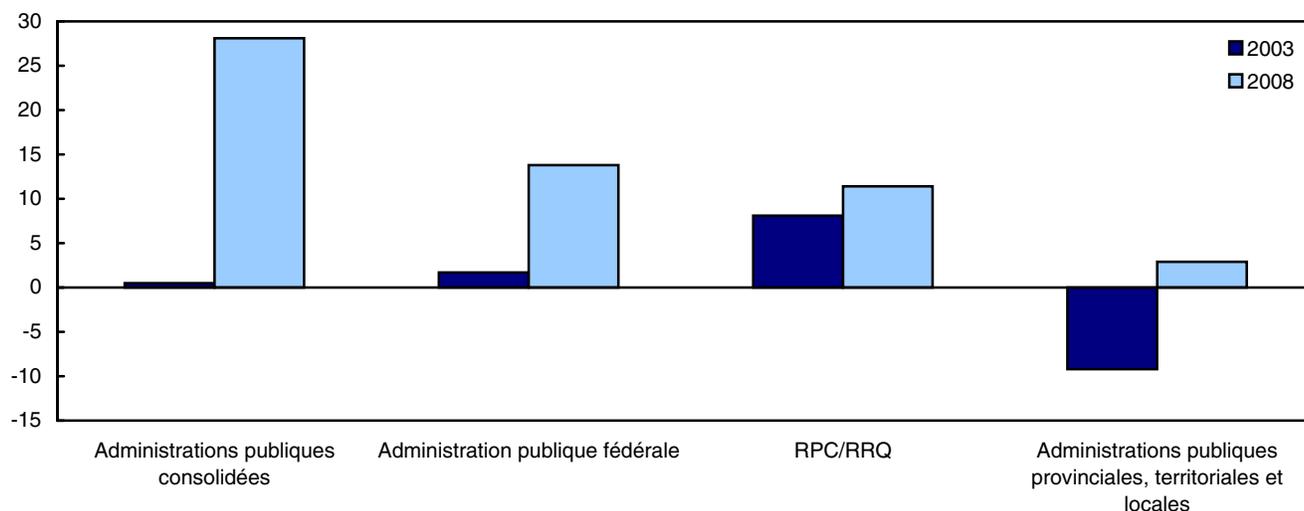
Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2008, l'excédent consolidé de toutes les administrations publiques au Canada, y compris les deux grands régimes de retraite, a dépassé la barre des 20 milliards de dollars pour une quatrième année consécutive.

Les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales du Canada, de même que le Régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec, ont enregistré un excédent combiné de 28,1 milliards de dollars pour l'exercice financier ayant pris fin le 31 mars 2008. Ce chiffre n'est que légèrement inférieur au sommet de 28,6 milliards de dollars atteint en 2001.

L'excédent consolidé des administrations publiques a été alimenté par des excédents élevés et continus pour l'administration publique fédérale et pour les régimes de retraite du Canada et du Québec, qui ont atteint des sommets sans précédent au cours de l'exercice financier se terminant en 2008. Les recettes ont augmenté de 5,1 % entre les exercices financiers de 2007 et de 2008. Il s'agit d'un taux de croissance légèrement inférieur à celui des dépenses, qui se sont accrues de 5,5 %. L'excédent consolidé a légèrement diminué de 285 millions de dollars par rapport à l'exercice financier de 2007.

Graphique 1
Surplus (+) / déficit (-) selon le palier de l'administration publique au Canada, 2003 et 2008

milliards de dollars



Note aux lecteurs

Dans le but de produire des données de finances publiques qui sont comparables entre les administrations et au fil du temps, Statistique Canada applique un ensemble commun de conventions comptables à toutes les administrations publiques. Le Système de gestion financière (SGF) permet une présentation normalisée de la comptabilité publique pour les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales au Canada. Les systèmes comptables des différentes administrations publiques ne sont pas directement comparables en raison des différences de politiques et de structures des administrations publiques proprement dites.

Le SGF ajuste les données des comptes publics des administrations publiques et d'autres enregistrements pour produire des données détaillées permettant des comparaisons entre les administrations publiques ainsi que des agrégats nationaux qui sont cohérents dans le temps. Par conséquent, les statistiques selon le SGF peuvent ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les états financiers des administrations publiques.

L'expression « **administration publique consolidée** » désigne la consolidation des données financières des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales (c'est-à-dire les administrations municipales et les conseils scolaires) ainsi que du Régime de pensions du Canada (RPC) et du Régime des rentes du Québec (RRQ). La consolidation est l'agrégation des ordres de l'administration publique après l'élimination des transactions entre ces derniers.

L'**administration publique générale** réfère à des entités créées et contrôlées par les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales. Cette catégorie englobe tous les ministères et organismes, ainsi que leurs conseils, commissions et fonds autonomes.

Les paiements de **transfert** à d'autres ordres de l'administration publique peuvent être liés à une vaste gamme de domaines stratégiques comme la santé, l'éducation, les services sociaux, etc., et peuvent entrer dans l'une des deux grandes catégories, soit les transferts à des fins générales, les fonds pouvant être utilisés dans quelque domaine que ce soit ainsi que les transferts à des fins particulières, les fonds devant être utilisés par l'administration publique qui les reçoit dans le domaine stratégique en question.

Les données de l'administration fédérale, du RPC et du RRQ portent sur les exercices financiers se terminant le 31 mars. Les données des administrations provinciales et territoriales portent sur les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars, et celles des administrations locales, sur les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Toutes les statistiques présentées dans le présent communiqué sont en dollars courants.

Les recettes augmentent plus vite que les dépenses ces cinq dernières années

Au cours des cinq dernières années, les recettes consolidées des administrations publiques se sont accrues à un taux annuel moyen de 5,7 %, alors que les dépenses ont augmenté en moyenne de 4,8 % par année.

Les trois principales composantes des recettes sont l'impôt sur le revenu, les taxes à la consommation et les cotisations aux régimes d'assurance sociale. Combinées, elles ont représenté plus de 71 % des recettes totales pour l'exercice financier de 2008.

Au cours des cinq dernières années, la hausse de 50,1 % des recettes au chapitre de l'impôt sur le revenu a été nettement supérieure aux hausses plus modestes des recettes tirées des taxes à la consommation (+15,6 %) et des régimes d'assurance sociale (+20,5 %).

Tableau explicatif 1

Sources de recettes et de dépenses par fonction, administrations publiques consolidées¹, Canada, 2003 et 2008

Administrations publiques consolidées	2003	2008	2003 à 2008
	millions de dollars		variation annuelle moyenne en %
Recettes			
Impôts sur le revenu	178 173	267 360	8,5
Taxes à la consommation	96 431	111 461	2,9
Impôts fonciers et impôts connexes	42 529	52 993	4,5
Autres impôts	16 083	21 092	5,6
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	3 000	3 424	2,7
Contributions aux régimes de sécurité sociale	63 489	76 505	3,8
Vente de biens et services	37 299	47 840	5,1
Revenus de placements	34 838	51 074	8,0
Autres recettes de sources propres	9 570	3 916	-16,4
Recettes totales	481 412	635 664	5,7
Dépenses			
Services généraux de l'administration publique	17 520	21 110	3,8
Protection de la personne et de la propriété	37 193	49 125	5,7
Transports et communications	19 148	29 516	9,0
Santé	83 315	115 358	6,7
Services sociaux	145 398	183 278	4,7
Éducation	70 533	91 144	5,3
Conservation des ressources et développement de l'industrie	18 784	21 379	2,6
Environnement	10 259	16 082	9,4
Loisirs et culture	11 690	15 880	6,3
Travail, emploi et immigration	3 395	2 590	-5,3
Logement	3 624	4 575	4,8
Affaires extérieures et aide internationale	5 128	5 942	3,0
Planification et aménagement des régions	2 111	2 665	4,8
Établissements de recherche	1 881	2 354	4,6
Service de la dette	49 475	45 181	-1,8
Autres dépenses	1 463	1 410	-0,7
Dépenses totales	480 915	607 589	4,8

1. Les données pour l'administration publique fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars. Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

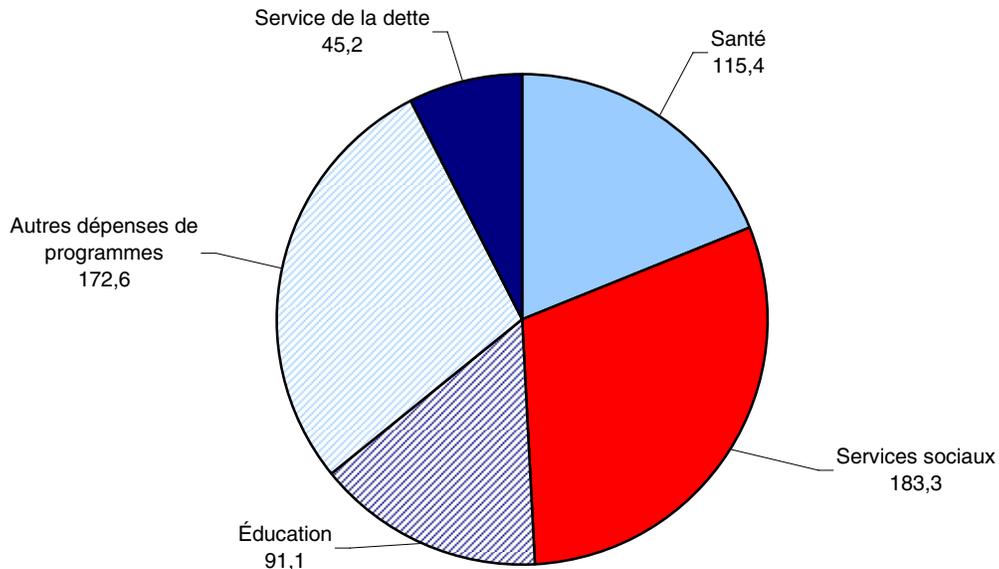
Les dépenses au chapitre de la santé, de l'éducation et des services sociaux représentent près des deux tiers des dépenses des administrations publiques

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2008, les dépenses au chapitre de la santé, des services sociaux, de l'éducation et du service de la dette ont continué à représenter près des trois quarts de l'ensemble des dépenses. Environ 64 % des dépenses totales ont été affectées à la santé, à l'éducation et aux services sociaux.

Bien que les dépenses publiques aient augmenté dans l'ensemble pour l'exercice financier de 2008, on observe une légère baisse des dépenses au chapitre du service de la dette ainsi que des affaires extérieures et de l'aide internationale.

Graphique 2
Dépenses de l'administration publique fédérale en services sociaux, 2008

milliards de dollars



Les dépenses au chapitre des services sociaux ont augmenté régulièrement ces cinq dernières années. Quant aux dépenses en éducation et en santé, elles se sont accrues de 29 % et de 38 % respectivement.

Le service de la dette représentait 7,1 cents de chaque dollar de recettes des administrations publiques pour l'exercice financier de 2008, comparativement à 7,6 cents pour l'exercice financier de 2007, prolongeant ainsi la tendance à la baisse amorcée il y a 11 ans.

Par conséquent, le pourcentage des dépenses totales consacrées au service de la dette a connu une baisse marquée ces cinq dernières années, passant de 10,3 % pour l'exercice financier de 2003 à 7,4 % pour l'exercice de 2008.

Tableau explicatif 2
Surplus (+) / déficit (-) selon le palier d'administration publique¹, Canada

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Administration publique fédérale	2 126	5 117	9 541	7 369	13 761
Administrations publiques provinciales, territoriales et locales consolidées					
Terre-Neuve-et-Labrador	-346	22	341	-380	424
Administration publique provinciale	-341	-16	334	-374	393
Administration publique locale	-5	38	7	-6	31
Île-du-Prince-Édouard	-156	24	-11	1	-62
Administration publique provinciale	-143	31	0	20	-34
Administration publique locale	-13	-7	-11	-19	-28
Nouvelle-Écosse	63	293	1 053	-31	5
Administration publique provinciale	25	279	1 089	100	162
Administration publique locale	38	14	-36	-131	-157
Nouveau-Brunswick	-101	128	-109	6	-592
Administration publique provinciale	-69	170	-84	46	-554
Administration publique locale	-32	-42	-25	-40	-38
Québec	-5 228	-1 892	-4 251	-2 625	-2 459
Administration publique provinciale	-3 580	-1 342	-2 754	-1 167	-512
Administration publique locale	-1 647	-550	-1 497	-1 458	-1 947
Ontario	-5 308	-1 386	-2 752	360	-419
Administration publique provinciale	-6 479	-1 586	-3 514	-1 214	-1 012
Administration publique locale	1 172	200	763	1 574	593
Manitoba	-136	520	-20	261	-149
Administration publique provinciale	-211	460	21	161	-39
Administration publique locale	75	60	-41	100	-110
Saskatchewan	-254	784	741	802	752
Administration publique provinciale	-149	918	796	912	900
Administration publique locale	-105	-134	-55	-110	-148
Alberta	4 432	5 725	9 313	9 470	5 115
Administration publique provinciale	4 393	5 262	8 745	8 926	4 972
Administration publique locale	39	463	568	544	143
Colombie-Britannique	-1 085	3 044	3 223	2 173	328
Administration publique provinciale	-613	3 369	3 837	2 874	1 129
Administration publique locale	-472	-325	-614	-701	-801
Territoire du Yukon	-11	-13	46	10	-1
Administration publique territoriale	-8	-17	47	18	15
Administration publique locale	-3	4	-1	-8	-16
Territoires du Nord-Ouest	-101	-43	-12	5	-21
Administration publique territoriale	-116	-51	-10	18	-5
Administration publique locale	14	8	-2	-13	-16
Nunavut	-49	-11	76	227	-34
Administration publique territoriale	-47	-10	81	233	-28
Administration publique locale	-3	-1	-5	-6	-6
Total	-8 282	7 195	7 639	10 277	2 886
Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec					
Régime de pensions du Canada	8 032	7 739	7 879	8 913	9 800
Régie de rentes du Québec	1 674	1 639	1 866	1 800	1 627
Total	9 706	9 378	9 745	10 713	11 427
Surplus (+) / déficit (-) total	3 550	21 689	26 925	28 360	28 075

1. Les données pour l'administration publique fédérale, le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ) sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars. Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Note(s) : La somme peut ne pas correspondre au total en raison de l'arrondissement.

Les administrations provinciales, territoriales et locales affichent un excédent consolidé pour une quatrième année

L'exercice financier se terminant le 31 mars 2008 constitue une quatrième année consécutive d'excédent pour les administrations provinciales, territoriales et locales (qui englobent les municipalités et les conseils scolaires). L'excédent consolidé a été toutefois inférieur de 7,4 milliards de dollars à celui enregistré l'année précédente.

Les administrations provinciales et locales de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont enregistré des excédents consolidés pour l'exercice financier de 2008. Toutefois, celles de l'Ontario et du Québec ont encore une fois affiché des déficits.

La plus forte hausse des recettes de ces administrations publiques consolidées a été enregistrée par les recettes de l'impôt sur le revenu, qui ont progressé de 7,5 % au cours de l'exercice financier de 2008. Les recettes au chapitre de l'impôt sur le revenu représentaient 25 % des recettes totales et ont connu une hausse de 58,2 % depuis l'exercice financier se terminant le 31 mars 2003. Les recettes provenant des revenus de placements (y compris les redevances), ont connu une augmentation de 47,2 % au cours des cinq dernières années.

Les dépenses consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales ont continué d'être dominées par les secteurs de la santé et de l'éducation, qui représentaient plus de 50 % des dépenses totales pour l'exercice financier de 2008. Venaient ensuite les dépenses au chapitre des services sociaux, lesquelles ont constitué 15 % des dépenses totales.

Les dépenses consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales au chapitre du service de la dette ont augmenté légèrement ces deux dernières années, ayant représenté 6,7 cents de chaque dollar de recettes des administrations publiques pour l'exercice financier de 2008.

Les dépenses des administrations locales demeurent supérieures aux recettes

Bien que la croissance des recettes des administrations locales (qui englobent les municipalités et les conseils scolaires) se soit poursuivie pour l'année se terminant le 31 décembre 2007, la hausse des dépenses a été plus forte et a été financée en partie par une augmentation des emprunts. Le déficit de 2,5 milliards de dollars représentait 2,2 % des dépenses totales.

Au cours des cinq dernières années, les recettes ont augmenté de 27,2 %, alors que les dépenses ont connu une hausse de 31,4 %.

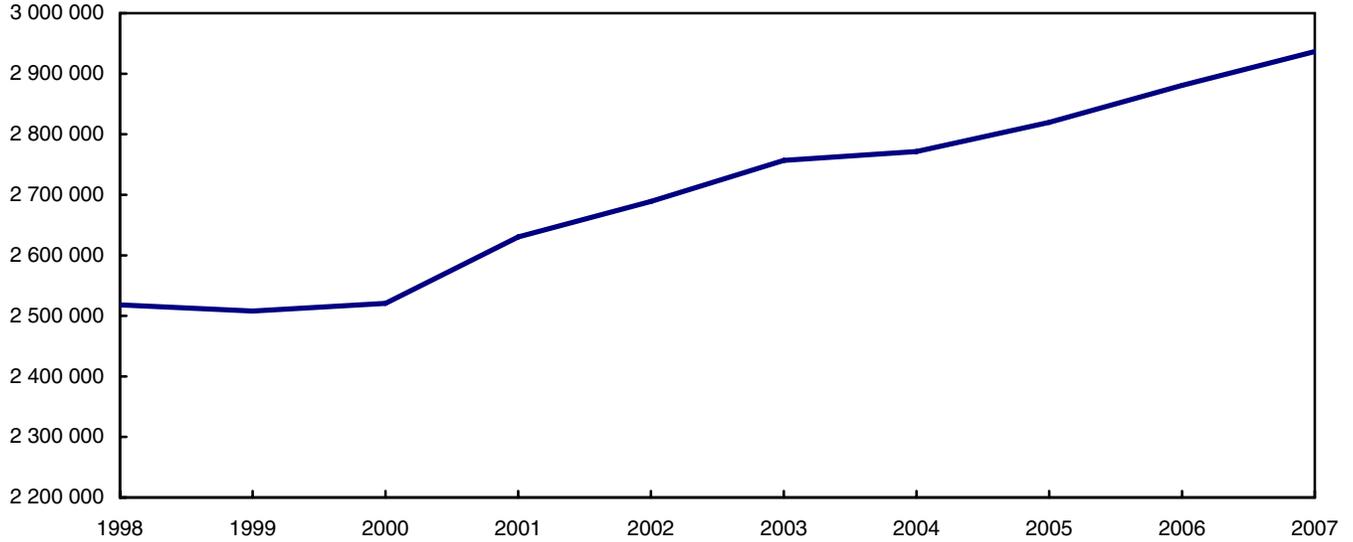
Les paiements de transfert versés par les administrations fédérale et provinciales, qui ont augmenté de 9,6 milliards de dollars, ont constitué la principale source de croissance des recettes pendant cette période. Les recettes tirées des impôts fonciers et des impôts connexes ont progressé de 8,8 milliards de dollars, tandis que les recettes provenant de la vente de biens et de services (principalement les services d'eau et d'égout) ont augmenté de 3,2 milliards de dollars.

Au cours des cinq dernières années, les plus fortes hausses des dépenses en pourcentage ont été observées dans le secteur de l'environnement (+67,7 %) et le secteur de la conservation des ressources et du développement de l'industrie (+56,1 %).

Pour les administrations publiques générales locales, les données donnent à penser que l'affectation de dépenses à la modernisation et au renouvellement de l'infrastructure locale a été plutôt rapide. Les dépenses en capital (les routes, les immeubles et l'infrastructure générale) sont passées de 9,7 milliards de dollars en 2002 à 18,1 milliards de dollars en 2007. Il s'agit du niveau le plus élevé de dépenses en capital enregistré depuis le début de la série en 1988.

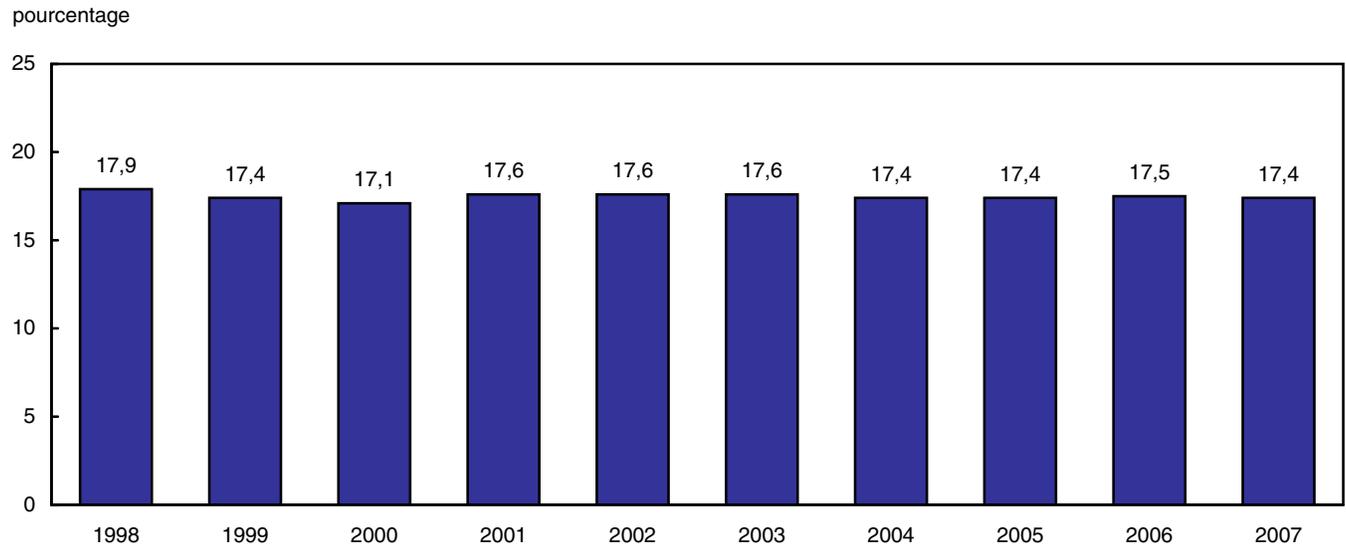
Toujours sur le plan des administrations publiques générales locales, les dépenses en capital ont augmenté de 84 % dans le secteur de la conservation des ressources et du développement de l'industrie, et de 82 % dans le secteur des transports et des communications. Les dépenses en capital dans les secteurs de l'environnement et des loisirs et de la culture ont plus que doublé au cours des cinq dernières années, ayant enregistré des hausses de 124 % et de 109 % respectivement.

Graphique 3
Nombre d'employé(e)s, secteur des administrations publiques — Canada



Note(s) : Les données sont établies sur la base d'une année civile.

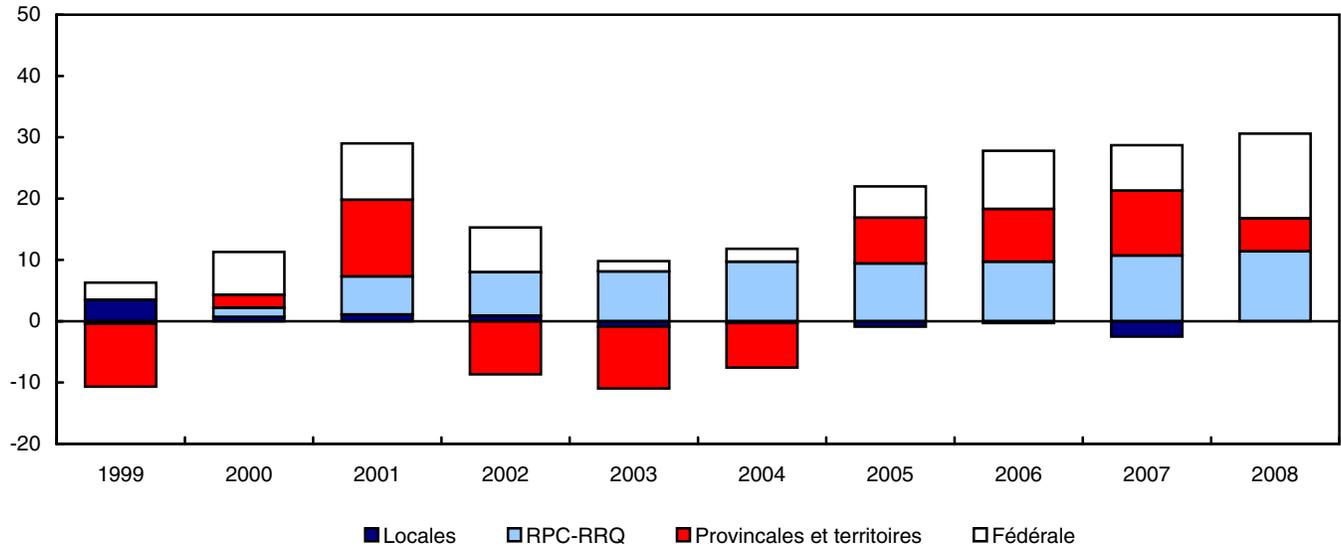
Graphique 4
Employé(e)s des administration publiques en pourcentage de l'emploi total — Canada



Note(s) : Les données sont établies sur la base d'une année civile.

Graphique 5
Surplus (+) / déficit (-) consolidé des administrations publiques — Canada

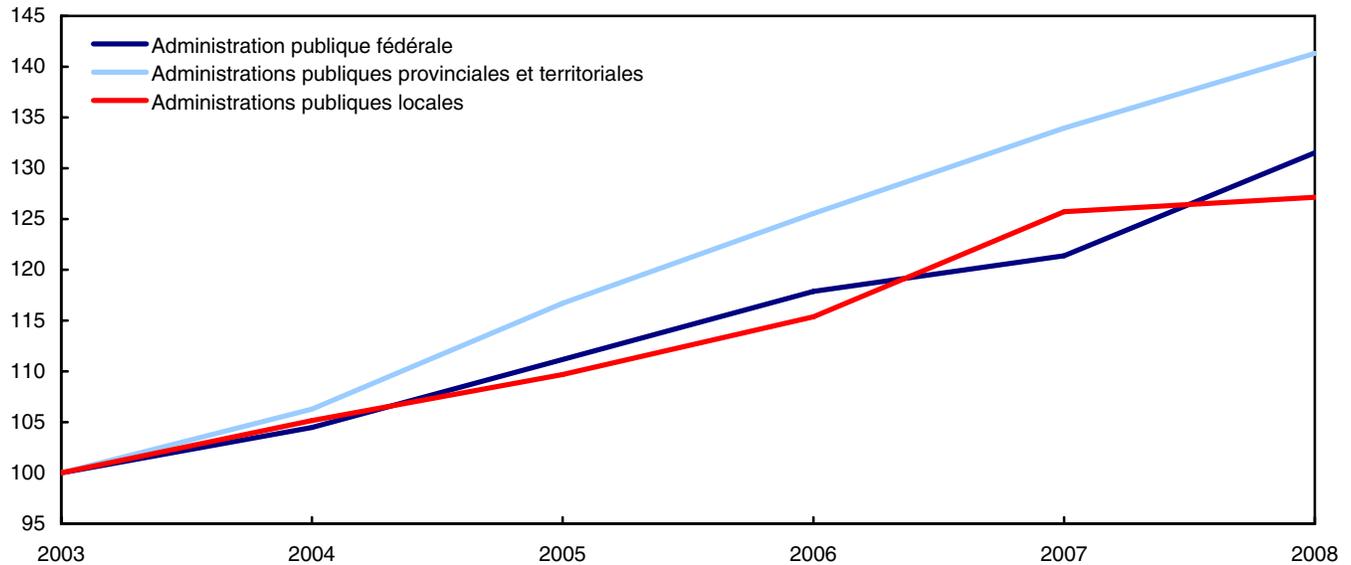
milliards de dollars



Note(s) : Les données pour l'administration publique fédérale, le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ) sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars. Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Graphique 6
Tendances des recettes, selon le palier d'administration publique

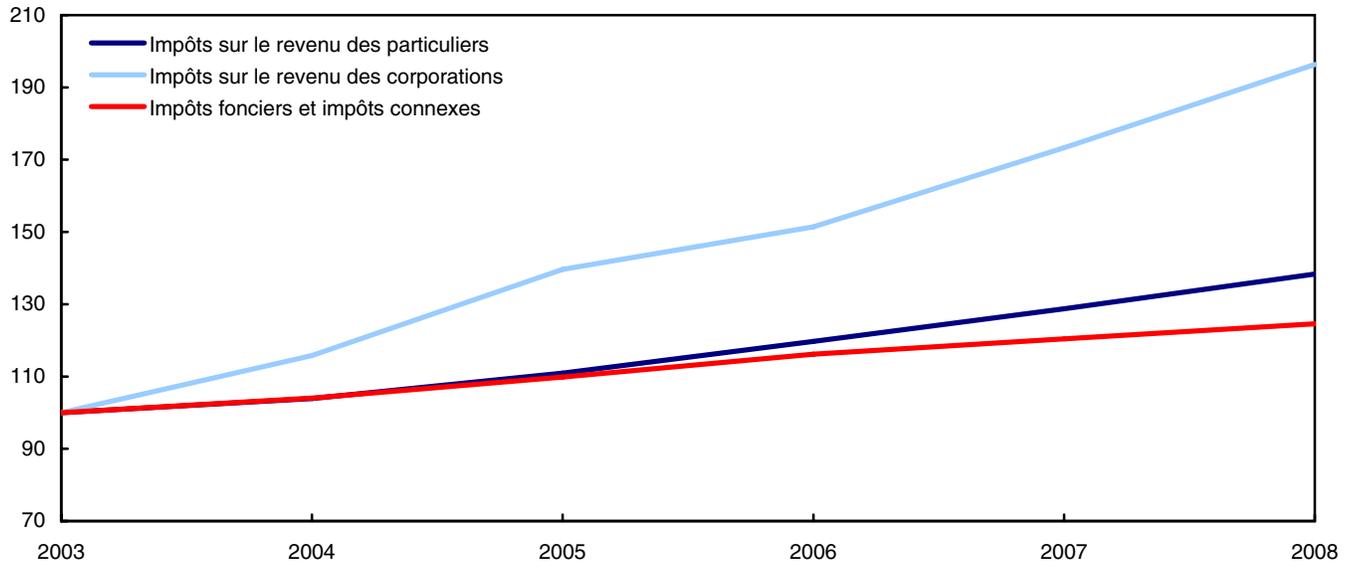
Indice : 2003=100



Note(s) : Les données pour l'administration publique fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars. Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Graphique 7
Recettes consolidées de certaines impôts des administrations publiques

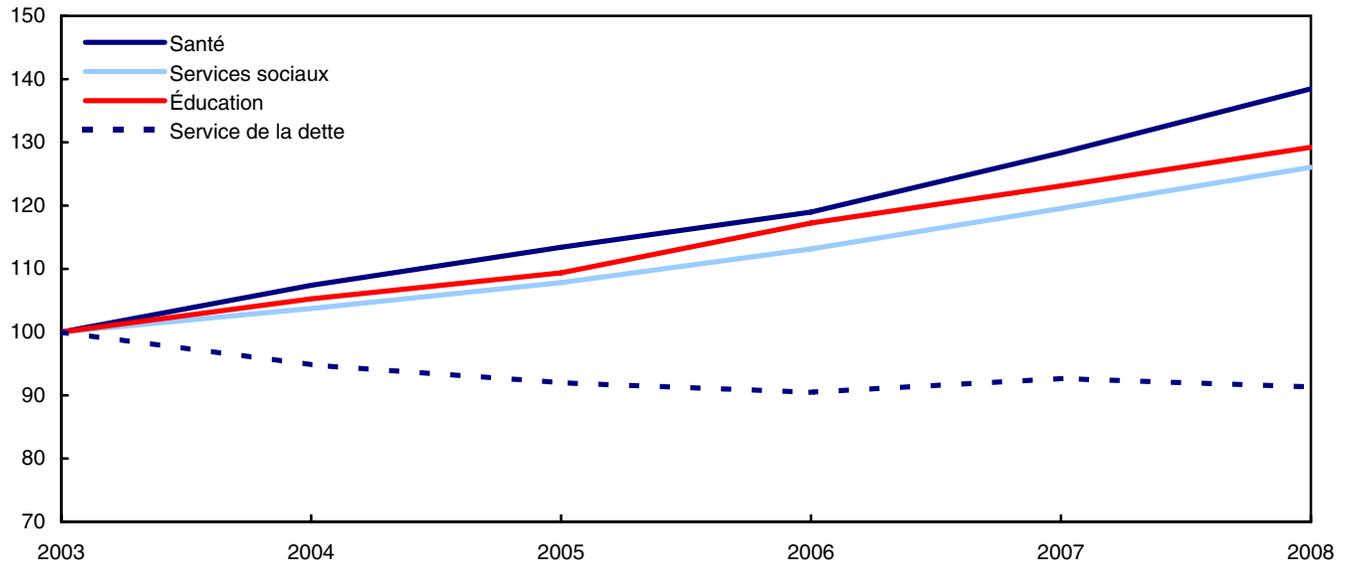
Indice : 2003=100



Note(s) : Les données pour l'administration publique fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars. Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Graphique 8
Certaines dépenses consolidées des administrations publiques

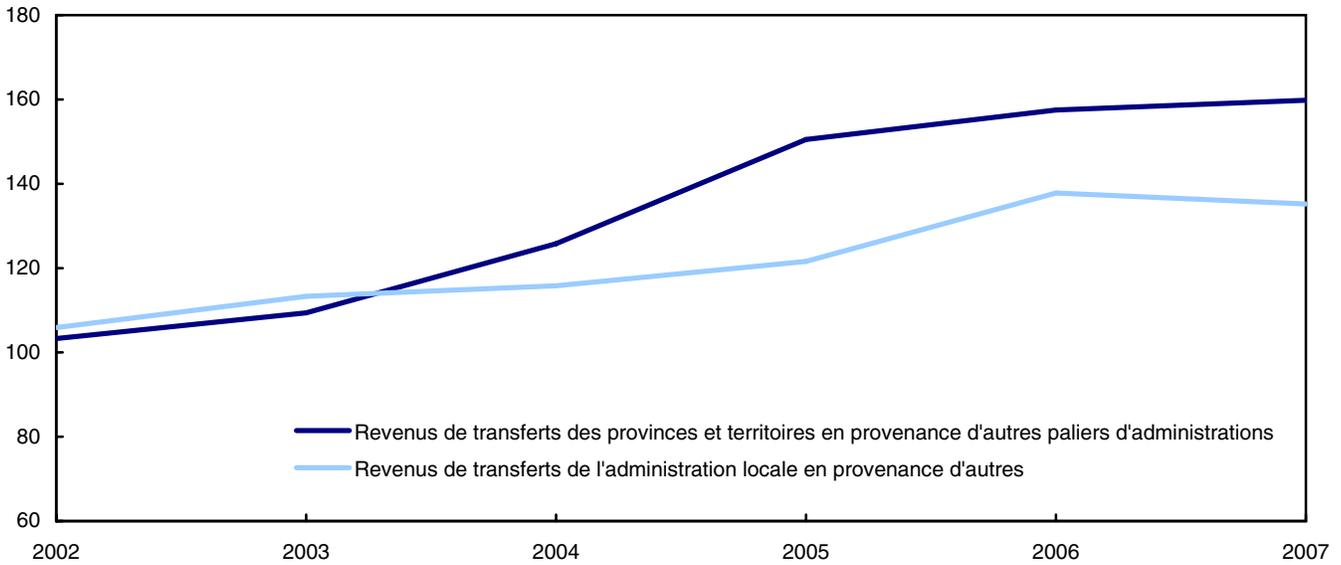
Indice : 2003=100



Note(s) : Les données pour l'administration publique fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars. Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Graphique 9
Revenus de transferts en provenance d'autres paliers d'administrations publiques

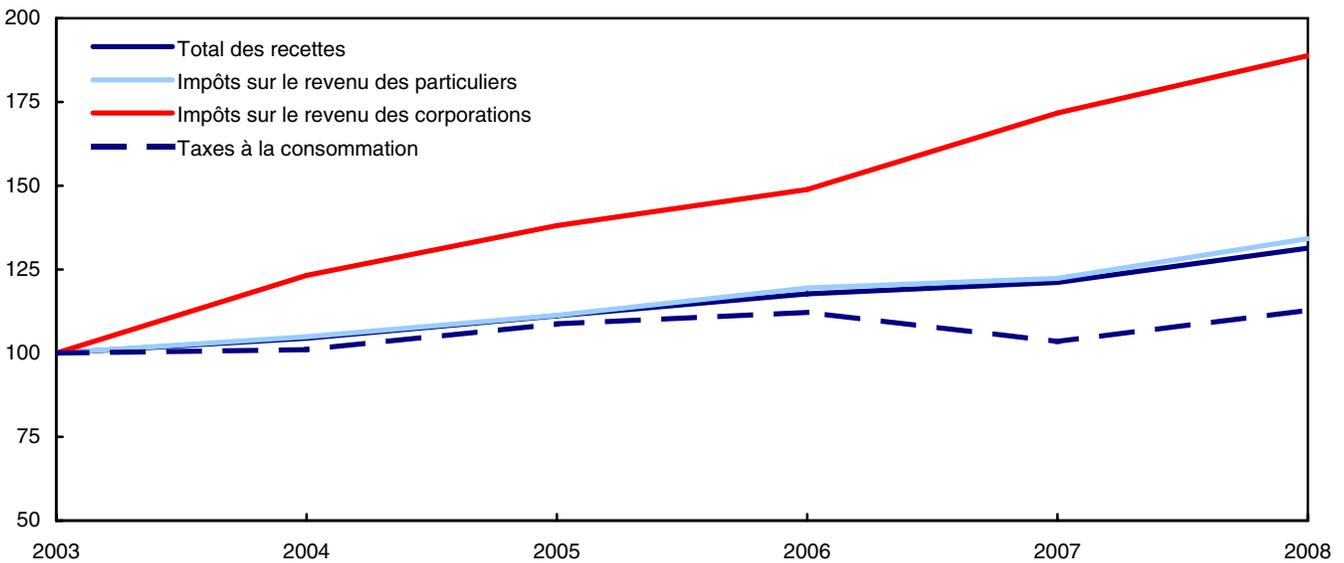
Indice : 2002=100



Note(s) : Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Graphique 10
Certaines recettes de l'administration publique générale fédérale par source

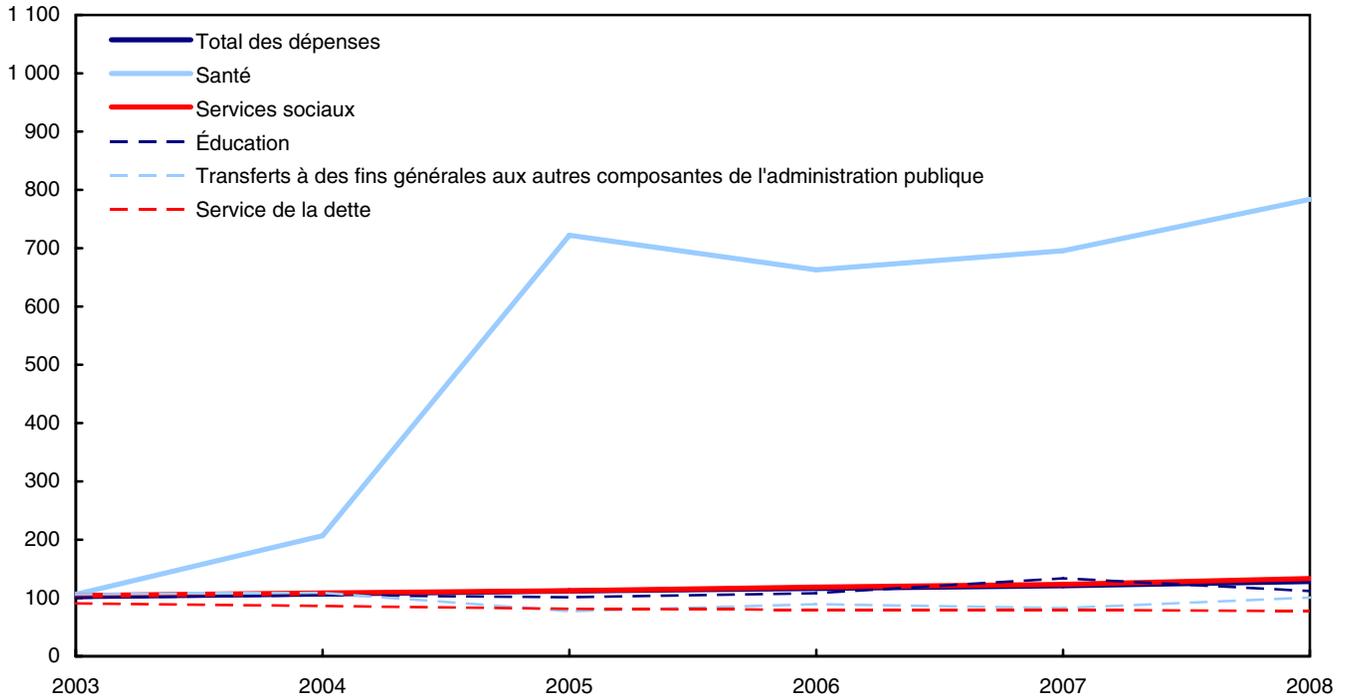
Indice : 2003=100



Note(s) : Les données pour l'administration publique générale fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

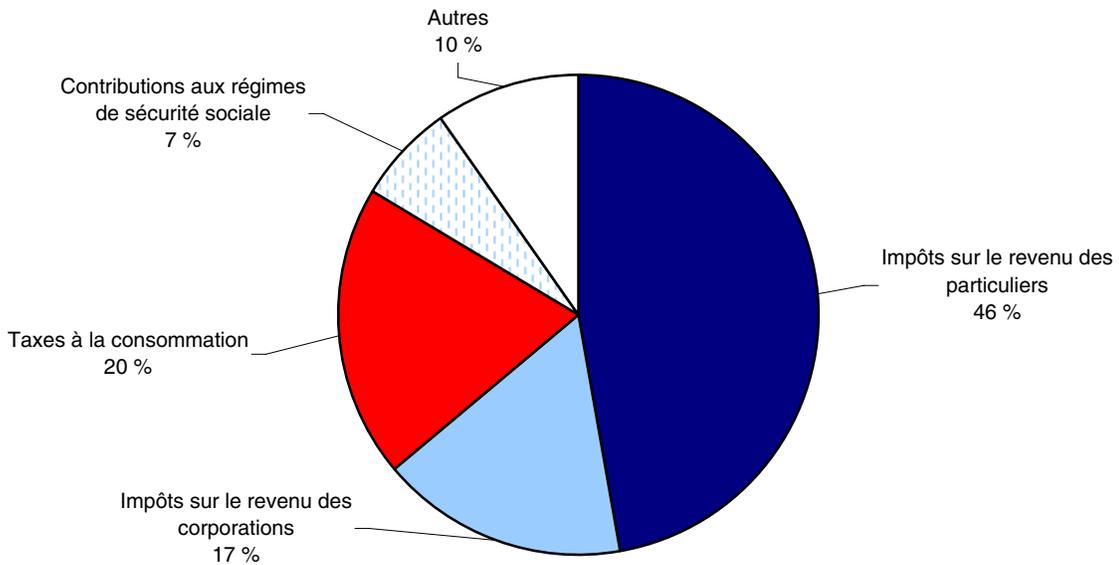
Graphique 11
Certaines dépenses de l'administration publique générale fédérale par fonction

Indice : 2003=100



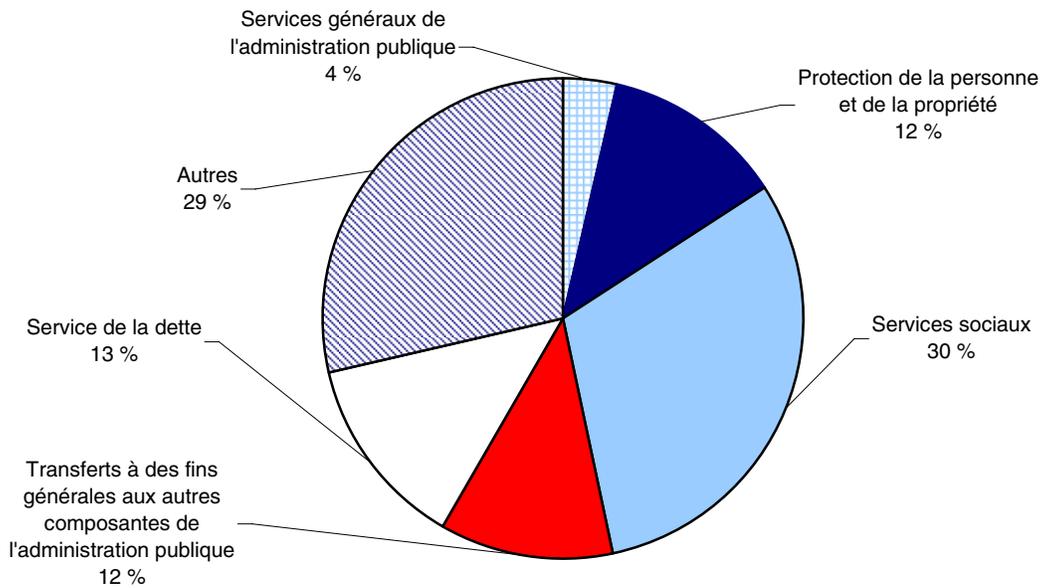
Note(s) : Les données pour l'administration publique générale fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Graphique 12
Recettes de l'administration publique générale fédérale par source, 2008



Note(s) : Les données pour l'administration publique générale fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

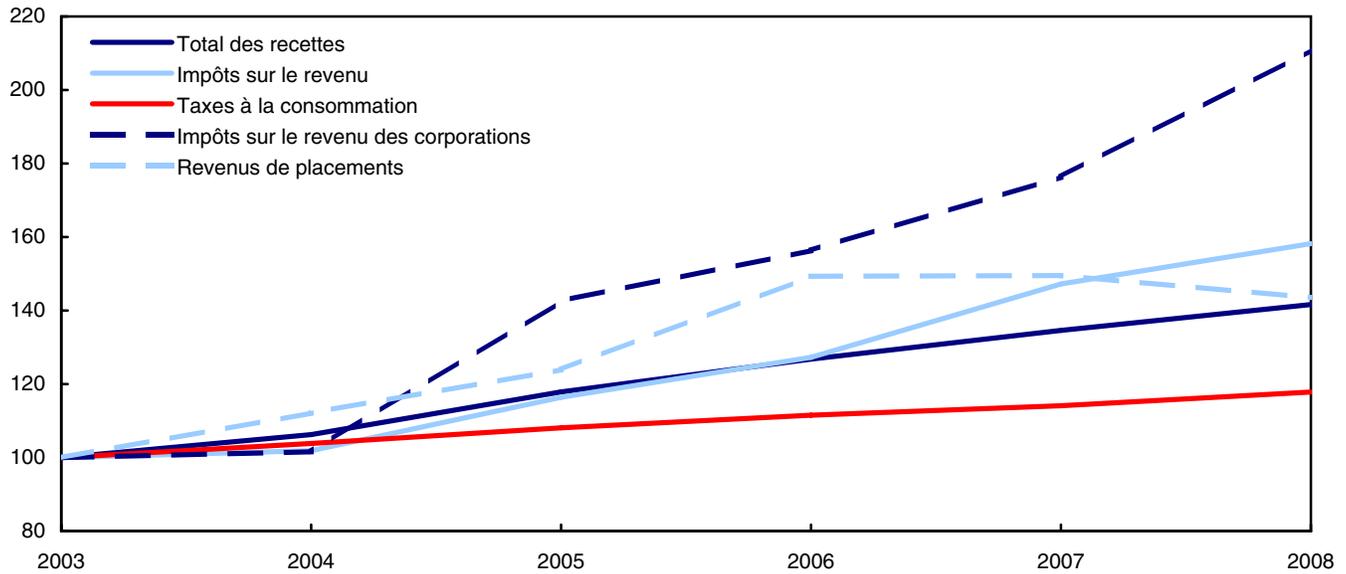
Graphique 13
Dépenses de l'administration publique générale fédérale, 2008



Note(s) : Les données pour l'administration publique générale fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Graphique 14
Certaines recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales par source

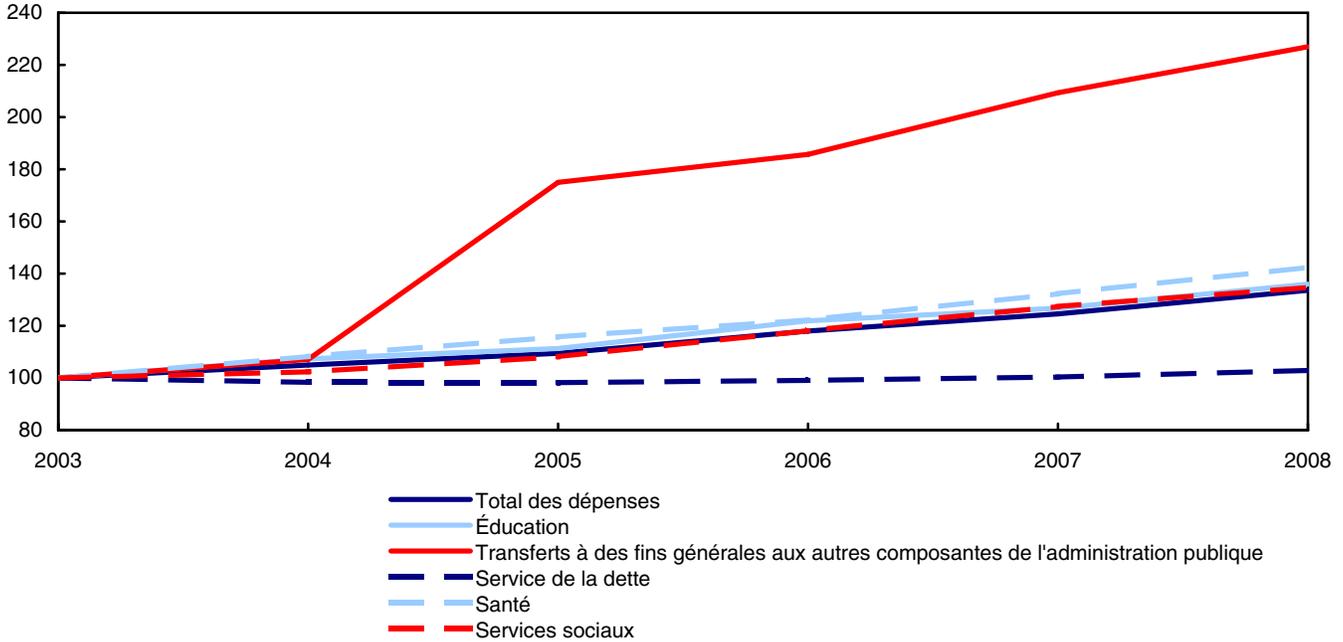
Indice : 2003=100



Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

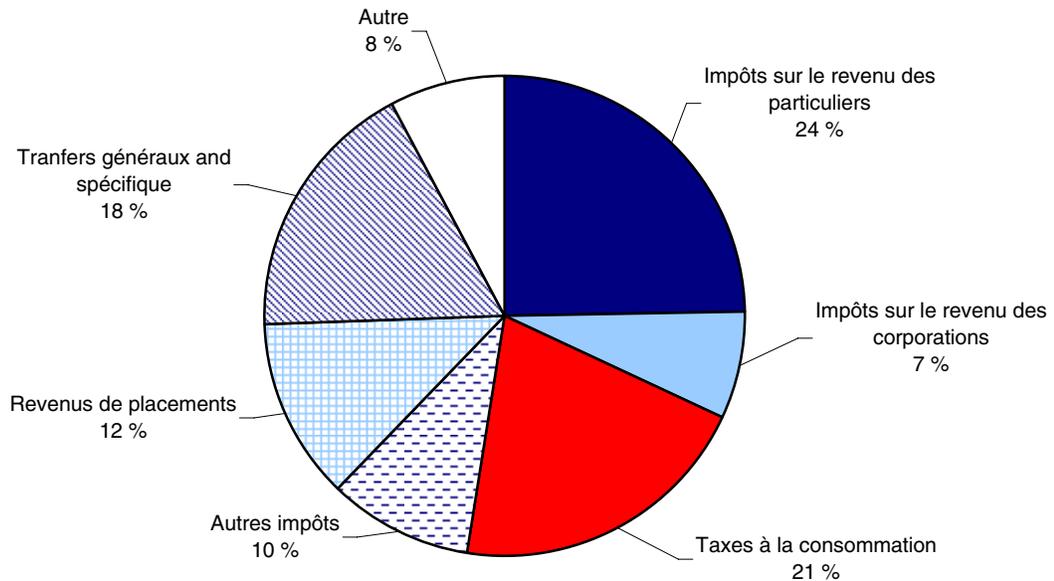
Graphique 15
Certaines dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales par fonction

Indice : 2003=100



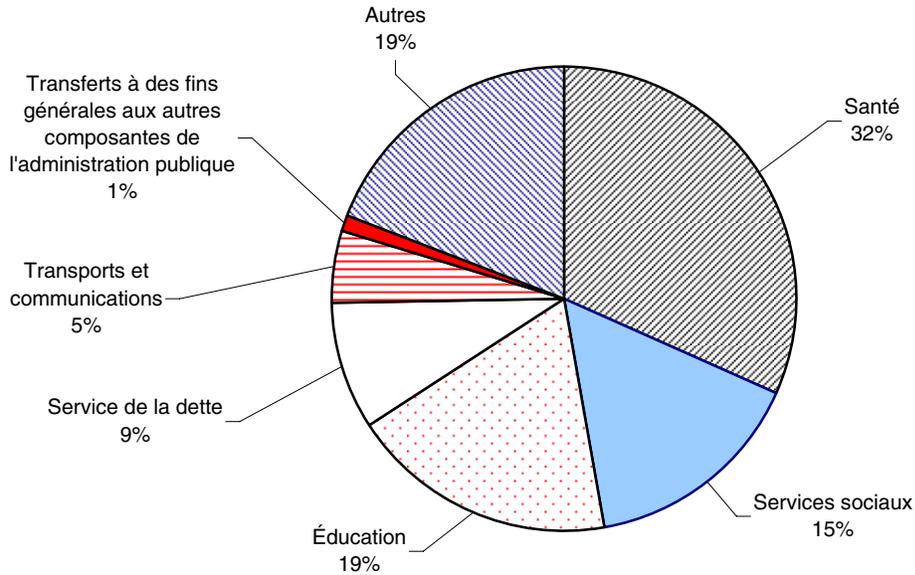
Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Graphique 16
Recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales par source, 2008



Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

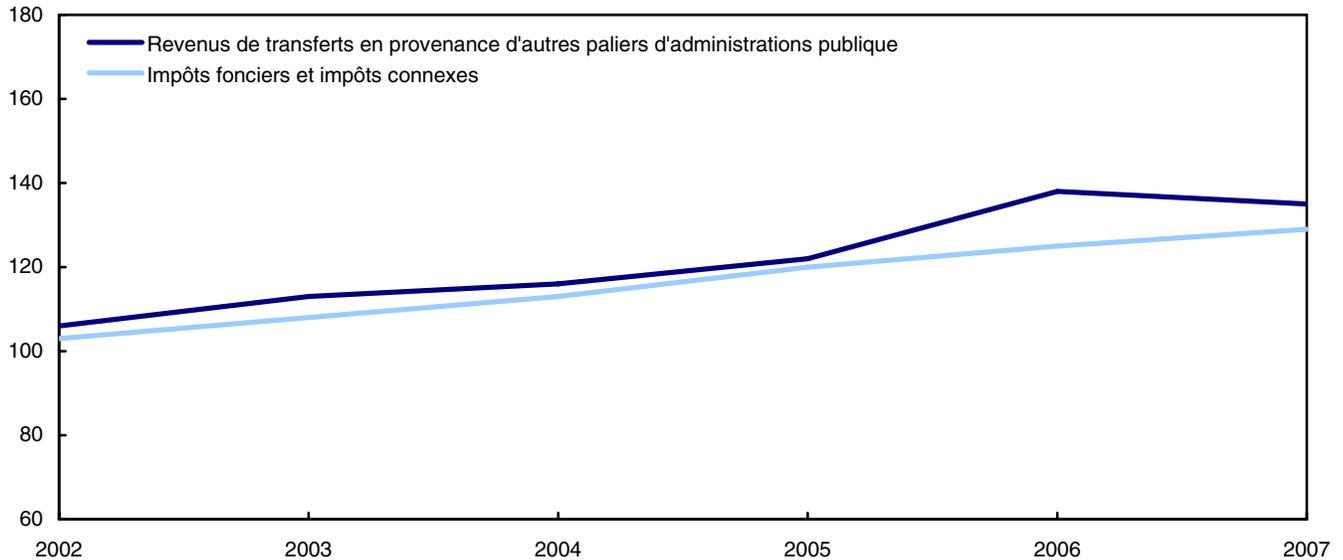
Graphique 17
Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales par fonction, 2008



Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Graphique 18
Administrations publiques locales : Revenus de transferts vs. Impôts fonciers et impôts connexes

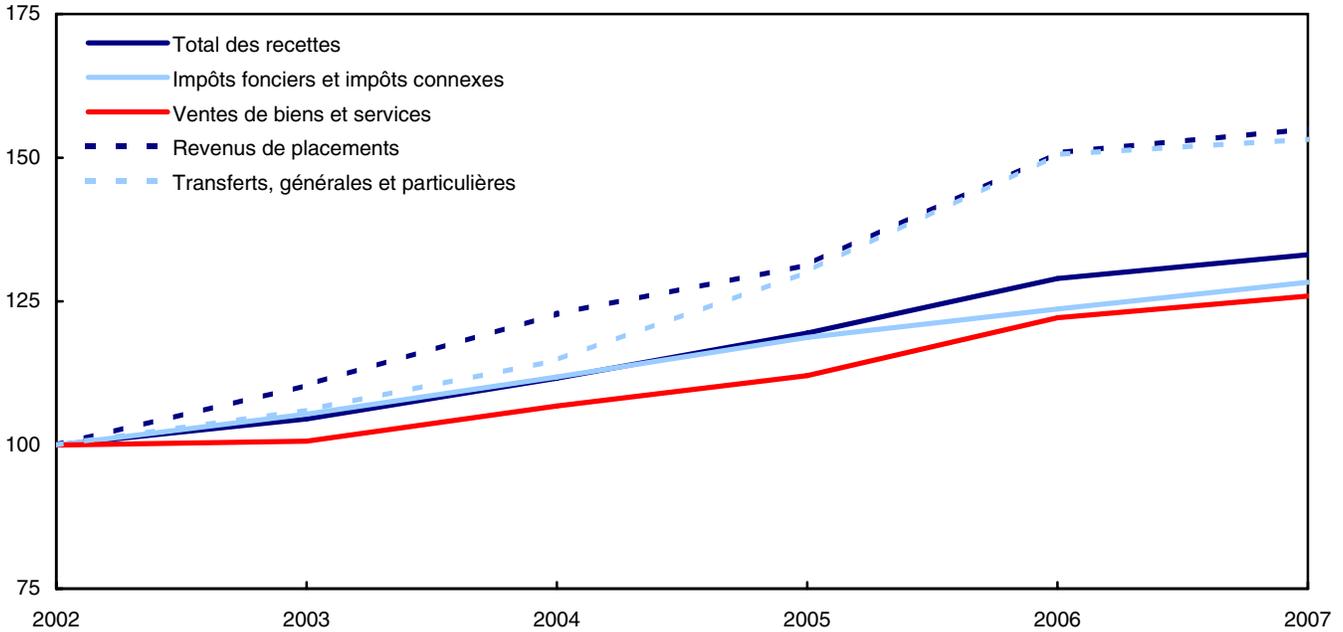
Indice : 2002=100



Note(s) : Les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Graphique 19
Certaines recettes des administrations publiques générales locales par source

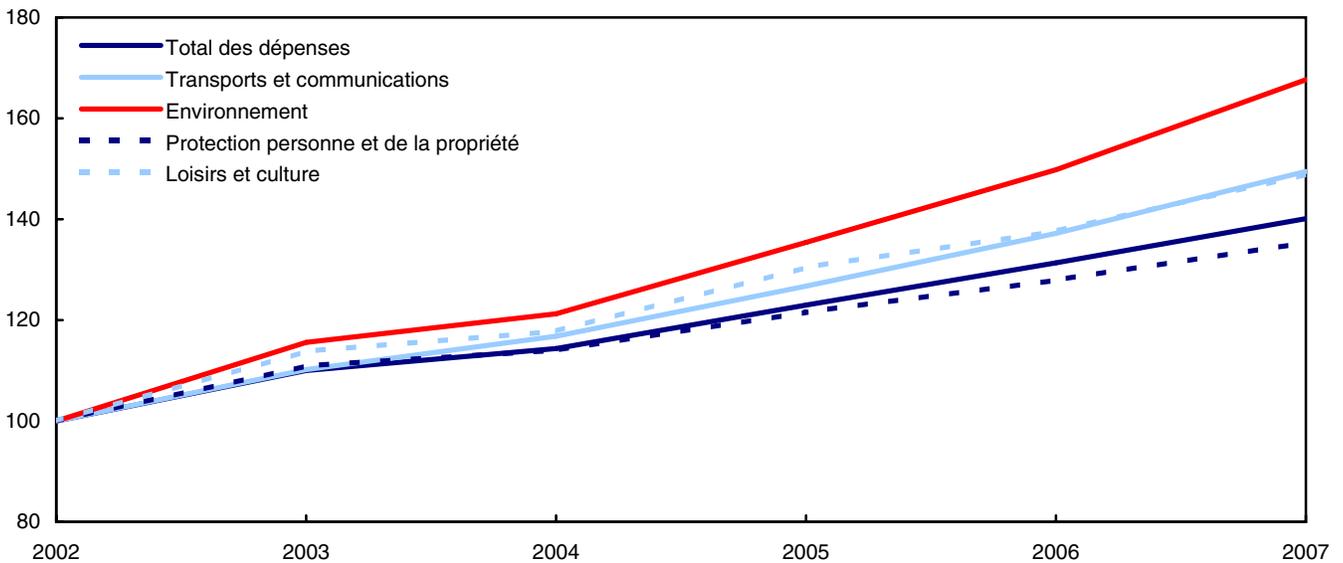
Indice : 2002=100



Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

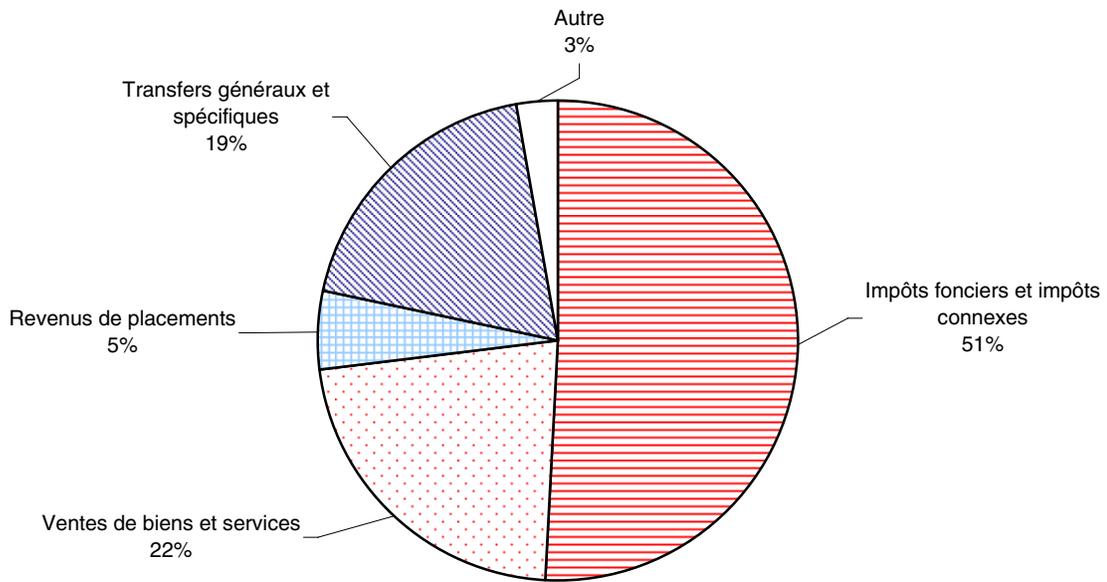
Graphique 20
Certaines dépenses des administrations publiques générales locales par fonction

Indice : 2002=100



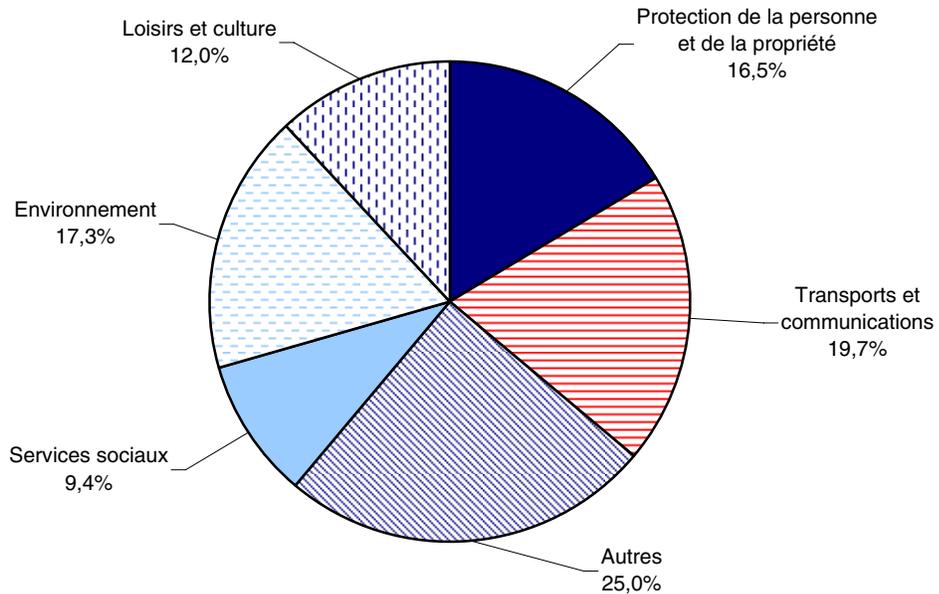
Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Graphique 21
Recettes des administrations publiques générales locales par source, 2007



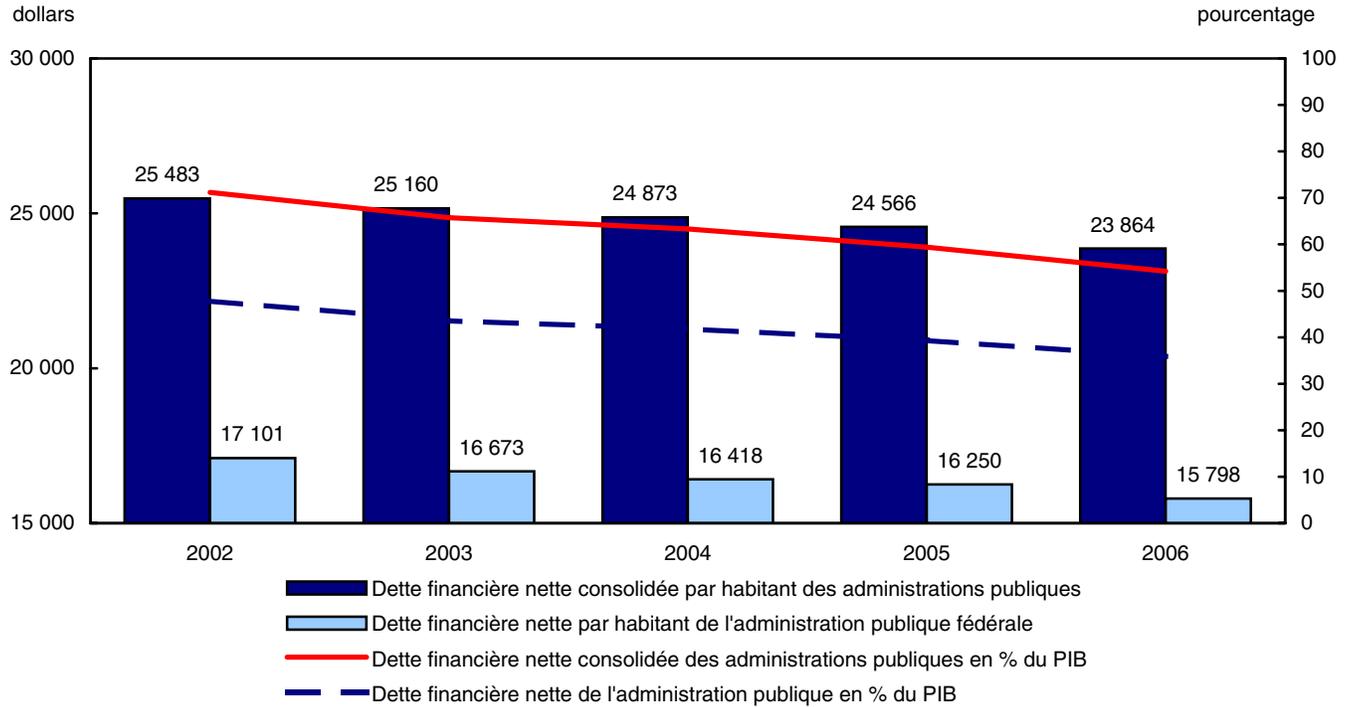
Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Graphique 22
Dépenses des administrations publiques générales locales par fonction, 2007



Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

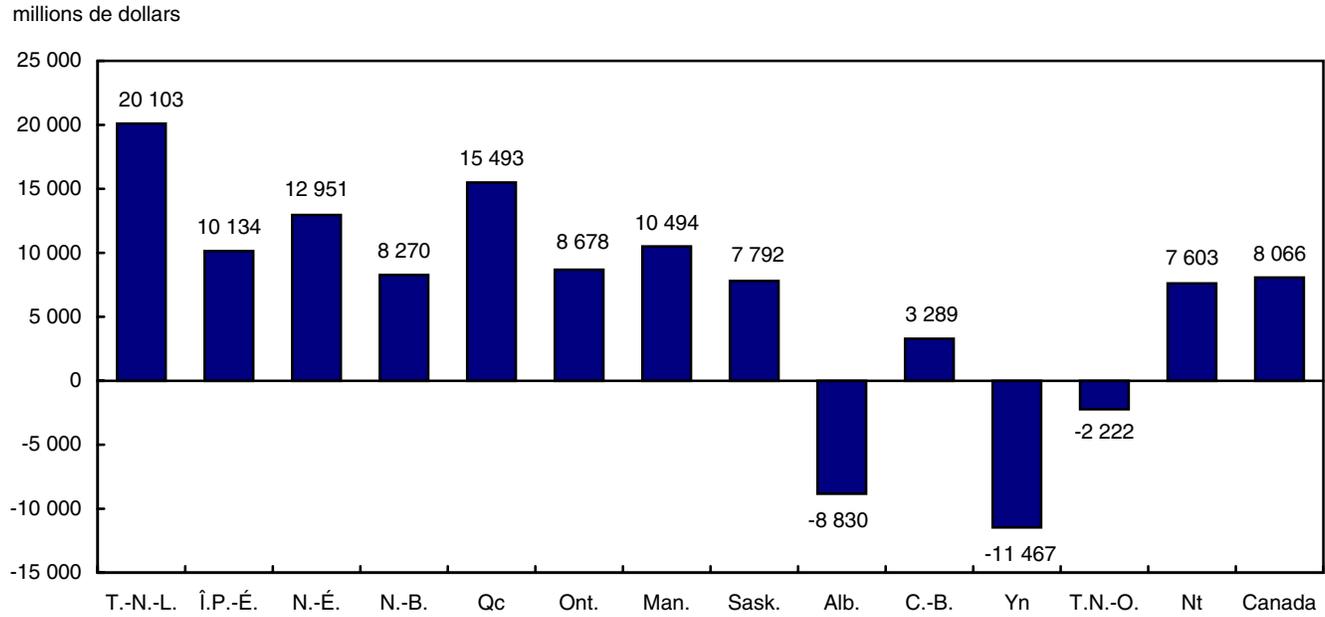
Graphique 23
Administration publique, dette financière nette par habitant et % de PIB



Note(s) : Les données pour les administrations publiques fédérale et consolidées sont établies au 31 mars.

Graphique 24

Dette financière nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales et administrations publiques locales¹ consolidées, 2006



1. Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies au 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

63-202-X	Le contrôle et la vente des boissons alcoolisées au Canada
68-213-S	Statistiques sur le secteur public : supplément
68F0023X	Système de gestion financière (SGF)

Choisis parmi les études analytiques de Statistique Canada

11-621-MIF2008066	Tendances de l'emploi dans l'administration publique centrale : un profil selon la géographie
11-621-MIF2007061	L'emploi et les femmes dans l'administration publique centrale (fédérale)
11-621-MIF2007053	Tendances de l'emploi dans la fonction publique fédérale

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

183-0002	Emploi, salaires et traitements dans le secteur public, mensuel
183-0003	Emploi, salaires et traitements dans l'administration publique fédérale, pour les régions métropolitaines pour le mois de septembre, annuel
183-0004	Ministère de la défense nationale, les membres des forces armées Canadiennes, salaires et traitements, mensuel
183-0006	Volume et valeur des ventes des boissons alcoolisées et par habitant 15 ans et plus, exercices financiers se terminant le 31 mars, annuel
183-0015	Ventes de boissons alcoolisées des régies des alcools, des producteurs de vins et des brasseries, selon la valeur et le volume, exercices financiers se terminant le 31 mars, annuel
183-0016	Importations et exportations de boissons alcoolisées, selon la valeur et le volume pour les pays sélectionnés, exercices financiers se terminant le 31 mars, annuel
183-0017	Bénéfice net des régies des alcools provinciales et territoriales et recettes des administrations publiques provenant directement du contrôle et de la vente des boissons alcoolisées, exercices financiers se terminant le 31 mars, annuel

183-0018	Rapprochement entre le bénéfice net des régies des alcools et les recettes provenant directement du contrôle et de la vente des boissons alcoolisées, exercices financiers se terminant le 31 mars, annuel
183-0019	Volume en litres d'alcool absolu des ventes de boissons alcoolisées et par habitant 15 ans et plus, exercices financiers se terminant le 31 mars, annuel
183-0020	Provisions provinciales et territoriales des ventes au détail de boissons alcoolisées, exercices financiers se terminant le 31 mars, annuel
183-0021	Emploi du secteur public fédéral rapprochement des univers statistiques du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, de la Commission de la fonction publique du Canada et de Statistique Canada, au 31 décembre, annuel
183-0022	Rapprochement de l'emploi dans le secteur public et de l'emploi dans l'administration publique, annuel
385-0001	Recettes et dépenses consolidées de l'administration publique fédérale, des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, annuel
385-0002	Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale, des administrations publiques générales provinciales et territoriales, l'année financière se terminant le 31 mars, annuel
385-0003	Recettes et dépenses des administrations publiques locales, pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre, annuel
385-0005	Recettes et dépenses, des régimes de retraite non-provisionnés fédéral, provinciaux et territoriaux, pour l'année financière se terminant le 31 mars, annuel
385-0006	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars, annuel
385-0007	Recettes et dépenses des universités et collèges, pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, annuel
385-0008	Recettes et dépenses des institutions de services de santé et services sociaux, pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, annuel
385-0009	Recettes et dépenses des commissions scolaires, l'année se terminant le 31 décembre, annuel
385-0010	Dette de l'administration publique fédérale, pour l'année financière se terminant le 31 mars, annuel
385-0011	Les finances des entreprises publiques fédérales, revenus et dépenses, sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre, annuel
385-0012	Les finances des entreprises publiques fédérales, des bénéficiaires non-répartis, établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre, annuel
385-0013	Les finances des entreprises publiques fédérales, bilan, sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre, annuel
385-0014	Bilan des administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales et des administrations publiques locales, annuel

385-0015	Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales, territoriales et locales, selon l'industrie, sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre, annuel
385-0016	Actif, passif et avoir net des entreprises publiques provinciales et territoriales, selon l'industrie, sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre, annuel
385-0018	Bilan des régimes de retraite non provisionnés des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales, au 31 mars, annuel
385-0019	Bilan du Régime de pensions du Canada et Québec (RPC et RRQ), au 31 mars, annuel
385-0021	Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le Système de gestion financière (SGF) et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE), pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, annuel
385-0022	Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), pour l'année financière se terminant le 31 mars, annuel
385-0023	Rapprochement des recettes et dépenses estimées de l'administration publique fédérale selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), pour l'année financière se terminant le 31 mars, annuel
385-0024	Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, comptes courant et capital, l'année se terminant le 31 décembre, annuel
385-0025	Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), au 31 mars, annuel
385-0026	Dette garantie par les administrations publiques générales provinciales et territoriales, annuel
385-0027	Transferts de capital des administrations publiques générales provinciales et territoriales pour la remise de dette à d'autres sous-secteurs, annuel
385-0028	Service de la dette des administrations publiques provinciales et territoriales versée pour le compte des entreprises publiques, des municipalités et des commissions scolaires, pour l'année financière se terminant le 31 mars, annuel
385-0029	Rapprochement du bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), au 31 mars, annuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

1709	Actifs et passifs financiers consolidés des administrations publiques
1713	Emploi dans le secteur public
1726	Contrôle et vente des boissons alcoolisées au Canada
1730	Finances des entreprises publiques fédérales, provinciales, territoriales et locales
1735	Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Dette financière nette de l'administration publique fédérale*
- *Actif financier et passif consolidés des administrations publiques générales fédérales, provinciales et territoriales et des administrations publiques locales*
- *Actif financier et passif de l'administration publique générale fédérale*
- *Actif financier et passif des administrations publiques générales provinciales et territoriales*
- *Actif financier et passif des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire*
- *Actif financier et passif des administrations publiques locales*
- *Actif financier et passif des administrations publiques locales, par province et territoire*
- *Consolidation des administrations publiques générales provinciales et territoriales et des administrations publiques locales, actif financier et passif*
- *Personnel militaire et rémunération*
- *Emploi, salaires et traitements dans le secteur public*
- *Emploi, salaires et traitements dans l'administration publique fédérale, par région métropolitaine de recensement*
- *Emploi, salaires et traitements dans le secteur public, par province et territoire*
- *Recettes des universités et des collèges, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales*
- *Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale*
- *Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales, Canada*
- *Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales*

- *Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés fédéraux*
- *Recettes et dépenses des universités et collèges*
- *Recettes et dépenses des institutions de services de santé et services sociaux*
- *Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés provinciaux*
- *Recettes et dépenses des commissions scolaires*
- *Recettes et dépenses des universités et des collèges, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses des institutions de services de santé et services sociaux, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses des commissions scolaires, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques*
- *Recettes et dépenses de l'administration publique fédérale*
- *Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales*
- *Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses des administrations publiques locales*
- *Recettes et dépenses des administrations publiques locales, par province et territoire*
- *Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales et territoriales*
- *Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales et territoriales, par province et territoire*
- *Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière de Statistique Canada*
- *Rapprochement des recettes et dépenses de l'administration publique fédérale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière de Statistique Canada*

Tableaux statistiques

Tableau 1-1

Emploi — Emploi et salaires et traitements dans le secteur public ¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, 2007

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	nombre moyen d'employés						
Emploi dans le secteur public (moyenne annuelle)							
Secteur public ²	57 701	17 009	119 352	84 408	776 238	1 172 096	158 243
Administration publique	54 320	15 645	110 683	76 093	711 831	1 049 146	134 582
Administration publique générale fédérale	7 160	3 680	23 839	14 883	80 237	160 737	16 693
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales ³	11 299	2 726	11 586	26 870	86 046	104 372	16 881
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	16 507	4 157	29 852	22 373	237 790	223 203	42 995
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales ³	6 588	1 474	12 696	6 198	77 181	132 086	12 275
Administrations publiques générales, locales	4 109	823	11 546	5 768	77 791	173 832	13 888
Commissions scolaires locales ³	8 655	2 784	21 165	.	152 786	254 915	31 849
Entreprises publiques	3 382	1 364	8 669	8 315	64 407	122 950	23 661
Entreprises publiques, fédérales	1 346	1 160	6 314	2 637	18 574	40 070	12 929
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	2 036	204	1 866	5 202	39 697	38 003	8 957
Entreprises publiques, locales	.	.	489	476	6 136	44 877	1 776
	millions de dollars						
Secteur public salaires et traitements (totaux annuels)							
Secteur public	2 683,9	848,7	5 341,4	4 084,7	37 706,4	61 799,6	7 238,3
Administration publique	2 543,7	791,3	5 020,9	3 634,9	33 912,2	54 971,9	6 004,4
Administration publique générale fédérale	446,4	221,7	1 542,8	906,4	5 106,9	11 176,2	1 013,4
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales ³	416,8	133,4	569,3	1 255,7	4 746,3	5 529,2	940,8
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	852,3	213,2	1 262,0	983,3	10 530,3	11 087,8	1 757,1
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales ³	277,0	70,2	544,7	250,3	3 941,1	6 178,3	515,4
Administrations publiques générales, locales	119,4	19,4	320,1	239,3	3 566,0	8 351,3	529,3
Commissions scolaires locales ³	431,7	133,6	782,0	.	6 021,6	12 649,0	1 248,5
Entreprises publiques	140,3	57,4	320,4	449,7	3 794,3	6 827,7	1 233,9
Entreprises publiques, fédérales	59,1	49,7	255,9	134,3	849,8	1 883,4	656,4
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	81,1	7,7	49,1	298,8	2 610,6	2 498,4	500,8
Entreprises publiques, locales	.	.	15,3	16,6	333,8	2 445,8	76,7

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-1 – suite

Emploi — Emploi et salaires et traitements dans le secteur public ¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, 2007

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada ⁴	Total
nombre moyen d'employés								
Emploi dans le secteur public (moyenne annuelle)								
Secteur public ²	136 004	305 505	372 982	6 558	10 457	5 828	3 257	3 225 700
Administration publique	122 150	294 574	343 730	5 663	9 422	5 643	3 257	2 936 738
Administration publique générale fédérale	9 484	27 589	37 841	606	1 218	411	3 257	387 636
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales ³	15 621	32 165	38 193	4 201	4 640	3 348	.	357 949
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	42 996	78 798	100 630	338	1 031	x	.	800 669
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales ³	12 670	39 171	48 395	.	.	.	.	348 734
Administrations publiques générales, locales	15 523	46 624	41 487	518	1 374	1 884	.	395 167
Commissions scolaires locales ³	25 856	70 228	77 185	.	1 159	.	.	646 583
Entreprises publiques	13 854	10 930	29 251	x	x	x	..	288 962
Entreprises publiques, fédérales	2 130	2 567	9 717	x	x	x	..	99 121
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	11 313	4 128	19 406	x	x	x	..	131 252
Entreprises publiques, locales	411	4 235	128	.	.	.	.	58 589
millions de dollars								
Secteur public salaires et traitements (taux annuels)								
Secteur public	5 831,8	15 748,5	17 860,5	416,0	684,0	424,6	313,1	160 985,9
Administration publique	5 070,3	15 213,8	16 321,2	377,4	631,3	409,5	313,1	145 216,0
Administration publique générale fédérale	598,5	1 728,0	2 567,4	51,9	111,0	43,2	313,1	25 826,9
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales ³	860,1	1 922,1	2 257,7	286,6	329,0	300,6	.	19 547,5
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	1 461,7	3 819,2	3 625,5	17,1	117,0	x	.	35 726,6
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales ³	566,7	1 993,1	2 341,6	.	.	.	.	16 678,2
Administrations publiques générales, locales	545,0	2 362,3	2 094,4	21,8	42,6	65,7	.	18 276,6
Commissions scolaires locales ³	1 038,3	3 389,1	3 434,6	.	31,8	.	.	29 160,2
Entreprises publiques	761,5	534,7	1 539,3	x	x	x	..	15 769,9
Entreprises publiques, fédérales	113,3	118,7	442,7	x	x	x	..	4 634,4
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	631,0	177,9	1 090,5	x	x	x	..	7 981,6
Entreprises publiques, locales	17,1	238,1	6,0	.	.	.	.	3 153,9

1. Les données sur l'emploi ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

2. Les chiffres peuvent ne pas être égaux au total à cause de la suppression des données confidentielles.

3. Les collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers et les commissions scolaires locales sont intégrés dans les administrations publiques générales, provinciales et territoriales, au Nouveau-Brunswick, au Territoire du Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest (partiellement pour les commissions scolaires locales), et au Nunavut.

4. Les données sur l'emploi sont pour l'administration publique fédérale.

Note(s) : Les données sont établies sur la base d'une année civile.

Source(s) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0002.

Tableau 1-2

Emploi — Emploi dans le secteur public¹, emploi par 1 000 habitants, et emploi comme un pourcentage de la population active occupée par province, territoire et à l'extérieur du Canada

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
nombre moyen d'employés							
Emploi dans le secteur public							
1998	55 655	15 267	105 308	77 922	713 065	949 401	129 346
1999	52 914	15 901	105 402	78 671	698 401	946 855	134 504
2000	52 719	16 471	104 974	78 139	692 538	958 183	137 108
2001	54 005	16 700	115 887	81 802	731 207	993 985	143 571
2002	55 395	16 485	117 261	82 337	745 887	1 025 822	149 951
2003	56 730	16 768	118 337	83 902	761 007	1 064 868	154 852
2004	56 289	17 091	116 778	82 411	762 019	1 082 630	156 178
2005	55 636	16 927	118 733	83 173	763 607	1 117 039	157 496
2006	56 792	16 774	120 228	84 692	771 382	1 144 209	158 189
2007	57 701	17 009	119 352	84 408	776 238	1 172 096	158 243
Emploi dans le secteur public par 1 000 habitants							
1998	103	112	113	104	98	84	114
1999	99	117	113	105	95	82	118
2000	100	121	112	104	94	82	119
2001	103	122	124	109	99	84	125
2002	107	120	125	110	100	85	130
2003	109	122	126	112	102	87	133
2004	109	124	125	110	101	87	133
2005	108	122	127	111	101	89	134
2006	111	122	129	113	101	90	134
2007	114	123	128	113	101	92	133
pourcentage							
Emploi dans le secteur public comme un pourcentage de la population active occupée⁴							
1998	28,9	25,6	26,6	24,7	21,9	17,4	24,2
1999	26,3	26,4	26,1	24,2	21,0	16,8	24,8
2000	26,6	26,3	25,5	23,6	20,4	16,5	24,8
2001	26,5	26,2	27,9	24,8	21,3	16,8	25,9
2002	26,7	25,5	27,7	24,0	20,9	17,0	26,4
2003	26,7	25,4	27,4	24,5	21,0	17,1	27,2
2004	26,3	25,5	26,4	23,5	20,7	17,1	27,1
2005	26,0	24,8	26,8	23,7	20,5	17,5	27,1
2006	26,3	24,4	27,2	23,8	20,5	17,6	26,9
2007	26,6	24,5	26,7	23,3	20,2	17,8	26,5
personnes							
Estimations de la population, annuel^{5, 6}							
1998	539 932	135 819	931 907	750 551	7 295 973	11 367 018	1 137 515
1999	533 409	136 296	933 847	750 611	7 323 308	11 506 359	1 142 491
2000	528 043	136 486	933 881	750 518	7 357 029	11 685 380	1 147 373
2001	521 986	136 672	932 389	749 890	7 396 990	11 897 647	1 151 285
2002	519 449	136 934	934 507	750 327	7 445 745	12 102 045	1 155 584
2003	518 428	137 325	936 513	751 222	7 494 690	12 262 560	1 161 896
2004	517 303	137 862	937 960	752 040	7 548 984	12 420 289	1 170 555
2005	514 144	138 188	935 990	751 319	7 598 034	12 565 446	1 174 150
2006	509 940	138 027	935 050	749 225	7 651 033	12 705 328	1 178 492
2007	506 275	138 627	934 147	749 782	7 700 807	12 803 861	1 186 679

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-2 – suite

Emploi — Emploi dans le secteur public¹, emploi par 1 000 habitants, et emploi comme un pourcentage de la population active occupée par province, territoire et à l'extérieur du Canada

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest ²	Nunavut ²	Extérieur du Canada ³	Total
nombre moyen d'employés								
Emploi dans le secteur public								
1998	112 844	252 128	348 697	4 904	10 773		2 935	2 778 970
1999	116 158	252 748	348 722	5 628	8 204	4 571	2 878	2 771 432
2000	116 704	254 106	352 450	5 733	8 352	5 194	3 020	2 785 779
2001	121 772	267 108	349 098	5 903	9 574	5 632	3 031	2 899 352
2002	122 057	271 930	348 166	5 871	9 696	5 613	3 053	2 959 593
2003	125 897	273 458	351 127	5 957	10 035	5 685	3 145	3 031 830
2004	127 661	277 941	349 771	6 114	10 037	6 005	3 139	3 054 125
2005	129 704	282 201	351 501	6 241	9 952	6 074	3 148	3 101 494
2006	132 391	292 506	361 588	6 382	10 187	5 983	3 228	3 164 593
2007	136 004	305 505	372 982	6 558	10 457	5 828	3 257	3 225 700
Emploi dans le secteur public par 1 000 habitants								
1998	111	87	88	157	160	...	...	92
1999	114	86	87	183	202	170	...	91
2000	116	85	87	188	206	189	...	91
2001	122	87	86	196	235	200	...	93
2002	123	87	85	195	234	195	...	94
2003	127	86	84	195	238	195	...	96
2004	128	87	83	198	234	203	...	95
2005	131	86	83	201	233	202	...	96
2006	134	87	84	204	240	197	...	97
2007	136	88	85	212	245	187	...	98
pourcentage								
Emploi dans le secteur public comme un pourcentage de la population active occupée⁴								
1998	24,0	16,7	18,8	...	...	...	...	...
1999	24,6	16,4	18,4	...	...	...	...	...
2000	24,6	16,0	18,2	...	...	...	...	...
2001	26,5	16,4	18,2	...	...	...	...	...
2002	26,1	16,3	17,7	...	...	...	...	...
2003	26,4	15,9	17,4	...	...	...	...	...
2004	26,6	15,8	17,0	...	...	...	...	...
2005	26,8	15,8	16,5	...	...	...	...	...
2006	26,9	15,6	16,5	...	...	...	...	...
2007	27,1	15,6	16,5	...	...	...	...	...
personnes								
Estimations de la population, annuel^{5, 6}								
1998	1 017 506	2 899 452	3 983 077	31 142	40 816	26 374	...	30 157 082
1999	1 014 707	2 953 255	4 011 342	30 777	40 654	26 822	...	30 403 878
2000	1 007 767	3 004 940	4 039 198	30 421	40 499	27 500	...	30 689 035
2001	1 000 134	3 056 739	4 078 447	30 129	40 822	28 121	...	31 021 251
2002	995 886	3 116 332	4 115 413	30 137	41 489	28 739	...	31 372 587
2003	994 732	3 161 371	4 155 370	30 574	42 231	29 165	...	31 676 077
2004	994 898	3 208 173	4 203 807	30 875	42 822	29 631	...	31 995 199
2005	990 044	3 280 728	4 260 246	31 051	42 724	30 013	...	32 312 077
2006	987 520	3 370 600	4 320 255	31 211	42 401	30 400	...	32 649 482
2007	996 869	3 473 984	4 380 256	30 989	42 637	31 113	...	32 976 026

1. Les données sur l'emploi ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.
 2. Les données sur l'emploi des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.
 3. Les données sur l'emploi sont pour l'administration publique fédérale.
 4. Les données de l'enquête sur la population active ne sont pas disponibles pour les territoires et hors du Canada.
 5. Les estimations postcensitaires sont établies à partir des données du dernier recensement, rajustées pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis ce recensement. Les estimations intercensitaires sont établies à partir des estimations postcensitaires et des données rajustées pour le sous-dénombrement net des recensements précédant et suivant l'année considérée.
 6. Les estimations sont intercensitaires révisées de 1971 à 1995, intercensitaires définitives de 1996 à 2000, postcensitaires définitives de 2001 à 2004, postcensitaires mises à jour pour 2005 et 2006 et postcensitaires provisoires pour 2007.
Note(s) : Les données sur l'emploi sont établies sur la base d'une année civile.
Source(s) : Les données sur l'emploi — Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0002. Enquête sur la population active (EPA) — CANSIM, tableau 051-0001. Estimation de la population — CANSIM, tableau 282-0001.

Tableau 1-3

Emploi — Salaires et traitements dans le secteur public, et salaires et traitements en pourcentage du PIB provincial et territorial par province, territoire et à l'extérieur du Canada

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
Salaires et traitements dans le secteur public							
1998	1 906,3	516,1	3 550,9	2 664,8	24 913,6	38 474,4	4 200,2
1999	1 970,2	562,1	3 818,2	2 838,7	26 019,0	40 185,4	4 481,1
2000	2 107,2	623,5	4 021,3	3 002,6	27 945,5	42 858,9	4 880,7
2001	2 165,6	633,7	4 129,9	3 090,1	28 912,3	44 385,9	5 149,8
2002	2 301,7	680,7	4 323,7	3 217,3	30 244,3	47 242,4	5 511,8
2003	2 408,5	722,1	4 481,0	3 380,2	31 625,6	50 378,0	5 867,2
2004	2 408,5	749,9	4 592,0	3 446,1	32 468,8	52 508,9	6 154,7
2005	2 485,8	785,8	4 900,3	3 717,4	33 441,2	55 545,2	6 472,2
2006	2 547,7	802,7	5 186,1	3 897,8	34 606,8	58 355,7	6 803,4
2007	2 683,9	848,7	5 341,4	4 084,7	37 706,4	61 799,6	7 238,3
pourcentage							
Salaires et traitements dans le secteur public en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB) provincial et territorial							
1998	17,1	17,3	16,6	15,1	12,7	10,2	13,6
1999	16,2	17,8	16,6	14,9	12,3	9,8	14,0
2000	15,1	18,5	16,3	14,9	12,4	9,7	14,3
2001	15,3	18,5	15,9	14,9	12,5	9,8	14,6
2002	14,0	18,4	16,0	15,2	12,5	9,9	15,1
2003	13,3	19,0	15,5	15,1	12,6	10,2	15,7
2004	12,5	18,8	15,3	14,6	12,4	10,2	15,4
2005	11,6	19,1	15,5	15,4	12,3	10,3	15,5
2006	9,9	18,7	16,2	15,4	12,2	10,5	15,2
2007	9,2	18,7	16,0	15,5	12,6	10,6	14,9
millions de dollars							
PIB provincial et territorial							
1998	11 176	2 981	21 401	17 633	196 258	377 897	30 972
1999	12 184	3 159	23 059	19 041	210 809	409 020	31 966
2000	13 922	3 366	24 658	20 085	224 928	440 759	34 057
2001	14 179	3 431	25 909	20 684	231 624	453 701	35 157
2002	16 457	3 701	27 082	21 169	241 448	477 763	36 559
2003	18 119	3 798	28 851	22 366	250 752	493 081	37 451
2004	19 302	3 994	30 014	23 534	262 890	516 792	39 859
2005	21 496	4 118	31 575	24 190	272 672	536 908	41 682
2006	25 608	4 304	31 997	25 346	282 841	557 784	44 851
2007	29 034	4 538	33 296	26 410	298 157	582 019	48 586

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-3 – suite

Emploi — Salaires et traitements dans le secteur public, et salaires et traitements en pourcentage du PIB provincial et territorial par province, territoire et à l'extérieur du Canada

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut ¹	Extérieur du Canada ²	Total
millions de dollars								
Salaires et traitements dans le secteur public								
1998	3 663,3	8 824,4	13 291,2	234,4	554,9	...	206,2	103 039,1
1999	3 880,1	9 321,4	13 591,2	287,0	469,8	229,5	224,7	107 878,6
2000	4 105,8	10 038,6	14 326,8	302,5	482,6	250,5	240,9	115 191,5
2001	4 264,0	10 710,9	14 881,8	309,3	502,8	285,3	267,1	119 692,9
2002	4 497,5	11 415,6	15 285,8	327,2	538,4	314,6	275,5	126 180,9
2003	4 712,4	12 129,1	15 507,5	331,9	575,6	335,7	284,5	132 743,7
2004	4 963,6	12 781,6	15 773,8	357,5	605,1	360,2	282,4	137 457,4
2005	5 174,0	13 677,3	16 129,9	375,5	623,3	381,8	304,3	144 018,5
2006	5 516,6	14 600,1	17 777,9	395,1	651,8	407,9	309,1	151 863,2
2007	5 831,8	15 748,5	17 860,5	416,0	684,0	424,6	313,1	160 985,9
pourcentage								
Salaires et traitements dans le secteur public en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB) provincial et territorial								
1998	12,4	8,2	11,5	21,6	20,9	..	72,1	11,3
1999	12,6	8,0	11,2	26,5	20,5	30,7	74,9	11,0
2000	12,1	6,9	10,9	25,4	19,2	30,0	77,0	10,7
2001	12,9	7,1	11,1	24,6	16,9	32,6	78,3	10,8
2002	13,1	7,6	11,1	26,1	17,8	33,1	77,0	10,9
2003	12,9	7,1	10,6	25,7	15,6	33,9	76,1	10,9
2004	12,3	6,7	10,0	26,1	14,0	33,6	75,5	10,6
2005	11,8	6,2	9,5	25,4	15,1	34,6	77,2	10,5
2006	12,0	6,1	9,9	25,5	15,7	34,5	74,0	10,5
2007	11,4	6,1	9,4	24,7	14,9	31,0	73,2	10,5
millions de dollars								
PIB provincial et territorial								
1998	29 550	107 439	115 641	1 087	2 652	..	286	914 973
1999	30 778	117 080	120 921	1 085	2 292	747	300	982 441
2000	33 828	144 789	131 333	1 190	2 515	834	313	1 076 577
2001	33 127	151 274	133 514	1 259	2 972	876	341	1 108 048
2002	34 343	150 594	138 193	1 254	3 033	951	358	1 152 905
2003	36 653	170 113	145 642	1 292	3 692	991	374	1 213 175
2004	40 417	189 521	157 365	1 371	4 322	1 073	374	1 290 828
2005	43 773	222 159	169 404	1 478	4 128	1 103	394	1 375 080
2006	45 922	240 025	180 328	1 549	4 150	1 184	418	1 446 307
2007	51 166	259 941	190 214	1 687	4 580	1 371	428	1 531 427

1. Les données sur l'emploi des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.

2. Les données sur l'emploi sont pour l'administration publique fédérale.

Note(s) : Les données sur l'emploi sont établies sur la base d'une année civile.

Source(s) : Les données sur l'emploi — Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0002. Produit intérieur brut (PIB) — CANSIM, tableau 384-0001.

Tableau 1-4
Emploi — Emploi, moyenne annuelle 1

	2003	2004	2005	2006	2007
	nombre moyen d'employés				
Secteur public	3 031 830	3 054 125	3 101 494	3 164 593	3 225 700
Administration publique	2 756 850	2 771 572	2 819 798	2 880 763	2 936 738
Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales	2 390 421	2 404 839	2 449 321	2 493 998	2 549 103
Administration publique générale fédérale 2	366 428	366 733	370 477	386 765	387 636
Militaire	83 766	84 059	85 706	87 730	89 332
Administrations publiques provinciales et territoriales	1 418 505	1 423 340	1 450 015	1 472 572	1 507 353
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	345 684	343 772	348 521	351 893	357 949
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	320 542	326 118	334 720	340 289	348 734
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	752 279	753 450	766 773	780 390	800 669
Administrations publiques locales	971 917	981 499	999 306	1 021 427	1 041 750
Administrations publiques générales, locales	367 627	368 713	377 603	385 621	395 167
Commissions scolaires locales	604 290	612 786	621 703	635 806	646 583
Entreprises publiques, fédérales	92 084	94 634	95 436	96 310	99 121
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	131 314	134 859	131 543	130 963	131 252
Entreprises publiques, locales	51 582	53 060	54 717	56 558	58 589

1. Les données sur l'emploi ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

2. L'administration publique générale fédérale comprend les réservistes et les membres des forces armées canadiennes à temps plein.

Note(s) : Les données sont établies sur la base d'une année civile.

Source(s) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0002 et 183-0004.

Tableau 1-5
Emploi — Salaires et traitements, total annuel

	2003	2004	2005	2006	2007
	millions de dollars				
Secteur public	132 743,7	137 457,4	144 018,5	151 863,2	160 985,9
Administration publique	119 780,1	123 636,7	129 909,0	137 057,3	145 216,0
Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales	98 761,1	102 317,9	106 267,1	112 450,0	119 389,0
Administration publique générale fédérale 1	21 019,0	21 318,9	23 641,9	24 607,3	25 826,9
Militaire	4 072,6	4 131,0	4 635,8	4 738,2	4 914,6
Administrations publiques provinciales et territoriales	59 365,0	61 386,4	63 621,6	67 384,0	71 952,2
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	17 047,9	17 312,2	17 704,9	18 605,1	19 547,5
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	13 174,9	13 955,7	14 854,8	15 826,5	16 678,2
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	29 142,2	30 118,5	31 061,9	32 952,4	35 726,6
Administrations publiques locales	39 396,1	40 931,5	42 645,5	45 066,0	47 436,8
Administrations publiques générales, locales	14 826,2	15 468,0	16 314,8	17 258,8	18 276,6
Commissions scolaires locales	24 569,9	25 463,5	26 330,7	27 807,2	29 160,2
Entreprises publiques, fédérales	3 741,5	4 022,0	4 072,4	4 316,9	4 634,4
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	6 659,9	7 109,7	7 207,8	7 505,1	7 981,6
Entreprises publiques, locales	2 562,2	2 689,1	2 829,3	2 983,9	3 153,9

1. L'administration publique générale fédérale comprend les réservistes et les membres des forces armées canadiennes à temps plein.

Note(s) : Les données sont établies sur la base d'une année civile.

Source(s) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0002 et 183-0004.

Tableau 2-1
Recettes et dépenses — Surplus(+) / déficit (-) selon le palier d'administration publique — Canada

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Administration publique fédérale	2 126	5 117	9 541	7 369	13 761
Administrations publiques provinciales et territoriales					
Terre-Neuve-et-Labrador	-341	-16	334	-374	393
Île-du-Prince-Édouard	-143	31	0	20	-34
Nouvelle-Écosse	25	279	1 089	100	162
Nouveau-Brunswick	-69	170	-84	46	-554
Québec	-3 580	-1 342	-2 754	-1 167	-512
Ontario	-6 479	-1 586	-3 514	-1 214	-1 012
Manitoba	-211	460	21	161	-39
Saskatchewan	-149	918	796	912	900
Alberta	4 393	5 262	8 745	8 926	4 972
Colombie-Britannique	-613	3 369	3 837	2 874	1 129
Territoire du Yukon	-8	-17	47	18	15
Territoires du Nord-Ouest incluant Nunavut	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest	-116	-51	-10	18	-5
Nunavut	-47	-10	81	233	-28
Total	..	..	..	..	..
L'administration publique locale					
Terre-Neuve-et-Labrador	38	7	-6	31	..
Île-du-Prince-Édouard	-7	-11	-19	-28	..
Nouvelle-Écosse	14	-36	-131	-157	..
Nouveau-Brunswick	-42	-25	-40	-38	..
Québec	-550	-1 497	-1 458	-1 947	..
Ontario	200	763	1 574	593	..
Manitoba	60	-41	100	-110	..
Saskatchewan	-134	-55	-110	-148	..
Alberta	463	568	544	143	..
Colombie-Britannique	-325	-614	-701	-801	..
Territoire du Yukon	4	-1	-8	-16	..
Territoires du Nord-Ouest incluant Nunavut	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest	8	-2	-13	-16	..
Nunavut	-1	-5	-6	-6	..
Total	..	..	..	..	..
Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec					
Régime de pensions du Canada (RPC)	8 032	7 739	7 879	8 913	9 800
Régime de rente du Québec (RRQ)	1 674	1 639	1 866	1 800	1 627
Total	9 706	9 378	9 745	10 713	11 427
Total surplus(+) / déficit(-)	..	..	..	..	..

Note(s) : Les données pour l'administration publique fédérale, le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ) sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars. Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0001, 385-0003 et 385-0006.

Tableau 2-2

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses consolidées ¹ des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales, le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ)

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Recette					
Recettes de sources propres	505 434	538 265	571 678	604 541	635 664
Impôts sur le revenu	188 619	207 415	225 218	246 175	267 360
Impôts sur le revenu des particuliers	145 324	155 136	167 409	180 034	193 491
Impôts sur le revenu des corporations ²	38 925	46 928	50 893	58 240	65 995
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	215	530	757	1 005	994
Impôts directs des non résidents	4 156	4 822	6 159	6 896	6 879
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	98 918	104 495	107 844	105 396	111 461
Taxes générales de vente	62 169	66 352	69 460	67 397	72 162
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	9 260	9 673	9 024	8 430	8 711
Taxes sur les divertissements	552	561	563	518	508
Taxes sur les carburants	12 760	12 700	13 013	13 079	13 575
Droits de douane	2 804	3 041	3 429	3 651	3 728
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	3 544	3 703	3 976	4 207	4 408
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	5 969	6 395	6 438	6 152	6 229
Autres taxes à la consommation	1 860	2 070	1 941	1 961	2 139
Impôts fonciers et impôts connexes	44 244	46 721	49 404	51 220	52 993
Impôts fonciers	37 570	39 756	41 860	43 855	45 363
Impôts sur le capital	3 197	3 409	3 395	3 187	3 029
Autres impôts fonciers et impôts connexes	3 477	3 557	4 149	4 178	4 601
Autres impôts	17 037	18 018	18 885	20 549	21 092
Impôts sur la masse salariale	8 624	8 933	9 403	9 683	10 338
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles	3 025	3 111	3 070	3 380	3 495
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	633	925	1 142	1 805	1 534
Impôts divers	4 755	5 049	5 271	5 681	5 725
Primes d'assurance-maladie	3 132	3 206	3 258	3 268	3 424
Contributions aux régimes de sécurité sociale	67 568	69 039	71 132	74 489	76 505
Vente de biens et services	38 704	40 822	42 459	45 541	47 840
Revenus de placements	37 267	40 525	47 528	51 125	51 074
Autres recettes de sources propres	9 946	8 022	5 950	6 779	3 916
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	0	0	0	..	..
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	0	0	0	..	..
Total des recettes	505 434	538 265	571 678	604 541	635 664

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-2 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses consolidées¹ des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales, le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ)

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	18 633	18 792	19 796	20 612	21 110
Protection de la personne et de la propriété	39 154	41 096	43 534	46 752	49 125
Transports et communication	20 258	21 172	24 723	25 913	29 516
Santé	89 479	94 497	99 126	106 919	115 358
Soins hospitaliers	30 047	31 446	33 153	36 229	39 414
Soins médicaux	37 090	40 836	42 162	44 080	47 234
Soins préventifs	3 678	3 874	4 003	4 778	5 073
Autres services de santé	18 664	18 341	19 808	21 833	23 637
Services sociaux	150 827	156 762	164 524	173 812	183 278
Assistance sociale	101 960	105 044	106 292	112 438	116 285
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	6 427	6 622	6 812	6 984	7 246
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	20 878	20 966	21 827	22 385	22 884
Prestations aux anciens combattants	2 604	2 700	2 890	3 047	3 314
Autres services sociaux	18 321	20 742	25 974	28 044	32 645
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	636	687	729	913	903
Éducation	74 246	77 140	82 685	86 837	91 144
Éducation élémentaire et secondaire	40 146	41 367	44 963	45 873	47 503
Éducation postsecondaire	29 328	31 062	32 903	35 791	38 758
Services particuliers de recyclage	3 668	3 645	3 679	3 901	3 591
Autre éducation	1 104	1 067	1 141	1 272	1 292
Conservation des ressources et développement de l'industrie	19 430	18 652	19 754	20 978	21 379
Environnement	11 391	11 903	12 935	14 464	16 082
Loisirs et culture	13 143	13 476	14 207	14 891	15 880
Travail, emploi et immigration	3 440	2 328	2 480	2 498	2 590
Logement	3 833	3 880	4 244	4 435	4 575
Affaires extérieures et aide internationale	4 611	5 556	5 585	6 500	5 942
Planification et aménagement des régions	2 133	2 057	2 217	2 385	2 665
Établissements de recherche	1 890	1 823	1 859	2 165	2 354
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	0	0	0	..	..
Service de la dette	46 917	45 506	44 755	45 844	45 181
Autres dépenses	2 499	1 935	2 329	1 176	1 410
Total des dépenses	501 884	516 576	544 753	576 182	607 589
Surplus (+) / déficit (-)	3 550	21 689	26 925	28 360	28 075

1. L'administration publique consolidée est un regroupement de toutes les entités non marchandes des niveaux fédéral, provincial-territorial et local qui assurent l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques gouvernementales ainsi que la prestation des services gouvernementaux dans leurs secteurs de compétence, en plus des régimes de retraite du Canada et du Québec. Les composantes qui comprennent les statistiques gouvernementales consolidées contenues dans le présent tableau sont : (i) l'administration publique générale fédérale, (ii) les régimes de retraite non autonomes fédéraux, (iii) l'administration publique générale provinciale et territoriale, (iv) les régimes de retraite non autonomes provinciaux et territoriaux, (v) les universités et les collèges, (vi) les institutions de santé et de services sociaux, (vii) l'administration publique générale locale, (viii) les commissions scolaires, (ix) le Régime de pensions du Canada et (x) le Régime de rentes du Québec.

2. Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

Note(s) : Les données pour l'administration publique fédérale, le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ) sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars. Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0001.

Tableau 2-3

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses consolidées¹ des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	468 557	499 676	531 137	561 187	590 718
Impôts sur le revenu	188 619	207 415	225 218	246 175	267 360
Impôts sur le revenu des particuliers	145 324	155 136	167 409	180 034	193 491
Impôts sur le revenu des corporations ²	38 925	46 928	50 893	58 240	65 995
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	215	530	757	1 005	994
Impôts directs des non résidents	4 156	4 822	6 159	6 896	6 879
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	98 918	104 495	107 844	105 396	111 461
Taxes générales de vente	62 169	66 352	69 460	67 397	72 162
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	9 260	9 673	9 024	8 430	8 711
Taxes sur les divertissements	552	561	563	518	508
Taxes sur les carburants	12 760	12 700	13 013	13 079	13 575
Droits de douane	2 804	3 041	3 429	3 651	3 728
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	3 544	3 703	3 976	4 207	4 408
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	5 969	6 395	6 438	6 152	6 229
Autres taxes à la consommation	1 860	2 070	1 941	1 961	2 139
Impôts fonciers et impôts connexes	44 244	46 721	49 404	51 220	52 993
Impôts fonciers	37 570	39 756	41 860	43 855	45 363
Impôts sur le capital	3 197	3 409	3 395	3 187	3 029
Autres impôts fonciers et impôts connexes	3 477	3 557	4 149	4 178	4 601
Autres impôts	17 037	18 018	18 885	20 549	21 092
Impôts sur la masse salariale	8 624	8 933	9 403	9 683	10 338
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles	3 025	3 111	3 070	3 380	3 495
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	633	925	1 142	1 805	1 534
Impôts divers	4 755	5 049	5 271	5 681	5 725
Primes d'assurance-maladie	3 132	3 206	3 258	3 268	3 424
Contributions aux régimes de sécurité sociale	31 547	31 995	32 368	34 071	34 403
Vente de biens et services	39 130	41 275	42 869	45 938	48 278
Revenus de placements	35 984	38 600	45 341	47 748	47 791
Autres recettes de sources propres	9 946	7 950	5 950	6 823	3 916
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	0	0	0	..	..
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	0	0	0	..	..
Total des recettes	468 557	499 676	531 137	561 187	590 718

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-3 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses consolidées¹ des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	18 633	18 792	19 796	20 612	21 110
Protection de la personne et de la propriété	39 154	41 096	43 534	46 752	49 125
Transports et communication	20 258	21 172	24 723	25 913	29 516
Santé	89 479	94 497	99 126	106 919	115 358
Soins hospitaliers	30 047	31 446	33 153	36 229	39 414
Soins médicaux	37 090	40 836	42 162	44 080	47 234
Soins préventifs	3 678	3 874	4 003	4 778	5 073
Autres services de santé	18 664	18 341	19 808	21 833	23 637
Services sociaux	121 058	125 372	131 543	139 183	147 659
Assistance sociale	72 191	73 653	73 310	77 809	80 666
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	6 427	6 622	6 812	6 984	7 246
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	20 878	20 966	21 827	22 385	22 884
Prestations aux anciens combattants	2 604	2 700	2 890	3 047	3 314
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	636	687	729	913	903
Autres services sociaux	18 321	20 742	25 974	28 044	32 645
Éducation	74 246	77 140	82 685	86 837	91 144
Éducation élémentaire et secondaire	40 146	41 367	44 963	45 873	47 503
Éducation postsecondaire	29 328	31 062	32 903	35 791	38 758
Services particuliers de recyclage	3 668	3 645	3 679	3 901	3 591
Autre éducation	1 104	1 067	1 141	1 272	1 292
Conservation des ressources et développement de l'industrie	19 430	18 652	19 754	20 978	21 379
Environnement	11 391	11 903	12 935	14 464	16 082
Loisirs et culture	13 143	13 476	14 207	14 891	15 880
Travail, emploi et immigration	3 440	2 328	2 480	2 498	2 590
Logement	3 833	3 880	4 244	4 435	4 575
Affaires extérieures et aide internationale	4 611	5 556	5 585	6 500	5 942
Planification et aménagement des régions	2 133	2 057	2 217	2 385	2 665
Établissements de recherche	1 890	1 823	1 859	2 165	2 354
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	0	0	0	..	..
Service de la dette	49 514	47 686	46 940	47 832	47 281
Autres dépenses	2 499	1 935	2 329	1 176	1 410
Total des dépenses	474 712	487 365	513 957	543 541	574 070
Surplus (+) / déficit (-)	-6 156	12 312	17 180	17 647	16 648

1. Le Régime des pensions du Canada (RPC) et le Régime des rentes du Québec (RRQ) ne sont pas inclus.

2. Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

Note(s) : Les données pour l'administration publique fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars. Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-001.

Tableau 2-4

Recettes et dépenses — Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, 2008 P

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	dollars						
Services généraux de l'administration publique	555,7	524,8	264,1	311,6	432,9	308,8	357,9
Protection de la personne et de la propriété	707,4	417,0	731,5	539,4	632,3	671,1	638,4
Transports et communication	1 111,4	956,1	614,9	1 421,1	860,5	687,1	809,8
Santé	4 108,6	3 033,7	3 340,8	3 972,8	3 114,6	3 314,3	3 717,2
Soins hospitaliers	1 633,6	1 286,8	1 279,0	1 711,4	1 133,9	1 170,1	1 350,0
Soins médicaux	1 781,4	819,5	1 367,8	1 514,3	1 376,8	1 439,3	1 465,9
Soins préventifs	31,5	21,6	90,9	21,3	160,8	120,4	16,8
Autres services de santé	662,1	905,8	604,2	725,8	443,1	584,5	883,7
Services sociaux	1 466,1	898,6	1 160,3	1 130,7	3 026,6	1 461,5	1 537,3
Assistance sociale	555,7	496,0	413,9	350,3	768,5	591,5	621,6
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	163,6	122,2	181,8	166,5	254,0	232,4	138,6
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	..	..	10,7	..	820,6	5,2	3,4
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	..	..	..	..	115,7	0,9	..
Autres services sociaux	746,8	280,4	552,9	614,0	1 067,7	631,6	774,5
Éducation	3 034,6	2 767,7	2 790,1	2 451,9	2 440,2	2 637,1	2 699,1
Éducation élémentaire et secondaire	1 688,8	1 387,5	1 300,4	1 409,1	1 284,3	1 415,7	1 673,4
Éducation postsecondaire	1 235,5	1 236,5	1 380,6	892,3	966,6	1 143,7	915,7
Services particuliers de recyclage	49,3	79,1	41,7	125,2	182,1	65,1	75,6
Autre éducation	61,1	64,7	67,4	26,6	7,1	12,5	34,4
Conservation des ressources et développement de l'industrie	536,0	941,7	345,4	356,9	496,5	269,4	460,3
Environnement	293,6	417,0	512,2	367,6	362,2	443,9	373,8
Loisirs et culture	258,1	409,8	225,6	221,1	394,3	266,7	241,9
Travail, emploi et immigration	25,6	21,6	12,8	41,3	67,7	9,4	29,4
Logement	145,8	50,3	159,3	98,6	107,3	114,2	80,6
Planification et aménagement des régions	102,5	43,1	90,9	74,6	90,4	41,6	95,8
Établissements de recherche	..	..	1,1	..	55,6	9,3	11,8
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	21,7	0,0	..	12,0	63,9	0,4	0,0
Service de la dette	1 129,1	948,9	1 098,3	1 221,3	1 043,1	802,9	1 158,4
Autres dépenses	33,5	7,2	151,9	1,3	0,0	5,3	0,0
Total des dépenses	13 529,7	11 437,6	11 498,2	12 220,8	13 188,0	11 042,9	12 211,9
Surplus (+) / déficit (-)	835,5	-445,7	5,3	-788,4	-318,5	-32,6	-125,2
Population au 1^{er} Octobre 2007	507 475	139 103	935 106	750 851	7 719 993	12 850 636	1 190 400

Tableau 2-4 – suite

Recettes et dépenses — Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, 2008 P

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Total du Canada
dollars							
Services généraux de l'administration publique	376,8	461,7	376,3	3 246,0	3 488,5	5 300,9	381,7
Protection de la personne et de la propriété	781,4	587,4	662,3	2 892,5	2 734,2	2 570,1	658,9
Transports et communication	1 015,6	1 117,1	712,7	4 788,7	3 936,4	2 281,0	822,3
Santé	3 741,7	3 564,6	3 171,1	4 435,2	6 364,2	9 091,8	3 338,1
Soins hospitaliers	1 064,5	1 232,9	1 088,6	1 864,1	3 040,7	4 915,3	1 189,7
Soins médicaux	1 501,0	1 313,8	1 456,3	2 089,0	1 485,0	995,9	1 418,5
Soins préventifs	18,9	108,4	106,3	160,7	707,1	642,5	116,3
Autres services de santé	1 156,2	909,7	519,9	321,4	1 131,4	2 505,9	613,6
Services sociaux	1 101,4	1 370,9	1 380,7	3 631,7	3 323,5	3 244,8	1 785,6
Assistance sociale	309,0	472,1	432,2	674,9	966,4	1 477,8	581,4
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	187,4	147,7	221,9	803,5	825,0	..	218,9
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	108,6	..	..	..	..	..	197,2
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	..	..	..	..	..	..	27,3
Autres services sociaux	496,4	751,1	726,6	2 185,4	1 532,1	1 767,0	760,9
Éducation	2 937,3	3 373,9	2 364,3	4 756,5	6 929,9	8 192,2	2 661,7
Éducation élémentaire et secondaire	1 749,2	1 662,3	1 206,2	3 310,3	4 572,8	6 071,9	1 413,3
Éducation postsecondaire	1 094,4	1 567,1	1 109,5	1 028,4	1 296,4	1 381,4	1 134,3
Services particuliers de recyclage	81,7	129,3	40,9	128,6	330,0	160,6	97,8
Autre éducation	13,0	15,2	7,7	289,2	730,7	578,3	16,3
Conservation des ressources et développement de l'industrie	679,8	580,5	425,9	2 603,2	2 993,5	1 863,3	413,5
Environnement	385,7	567,6	395,2	1 060,6	1 107,8	1 799,1	427,6
Loisirs et culture	386,7	565,3	429,3	1 574,8	872,1	1 220,8	353,4
Travail, emploi et immigration	22,9	29,0	21,3	..	235,7	96,4	29,3
Logement	188,4	154,9	55,9	964,2	2 781,4	5 461,5	120,5
Planification et aménagement des régions	55,8	102,4	68,6	771,3	1 272,8	1 767,0	72,3
Établissements de recherche	12,0	45,3	15,7	..	..	..	24,3
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	7,0	..	..	..	0,0	..	15,8
Service de la dette	829,3	180,7	652,1	128,6	400,7	1 092,3	809,4
Autres dépenses	7,0	293,7	13,4	32,1	1 602,8	96,4	42,0
Total des dépenses	12 528,7	12 994,6	10 744,7	30 853,3	38 067,2	44 109,6	11 956,5
Surplus (+) / déficit (-)	749,5	1 467,0	74,5	-32,1	-495,0	-1 092,3	87,2
Population au 1^{er} Octobre 2007	1 003 299	3 486 767	4 402 931	31 115	42 425	31 127	33 091 228

Note(s) : Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0001. Estimation de la population — CANSIM, tableau 051-0005.

Tableau 2-5

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales — Total du Canada

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	263 042	281 222	301 093	324 633	336 773
Impôts sur le revenu	64 508	73 712	80 584	93 208	100 177
Impôts sur le revenu des particuliers	52 611	56 782	61 846	71 927	74 935
Impôts sur le revenu des corporations	11 682	16 400	17 980	20 277	24 248
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	215	530	757	1 005	994
Impôts directs des non résidents	.	.	.	.	.
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	54 939	57 183	59 015	60 380	62 353
Taxes générales de vente	30 992	32 187	33 855	35 277	36 829
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	5 024	5 253	5 049	4 886	4 791
Taxes sur les divertissements	537	547	549	504	494
Taxes sur les carburants	7 679	7 836	7 840	8 006	8 142
Droits de douane	.	.	.	.	.
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	3 544	3 703	3 976	4 207	4 408
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	5 969	6 395	6 438	6 152	6 229
Autres taxes à la consommation	1 193	1 262	1 308	1 347	1 460
Impôts fonciers et impôts connexes	44 244	46 721	49 404	51 220	52 993
Impôts fonciers	37 570	39 756	41 860	43 855	45 363
Impôts sur le capital	3 197	3 409	3 395	3 187	3 029
Autres impôts fonciers et impôts connexes	3 477	3 557	4 149	4 178	4 601
Autres impôts	16 428	17 351	18 099	18 913	19 706
Impôts sur la masse salariale	8 624	8 933	9 403	9 683	10 338
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles	3 025	3 111	3 070	3 380	3 495
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	630	923	1 140	1 144	1 058
Impôts divers	4 149	4 383	4 486	4 707	4 815
Primes d'assurance-maladie	3 132	3 206	3 258	3 268	3 424
Contributions aux régimes de sécurité sociale	9 501	10 111	10 517	12 139	12 471
Vente de biens et services	35 165	37 183	38 968	42 130	44 160
Revenus de placements	29 145	32 039	38 426	39 428	38 159
Autres recettes de sources propres	5 982	3 717	2 826	3 947	3 330
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	32 028	24 274	24 767	21 942	26 358
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	11 566	27 971	30 054	34 025	35 409
Total des recettes	306 637	333 468	355 918	380 600	398 540

Tableau 2-5 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales — Total du Canada

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	10 588	10 527	11 178	11 926	12 630
Protection de la personne et de la propriété	18 251	18 294	19 335	20 675	21 804
Transports et communication	18 309	19 185	22 548	23 639	27 212
Santé	85 667	90 390	94 839	102 411	110 461
Soins hospitaliers	30 011	31 353	33 072	36 190	39 370
Soins médicaux	36 578	40 175	41 519	43 752	46 940
Soins préventifs	2 883	2 922	2 949	3 659	3 847
Autres services de santé	16 195	15 940	17 298	18 809	20 304
Services sociaux	46 300	48 432	51 936	56 232	59 088
Assistance sociale	15 645	16 006	16 220	18 141	19 238
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	6 425	6 621	6 811	6 982	7 244
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	5 525	5 586	5 971	6 181	6 524
Prestations aux anciens combattants	.	.	.	.	.
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	636	687	729	913	903
Autres services sociaux	18 068	19 533	22 205	24 013	25 179
Éducation	70 864	73 816	79 175	83 337	88 078
Éducation élémentaire et secondaire	39 447	40 659	44 245	45 223	46 767
Éducation postsecondaire	28 222	29 942	31 662	34 502	37 537
Services particuliers de recyclage	2 741	2 798	2 808	3 110	3 236
Autre éducation	454	417	460	503	538
Conservation des ressources et développement de l'industrie	11 230	11 337	12 043	12 885	13 683
Environnement	9 699	10 215	11 464	12 627	14 149
Loisirs et culture	9 150	9 383	10 248	10 821	11 696
Travail, emploi et immigration	902	868	904	930	970
Logement	3 047	3 214	3 564	3 767	3 988
Affaires extérieures et aide internationale	.	.	.	.	.
Planification et aménagement des régions	1 717	1 821	2 007	2 163	2 392
Établissements de recherche	614	545	609	747	803
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	331	731	640	691	524
Service de la dette	25 721	25 634	25 484	26 354	26 785
Autres dépenses	2 528	1 881	2 304	1 121	1 391
Total des dépenses	314 919	326 272	348 279	370 323	395 654
Surplus (+) / déficit (-)	-8 282	7 195	7 639	10 277	2 886

Note(s) : Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0001.

Tableau 2-6
Recettes et dépenses — Recettes et dépenses de l'administration publique fédérale

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	203 154	216 187	229 254	236 047	255 866
Impôts sur le revenu	124 111	133 704	144 634	152 967	167 183
Impôts sur le revenu des particuliers	92 713	98 354	105 562	108 107	118 556
Impôts sur le revenu des corporations ¹	27 243	30 528	32 913	37 964	41 748
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	..	..	..	..	..
Impôts directs des non résidents	4 156	4 822	6 159	6 896	6 879
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	43 979	47 312	48 829	45 016	49 107
Taxes générales de vente	31 177	34 165	35 605	32 120	35 333
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	4 236	4 420	3 975	3 545	3 920
Taxes sur les divertissements	14	14	14	14	14
Taxes sur les carburants	5 081	4 864	5 173	5 073	5 433
Droits de douane	2 804	3 041	3 429	3 651	3 728
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	..	..	..	..	..
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	..	..	..	..	..
Autres taxes à la consommation	667	808	633	613	679
Impôts fonciers et impôts connexes	..	..	..	..	..
Impôts fonciers	..	..	..	..	..
Impôts sur le capital	..	..	..	..	..
Autres impôts fonciers et impôts connexes	..	..	..	..	..
Autres impôts	609	668	786	1 636	1 386
Impôts sur la masse salariale	..	..	..	..	..
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles	..	..	..	..	..
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	3	3	2	662	476
Impôts divers	606	665	784	974	910
Primes d'assurance-maladie	..	..	..	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	22 046	21 884	21 851	21 932	21 933
Vente de biens et services	5 101	5 452	5 740	5 811	6 151
Revenus de placements	6 839	6 560	6 915	8 320	9 632
Autres recettes de sources propres	468	607	499	365	474
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	601	612	604	715	642
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	84	88	91	68	68
Total des recettes	203 839	216 888	229 949	236 829	256 575

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-6 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses de l'administration publique fédérale

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	8 260	8 491	8 891	9 011	8 831
Protection de la personne et de la propriété	22 014	23 929	25 485	27 308	28 628
Transports et communication	2 149	2 299	3 096	3 668	2 784
Santé ²	6 811	23 774	21 823	22 898	25 805
Soins hospitaliers	1 578	4 874	89	42	663
Soins médicaux	686	716	699	354	322
Soins préventifs	853	1 374	1 071	1 136	1 545
Autres services de santé	3 695	16 810	19 964	21 366	23 274
Services sociaux ²	75 053	77 249	81 034	83 996	89 729
Assistance sociale	56 811	57 943	57 449	59 731	61 491
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	2	2	2	2	2
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	15 352	15 380	15 856	16 204	16 360
Prestations aux anciens combattants	2 604	2 701	2 890	3 047	3 314
Autres services sociaux	283	1 224	4 838	5 011	8 562
Éducation ²	5 219	5 044	5 385	6 659	5 576
Éducation élémentaire et secondaire	1 054	1 064	1 110	1 046	1 149
Éducation postsecondaire	1 523	1 424	1 634	2 675	1 601
Services particuliers de recyclage	1 820	1 743	1 765	1 963	1 861
Autre éducation	822	814	876	974	966
Conservation des ressources et développement de l'industrie	9 805	9 086	9 815	9 688	11 011
Environnement	1 803	1 823	1 738	2 166	3 781
Loisirs et culture	4 134	4 235	4 169	4 305	4 438
Travail, emploi et immigration	2 861	1 926	1 976	2 102	2 172
Logement	2 092	2 072	2 119	3 502	2 018
Affaires extérieures et aide internationale	4 615	5 561	5 586	6 502	5 944
Planification et aménagement des régions	520	274	256	260	554
Établissements de recherche	2 875	2 926	3 222	3 390	3 608
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique ²	29 631	20 971	24 328	22 463	27 412
Service de la dette	23 794	22 051	21 456	21 479	20 496
Autres dépenses	76	61	31	63	27
Total des dépenses	201 713	211 771	220 408	229 460	242 814
Surplus (+) / déficit (-)	2 126	5 117	9 541	7 369	13 761

1. Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

2. Le transfert à des fins générales, Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS), a été réparti entre le Transfert social canadien (TSC) et le Transfert canadien en matière de santé (TCS), le 1er avril 2004. Le Transfert social canadien (TSC) est classé comme transfert à des fins générales et le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est classé à la fonction santé.

Note(s) : Les données pour l'administration publique fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0001.

Tableau 2-7
Recettes et dépenses — Recettes, dépenses et surplus (+) / déficit (-) totaux de l'administration publique générale fédérale

Exercice financier	Total des recettes	Total des dépenses	Surplus (+) / déficit (-)	Dépenses de programmes	Service de la dette	Dépenses de programmes en pourcentage du total des recettes	Service de la dette en pourcentage du total des recettes	Estimations de la population, 1 ^{er} octobre ^{1,2}
	millions de dollars				pourcentage		personnes	
Canada								
1999	169 379	166 593	2 786	122 626	43 967	72,4	26,0	30 494 888
2000	180 336	173 337	6 999	129 197	44 140	71,6	24,5	30 787 468
2001	193 825	184 612	9 213	138 962	45 650	71,7	23,6	31 135 823
2002	192 288	184 941	7 348	144 802	40 139	75,3	20,9	31 471 094
2003	190 914	189 249	1 665	152 776	36 473	80,0	19,1	31 775 637
2004	199 398	197 272	2 126	162 602	34 670	81,5	17,4	32 095 827
2005 r	212 244	207 128	5 117	174 375	32 753	82,2	15,4	32 421 715
2006 r	224 746	215 205	9 541	183 129	32 076	81,5	14,3	32 755 248
2007 r	231 222	223 852	7 369	191 807	32 045	83,0	13,9	33 091 228
2008 p	250 782	237 021	13 761	205 990	31 031	82,1	12,4	33 091 228
	dollars							
Par habitant								
1999	5 554	5 463	91	4 021	1 442	...	...	...
2000	5 857	5 630	227	4 196	1 434	...	...	...
2001	6 225	5 929	296	4 463	1 466	...	...	...
2002	6 110	5 877	233	4 601	1 275	...	...	...
2003	6 008	5 956	52	4 808	1 148	...	...	...
2004	6 213	6 146	66	5 066	1 080	...	...	...
2005 r	6 546	6 389	158	5 378	1 010	...	...	...
2006 r	6 861	6 570	291	5 591	979	...	...	...
2007 r	6 987	6 765	223	5 796	968	...	...	...
2008 p	7 579	7 163	416	6 225	938	...	...	...

1. Les estimations postcensitaires sont établies à partir des données du dernier recensement, rajustées pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis ce recensement. Les estimations intercensitaires sont établies à partir des estimations postcensitaires et des données rajustées pour le sous-dénombrement net des recensements précédant et suivant l'année considérée.
2. Les estimations sont intercensitaires définitives et non rajustées pour le sous-dénombrement net avant le 1^{er} juillet 1971. Les estimations sont intercensitaires révisées du 1^{er} juillet 1971 au 1^{er} avril 1996, intercensitaires définitives du 1^{er} juillet 1996 au 1^{er} avril 2001, postcensitaires définitives du 1^{er} juillet 2001 au 1^{er} juillet 2004, postcensitaires mises à jour du 1^{er} octobre 2004 au 1^{er} avril 2007 et postcensitaires provisoires à partir du 1^{er} juillet 2007.

Note(s) : Les données pour l'administration publique générale fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Données de l'administration publique — Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0002. Estimations de la population — CANSIM, tableau 051-0005.

Tableau 2-8
Recettes et dépenses — Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	198 713	211 544	224 051	230 439	250 073
Impôts sur le revenu	124 111	133 704	144 634	152 967	167 183
Impôts sur le revenu des particuliers	92 713	98 354	105 562	108 107	118 556
Impôts sur le revenu des corporations ¹	27 243	30 528	32 913	37 964	41 748
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	..	..	..	..	..
Impôts directs des non résidents	4 156	4 822	6 159	6 896	6 879
Autres impôts sur le revenu	..	..	..	..	..
Taxes à la consommation	43 979	47 312	48 829	45 016	49 107
Taxes générales de vente	31 177	34 165	35 605	32 120	35 333
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	4 236	4 420	3 975	3 545	3 920
Taxes d'accise sur la quantité d'alcool	..	..	..	..	..
Autres taxes sur les boissons alcooliques	1 199	1 096	1 115	1 138	1 518
Taxes sur le tabac	3 037	3 324	2 860	2 407	2 402
Taxes sur les divertissements	14	14	14	14	14
Taxes sur les paris aux hippodromes	14	14	14	14	14
Autres taxes sur les divertissements	..	..	..	..	..
Taxes sur les carburants	5 081	4 864	5 173	5 073	5 433
Droits de douane	2 804	3 041	3 429	3 651	3 728
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard ¹	..	..	..	..	..
Autres taxes à la consommation	667	808	633	613	679
Taxes de transport aérien ³	406	387	351	344	403
Divers taxes à la consommation ²	260	421	282	269	276
Autres impôts	609	668	786	1 636	1 386
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	3	3	2	662	476
Impôts divers	606	665	784	974	910
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	..	..	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	17 906	17 657	17 245	17 347	17 170
Cotisations à l'assurance-emploi	17 809	17 559	17 139	17 235	17 057
Autres contributions aux régimes de sécurité-sociale	96	98	106	113	112
Vente de biens et services	5 101	5 452	5 740	5 811	6 151
Revenus de placements	6 538	6 144	6 318	7 297	8 602
Redevances perçues sur les ressources naturelles	352	651	890	764	2 140
Redevances pétrolières et d'exploitation du gaz	183	249	598	534	1 867
Redevances forestières	..	..	..	..	..
Redevances minières	62	144	76	16	67
Redevances d'utilisation de l'eau	..	..	..	..	..
Autres redevances perçues sur les ressources naturelles	107	258	216	214	207
Profits commerciaux remis	1 989	1 773	1 823	2 442	2 249
Intérêts	3 613	3 114	2 898	3 469	3 592
Intérêts reçus des entreprises publiques propres	2 854	2 373	2 035	2 249	2 282
Autres intérêts	759	741	863	1 220	1 309
Autres revenus de placements	585	606	706	621	621
Autres recettes de sources propres	468	607	499	365	474
Autres amendes et pénalités	97	144	132	67	247
Transferts de nature capitale de sources propres	..	..	..	..	..
Autres dons	13	14	15	14	15
Diverses recettes de sources propres	359	449	352	284	212
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	601	612	604	715	642
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	84	88	91	68	68
Total des recettes	199 398	212 244	224 746	231 222	250 782

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-8 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	8 260	8 491	8 891	9 011	8 831
Organismes exécutifs et organismes législatifs	754	1 003	1 061	822	809
Administration générale	6 299	6 279	6 561	6 628	6 713
Autres services généraux	1 208	1 209	1 269	1 562	1 310
Protection de la personne et de la propriété	22 014	23 929	25 485	27 308	28 628
Défense nationale	13 304	14 360	15 075	16 096	17 362
Cours de justice	484	501	515	591	689
Services correctionnels et de réadaptation	1 960	2 032	2 078	2 353	2 235
Services de police	3 093	3 260	3 512	3 770	4 141
Services de réglementation	1 154	1 211	1 296	1 338	1 295
Autres services de protection de la personne et de la propriété	2 019	2 565	3 009	3 160	2 905
Transports et communications	2 149	2 299	3 096	3 668	2 784
Transport aérien	490	487	370	372	388
Transport routier	301	418	434	322	430
Transport en commun	..	..	552	1 179	2
Transport par chemin de fer	307	248	248	217	286
Transport maritime	363	411	607	620	731
Télécommunications	183	227	393	475	452
Autres services de transports et de communication	505	508	492	484	493
Santé ⁴	6 811	23 774	21 823	22 898	25 805
Soins hospitaliers	1 578	4 874	89	42	663
Soins médicaux	686	716	699	354	322
Soins préventifs	853	1 374	1 071	1 136	1 545
Autres services de santé	3 695	16 810	19 964	21 366	23 274
Services sociaux	59 735	61 904	65 211	67 822	73 401
Assistance sociale	56 811	57 943	57 449	59 731	61 491
Préservation du revenu	14 648	13 996	13 847	13 231	12 294
Autre assistance sociale	42 163	43 946	43 602	46 500	49 196
Sécurité sociale	27 978	28 831	29 945	31 366	33 219
Allocations familiales	8 272	8 899	9 441	11 412	12 140
Autres formes d'assistance sociale	5 913	6 216	4 217	3 722	3 838
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	2	2	2	2	2
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	35	35	33	30	32
Prestations aux anciens combattants	2 604	2 701	2 890	3 047	3 314
Autres services sociaux	283	1 224	4 838	5 011	8 562
Éducation	5 219	5 044	5 385	6 659	5 576
Éducation élémentaire et secondaire	1 054	1 064	1 110	1 046	1 149
Éducation postsecondaire	1 523	1 424	1 634	2 675	1 601
Services particuliers de recyclage	1 820	1 743	1 765	1 963	1 861
Autre éducation	822	814	876	974	966
Conservation des ressources et développement de l'industrie	9 805	9 086	9 815	9 688	11 011
Agriculture	5 079	3 768	3 744	3 967	3 746
Chasse et pêche	536	559	471	565	620
Pétrole et gaz	265	359	758	704	2 251
Forêts	49	112	271	671	729
Mines	..	..	70	68	64
Énergie hydraulique	4	0	1	46	2
Tourisme	121	95	100	93	93
Commerce et industrie	2 716	3 018	3 094	2 623	2 849
Autres services concernant la conservation des ressources et le développement industrie	1 034	1 175	1 306	951	658
Environnement	1 803	1 823	1 738	2 166	3 781
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	629	620	627	713	750
Contrôle de la pollution	452	506	624	537	2 475
Autres services concernent l'environnement	722	697	487	916	555
Loisirs et culture	4 134	4 235	4 169	4 305	4 438
Loisirs	412	466	566	657	642
Culture	1 222	1 242	1 165	1 208	1 345
Bibliothèques	83	95	100	126	199
Galeries d'art et musées	284	283	246	241	240
Autres services de loisirs et de culture	855	864	819	841	906
Radiodiffusion et télévision	1 668	1 719	1 709	1 736	1 736
Autres loisirs et culture	832	808	730	704	715

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-8 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Travail, emploi et immigration	2 861	1 926	1 976	2 102	2 172
Travail et emploi	1 743	959	1 016	1 046	1 102
Immigration	1 118	965	950	1 054	1 067
Autres services concernant le travail, emploi et immigration	0	2	10	2	2
Logement	2 092	2 072	2 119	3 502	2 018
Affaires extérieures et aide internationale	4 615	5 561	5 586	6 502	5 944
Planification et aménagement des régions	520	274	256	260	554
Établissements de recherche	2 875	2 926	3 222	3 390	3 608
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique ⁴	29 631	20 971	24 328	22 463	27 412
Transferts à des fins générales aux administrations publiques provinciales et territoriales	29 615	20 967	24 058	22 082	26 824
Subventions statutaires	32	32	32	32	32
Péréquation	7 651	10 762	10 900	11 535	12 925
Transfert Canadien en matière de santé et de programmes sociale ^{4,5}	19 732	..	..	..	..
Transfert social canadien (TSC)	..	7 386	7 187	7 293	8 807
Accord de réciprocité fiscale	..	..	..	..	..
Autres transferts à des fins générales aux administrations publiques provinciales et territoriales	2 201	2 787	5 939	3 222	5 061
Transferts à des fins générales aux administrations publiques municipales	15	4	270	381	588
Service de la dette	34 670	32 753	32 076	32 045	31 031
Autres intérêts	34 560	32 654	31 975	31 951	30 926
Autres fraise de la dette	110	99	101	94	105
Autres dépenses	76	61	31	63	27
Total des dépenses	197 272	207 128	215 205	223 852	237 021
Surplus (+) / déficit (-)	2 126	5 117	9 541	7 369	13 761

1. Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

2. Le produit des loteries fédérales/provinciales est classé comme "Divers taxes à la consommation" à partir de 1997-1998.

3. La taxe de transport aérien se termine en 1999-2000. Les droits pour la sécurité du transport aérien débutent en 2002-2003.

4. Le transfert à des fins générales, Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS), a été réparti entre le Transfert social canadien (TSC) et le Transfert canadien en matière de santé (TCS), le 1er avril 2004. Le Transfert social canadien (TSC) est classé comme transfert à des fins générales et le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est classé à la fonction santé.

5. Comprend le supplément de transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) pour soins de santé pour les exercices financiers 1999-2000, 2000-2001 et 2003-2004.

Note(s) : Les données pour l'administration publique générale fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0002.

Tableau 2-9
Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés de l'administration publique fédérale

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	15 318	15 345	15 823	16 174	16 328
Contributions aux régimes de sécurité sociale	4 141	4 228	4 606	4 585	4 763
Contributions de l'employé aux régimes de retraite non-provisionnés	1 102	1 150	1 272	1 384	1 454
Contributions de l'employeur aux régimes de retraite non-provisionnés	3 039	3 077	3 334	3 200	3 309
Revenus de placements	11 177	11 118	11 217	11 589	11 565
Total des recettes	15 318	15 345	15 823	16 174	16 328
Dépenses					
Services sociaux	15 318	15 345	15 823	16 174	16 328
Prestations et autres dépenses des régimes de retraite des employés	6 530	6 750	7 101	7 518	7 805
Variation de l'avoir des régimes de retraite des ménages	8 788	8 595	8 722	8 656	8 523
Total des dépenses	15 318	15 345	15 823	16 174	16 328
Surplus (+) / déficit (-)	0	0	0	0	0

Note(s) : Les données pour l'administration publique fédérale sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0005.

Tableau 2-10

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales — Total du Canada

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	210 822	227 257	245 984	265 279	276 776
Impôts sur le revenu	64 508	73 712	80 584	93 208	100 177
Impôts sur le revenu des particuliers	52 611	56 782	61 846	71 927	74 935
Impôts sur le revenu des corporations	11 682	16 400	17 980	20 277	24 248
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	215	530	757	1 005	994
Impôts directs des non résidents	.	.	.	.	.
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	54 841	57 084	58 913	60 269	62 239
Taxes générales de vente	30 912	32 103	33 768	35 186	36 734
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	5 024	5 253	5 049	4 886	4 791
Taxes sur les divertissements	532	541	542	497	487
Taxes sur les carburants	7 679	7 836	7 840	8 006	8 142
Droits de douane	.	.	.	.	.
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	3 544	3 703	3 976	4 207	4 408
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	5 969	6 395	6 438	6 152	6 229
Autres taxes à la consommation	1 181	1 253	1 299	1 335	1 447
Impôts fonciers et impôts connexes	8 422	8 962	9 503	9 573	9 917
Impôts fonciers	3 290	3 479	3 544	3 747	3 853
Impôts sur le capital	3 197	3 409	3 395	3 187	3 029
Autres impôts fonciers et impôts connexes	1 935	2 074	2 563	2 639	3 035
Autres impôts	15 796	16 633	17 366	18 143	18 919
Impôts sur la masse salariale	8 624	8 933	9 403	9 683	10 338
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles	3 025	3 111	3 070	3 380	3 495
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	630	923	1 140	1 144	1 058
Impôts divers	3 517	3 666	3 753	3 937	4 028
Primes d'assurance-maladie	3 132	3 206	3 258	3 268	3 424
Contributions aux régimes de sécurité sociale	9 501	10 111	10 517	12 139	12 471
Vente de biens et services	23 314	24 685	25 935	27 950	29 627
Revenus de placements	27 141	29 737	35 936	36 500	35 163
Autres recettes de sources propres	4 168	3 127	3 973	4 228	4 838
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique¹	32 046	24 290	24 787	21 957	26 373
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique¹	11 194	27 445	29 335	32 957	34 662
Total des recettes	254 062	278 992	300 106	320 193	337 811

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-10 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales — Total du Canada

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	4 800	4 875	5 322	5 718	5 989
Protection de la personne et de la propriété	9 423	9 370	9 845	10 701	11 251
Transports et communication	9 606	10 366	13 335	13 481	16 236
Santé	84 973	89 556	94 021	101 564	109 625
Soins hospitaliers	29 949	31 299	32 981	36 136	39 314
Soins médicaux	36 580	40 177	41 521	43 754	46 942
Soins préventifs	2 555	2 533	2 602	3 234	3 435
Autres services de santé	15 889	15 547	16 917	18 441	19 934
Services sociaux	43 665	45 681	50 131	54 266	57 407
Assistance sociale	13 935	14 192	14 367	16 473	17 681
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	6 426	6 621	6 811	6 983	7 245
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	5 525	5 586	5 971	6 181	6 524
Prestations aux anciens combattants	.	.	.	.	.
Autres services sociaux	17 144	18 596	22 253	23 715	25 054
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	636	687	729	913	903
Éducation	62 544	65 103	70 413	74 005	79 495
Éducation élémentaire et secondaire	31 452	32 262	35 816	36 285	38 588
Éducation postsecondaire	28 223	29 943	31 664	34 503	37 539
Services particuliers de recyclage	2 392	2 449	2 440	2 705	2 821
Autre éducation	477	448	493	512	548
Conservation des ressources et développement de l'industrie	10 228	10 288	11 063	11 724	12 462
Environnement	1 646	1 822	1 973	2 202	2 520
Loisirs et culture	2 816	2 848	3 127	3 268	3 513
Travail, emploi et immigration	906	871	908	933	973
Logement	1 941	2 037	2 275	2 350	2 713
Affaires extérieures et aide internationale	.	.	.	.	.
Planification et aménagement des régions	1 060	1 105	1 302	1 340	1 397
Établissements de recherche	615	547	632	762	818
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	1 392	2 275	2 414	2 721	2 951
Service de la dette	23 338	23 243	23 145	23 963	24 454
Autres dépenses	2 444	1 539	1 613	641	618
Total des dépenses	261 398	271 525	291 516	309 640	332 424
Surplus (+) / déficit (-)	-7 337	7 467	8 590	10 553	5 387

1. Le transfert à des fins générales, Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS), a été réparti entre le Transfert social canadien (TSC) et le Transfert canadien en matière de santé (TCS), le 1er avril 2004. Le Transfert social canadien (TSC) est classé comme transfert à des fins générales et le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est classé comme transferts à des fins particulières.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0001.

Tableau 2-11

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses¹ des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, 2008^p

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	millions de dollars						
Recettes de sources propres	3 766	832	5 233	4 603	65 171	83 357	7 829
Impôts sur le revenu	1 218	274	2 250	1 668	27 024	39 504	2 892
Taxes à la consommation	1 182	294	1 824	1 379	15 422	24 576	2 394
Impôts fonciers et impôts connexes	11	76	83	407	1 517	2 907	348
Autres impôts	258	35	196	155	7 537	7 003	618
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	..	18	..	849	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	165	28	224	163	3 555	3 383	202
Vente de biens et services	172	80	336	170	2 369	2 555	202
Revenus de placements	753	45	296	647	6 630	3 311	1 067
Autres recettes de sources propres	9	1	8	15	268	118	107
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	2 177	336	2 386	1 698	8 208	3 997	2 184
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	528	197	956	827	6 404	12 169	1 436
Total des recettes	6 471	1 365	8 575	7 128	79 783	99 523	11 448
Services généraux de l'administration publique	183	62	80	143	1 622	1 583	194
Protection de la personne et de la propriété	343	45	426	218	2 510	3 916	463
Transports et communications	501	121	363	886	3 582	4 778	530
Santé	1 913	421	3 052	2 378	22 492	38 323	3 835
Services sociaux	757	124	980	847	16 298	16 487	1 802
Éducation	1 247	274	1 763	1 582	14 321	19 599	1 974
Conservation des ressources et développement de l'industrie	269	130	276	247	3 484	2 911	527
Environnement	107	34	89	57	533	499	80
Loisirs et culture	66	34	75	58	993	753	122
Travail, emploi et immigration	13	4	12	34	524	121	35
Logement	70	7	145	72	445	725	89
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	39	5	58	36	473	326	114
Établissements de recherche	..	..	1	..	429	120	14
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	57	2	76	119	893	605	242
Service de la dette	557	128	1 014	905	10 792	9 283	1 260
Autres dépenses	..	..	..	..	..	187	..
Total des dépenses	6 123	1 390	8 410	7 580	79 392	100 216	11 280
Surplus (+) / déficit (-)	348	-26	165	-452	391	-692	168

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-11 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses ¹ des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, 2008^p

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
millions de dollars							
Recettes de sources propres	8 608	36 457	31 165	155	410	103	247 689
Impôts sur le revenu	2 802	12 787	9 457	57	211	36	100 177
Taxes à la consommation	1 991	3 911	9 162	25	60	18	62 239
Impôts fonciers et impôts connexes	143	1 378	3 023	3	20	2	9 917
Autres impôts	959	1 254	882	10	11	2	18 919
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	1 007	1 550	..	..	..	3 424
Contributions aux régimes de sécurité sociale	247	1 085	1 299	10	35	..	10 395
Vente de biens et services	402	609	840	20	36	38	7 829
Revenus de placements	2 040	14 340	4 822	30	34	5	34 021
Autres recettes de sources propres	24	85	130	1	3	2	768
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	578	883	1 580	553	866	926	26 373
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ²	1 300	2 242	4 236	198	197	208	30 895
Total des recettes	10 486	39 582	36 980	906	1 472	1 237	304 958
Services généraux de l'administration publique	181	711	876	88	125	141	5 990
Protection de la personne et de la propriété	549	1 019	1 466	79	108	81	11 223
Transports et communications	538	2 765	1 863	134	143	37	16 240
Santé	3 384	11 290	12 680	133	273	281	100 454
Services sociaux	1 205	4 596	5 794	114	131	100	49 236
Éducation	1 729	8 888	7 711	140	251	247	59 727
Conservation des ressources et développement de l'industrie	647	1 856	1 851	80	127	58	12 464
Environnement	112	684	276	22	7	22	2 521
Loisirs et culture	190	656	495	36	14	22	3 514
Travail, emploi et immigration	23	101	94	..	10	3	974
Logement	188	457	214	26	115	160	2 713
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	40	93	85	24	57	49	1 398
Établissements de recherche	12	183	69	..	..	..	828
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	167	463	191	14	92	31	2 951
Service de la dette	810	561	2 470	3	15	34	27 831
Autres dépenses	0	339	..	..	..	..	526
Total des dépenses	9 777	34 661	36 137	892	1 468	1 266	298 592
Surplus (+) / déficit (-)	710	4 921	844	14	4	-29	6 366

1. La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

2. Le transfert à des fins générales, Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS), a été réparti entre le Transfert social canadien (TSC) et le Transfert canadien en matière de santé (TCS), le premier avril 2004. Le Transfert social canadien (TSC) est classé comme transfert à des fins générales et le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est classé comme transferts à des fins particulières.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0002.

Tableau 2-12

Recettes et dépenses — Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire

Exercice financier	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
Surplus (+) / déficit (-)							
1999	101	5	49	121	410	-4 505	110
2000	-118	29	-61	-337	-1 142	1 164	-2
2001	-126	-35	180	17	1 063	25	293
2002	-328	-57	217	84	-3 269	-37	43
2003	-244	-88	-17	-35	-4 467	-3 573	94
2004	-269	-96	107	-52	-3 212	-5 865	-76
2005 r	-6	26	326	200	-536	-886	630
2006 r	286	14	1 076	-8	-1 820	-3 371	189
2007 r	-416	30	83	139	-294	-903	356
2008 p	348	-26	165	-452	391	-692	168
dollars							
Surplus (+) / déficit (-) par habitant							
1999	188	37	53	161	56	-395	97
2000	-222	213	-65	-449	-156	101	-2
2001	-239	-257	193	23	144	2	255
2002	-629	-416	233	112	-441	-3	37
2003	-470	-642	-18	-47	-599	-294	81
2004	-519	-698	114	-69	-428	-476	-65
2005 r	-12	189	347	266	-71	-71	537
2006 r	557	101	1 149	-11	-239	-267	161
2007 r	-817	217	89	186	-38	-71	302
2008 p	686	-187	176	-602	51	-54	141
personnes							
Estimations de la population, le 1^{er} octobre 2, 3							
1999	532 328	136 439	936 005	750 652	7 334 785	11 561 189	1 143 665
2000	526 811	136 416	934 521	750 252	7 368 854	11 750 564	1 148 248
2001	521 455	136 872	933 245	749 716	7 413 392	11 965 417	1 151 644
2002	519 382	137 067	935 571	750 976	7 461 823	12 156 386	1 157 140
2003	518 765	137 549	937 471	751 467	7 513 279	12 312 134	1 163 599
2004	516 500	137 864	938 720	752 117	7 566 938	12 469 000	1 172 342
2005	513 569	138 266	936 606	751 113	7 615 519	12 615 912	1 174 587
2006	509 140	138 142	934 985	748 493	7 668 235	12 739 216	1 178 929
2007	507 475	139 103	935 106	750 851	7 719 993	12 850 636	1 190 400
2008	..	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-12 – suite

Recettes et dépenses — Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
millions de dollars							
Surplus (+) / déficit (-)							
1999	256	1 134	-9 634	60	-24	..	-11 914
2000	126	2 620	-1 317	5	-55	27	939
2001	1 126	7 923	153	43	103	75	10 839
2002	-528	-426	-2 249	-17	73	-17	-6 510
2003	-586	3 044	-2 203	-19	-93	-10	-8 196
2004	-188	4 579	-542	-6	-123	-43	-5 785
2005 r	799	5 242	3 467	-17	-26	-11	9 208
2006 r	611	8 682	3 469	47	5	83	9 264
2007 r	731	8 859	2 596	17	27	232	11 456
2008 p	710	4 921	844	14	4	-29	6 366
dollars							
Surplus (+) / déficit (-) par habitant							
1999	251	389	-2 414	1 944	-358	..	-394
2000	124	883	-327	163	-1 355	1 000	31
2001	1 119	2 625	38	1 420	2 537	2 709	352
2002	-529	-139	-550	-566	1 774	-604	-209
2003	-589	973	-534	-628	-2 231	-346	-260
2004	-189	1 442	-130	-195	-2 897	-1 473	-182
2005 r	803	1 625	822	-551	-607	-371	287
2006 r	617	2 629	811	1 504	117	2 760	286
2007 r	740	2 599	598	546	636	7 620	350
2008 p	708	1 411	192	450	94	-932	192
personnes							
Estimations de la population, le 1^{er} octobre^{2, 3}							
1999	1 012 774	2 967 290	4 021 567	30 599	40 596	26 999	30 494 888
2000	1 006 238	3 017 734	4 049 264	30 284	40 596	27 686	30 787 468
2001	998 926	3 075 186	4 090 659	30 032	41 144	28 135	31 135 823
2002	995 358	3 129 563	4 127 013	30 267	41 681	28 867	31 471 094
2003	994 799	3 174 572	4 169 543	30 802	42 456	29 201	31 775 637
2004	994 642	3 225 151	4 219 238	30 836	42 832	29 647	32 095 827
2005	989 526	3 302 849	4 279 652	31 241	42 802	30 073	32 421 715
2006	988 036	3 408 269	4 337 757	31 117	42 483	30 446	32 755 248
2007	1 003 299	3 486 767	4 402 931	31 115	42 425	31 127	33 091 228
2008	..	..	..	..	..	..	..

1. Les données de l'administration publique des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.

2. Les estimations postcensitaires sont établies à partir des données du dernier recensement, rajustées pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis ce recensement. Les estimations intercensitaires sont établies à partir des estimations postcensitaires et des données rajustées pour le sous-dénombrement net des recensements précédant et suivant l'année considérée.

3. Les estimations sont intercensitaires définitives et non rajustées pour le sous-dénombrement net avant le 1^{er} juillet 1971. Les estimations sont intercensitaires révisées du 1^{er} juillet 1971 au 1^{er} avril 1996, intercensitaires définitives du 1^{er} juillet 1996 au 1^{er} avril 2001, postcensitaires définitives du 1^{er} juillet 2001 au 1^{er} juillet 2004, postcensitaires mises à jour du 1^{er} octobre 2004 au 1^{er} avril 2007 et postcensitaires provisoires à partir du 1^{er} juillet 2007.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Les données de l'administration publique — Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0002. Estimations de la population, — CANSIM, tableau 051-0005.

Tableau 2-13

**Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales
— Total du Canada**

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	188 414	205 028	222 071	238 452	247 689
Impôts sur le revenu	64 508	73 712	80 584	93 208	100 177
Impôts sur le revenu des particuliers	52 611	56 782	61 846	71 927	74 935
Impôts sur le revenu des corporations	11 682	16 400	17 980	20 277	24 248
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	215	530	757	1 005	994
Impôts directs des non résidents	.	.	.	.	.
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	54 841	57 084	58 913	60 269	62 239
Taxes générales de vente	30 912	32 103	33 768	35 186	36 734
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	5 024	5 253	5 049	4 886	4 791
Taxes sur les divertissements	532	541	542	497	487
Taxes sur les carburants	7 679	7 836	7 840	8 006	8 142
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	3 544	3 703	3 976	4 207	4 408
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	5 969	6 395	6 438	6 152	6 229
Autres taxes à la consommation	1 181	1 253	1 299	1 335	1 447
Impôts fonciers et impôts connexes	8 422	8 962	9 503	9 573	9 917
Impôts fonciers	3 290	3 479	3 544	3 747	3 853
Impôts sur le capital	3 197	3 409	3 395	3 187	3 029
Autres impôts fonciers et impôts connexes	1 935	2 074	2 563	2 639	3 035
Autres impôts	15 796	16 633	17 366	18 143	18 919
Impôts sur la masse salariale	8 624	8 933	9 403	9 683	10 338
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles	3 025	3 111	3 070	3 380	3 495
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	630	923	1 140	1 144	1 058
Impôts divers	3 517	3 666	3 753	3 937	4 028
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	3 132	3 206	3 258	3 268	3 424
Contributions aux régimes de sécurité sociale	7 713	8 375	8 722	10 159	10 395
Vente de biens et services	6 819	7 085	7 491	7 657	7 829
Revenus de placements	26 588	29 380	35 394	35 444	34 021
Autres recettes de sources propres	595	591	841	730	768
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique¹	32 046	24 290	24 787	21 957	26 373
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique¹	8 330	24 513	26 134	29 455	30 895
Total des recettes	228 790	253 831	272 992	289 863	304 958

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-13 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales — Total du Canada

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	4 802	4 878	5 325	5 720	5 990
Protection de la personne et de la propriété	9 415	9 366	9 838	10 673	11 223
Transports et communications	9 608	10 369	13 339	13 484	16 240
Santé	76 357	81 615	86 233	93 289	100 454
Soins hospitaliers	25 199	26 620	27 871	30 271	32 942
Soins médicaux	34 279	37 435	39 533	42 368	45 482
Soins préventifs	2 793	2 858	2 972	3 229	3 442
Autres services de santé	14 085	14 702	15 857	17 421	18 589
Services sociaux	37 407	39 526	43 171	46 544	49 236
Assistance sociale	13 944	14 208	14 384	16 499	17 708
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	6 427	6 623	6 821	6 993	7 256
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	100	101	105	109	113
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	636	687	732	918	908
Autres services sociaux	16 299	17 908	21 129	22 024	23 251
Éducation	47 154	48 885	53 547	55 669	59 727
Éducation élémentaire et secondaire	31 460	32 271	35 831	36 293	38 597
Éducation postsecondaire	12 816	13 700	14 769	16 188	17 797
Services particuliers de recyclage	2 396	2 462	2 451	2 676	2 786
Autre éducation	481	452	496	512	548
Conservation des ressources et développement de l'industrie	10 300	10 434	11 226	11 735	12 464
Environnement	1 648	1 825	1 977	2 202	2 521
Loisirs et culture	2 821	2 852	3 132	3 268	3 514
Travail, emploi et immigration	912	873	909	934	974
Logement	1 939	2 037	2 275	2 351	2 713
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	1 063	1 108	1 304	1 340	1 398
Établissements de recherche	718	626	717	772	828
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	1 392	2 275	2 414	2 721	2 951
Service de la dette	26 597	26 566	26 804	27 148	27 831
Autres dépenses	2 442	1 386	1 516	557	526
Total des dépenses	234 575	244 623	263 728	278 407	298 592
Surplus (+) / déficit (-)	-5 785	9 208	9 264	11 456	6 366

1. Le transfert à des fins générales, Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS), a été réparti entre le Transfert social canadien (TSC) et le Transfert canadien en matière de santé (TCS), le 1er avril 2004. Le Transfert social canadien (TSC) est classé comme transfert à des fins générales et le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est classé comme transferts à des fins particulières.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0002.

Tableau 2-14
Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés des administrations publiques provinciales et territoriales — Total du Canada

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Contributions aux régimes de sécurité sociale	1 787	1 736	1 795	1 980	2 076
Revenus de placements	3 638	3 750	4 099	4 122	4 366
Total des recettes	5 426	5 486	5 894	6 102	6 442
Dépenses					
Services sociaux	5 426	5 486	5 894	6 102	6 442
Prestations et autres dépenses des régimes de retraite des employés	3 175	3 307	3 545	3 563	3 935
Variation de l'avoir des régimes de retraite des ménages	2 250	2 179	2 349	2 539	2 507
Total des dépenses	5 426	5 486	5 894	6 102	6 442
Surplus (+) / déficit (-)	0	0	0	0	0

Note(s) : Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.
Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0005.

Tableau 2-15
Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des universités et collèges — Total du Canada¹

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	milliers de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	12 752 007	13 336 261	14 074 771	15 440 100	16 701 266
Ventes de biens et de services	9 906 500	10 520 144	10 958 828	12 021 633	13 010 315
Frais de scolarité	5 766 539	6 152 681	6 416 268	7 061 152	7 655 980
Autres ventes de biens et de services	4 139 962	4 367 463	4 542 559	4 960 480	5 354 335
Revenus de placements	821 830	645 905	818 219	900 518	976 519
Autres recettes de sources propres	2 023 677	2 170 212	2 297 724	2 517 950	2 714 432
Transferts des autres administrations publiques	15 344 405	16 148 194	17 321 565	18 634 132	20 022 641
Transferts de l'administration publique fédérale	2 564 931	2 678 489	2 907 421	3 175 870	3 413 377
Transferts des administrations publiques provinciales et territoriales	12 750 006	13 444 014	14 378 561	15 418 053	16 564 844
Transferts des administrations publiques locales	29 468	25 691	35 583	40 209	44 420
Total des recettes	28 096 412	29 484 455	31 396 336	34 074 232	36 723 906
Dépenses					
Protection de la personne et de la propriété	25 541	26 227	28 326	30 107	31 052
Éducation	27 089 016	28 976 903	30 385 522	33 206 375	35 823 401
Éducation postsecondaire	26 804 032	28 699 579	30 095 271	32 886 893	35 479 382
Administration	4 759 180	5 377 969	5 672 367	6 594 044	7 122 767
Éducation	13 748 442	14 250 885	14 951 158	15 961 148	17 170 740
Aide aux étudiants	961 623	1 031 730	1 100 234	1 214 386	1 314 389
Autres dépenses d'éducation postsecondaire	7 334 787	8 038 995	8 371 513	9 117 315	9 871 487
Services particuliers de recyclage	284 984	277 324	290 251	319 482	344 019
Service de la dette	575 652	606 483	643 871	690 303	729 935
Total des dépenses	27 690 208	29 609 613	31 057 720	33 926 786	36 584 388
Surplus (+) / déficit (-)	406 204	-125 158	338 616	147 446	139 518

1. Pour les données antérieures à 2003, les données du « Yukon College » sont exclues pour fins de confidentialité.

Note(s) : Les données pour les universités et collèges sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0007.

Tableau 2-16
Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des institutions de services de santé et services sociaux — Total du Canada ¹

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	milliers de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	8 417 204	8 985 459	10 102 819	11 110 149	11 788 878
Ventes de biens et de services	7 236 310	7 748 619	8 456 582	9 326 245	9 901 393
Revenus de placements	146 341	115 278	158 239	172 050	182 585
Autres recettes de sources propres	1 034 552	1 121 562	1 487 997	1 611 855	1 704 900
Transferts des autres administrations publiques	48 746 744	51 269 516	53 984 867	58 952 507	63 285 572
Transferts de l'administration publique fédérale	6 334	6 868	6 539	7 475	8 121
Transferts des administrations publiques provinciales et territoriales	48 475 693	51 040 821	53 723 613	58 666 060	62 976 295
Transferts des administrations publiques locales	264 718	221 827	254 716	278 972	301 156
Transferts des autres institutions des services de santé et services sociaux	..	..	..	..	..
Total des recettes	57 163 948	60 254 975	64 087 686	70 062 656	75 074 450
Dépenses					
Santé	52 582 587	54 993 109	57 533 714	62 626 395	67 220 091
Soins hospitaliers	27 357 155	28 601 569	30 742 260	33 288 412	35 837 343
Soins médicaux	12 110 118	13 164 745	13 162 475	14 521 073	15 429 243
Soins préventifs	1 077 248	1 167 437	1 309 745	1 473 887	1 560 587
Autres services santé	12 038 066	12 059 357	12 319 235	13 343 023	14 392 918
Services sociaux	6 315 931	6 648 924	7 336 603	8 222 302	8 697 478
Assistance sociale	47 541	41 312	3 643	3 907	4 249
Autres services sociaux	6 268 390	6 607 611	7 332 960	8 218 395	8 693 229
Logement	4 893	3 838	0	..	..
Service de la dette	218 531	224 556	230 123	264 325	275 512
Total des dépenses	59 121 941	61 870 427	65 100 440	71 113 022	76 193 081
Surplus (+) / déficit (-)	-1 957 994	-1 615 452	-1 012 753	-1 050 366	-1 118 631

1. La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

Note(s) : Les données pour les institutions de services de santé et services sociaux sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0008.

Tableau 2-17

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques locales — Total du Canada

	2003	2004 ^r	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	53 541,3	56 642,3	59 652,0	63 258,3	65 333,6
Taxes à la consommation	97,6	98,9	102,3	110,9	114,7
Taxes générales de vente	80,4	83,6	86,6	91,3	94,7
Autres taxes à la consommation	17,2	15,3	15,7	19,6	20,0
Impôts fonciers et impôts connexes	35 821,9	37 759,4	39 901,7	41 646,5	43 075,6
Impôts fonciers	34 280,0	36 277,1	38 315,7	40 107,5	41 509,5
Impôts fonciers généraux	30 575,6	32 330,5	34 096,1	35 900,7	37 306,3
Prélèvements sur terrains	1 497,0	1 607,8	1 801,8	1 787,6	1 685,3
Impôts fonciers particuliers	746,7	837,0	851,0	838,4	902,0
Compensations tenant lieu de taxes	1 460,7	1 501,8	1 566,9	1 580,8	1 616,0
Autres impôts fonciers généraux	.	.	.	.	.
Impôts sur le capital	.	.	.	.	.
Autres impôts fonciers et impôts connexes	1 541,9	1 482,3	1 585,9	1 539,0	1 566,1
Droits de cession immobilière	277,7	340,7	374,3	294,3	312,4
Taxes d'affaires	732,9	579,5	545,4	545,0	538,1
Impôts sur le patrimoine	.	.	.	.	.
Autres impôts fonciers et impôts connexes	531,3	562,2	666,2	699,7	715,5
Autres impôts	632,0	717,4	733,2	770,1	786,7
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	.	.	.	.	.
Impôts divers	632,0	717,4	733,2	770,1	786,7
Vente de biens et services	13 599,1	14 344,0	14 976,2	16 243,8	16 712,8
Revenus de placements	2 579,8	2 868,6	3 062,3	3 508,5	3 603,8
Autres recettes de sources propres	810,8	853,9	876,3	978,7	1 040,1
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	1 545,6	1 657,2	1 828,0	1 842,7	1 879,8
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	35 605,6	36 306,8	38 032,9	43 328,8	42 453,9
Total des recettes	90 692,4	94 606,3	99 512,9	108 429,8	109 667,3

Tableau 2-17 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques locales — Total du Canada

	2003	2004 ^r	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^p
	millions de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	5 853,6	5 854,1	6 037,1	6 414,5	6 887,1
Exécutif et législatif	485,9	466,7	495,3	528,7	549,8
Administration générale	4 882,1	4 973,2	5 038,6	5 375,8	5 826,1
Autres services généraux	485,6	414,2	503,2	510,1	511,2
Protection de la personne et de la propriété	8 981,8	9 232,6	9 843,7	10 358,8	10 960,3
Cours de justice, correction et réhabilitation	258,3	268,7	293,5	285,3	289,4
Police	5 322,7	5 471,5	5 793,4	6 085,1	6 420,2
Lutte contre les incendies	2 845,5	2 906,7	3 094,0	3 250,2	3 478,9
Services de réglementation	342,3	393,3	434,7	437,1	449,8
Autres services de protection de la personne et de la propriété	213,1	192,5	228,1	301,0	322,0
Transports et communications	10 186,9	10 799,3	11 716,7	12 685,5	13 821,8
Transport routier	8 182,6	8 662,5	9 251,0	10 085,3	11 260,5
Enlèvement de la neige	1 177,4	1 168,3	1 245,6	1 119,6	1 189,7
Stationnement	209,2	266,4	233,9	224,9	310,0
Autres transport routier	6 796,0	7 227,7	7 771,4	8 740,9	9 760,8
Transport en commun	1 735,4	1 896,0	2 182,4	2 203,5	2 226,0
Autres services de transport et de communications	268,9	240,8	283,3	396,7	335,3
Santé	1 342,1	1 471,7	1 622,4	1 670,3	1 676,0
Soins hospitaliers	68,5	56,5	94,1	58,5	59,5
Soins médicaux	0,3	0,5	0,6	0,4	0,5
Soins préventifs	608,9	674,2	732,1	792,4	796,5
Autres services de santé	664,4	740,5	795,6	819,0	819,6
Services sociaux	5 547,7	5 777,4	5 997,0	6 179,7	6 095,4
Assistance sociale	3 434,1	3 554,0	3 672,2	3 812,4	3 831,0
Autres services sociaux	2 113,6	2 223,5	2 324,8	2 367,3	2 264,4
Éducation	37 557,7	38 709,5	40 125,2	44 316,4	43 500,0
Éducation élémentaire et secondaire	36 889,9	38 028,0	39 432,4	43 578,2	42 750,3
Autre éducation	667,7	681,5	692,7	738,2	749,7
Conservation des ressources et développement de l'industrie	1 094,2	1 155,4	1 257,9	1 386,9	1 464,3
Environnement	8 591,6	9 012,2	10 065,4	11 135,7	12 461,4
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau, canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes	6 275,5	6 736,7	7 576,7	8 402,0	9 164,7
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	3 502,7	3 726,8	4 144,4	4 541,8	4 898,1
Canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes	2 772,8	3 010,0	3 432,3	3 860,2	4 266,6
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et de déchets	2 180,5	2 110,1	2 289,2	2 486,6	3 068,5
Autres services concernant l'environnement	135,6	165,4	199,5	247,2	228,2
Loisirs et culture	6 546,5	6 774,7	7 502,9	7 914,7	8 563,8
Loisirs	4 850,1	4 939,6	5 533,2	5 837,5	6 457,1
Culture	1 635,7	1 781,1	1 910,3	1 966,4	2 029,8
Autres services de loisirs et de culture	60,7	54,0	59,4	110,8	76,8
Logement	1 950,6	2 009,4	2 240,1	2 402,4	2 347,6
Planification et aménagement des régions	944,3	1 013,0	1 080,6	1 195,2	1 370,2
Service de la dette	2 958,4	2 958,2	2 910,8	2 971,2	2 938,7
Autres dépenses	78,0	110,7	61,6	73,2	80,4
Total des dépenses	91 633,4	94 878,3	100 461,4	108 704,5	112 166,9
Surplus (+) / déficit (-)	-940,9	-271,9	-948,5	-274,7	-2 499,6

Note(s) : Les données pour les administrations publiques locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0003.

Tableau 2-18

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire, 2007 P

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
milliers de dollars							
Recettes de sources propres	393 918	74 339	1 309 496	729 017	11 141 465	23 622 842	1 245 015
Impôts fonciers et impôts connexes	282 110	54 304	1 003 311	488 413	8 296 967	14 820 708	679 583
Taxe à la consommation	..	..	2 144	..	..	..	22 895
Autres impôts	5 494	953	6 859	6 155	44 717	318 843	18 651
Ventes de biens et services	96 077	17 838	255 127	225 169	2 248 624	6 623 548	421 398
Revenus de placements	7 445	96	33 497	5 208	183 144	1 460 200	77 779
Autres recettes de sources propres	2 792	1 148	8 558	4 072	368 013	399 543	24 709
Transferts à des fins générales	19 275	2 061	33 166	76 768	320 598	861 504	204 277
Transferts à des fins particulières	103 692	6 993	66 233	61 184	1 651 709	6 436 275	183 815
Total des recettes	516 885	83 393	1 408 895	866 969	13 113 772	30 920 621	1 633 107
Services généraux de l'administration publique	99 978	11 684	169 388	92 319	1 807 791	2 508 898	232 909
Protection personne et de la propriété	24 829	15 006	271 333	190 702	2 397 809	4 849 770	347 546
Transports et communications	115 510	21 540	222 901	195 327	3 505 169	5 216 677	475 196
Santé	85	210	6 376	2 331	11 360	1 411 843	14 328
Services sociaux	1 056	119	10 701	..	102 370	5 832 087	3 095
Éducation	151	395	179 603	26	7 632	11 496	..
Conservation ressources et développement de l'industrie	4 928	1 486	49 596	22 383	398 447	572 116	39 228
Environnement	106 228	31 351	413 838	233 047	2 640 370	5 233 387	374 968
Loisirs et culture	68 676	23 117	156 255	110 152	2 147 578	2 770 249	166 932
Logement	3 557	56	3 735	1 802	526 640	1 664 425	6 514
Planification et aménagement des régions	12 507	2 425	27 954	20 963	392 754	309 217	38 989
Service de la dette	30 368	1 486	36 452	34 746	812 108	583 281	68 247
Autres dépenses	59	2	6 577	967	..	10 243	73
Total des dépenses	467 932	108 877	1 554 709	904 765	14 750 028	30 973 689	1 768 025
Surplus (+) / déficit (-)	48 953	-25 484	-145 814	-37 796	-1 636 256	-53 068	-134 918
	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
milliers de dollars							
Recettes de sources propres	1 243 166	7 501 020	6 067 673	42 325	79 792	61 461	53 511 529
Impôts fonciers et impôts connexes	733 953	3 676 192	3 345 723	26 882	32 720	8 900	33 449 766
Taxe à la consommation	78 614	..	11 094	..	..	..	114 747
Autres impôts	12 992	189 976	178 136	1 189	1 604	322	785 891
Ventes de biens et services	337 828	2 297 787	2 031 056	12 562	41 138	49 746	14 657 898
Revenus de placements	65 798	1 201 849	462 484	1 419	3 220	2 014	3 504 153
Autres recettes de sources propres	13 981	135 216	39 180	273	1 110	479	999 074
Transferts à des fins générales	99 428	48 070	150 553	10 282	23 616	30 205	1 879 803
Transferts à des fins particulières	127 437	1 514 292	280 524	3 081	40 450	57 841	10 533 526
Total des recettes	1 470 031	9 063 382	6 498 750	55 688	143 858	149 507	65 924 858
Services généraux de l'administration publique	197 738	902 355	802 701	12 507	23 892	24 985	6 887 145
Protection personne et de la propriété	241 949	1 121 816	1 474 734	11 125	8 528	5 145	10 960 292
Transports et communications	493 729	2 219 507	1 281 960	15 167	24 813	34 302	13 821 798
Santé	8 418	140 990	73 612	153	2 450	3 893	1 676 049
Services sociaux	11 806	122 705	4 680	..	1 018	5 754	6 095 391
Éducation	385	22 028	1 390	..	..	..	223 106
Conservation ressources et développement de l'industrie	35 433	216 172	120 720	732	1 502	1 550	1 464 293
Environnement	307 446	1 430 220	1 601 628	11 117	39 829	37 946	12 461 375
Loisirs et culture	212 812	1 364 412	1 485 748	14 050	24 137	19 633	8 563 751
Logement	1 666	87 948	32 360	4 593	3 805	10 462	2 347 563
Planification et aménagement des régions	31 634	304 282	218 258	916	2 259	8 011	1 370 169
Service de la dette	13 089	321 107	345 810	473	1 467	688	2 249 322
Autres dépenses	..	..	58 752	822	37	2 903	80 435
Total des dépenses	1 556 105	8 253 542	7 502 353	71 655	133 737	155 272	68 200 689
Surplus (+) / déficit (-)	-86 074	809 840	-1 003 603	-15 967	10 121	-5 765	-2 275 831

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0024.

Tableau 2-19

Recettes et dépenses — Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire

Exercice financier	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
Surplus (+) / déficit (-)							
1998	43,3	4,9	-40,8	-27,5	338,6	1 470,9	92,8
1999	37,6	0,7	6,8	-16,2	274,3	865,2	61,3
2000	-9,1	-4,4	45,1	-39,2	602,0	-421,0	146,4
2001	-25,2	-1,0	5,1	-24,6	-46,4	609,3	114,5
2002	30,4	-7,0	9,5	-31,2	116,0	505,2	51,2
2003	-0,5	-12,2	38,4	-32,5	-1 439,3	-214,1	50,6
2004 r	37,9	-7,1	22,2	-42,0	-415,8	-374,0	42,0
2005 r	8,8	-13,9	-27,8	-24,8	-1 128,4	244,3	-41,1
2006 r	1,3	-16,1	-122,0	-40,0	-1 227,1	947,1	81,0
2007 p	49,0	-25,5	-145,8	-37,8	-1 636,3	-53,1	-134,9
dollars							
Surplus (+) / déficit (-) par habitant							
1998	81	36	-44	-37	46	129	82
1999	71	5	7	-22	37	75	54
2000	-17	-32	48	-52	82	-36	128
2001	-48	-7	5	-33	-6	51	99
2002	59	-51	10	-42	16	42	44
2003	-1	-89	41	-43	-192	-17	43
2004 r	73	-51	24	-56	-55	-30	36
2005 r	17	-101	-30	-33	-148	19	-35
2006 r	3	-116	-130	-54	-160	74	69
2007 p	96	-183	-156	-50	-212	-4	-113
personnes							
Estimations de la population, le 1^{er} avril 2, 3							
1998	538 001	135 923	932 812	750 728	7 305 345	11 410 046	1 138 358
1999	532 328	136 439	936 005	750 652	7 334 785	11 561 189	1 143 665
2000	526 811	136 416	934 521	750 252	7 368 854	11 750 564	1 148 248
2001	521 455	136 872	933 245	749 716	7 413 392	11 965 417	1 151 644
2002	519 382	137 067	935 571	750 976	7 461 823	12 156 386	1 157 140
2003	518 765	137 549	937 471	751 467	7 513 279	12 312 134	1 163 599
2004	516 500	137 864	938 720	752 117	7 566 938	12 469 000	1 172 342
2005	513 569	138 266	936 606	751 113	7 615 519	12 615 912	1 174 587
2006	509 140	138 142	934 985	748 493	7 668 235	12 739 216	1 178 929
2007	507 475	139 103	935 106	750 851	7 719 993	12 850 636	1 190 400

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-19 – suite

Recettes et dépenses — Surplus (+) / déficit (-) et surplus (+) / déficit (-) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
millions de dollars							
Surplus (+) / déficit (-)							
1998	-30,6	563,7	-344,0	3,4	7,0	..	2 081,7
1999	-24,4	487,1	1 588,6	7,7	-5,1	1,1	3 284,8
2000	-38,8	578,0	-65,7	-4,3	9,7	-2,9	795,8
2001	8,1	568,9	-23,7	-1,0	10,1	-4,2	1 189,9
2002	-3,2	521,8	-341,8	8,9	4,2	-3,7	860,3
2003	-63,3	373,6	-470,8	-2,8	14,2	-2,7	-1 761,5
2004 r	-70,2	747,1	-319,4	4,4	7,5	-1,0	-368,3
2005 r	46,4	854,7	-588,7	-1,3	8,8	-5,3	-668,4
2006 r	-23,6	1 050,5	-678,9	-8,0	-2,4	-6,3	-44,5
2007 p	-86,1	809,8	-1 003,6	-16,0	10,1	-5,8	-2 275,8
dollars							
Surplus (+) / déficit (-) par habitant							
1998	-30	193	-86	109	104	...	69
1999	-24	164	395	252	-125	42	108
2000	-39	192	-16	-142	239	-103	26
2001	8	185	-6	-34	246	-149	38
2002	-3	167	-83	293	100	-127	27
2003	-64	118	-113	-92	335	-93	-55
2004 r	-71	232	-76	143	175	-33	-11
2005 r	47	259	-138	-41	204	-176	-21
2006 r	-24	308	-157	-258	-57	-208	-1
2007 p	-86	232	-228	-513	239	-185	-69
personnes							
Estimations de la population, le 1^{er} avril^{2, 3}							
1998	1 017 931	2 916 212	3 990 414	30 870	40 650	26 451	30 233 741
1999	1 012 774	2 967 290	4 021 567	30 599	40 596	26 999	30 494 888
2000	1 006 238	3 017 734	4 049 264	30 284	40 596	27 686	30 787 468
2001	998 926	3 075 186	4 090 659	30 032	41 144	28 135	31 135 823
2002	995 358	3 129 563	4 127 013	30 267	41 681	28 867	31 471 094
2003	994 799	3 174 572	4 169 543	30 802	42 456	29 201	31 775 637
2004	994 642	3 225 151	4 219 238	30 836	42 832	29 647	32 095 827
2005	989 526	3 302 849	4 279 652	31 241	42 802	30 073	32 421 715
2006	988 036	3 408 269	4 337 757	31 117	42 483	30 446	32 755 248
2007	1 003 299	3 486 767	4 402 931	31 115	42 425	31 127	33 091 228

1. Les données de l'administration publique des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.

2. Les estimations postcensitaires sont établies à partir des données du dernier recensement, rajustées pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis ce recensement. Les estimations intercensitaires sont établies à partir des estimations postcensitaires et des données rajustées pour le sous-dénombrement net des recensements précédant et suivant l'année considérée.

3. Les estimations sont intercensitaires définitives et non rajustées pour le sous-dénombrement net avant le 1^{er} juillet 1971. Les estimations sont intercensitaires révisées du 1^{er} juillet 1971 au 1^{er} avril 1996, intercensitaires définitives du 1^{er} juillet 1996 au 1^{er} avril 2001, postcensitaires définitives du 1^{er} juillet 2001 au 1^{er} juillet 2004, postcensitaires mises à jour du 1^{er} octobre 2004 au 1^{er} avril 2007 et postcensitaires provisoires à partir du 1^{er} juillet 2007.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Source(s) : Les données de l'administration publique — Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0024. Estimations de la population — CANSIM, tableau 051-0005.

Tableau 2-20

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales — Total du Canada

	2003	2004 ^f	2005 ^f	2006 ^f	2007 ^p
	milliers de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	43 191 645	45 996 599	48 635 399	51 683 245	53 511 529
Impôts fonciers et impôts connexes	27 466 891	29 153 675	30 945 949	32 234 877	33 449 766
Impôts fonciers généraux	22 412 202	23 911 097	25 334 008	26 692 369	27 890 054
Prélèvements sur terrains	1 497 007	1 607 845	1 801 794	1 787 603	1 685 253
Impôts fonciers particuliers	746 655	836 968	850 958	838 450	901 957
Compensations tenant lieu de taxes	1 377 957	1 424 685	1 487 219	1 497 603	1 530 564
Administration publique fédérale	434 480	437 296	453 871	431 307	431 897
Entreprises publiques fédérales	72 262	89 653	85 005	82 029	82 335
Administration publiques provinciales et territoriales	588 536	602 724	625 982	651 360	675 567
Universités	19 623	22 480	23 640	23 810	24 524
Collèges	10 566	12 105	12 729	12 821	13 206
Hôpitaux	3 778	3 904	3 812	3 839	3 954
Entreprises publiques provinciales et territoriales	117 316	118 526	142 832	139 821	145 235
Entreprises publiques locales	131 396	137 997	139 348	152 616	153 846
Droits de cession immobilière	277 735	340 665	374 349	294 316	312 437
Taxes d'affaires	699 437	545 193	509 902	507 688	498 807
Autres impôts fonciers et impôts connexes	455 898	487 222	587 719	616 848	630 694
Taxes à la consommation	97 623	98 885	102 297	110 859	114 747
Taxes générales de vente	92 258	93 105	95 632	104 091	107 873
Taxes sur les divertissements	5 365	5 780	6 665	6 768	6 874
Autres impôts	631 333	716 730	732 510	769 357	785 891
Autres licences et permis	607 485	672 608	687 712	719 830	736 353
Autres impôts divers	23 848	44 122	44 798	49 527	49 538
Ventes de biens et services	11 720 694	12 432 849	13 046 866	14 218 944	14 657 898
À d'autres administrations publiques	26 909	27 836	27 781	28 249	28 879
À la collectivité	11 693 785	12 405 013	13 019 085	14 190 695	14 629 019
Eau	2 827 914	2 960 691	3 148 424	3 359 684	3 444 417
Locations	472 675	524 592	552 550	581 895	598 394
Concessions et franchises	98 064	112 235	160 402	168 613	169 464
Autres ventes de biens et services	8 295 132	8 807 495	9 157 709	10 080 503	10 416 744
Revenus de placements	2 495 897	2 777 314	2 969 238	3 410 699	3 504 153
Profits commerciaux remis	217 322	284 442	344 468	278 640	278 640
Intérêts reçus des entreprises publiques propres	243 542	248 976	277 520	239 051	237 408
Autres intérêts	299 413	287 204	281 131	287 388	309 126
Autres revenus de placements	1 735 620	1 956 692	2 066 119	2 605 620	2 678 979
Autres recettes de sources propres	779 207	817 146	838 539	938 509	999 074
Amendes et autres pénalités	639 538	677 354	695 475	757 432	819 358
Diverses recettes de sources propres	139 669	139 792	143 064	181 077	179 716
Transferts	8 592 829	9 299 388	10 546 323	12 198 758	12 413 329
Transferts à des fins générales	1 545 596	1 657 222	1 827 974	1 842 702	1 879 803
Administrations publiques provinciales et territoriales	1 545 596	1 657 222	1 827 974	1 842 702	1 879 803
Transferts à des fins particulières	7 047 233	7 642 166	8 718 349	10 356 056	10 533 526
Administration publique fédérale	634 424	733 045	990 227	1 363 025	1 066 778
Services généraux	18 510	20 890	35 415	65 570	71 657
Protection de la personne et de la propriété	17 167	19 500	19 519	20 340	19 025
Transports et communications	78 396	93 350	337 371	549 850	367 706
Santé	994	1 190	3 350	4 659	4 899
Services sociaux	52 826	45 104	42 201	59 278	59 966
Conservation des ressources et développement de l'industrie	16 566	18 720	18 409	15 591	19 635
Environnement	61 840	103 417	104 112	188 426	85 457
Loisirs et culture	34 107	55 252	51 486	77 525	46 937
Logement	342 729	361 712	366 566	362 760	380 436
Planification et aménagement des régions	6 900	4 033	4 867	3 734	3 064
Autres transferts à des fins particulières administration publique fédérale	4 389	9 877	6 931	15 292	7 996
Administrations publiques provinciales et territoriales	6 412 809	6 909 121	7 728 122	8 993 031	9 466 748
Services généraux	181 875	139 111	194 975	293 024	346 036
Protection de la personne et de la propriété	112 962	110 084	171 721	177 948	207 320
Transports et communications	960 773	1 133 543	1 380 480	2 044 491	2 087 753
Santé	532 927	567 716	661 465	804 348	836 878
Services sociaux	3 269 292	3 366 658	3 489 034	3 742 752	3 827 211
Conservation des ressources et développement de l'industrie	119 400	208 586	221 655	206 104	186 377
Environnement	526 901	609 678	716 071	828 215	998 289
Loisirs et culture	311 414	349 915	416 676	399 081	458 752
Logement	255 955	264 545	311 987	327 859	353 145
Planification et aménagement des régions	52 339	71 942	76 320	85 974	73 348
Service financiers (intérêts)	58 113	43 439	48 342	39 132	40 045
Autres transferts à des fins particulières administrations publiques provinciales et territoriales	30 858	43 904	39 396	44 103	51 594
Total des recettes	51 784 474	55 295 987	59 181 722	63 882 003	65 924 858

Tableau 2-20 – suite

Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales — Total du Canada

	2003	2004 ^f	2005 ^f	2006 ^f	2007 ^p
	milliers de dollars				
Dépenses					
Services généraux de l'administration publique	5 853 619	5 854 126	6 037 124	6 414 515	6 887 145
Exécutif et législatif	485 892	466 701	495 309	528 667	549 759
Administration générale	4 882 085	4 973 177	5 038 577	5 375 777	5 826 140
Autres services généraux de l'administration publique	485 642	414 248	503 238	510 071	511 246
Protection personne et de la propriété	8 981 806	9 232 645	9 843 695	10 358 766	10 960 292
Cours de justice	258 272	268 668	293 514	285 298	289 372
Services de police	5 322 697	5 471 459	5 793 361	6 085 136	6 420 195
Lutte contre les incendies	2 845 499	2 906 725	3 094 031	3 250 200	3 478 934
Services de réglementation	342 285	393 311	434 710	437 096	449 777
Autres services de protection de la personne et de la propriété	213 053	192 482	228 079	301 036	322 014
Transports et communications	10 186 898	10 799 284	11 716 661	12 685 486	13 821 798
Transport routier	6 795 983	7 227 723	7 771 407	8 740 857	9 760 750
Enlèvement de la neige et de la glace	1 177 354	1 168 343	1 245 634	1 119 567	1 189 699
Stationnement	209 240	266 415	233 925	224 890	310 004
Transport en commun	1 735 415	1 895 958	2 182 384	2 203 474	2 226 043
Autres services de transports et communications	268 906	240 845	283 311	396 698	335 302
Santé	1 342 148	1 471 662	1 622 440	1 670 285	1 676 049
Soins hospitaliers	68 546	56 492	94 143	58 461	59 546
Soins médicaux	329	503	565	447	462
Soins préventifs	608 870	674 198	732 089	792 392	796 459
Autres services de santé	664 403	740 469	795 643	818 985	819 582
Services sociaux	5 547 707	5 777 432	5 996 978	6 179 661	6 095 391
Assistance sociale	3 434 138	3 553 980	3 672 165	3 812 354	3 830 959
Autres services sociaux	2 113 569	2 223 452	2 324 813	2 367 307	2 264 432
Éducation	206 677	209 965	211 403	228 985	223 106
Conservation ressources et développement de l'industrie	1 094 150	1 155 389	1 257 949	1 386 869	1 464 293
Agriculture	199 384	188 638	213 270	220 512	238 344
Tourisme	115 081	65 363	122 734	60 587	73 668
Commerce et industrie	395 743	404 510	441 240	540 996	519 244
Autres services de conservation des ressources et développement de l'industrie	383 942	496 878	480 705	564 774	633 037
Environnement	8 591 633	9 012 248	10 065 411	11 135 736	12 461 375
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	3 502 663	3 726 753	4 144 431	4 541 831	4 898 091
Canalisations d'égouts et épuration de eaux-vannes	2 772 847	3 009 994	3 432 303	3 860 169	4 266 638
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	2 180 484	2 110 053	2 289 201	2 486 584	3 068 483
Autres services d'environnement	135 639	165 448	199 476	247 152	228 163
Loisirs et culture	6 546 538	6 774 704	7 502 875	7 914 672	8 563 751
Loisirs	4 850 080	4 939 599	5 533 166	5 837 474	6 457 141
Culture	1 635 711	1 781 132	1 910 312	1 966 381	2 029 809
Autres services de loisirs et de culture	60 747	53 973	59 397	110 817	76 801
Logement	1 950 566	2 009 372	2 240 100	2 402 429	2 347 563
Planification et aménagement des régions	944 251	1 012 986	1 080 641	1 195 225	1 370 169
Urbanisme et zonage	633 541	662 564	723 653	806 606	854 011
Aménagement des agglomérations urbaines et des régions	310 710	350 422	356 988	388 619	516 158
Autres services de planification et l'aménagement des régions	..	..	..	..	..
Service de la dette	2 221 996	2 243 777	2 213 259	2 280 698	2 249 322
Intérêts	2 164 468	2 180 152	2 158 975	2 221 672	2 186 537
Autres services de la dette	57 528	63 625	54 284	59 026	62 785
Autres dépenses	77 983	110 713	61 566	73 219	80 435
Total des dépenses	53 545 972	55 664 303	59 850 102	63 926 546	68 200 689
Surplus (+) / déficit (-)	-1 761 498	-368 316	-668 380	-44 543	-2 275 831

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales locales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0024.

Tableau 2-21
Recettes et dépenses — Recettes et dépenses des commissions scolaires — Total du Canada

	2003	2004 ^r	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^p
	milliers de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	10 349 619	10 645 706	11 016 614	11 575 064	11 822 085
Impôts fonciers et impôts connexes	8 355 012	8 605 737	8 955 728	9 411 575	9 625 796
Impôts fonciers généraux	8 163 446	8 419 366	8 762 125	9 208 298	9 416 236
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	82 718	77 143	79 632	83 149	85 404
Administration publique fédérale	31 887	30 099	30 953	32 303	33 206
Entreprises publiques fédérales	376	1 113	1 169	1 217	1 237
Administrations publiques provinciales et territoriales	44 254	39 453	40 761	42 548	43 722
Entreprises publiques provinciales et territoriales	4 228	4 614	4 838	5 068	5 171
Administrations publiques municipales	525	533	532	551	556
Entreprises publiques locales	1 448	1 331	1 379	1 462	1 512
Taxes d'affaires	33 432	34 260	35 459	37 284	39 339
Autres impôts fonciers et impôts connexes	75 416	74 968	78 512	82 844	84 817
Autres impôts	692	681	705	741	782
Licences et permis	692	681	705	741	782
Vente de biens et services	1 878 446	1 911 195	1 929 359	2 024 807	2 054 926
À d'autres administrations publiques	512 769	536 348	540 574	565 629	573 467
À la collectivité	1 365 677	1 374 847	1 388 785	1 459 178	1 481 459
Locations	117 929	119 249	122 253	129 069	131 594
Autre vente de biens et services	1 247 748	1 255 598	1 266 532	1 330 109	1 349 865
Revenus de placements	83 865	91 300	93 109	97 768	99 603
Autres intérêts	5 322	4 468	4 624	4 862	5 130
Autres revenus de placements	78 543	86 832	88 485	92 906	94 473
Autres recettes de sources propres	31 604	36 793	37 713	40 173	40 978
Recettes divers de sources propres	31 604	36 793	37 713	40 173	40 978
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	28 735 584	28 848 895	29 500 245	33 166 681	32 108 394
Administration publique fédérale	98 705	109 462	98 048	102 507	104 084
Éducation	98 705	109 462	98 048	102 507	104 084
Administrations publiques provinciales et territoriales	28 459 642	28 555 159	29 216 485	32 870 256	31 816 258
Éducation	28 059 578	28 156 914	28 816 192	32 455 091	31 396 304
Service de la dette (intérêts)	400 064	398 245	400 293	415 165	419 954
Administrations publiques municipales	177 237	184 274	185 712	193 918	188 052
Éducation	177 237	184 274	185 712	193 918	188 052
Total des recettes	39 085 203	39 494 601	40 516 859	44 741 745	43 930 479
Dépenses					
Éducation	37 528 221	38 683 838	40 099 467	44 281 369	43 464 931
Service de la dette	736 406	714 392	697 532	690 523	689 365
Intérêts	729 472	709 935	693 077	685 908	684 720
Autres frais de la dette	6 934	4 457	4 455	4 615	4 645
Total des dépenses	38 264 627	39 398 230	40 796 999	44 971 892	44 154 296
Surplus (+) / déficit (-)	820 576	96 371	-280 140	-230 147	-223 817

Note(s) : Les données pour les commissions scolaires sont établies pour l'exercice se terminant le 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0009.

Tableau 2-22
Recettes et dépenses — Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	30 981	31 855	33 263	35 551	37 100
Contributions aux régimes de sécurité sociale	27 858	28 583	29 882	31 480	32 900
Revenus de placements	3 123	3 273	3 381	4 071	4 200
Revenus d' intérêts	3 123	3 273	3 381	4 071	4 200
Intérêts reçus de l'administration publique fédérale	524	473	344	224	300
Intérêts reçus des administrations publiques provinciales et territoriales	2 073	1 707	1 841	1 764	1 800
Autres revenus d'intérêt	525	1 093	1 196	2 083	2 100
Total des recettes	30 981	31 855	33 263	35 551	37 100
Dépenses					
Services sociaux	22 949	24 117	25 384	26 638	27 300
Assistance sociale	22 949	24 117	25 384	26 638	27 300
Total des dépenses	22 949	24 117	25 384	26 638	27 300
Surplus (+) / déficit (-)	8 032	7 739	7 879	8 913	9 800

Note(s) : Les données pour le Régime de pensions du Canada sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0006.

Tableau 2-23
Recettes et dépenses — Recettes et dépenses du Régime de rentes du Québec

	2004	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	millions de dollars				
Recettes					
Recettes de sources propres	8 922	9 296	9 875	10 234	10 386
Contributions aux régimes de sécurité sociale	8 163	8 461	8 882	8 937	9 201
Vente de biens et services	2	2	2	2	2
Revenus de placements	757	833	991	1 294	1 183
Total des recettes	8 922	9 296	9 875	10 234	10 386
Dépenses					
Services sociaux	7 248	7 657	8 009	8 434	8 759
Assistance sociale	7 248	7 657	8 009	8 434	8 759
Total des dépenses	7 248	7 657	8 009	8 434	8 759
Surplus (+) / déficit (-)	1 674	1 639	1 866	1 800	1 627

Note(s) : Les données pour le Régime de rentes du Québec sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0006.

Tableau 2-24

Recettes et dépenses — Taux d'imposition des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales sur le revenu, 2008 — Canada

	Impôt sur le revenu des particuliers ¹						Impôt sur le revenu des sociétés	
	Taux revenus faibles	Taux revenus intermédiaires	Taux revenus élevés ²	Surtaxe revenus élevés	Exemptions personnelles de base	Indexation	Taux général ⁵	Taux petites entreprises
	pourcentage				dollars	année	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador	8,70	13,80	16,50	0,00	7 566	2007	14,00	5,00
Île-du-Prince-Édouard	9,80	13,80	16,70	10,00	7 412	...	16,00	4,30
Nouvelle-Écosse	8,79	14,95	17,50	10,00	7 731	2011	16,00	5,00
Nouveau-Brunswick	10,12	15,48	17,95	0,00	8 395	2001 ⁴	13,00	5,00
Québec	13,40	16,70	20,00	0,00	10 215	2003	11,40	8,00
Ontario	6,05	9,15	11,16	36,00 ³	8 553	2001	14,00	5,50
Manitoba	10,90	12,75	17,40	0,00	8 034	... ⁴	14,00	2,00
Saskatchewan	11,00	13,00	15,00	0,00	8 945	2004	13,00	4,50
Alberta	10,00	10,00	10,00	0,00	16 161	2001	10,00	3,00
Colombie-Britannique	5,24	7,98	14,70	0,00	8 858	2001	12,00	4,50
Yukon	7,04	9,68	12,76	5,00	9 600	2000	15,00	4,00
Territoires du Nord-Ouest	5,90	8,60	14,05	0,00	12 125	...	11,50	4,00
Nunavut	4,00	7,00	11,50	0,00	11 360	2001	12,00	4,00
Federal	15,00	22,00	29,00	0,00	9 600	2000	19,50	11,00

1. Taux d'imposition ajustés, estimés par Finances Canada, afin de refléter l'abattement du Québec de 16,5 %. Plusieurs particularités du régime d'imposition québécois rendent toute comparaison provinciale difficile.
2. Les taux multiples sont : Nouvelle-Écosse, 16,67 % et 17,5 %; Nouveau-Brunswick, 16,80 % et 17,95 %; Colombie-Britannique, 10,5 %, 12,29 % et 14,7 %; Yukon, 11,44 % et 12,76 %; Territoires du Nord-Ouest, 12,2 % et 14,05 %; Nunavut, 9 % et 11,5 %; Fédéral, 26 % et 29 %.
3. Les taux pour l'Ontario sont 20 % et 36 %.
4. Nouveau-Brunswick : l'indexation des tables d'impôt des particuliers a été suspendu pour l'année financière 2004 seulement. Manitoba : le taux d'indexation est revu annuellement et annoncé lors du budget.
5. Le taux pour le secteur de la fabrication et de la transformation est de 5 % à Terre-Neuve-et-Labrador, 12 % en Ontario, 10 % à 13 % en Saskatchewan, 10,5 % en Colombie-Britannique et 2,5 % au Yukon.

Note(s) : Les données sont en date du 1^{er} janvier.

Source(s) : Finances Canada.

Tableau 2-25
Recettes et dépenses — Taux d'imposition des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales, 2008 — Canada

	Taxe de vente au détail	Taxe sur l'essence ^{1,2}	Taxe sur le tabac ²	Impôt sur le capital		Taxe sur la masse salariale	Primes d'assurance maladie		Taxe sur les primes d'assurance ¹⁴
	pourcentage	cents / litre	cents / cigarette	Général	Banques ⁵		Célibataires ¹⁰	Familles ¹¹	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador	8,00	16,50	18,00	0,00	4,00	2,00 ⁷	0,00	0,00	4,00
Île-du-Prince-Édouard	10,00	11,50	17,45	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00	3,5 ¹⁵
Nouvelle-Écosse	8,00	15,50	16,52	0,23	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00
Nouveau-Brunswick	8,00	10,70	11,75	0,10	3,00	0,00	0,00	0,00	3,00
Québec	7,50	15,2 ³	10,30	0,36	0,72 ⁶	4,26 ⁸	0,00	0,00	3,00
Ontario	8,00	14,70	12,35	0,29	0,86	1,95	75 ¹²	... ¹²	3,50
Manitoba	7,00	11,50	17,50	0,40 ⁴	3,00	2,15 ⁹	0,00	0,00	3,00
Saskatchewan	5,00	15,00	18,30	0,15	3,25	0,00	0,00	0,00	4,00
Alberta	0,00	9,00	18,50	0,00	0,00	0,00	44 ¹³	88 ¹³	3,00
Colombie-Britannique	7,00	14,5 ³	17,90	0,00	3,00	0,00	54	108	4,40
Yukon	0,00	6,20	13,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,0 ¹⁶
Territoires du Nord-Ouest	0,00	10,70	21,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	3,00
Nunavut	0,00	6,40	21,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	3,00
Fédéral	5,00	10,00	7,93	0,00	1,25	1,73	0,00	0,00	0,00

1. Taxe sur l'essence pour les véhicules motorisés.
2. N'incluant pas les taxes de vente fédérale et provinciales, si applicables.
3. Au Québec, une taxe additionnelle de 1,5 ¢/litre est imposée dans la grande région de Montréal pour financer le transport en commun. En Colombie-Britannique, une taxe additionnelle de 6 ¢/litre est imposée dans la grande région de Vancouver (urban transit tax), ainsi que de 2,5 ¢/litre à Victoria.
4. L'impôt général sur le capital pour le Manitoba est de 0,2 % à 0,4 %.
5. Les taux multiples sont : Ontario, 0,57 % à 0,86 %; Saskatchewan, 0,7 % à 3,25 %; Colombie-Britannique, 1 % à 3 %.
6. La taxe sur le capital des institutions financières du Québec inclut un taux de base de 0,72 % et un taux compensatoire de 0,25 %.
7. Exemptions de taxe sur la masse salariale à Terre-Neuve-et-Labrador : masse salariale < 600 000 \$ = pas de taxe; masse salariale entre 600 000 \$ et 700 000 \$ = seuil d'exemption réduit graduellement à 500 000 \$; masse salariale > 700 000 \$ = il y a une exemption de base de 500 000 \$.
8. Les taux pour le Québec sont de 2,70 % à 4,26 %.
9. Masses salariales de moins de 1 million de dollars sont exemptés de la taxe.
10. Les primes d'assurance maladie pour les personnes seules ou célibataires (dollars par mois) sont : Ontario, 0 à 75; Alberta, 0 à 44; Colombie-Britannique, 0 à 54. Les personnes seules ou célibataires ne paient pas de primes d'assurance maladie à : Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec, Manitoba, Saskatchewan, Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut et au Fédéral.
11. Les primes d'assurance maladie pour les familles (dollars par mois) sont : Alberta, 0 à 88; Colombie-Britannique, 0 à 108. Les familles ne paient pas de primes d'assurance maladie à : Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec, Manitoba, Saskatchewan, Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut et au Fédéral.
12. Les primes en Ontario sont basées sur le revenu imposable individuel. Les chiffres représentent les montants mensuels minimum et maximum payables par un individu.
13. Les personnes âgées ne paient pas de primes d'assurance-santé. Les primes d'assurance maladie seront abolies le 1^{er} janvier 2009.
14. Les taux multiples sont : Nouvelle-Écosse, 3 % et 4 %; Nouveau-Brunswick, 2 % et 3 %; Québec, 2 % et 3 %; Ontario, 2 % et 3 % à 3,5 %; Manitoba, 2 % et 3 %; Saskatchewan, 3 % et 4 %; Alberta, 2 % et 3 %; Colombie-Britannique, 2 % et 4 % à 4,4 %. Le plus bas taux s'applique aux assurance vie, maladie et accident.
15. Île-du-Prince-Édouard : le taux sur l'assurance-vie, la maladie et les accidents de même que l'assurance autre que sur la vie (incluant l'assurance de la propriété) est de 3,5 %. Pour l'assurance-incendie, le taux est de 1,0 %.
16. Yukon : le taux sur l'assurance-vie, la maladie et les accidents de même que l'assurance autre que sur la vie (incluant l'assurance de la propriété) est de 2,0 %. Pour l'assurance-incendie et les dommages à la propriété, le taux est de 1,0 %.

Note(s) : Les données sont en date du 1^{er} janvier.

Source(s) : Finances Canada.

Tableau 2-26

Recettes et dépenses — Transferts de capital des administrations publiques générales provinciales et territoriales pour la remise de dette à d'autres sous-secteurs, par province, territoires et sous-secteurs

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador										
Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Universités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hôpitaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de soins pour bénéficiaires internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres institutions de santé et services sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques municipales	..	..	..	..	4 392	7 188	15 654	822	6 208	1 256
Commissions scolaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total transferts de capital pour la remise de dette d'autres composantes de l'administration publique	..	..	..	..	4 392	7 188	15 654	822	6 208	1 256
Île-du-Prince-Édouard										
Collèges	..	..	..	..	913	431	434	431	414	427
Universités	0	0	0	0	674	475	950	633	1 157	744
Hôpitaux	0	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Établissements de soins pour bénéficiaires internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres institutions de santé et services sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques municipales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commissions scolaires	0	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Total transferts de capital pour la remise de dette d'autres composantes de l'administration publique	0	0	0	0	1 587	906	1 384	1 064	1 571	1 172
Nouvelle-Écosse										
Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Universités	0	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Hôpitaux	0	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Établissements de soins pour bénéficiaires internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres institutions de santé et services sociaux	..	..	..	160 000	0	0	0	..	..	..
Administrations publiques municipales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commissions scolaires	0	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Total transferts de capital pour la remise de dette d'autres composantes de l'administration publique	0	0	0	160 000	0	0	0	..	..	..
Québec										
Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Universités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hôpitaux	..	..	..	765 000	0	0	0	..	..	..
Établissements de soins pour bénéficiaires internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres institutions de santé et services sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques municipales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commissions scolaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total transferts de capital pour la remise de dette d'autres composantes de l'administration publique	..	..	..	765 000	0	0	0	..	..	..
Ontario										
Collèges	0	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Universités	0	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Hôpitaux	0	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Établissements de soins pour bénéficiaires internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres institutions de santé et services sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques municipales	..	..	..	..	..	..	..	58 467	1 856	245
Commissions scolaires	0	0	0	0	0	0	0	882 000	..	55 200
Total transferts de capital pour la remise de dette d'autres composantes de l'administration publique	0	0	0	0	0	0	0	940 467	1 856	55 445
Manitoba										
Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Universités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hôpitaux	124 859	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Établissements de soins pour bénéficiaires internes	25 141	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Autres institutions de santé et services sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques municipales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commissions scolaires	..	..	..	..	..	..	..	100 000	100 000	100 000
Total transferts de capital pour la remise de dette d'autres composantes de l'administration publique	150 000	0	0	0	0	0	0	100 000	100 000	100 000
Saskatchewan										
Collèges	..	..	..	..	..	..	..	3 844	..	..
Universités	0	0	0	0	0	0	0	43 554	..	..
Hôpitaux	0	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Établissements de soins pour bénéficiaires internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres institutions de santé et services sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques municipales	69	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Commissions scolaires	..	..	..	..	..	..	..	30 132	..	..
Total transferts de capital pour la remise de dette d'autres composantes de l'administration publique	69	0	0	0	0	0	0	77 530	..	..

Tableau 2-26 – suite

Recettes et dépenses — Transferts de capital des administrations publiques générales provinciales et territoriales pour la remise de dette à d'autres sous-secteurs, par province, territoires et sous-secteurs

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars									
Alberta										
Collèges	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Universités	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Hôpitaux	..	..	..	25 521	0	358 469	7 426	..	..	..
Établissements de soins pour bénéficiaires internes	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Autres institutions de santé et services sociaux	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Administrations publiques municipales	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Commissions scolaires	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Total transferts de capital pour la remise de dette d'autres composantes de l'administration publique	..	..	..	25 521	0	358 469	7 426	..	..	..
Colombie-Britannique										
Collèges	..	..	965 433	0	0	0	0	..	..	..
Universités	..	..	859 582	0	0	0	0	..	..	..
Hôpitaux	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Établissements de soins pour bénéficiaires internes	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Autres institutions de santé et services sociaux	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Administrations publiques municipales	..	..	1 984 772	0	0	0	0	..	..	..
Commissions scolaires	..	..	3 648 968	0	0	0	0	..	..	..
Total transferts de capital pour la remise de dette d'autres composantes de l'administration publique	..	..	7 458 755	0	0	0	0	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest incluant Nunavut										
Collèges	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Universités	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Hôpitaux	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Établissements de soins pour bénéficiaires internes	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Autres institutions de santé et services sociaux	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Administrations publiques municipales	883	0	0	..	..	..	..	..	..	..
Commissions scolaires	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Total transferts de capital pour la remise de dette d'autres composantes de l'administration publique	883	0	0	..	..	..	..	..	..	..

Note(s) : Il n'y a pas de données pour le Nouveau-Brunswick et le Yukon. Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0027

Tableau 3-1

Bilan et dette financière — Dette financière nette des administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales et des administrations publiques locales — Canada

	Administration publique générale fédérale	Administrations publiques générales provinciales et territoriales	Administrations publiques locales ¹	Administrations consolidées	Produit intérieur brut (PIB)	Administration publiques générales consolidées comme pourcentage du PIB
	millions de dollars				pourcentage	
1982	99 600	20 862	18 139	..	367 752	..
1983	128 302	42 259	18 526	..	384 920	..
1984	164 532	51 976	18 535	..	421 367	..
1985	209 891	63 074	19 020	..	458 375	..
1986	245 151	76 065	19 286	..	493 392	..
1987	276 735	89 532	20 221	385 553	521 173	74,0
1988	305 438	97 494	20 407	423 153	573 517	73,8
1989	333 519	101 510	19 575	455 436	623 783	73,0
1990	362 920	112 015	20 909	494 510	665 335	74,3
1991	395 075	116 652	22 050	532 632	680 375	78,3
1992	428 682	143 065	22 444	593 797	689 078	86,2
1993	471 061	173 691	23 457	667 196	706 403	94,4
1994	513 219	202 446	22 856	739 122	735 566	100,5
1995	550 685	224 041	22 379	797 582	781 646	102,0
1996	578 718	235 896	20 970	836 993	816 116	102,6
1997	588 402	241 746	20 514	851 118	847 693	100,4
1998	581 581	245 223	15 921	847 318	891 944	95,0
1999	574 468	258 271	14 788	848 660	925 027	91,7
2000	561 733	256 166	13 260	832 687	1 006 091	82,8
2001	545 300	241 813	12 622	800 373	1 094 429	73,1
2002	534 690	249 431	12 136	796 743	1 107 407	71,9
2003	526 492	255 881	9 678	794 509	1 175 398	67,6
2004	523 648	259 988	8 803	793 314	1 223 808	64,8
2005	523 344	259 014	9 455	791 161	1 308 598	60,5
2006	514 099	253 049	..	776 603	1 397 649	55,6
2007	508 109	..	..	..	1 466 576	..

1. Incluant les administrations publiques générales ainsi que les commissions scolaires.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales sont établies au 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre. Les données sur le produit intérieur brut sont aux prix courants, en termes de dépenses et non-désaisonnalisées. Elles sont la somme du 2e, 3e et 4e trimestre de l'année précédente et du 1er trimestre de l'année courante.

Source(s) : Données de l'administration publique — Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0014. Produit intérieur brut (PIB) — CANSIM, tableau 380-0002.

Tableau 3-2
Bilan et dette financière — Bilan consolidé des administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales et des administrations publiques locales 1

	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	35 104	36 751	40 965	42 800	43 817
Débiteurs	35 099	34 771	38 814	42 958	44 079
Avances	106 343	106 209	104 195	104 614	107 984
Titres	154 265	155 435	166 064	189 730	202 407
Autre actif financier	8 118	8 461	8 796	8 915	8 095
Total de l'actif financier	338 929	341 627	358 834	389 017	406 382
Passif					
Découverts bancaires	11 027	7 937	7 226	7 719	8 447
Créditeurs	75 572	68 430	70 832	80 578	84 585
Avances	13 999	12 512	15 672	17 070	18 296
Monnaie en circulation	3 914	4 122	4 193	4 310	4 533
Bons du trésor	96 843	107 902	112 392	126 216	132 211
Obligations d'épargne	35 860	35 021	34 425	29 280	25 326
Obligations	547 904	547 204	527 578	505 053	475 605
Autres titres	56 209	61 690	77 991	97 358	111 374
Dépôts	60 369	57 195	61 985	61 965	68 142
Dû aux régimes de pension	192 130	193 296	196 934	202 762	205 051
Autre passif	41 845	40 827	42 920	47 867	49 415
Total du passif	1 135 672	1 136 136	1 157 194	1 180 178	1 182 985
Dette financière nette 2	796 743	794 509	793 314	791 161	776 603
Par habitant (\$)	25 483	25 160	24 873	24 566	23 864
Population au 1^{er} avril	31 265 843	31 577 688	31 894 707	32 205 936	32 543 059

1. Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

2. Une dette financière nette négative signifie que l'actif financier excède le passif.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales sont établies au 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0014. Estimations de la population — CANSIM, tableau 051-0005.

Tableau 3-3
Bilan et dette financière — Bilan consolidé des administrations publiques générales provinciales et territoriales et des administrations publiques locales ¹

	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	15 718	15 719	16 585	18 116	18 105
Débiteurs	30 891	34 706	37 701	43 120	46 255
Avances	42 452	43 858	46 056	48 366	50 779
Titres	169 996	167 938	179 765	204 758	222 522
Autre actif financier	6 372	6 659	7 094	7 360	6 530
Total de l'actif financier	265 429	268 880	287 201	321 720	344 191
Passif					
Découverts bancaires	5 181	2 989	69 374	3 425	3 694
Créditeurs	43 445	45 457	46 310	52 248	57 366
Avances	13 052	11 827	15 096	16 564	18 181
Monnaie en circulation	-	-	-	-	-
Bons du trésor	7 895	9 273	6 605	6 540	7 309
Obligations d'épargne	11 839	12 437	13 095	10 200	7 984
Obligations	254 468	259 619	252 034	245 489	229 718
Autres titres	48 444	54 566	70 271	90 653	104 634
Dépôts	48 138	43 951	48 493	53 763	63 164
Dû aux régimes de pension	65 209	67 588	69 410	73 183	73 989
Autre passif	29 811	29 190	32 486	37 472	40 656
Total du passif	527 482	536 897	556 867	589 537	606 695
Dette financière nette ²	262 053	268 017	269 666	267 817	262 504
Par habitant (\$)	8 381	8 488	8 455	8 316	8 066
Population au 1^{er} avril	31 265 843	31 577 688	31 894 707	32 205 936	32 543 059

1. Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

2. Une dette financière nette négative signifie que l'actif financier excède le passif.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies au 31 mars, et les données pour les administrations publiques locales sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0014. Estimations de la population — CANSIM, tableau 051-0005.

Tableau 3-4
Bilan et dette financière — Dette financière nette, dette financière nette par habitant et dette financière nette en pourcentage du PIB de l'administration publique générale fédérale

Année	Total de l'actif financier	Total du passif	Dette financière nette	Dette financière nette par habitant	Dette financière nette en pourcentage du PIB	Estimations de la population, au 1 ^{er} avril ^{1,2}	Produit intérieur brut (PIB)
	millions de dollars		dollars	pourcentage	personnes	millions de dollars	
1998	64 144	645 725	581 581	19 333	65,2	30 081 925	891 944
1999	73 921	648 389	574 468	18 949	62,1	30 317 125	925 027
2000	86 479	648 212	561 733	18 359	55,8	30 597 172	1 006 091
2001	99 600	644 900	545 300	17 640	49,8	30 912 657	1 094 429
2002	105 836	640 526	534 690	17 101	48,3	31 265 843	1 107 407
2003	103 146	629 638	526 492	16 673	44,8	31 577 688	1 175 398
2004	105 182	628 830	523 648	16 418	42,8	31 894 707	1 223 808
2005	102 873	626 217	523 344	16 250	40,0	32 205 936	1 308 598
2006	105 602	619 701	514 099	15 798	36,8	32 543 059	1 397 649
2007	110 681	618 790	508 109	15 458	34,6	32 870 726	1 466 576

1. Les estimations postcensitaires sont établies à partir des données du dernier recensement, rajustées pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis ce recensement. Les estimations intercensitaires sont établies à partir des estimations postcensitaires et des données rajustées pour le sous-dénombrement net des recensements précédant et suivant l'année considérée.
 2. Les estimations sont intercensitaires définitives et non rajustées pour le sous-dénombrement net avant le 1^{er} juillet 1971. Les estimations sont intercensitaires révisées du 1^{er} juillet 1971 au 1^{er} avril 1996, intercensitaires définitives du 1^{er} juillet 1996 au 1^{er} avril 2001, postcensitaires définitives du 1^{er} juillet 2001 au 1^{er} juillet 2004, postcensitaires mises à jour du 1^{er} octobre 2004 au 1^{er} avril 2007 et postcensitaires provisoires à partir du 1^{er} juillet 2007.
- Note(s) :** Les données pour l'administration publique générale fédérale sont établies au 31 mars. Les données sur le produit intérieur brut sont aux prix courants, en termes de dépenses et non-désaisonnalisées. Elles sont la somme du 2^e, 3^e et 4^e trimestre de l'année précédente et du 1^{er} trimestre de l'année courante.
- Source(s) :** Données de l'administration publique — Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0014. Estimations de la population — CANSIM tableau 051-0005. Produit intérieur brut (PIB) — CANSIM, tableau 380-0002.

Tableau 3-5
Bilan et dette financière — Bilan de l'administration publique générale fédérale

	2003	2004	2005	2006	2007
	millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	21 032	24 380	24 684	25 712	27 463
Débiteurs	5 019	6 943	7 405	7 648	8 245
Avances	62 352	58 184	56 286	57 309	61 395
Titres	12 941	13 973	12 943	13 368	11 853
Autre actif financier	1 802	1 702	1 555	1 565	1 725
Total de l'actif financier	103 146	105 182	102 873	105 602	110 681
Passif					
Découverts bancaires	4 948	4 123	4 294	4 753	4 972
Créditeurs	27 927	30 352	35 897	37 043	40 919
Avances	686	621	544	219	477
Monnaie en circulation	4 122	4 193	4 310	4 533	4 750
Bons du trésor	104 600	113 400	127 200	131 600	134 100
Obligations d'épargne	22 584	21 330	19 080	17 342	15 175
Obligations	307 058	295 605	280 011	272 672	266 406
Autres titres	7 124	7 720	6 705	6 740	3 966
Dépôts	13 244	13 492	8 202	4 978	4 794
Dû aux régimes de pension	125 708	127 560	129 579	131 062	134 726
Autre passif	11 637	10 434	10 395	8 759	8 505
Total du passif	629 638	628 830	626 217	619 701	618 790
Dette financière nette ¹	526 492	523 648	523 344	514 099	508 109
Par habitant (\$)	16 673	16 418	16 250	15 798	15 458
Population au 1^{er} avril	31 577 688	31 894 707	32 205 936	32 543 059	32 870 726

1. Une dette financière nette négative signifie que l'actif financier excède le passif.

Note(s) : Les données pour l'administration publique générale fédérale sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0014. Estimations de la population — CANSIM, tableau 051-0005.

Tableau 3-6

Bilan et dette financière — Dette financière nette et dette financière nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales

Année	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
Dette financière nette							
1996	7 888	1 045	8 917	5 743	80 312	97 016	8 918
1997	7 780	1 021	8 627	5 570	84 976	104 163	8 571
1998	7 651	1 045	8 616	5 694	87 587	108 137	8 622
1999	8 150	1 003	9 158	5 546	91 148	108 761	9 112
2000	8 389	1 034	10 158	6 393	90 161	107 409	9 050
2001	8 702	1 021	11 051	6 151	88 122	103 140	9 277
2002	9 082	1 082	11 286	5 998	91 717	103 510	9 969
2003	9 511	1 150	11 888	5 921	95 330	102 611	10 217
2004	9 938	1 291	11 730	5 909	97 647	105 415	11 047
2005	10 011	1 251	11 516	5 687	99 874	110 489	11 428
2006	9 600	1 287	11 775	5 706	103 434	112 408	11 858
dollars							
Dette financière nette par habitant							
1996	14 042	7 723	9 588	7 638	11 096	8 789	7 878
1997	14 063	7 510	9 257	7 402	11 692	9 317	7 546
1998	14 101	7 704	9 244	7 581	12 014	9 550	7 588
1999	15 246	7 373	9 824	7 394	12 460	9 495	7 989
2000	15 839	7 586	10 872	8 518	12 271	9 241	7 898
2001	16 628	7 479	11 845	8 204	11 934	8 720	8 069
2002	17 472	7 907	12 087	8 001	12 340	8 599	8 642
2003	18 339	8 385	12 706	7 884	12 747	8 404	8 812
2004	19 191	9 368	12 517	7 861	12 964	8 524	9 458
2005	19 439	9 069	12 299	7 564	13 172	8 830	9 736
2006	18 799	9 329	12 598	7 609	13 549	8 880	10 080
pourcentage							
Taux de variation de la dette financière nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1997	0,1	-2,8	-3,5	-3,1	5,4	6,0	-4,2
1998	0,3	2,6	-0,1	2,4	2,8	2,5	0,6
1999	8,1	-4,3	6,3	-2,5	3,7	-0,6	5,3
2000	3,9	2,9	10,7	15,2	-1,5	-2,7	-1,1
2001	5,0	-1,4	9,0	-3,7	-2,7	-5,6	2,2
2002	5,1	5,7	2,0	-2,5	3,4	-1,4	7,1
2003	5,0	6,0	5,1	-1,5	3,3	-2,3	2,0
2004	4,6	11,7	-1,5	-0,3	1,7	1,4	7,3
2005	1,3	-3,2	-1,7	-3,8	1,6	3,6	2,9
2006	-3,3	2,9	2,4	0,6	2,9	0,6	3,5
personnes							
Estimations de la population, le 1^{er} avril^{2, 3}							
1996	561 728	135 314	929 986	751 925	7 238 162	11 037 856	1 132 017
1997	553 218	135 945	931 913	752 482	7 267 834	11 180 472	1 135 851
1998	542 573	135 650	932 107	751 104	7 290 531	11 323 035	1 136 199
1999	534 582	136 040	932 182	750 088	7 315 106	11 454 338	1 140 541
2000	529 655	136 305	934 354	750 547	7 347 252	11 623 226	1 145 929
2001	523 321	136 512	932 972	749 794	7 383 830	11 828 337	1 149 718
2002	519 790	136 835	933 720	749 618	7 432 197	12 036 968	1 153 533
2003	518 622	137 152	935 601	751 014	7 478 748	12 210 254	1 159 432
2004	517 834	137 809	937 153	751 729	7 532 061	12 367 141	1 167 969
2005	515 008	137 939	936 372	751 839	7 582 310	12 513 318	1 173 835
2006	510 670	137 956	934 680	749 928	7 634 259	12 657 891	1 176 418

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3-6 – suite

Bilan et dette financière — Dette financière nette et dette financière nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
millions de dollars							
Dette financière nette							
1996	11 046	7 084	8 166	-186	-53	..	235 896
1997	9 776	4 022	7 510	-191	-79	..	241 746
1998	9 890	1 603	6 556	-198	20	..	245 223
1999	10 017	391	15 162	-238	61	..	258 271
2000	10 037	-2 504	16 123	-231	-136	283	256 166
2001	9 147	-9 983	15 448	-278	-227	242	241 813
2002	9 632	-9 118	16 554	-272	-283	274	249 431
2003	9 877	-10 575	20 119	-262	-184	278	255 881
2004	10 134	-14 345	21 255	-265	-84	317	259 988
2005	9 236	-19 661	19 201	-280	-49	311	259 014
2006	8 558	-27 609	16 221	-336	-96	243	253 049
dollars							
Dette financière nette par habitant							
1996	10 853	2 564	2 121	-5 973	-791	...	7 992
1997	9 605	1 430	1 910	-6 034	-1 170	...	8 107
1998	9 722	557	1 648	-6 323	298	...	8 152
1999	9 860	133	3 788	-7 779	904	...	8 519
2000	9 944	-838	3 997	-7 605	-3 360	10 393	8 372
2001	9 130	-3 282	3 799	-9 232	-5 586	8 664	7 822
2002	9 662	-2 941	4 032	-9 039	-6 862	9 705	7 978
2003	9 930	-3 359	4 857	-8 603	-4 382	9 562	8 103
2004	10 186	-4 489	5 073	-8 583	-1 965	10 793	8 151
2005	9 312	-6 037	4 525	-9 039	-1 144	10 411	8 042
2006	8 672	-8 247	3 770	-10 792	-2 269	8 033	7 776
pourcentage							
Taux de variation de la dette financière nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1997	-11,5	-44,2	-9,9	-1,0	-47,9	...	1,4
1998	1,2	-61,0	-13,7	-4,8	125,4	...	0,6
1999	1,4	-76,1	129,9	-23,0	203,7	...	4,5
2000	0,8	-729,4	5,5	2,2	-471,5	...	-1,7
2001	-8,2	-291,8	-5,0	-21,4	-66,2	-16,6	-6,6
2002	5,8	10,4	6,1	2,1	-22,9	12,0	2,0
2003	2,8	-14,2	20,5	4,8	36,1	-1,5	1,6
2004	2,6	-33,7	4,4	0,2	55,2	12,9	0,6
2005	-8,6	-34,5	-10,8	-5,3	41,8	-3,5	-1,3
2006	-6,9	-36,6	-16,7	-19,4	-98,4	-22,8	-3,3
personnes							
Estimations de la population, le 1^{er} avril 2, 3							
1996	1 017 800	2 762 833	3 849 425	31 141	41 516	25 456	29 515 159
1997	1 017 847	2 813 321	3 931 016	31 654	41 678	25 839	29 819 070
1998	1 017 279	2 877 094	3 977 875	31 313	40 981	26 184	30 081 925
1999	1 015 900	2 937 912	4 002 399	30 594	40 720	26 723	30 317 125
2000	1 009 378	2 989 163	4 033 285	30 373	40 474	27 231	30 597 172
2001	1 001 830	3 041 661	4 065 998	30 114	40 638	27 932	30 912 657
2002	996 916	3 100 798	4 105 904	30 092	41 239	28 233	31 265 843
2003	994 667	3 148 466	4 142 216	30 455	41 988	29 073	31 577 688
2004	994 885	3 195 351	4 189 785	30 874	42 745	29 371	31 894 707
2005	991 825	3 256 864	4 242 942	30 977	42 834	29 873	32 205 936
2006	986 864	3 347 675	4 303 025	31 133	42 308	30 252	32 543 059

1. Les données de l'administration publique des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.

2. Les estimations postcensitaires sont établies à partir des données du dernier recensement, rajustées pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis ce recensement. Les estimations intercensitaires sont établies à partir des estimations postcensitaires et des données rajustées pour le sous-dénombrement net des recensements précédant et suivant l'année considérée.

3. Les estimations sont intercensitaires définitives et non rajustées pour le sous-dénombrement net avant le 1^{er} juillet 1971. Les estimations sont intercensitaires révisées du 1^{er} juillet 1971 au 1^{er} avril 1996, intercensitaires définitives du 1^{er} juillet 1996 au 1^{er} avril 2001, postcensitaires définitives du 1^{er} juillet 2001 au 1^{er} juillet 2004, postcensitaires mises à jour du 1^{er} octobre 2004 au 1^{er} avril 2007 et postcensitaires provisoires à partir du 1^{er} juillet 2007.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies au 31 mars.

Source(s) : Les données de l'administration publique — Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0014. Estimations de la population — CANSIM, tableau 051-0005.

Tableau 3-7
Bilan et dette financière — Bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales — Total du Canada

	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	3 930	4 143	4 117	4 072	4 092
Débiteurs	22 642	24 411	26 459	31 007	33 012
Avances	39 911	41 282	43 352	45 685	48 049
Titres	188 960	184 940	201 526	226 175	245 798
Autre actif financier	2 925	3 311	3 369	3 453	2 861
Total de l'actif financier	258 368	258 087	278 823	310 392	333 812
Passif					
Découverts bancaires	4 689	2 594	2 642	3 027	3 380
Créditeurs	33 764	34 655	35 871	40 873	44 561
Avances	8 879	6 947	9 825	10 883	11 317
Monnaie en circulation	.	.	.	.	.
Bons du trésor	10 213	11 508	8 932	9 082	10 310
Obligations d'épargne	11 839	12 437	13 095	10 200	7 984
Obligations	255 768	257 763	256 011	247 970	234 840
Autres titres	46 954	55 510	71 435	92 613	107 290
Dépôts	48 282	44 097	48 655	54 089	63 479
Dû aux régimes de pension	65 209	67 588	69 374	73 183	73 989
Autre passif	22 202	20 869	22 971	27 486	29 711
Total du passif	507 799	513 968	538 812	569 406	586 861
Dette financière nette ¹	249 431	255 881	259 988	259 014	253 049
Par habitant (\$)	7 978	8 103	8 151	8 042	7 776
Population au 1^{er} avril	31 265 843	31 577 688	31 894 707	32 205 936	32 543 059

1. Une dette financière nette négative signifie que l'actif financier excède le passif.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques générales provinciales et territoriales sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0014. Estimations de la population — CANSIM, tableau 051-0005.

Tableau 3-8

Bilan et dette financière — Dette financière nette et dette financière nette par habitant des administrations publiques locales

Année	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
Dette financière nette							
1995	648	34	205	332	14 577	1 444	818
1996	675	38	275	356	14 936	1 531	828
1997	681	37	366	373	15 187	1 251	765
1998	731	33	417	380	14 568	141	671
1999	731	43	360	357	15 075	-65	471
2000	726	47	326	328	14 763	378	558
2001	729	45	357	355	15 719	-1 995	437
2002	768	64	334	394	16 276	-2 925	312
2003	767	70	309	421	15 027	-3 428	444
2004	772	97	306	454	15 106	-3 759	427
2005	666	111	330	496	14 842	-2 557	487
dollars							
Dette financière nette par habitant							
1995	1 136	254	221	442	2 023	133	727
1996	1 197	281	296	474	2 065	139	733
1997	1 226	272	393	496	2 091	112	674
1998	1 339	243	447	505	1 999	12	591
1999	1 362	316	386	476	2 062	-6	414
2000	1 365	344	349	437	2 011	33	488
2001	1 388	330	382	474	2 132	-169	380
2002	1 473	468	358	526	2 193	-244	271
2003	1 478	511	330	561	2 012	-282	383
2004	1 488	705	326	604	2 008	-305	366
2005	1 290	805	352	660	1 960	-205	415
pourcentage							
Taux de variation de la dette financière nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1996	5,4	10,9	33,8	7,1	2,1	4,7	0,7
1997	2,4	-3,2	32,7	4,7	1,3	-19,3	-8,0
1998	9,2	-10,8	13,9	1,9	-4,4	-88,9	-12,3
1999	1,7	30,2	-13,6	-5,8	3,1	-145,6	-30,0
2000	0,2	8,9	-9,7	-8,2	-2,5	673,6	17,9
2001	1,7	-4,2	9,6	8,4	6,0	-619,0	-22,0
2002	6,2	41,8	-6,5	11,0	2,9	-44,0	-28,8
2003	0,3	9,2	-7,7	6,6	-8,2	-15,4	41,6
2004	0,7	38,0	-1,2	7,8	-0,2	-8,3	-4,4
2005	-13,4	14,3	7,8	9,2	-2,4	32,8	13,3
personnes							
Estimations de la population, le 1^{er} janvier^{2, 3}							
1995	570 594	134 045	927 480	750 850	7 205 010	10 874 839	1 124 944
1996	563 752	135 118	929 852	751 631	7 233 634	11 009 591	1 130 281
1997	555 545	135 950	932 438	752 375	7 262 954	11 146 670	1 134 997
1998	545 873	135 954	932 631	751 999	7 286 036	11 292 943	1 135 787
1999	536 610	136 010	932 219	750 146	7 310 286	11 420 957	1 138 980
2000	531 859	136 458	934 661	750 794	7 340 337	11 578 845	1 144 479
2001	525 380	136 393	933 527	749 715	7 374 065	11 774 286	1 148 525
2002	521 229	136 847	933 609	749 286	7 421 309	11 986 887	1 152 079
2003	519 032	137 088	935 404	750 937	7 467 705	12 170 542	1 158 042
2004	518 675	137 665	937 538	751 415	7 521 212	12 328 459	1 165 553
2005	516 417	137 876	937 840	752 044	7 574 100	12 479 594	1 173 200

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3-8 – suite

Bilan et dette financière — Dette financière nette et dette financière nette par habitant des administrations publiques locales

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
millions de dollars							
Dette financière nette							
1995	-506	2 114	2 721	-19	11	..	22 379
1996	-561	648	2 248	-20	16	..	20 970
1997	-636	277	2 217	-18	14	..	20 514
1998	-719	-36	-252	-21	8	..	15 921
1999	-707	383	-1 851	-27	25	-7	14 788
2000	-730	-668	-2 443	-21	9	-13	13 260
2001	-734	-1 194	-1 074	-16	3	-10	12 622
2002	-859	-961	-1 248	-16	3	-6	12 136
2003	-892	-1 275	-1 742	-16	2	-9	9 678
2004	-932	-1 621	-2 019	-20	3	-11	8 803
2005	-868	-1 950	-2 070	-21	2	-13	9 455
dollars							
Dette financière nette par habitant							
1995	-500	778	729	-636	167	...	768
1996	-552	235	588	-646	240	...	712
1997	-624	99	566	-569	208	...	689
1998	-707	-13	-63	-667	119	...	530
1999	-695	131	-463	-878	615	-263	489
2000	-722	-225	-607	-689	221	-479	434
2001	-731	-394	-265	-531	74	-360	409
2002	-861	-311	-305	-531	73	-213	389
2003	-897	-406	-422	-527	48	-311	307
2004	-937	-509	-483	-648	70	-375	277
2005	-874	-602	-489	-679	47	-437	294
pourcentage							
Taux de variation de la dette financière nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1996	-10,4	-69,8	-19,5	-1,6	43,3	...	-7,3
1997	-13,1	-58,0	-3,6	11,9	-13,1	...	-3,2
1998	-13,1	-112,7	-111,2	-17,1	-42,9	...	-23,1
1999	1,6	1 139,5	-630,3	-31,8	417,5	...	-7,8
2000	-3,8	-271,6	-31,0	21,6	-64,0	-81,8	-11,1
2001	-1,3	-75,6	56,3	22,9	-66,7	24,9	-5,7
2002	-17,7	21,0	-15,0	0,1	-1,1	40,9	-4,9
2003	-4,2	-30,5	-38,4	0,6	-34,4	-46,4	-21,1
2004	-4,5	-25,3	-14,6	-22,9	46,8	-20,6	-9,9
2005	6,7	-18,2	-1,3	-4,8	-33,5	-16,5	6,4
personnes							
Estimations de la population, le 1^{er} janvier^{2,3}							
1995	1 011 721	2 715 730	3 730 148	29 890	41 112	24 699	29 141 062
1996	1 016 127	2 753 412	3 826 314	30 964	41 494	25 287	29 447 457
1997	1 018 499	2 799 682	3 914 446	31 627	41 538	25 735	29 752 456
1998	1 017 687	2 859 603	3 972 781	31 503	41 234	26 082	30 030 113
1999	1 017 075	2 926 555	3 995 605	30 739	40 650	26 576	30 262 408
2000	1 011 343	2 975 170	4 026 630	30 486	40 641	27 147	30 528 850
2001	1 003 688	3 028 773	4 055 195	30 136	40 646	27 801	30 828 130
2002	998 219	3 087 024	4 096 473	30 155	41 107	28 224	31 182 448
2003	994 856	3 137 751	4 132 665	30 334	41 802	28 927	31 505 085
2004	994 607	3 183 624	4 179 691	30 848	42 727	29 328	31 821 342
2005	993 217	3 239 154	4 229 977	30 918	42 851	29 751	32 136 939

1. Les données de l'administration publique des Territoires du Nord-Ouest antérieures à 1999 incluent le Nunavut.
 2. Les estimations postcensitaires sont établies à partir des données du dernier recensement, rajustées pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis ce recensement. Les estimations intercensitaires sont établies à partir des estimations postcensitaires et des données rajustées pour le sous-dénombrement net des recensements précédant et suivant l'année considérée.
 3. Les estimations sont intercensitaires définitives et non rajustées pour le sous-dénombrement net avant le 1^{er} juillet 1971. Les estimations sont intercensitaires révisées du 1^{er} juillet 1971 au 1^{er} avril 1996, intercensitaires définitives du 1^{er} juillet 1996 au 1^{er} avril 2001, postcensitaires définitives du 1^{er} juillet 2001 au 1^{er} juillet 2004, postcensitaires mises à jour du 1^{er} octobre 2004 au 1^{er} avril 2007 et postcensitaires provisoires à partir du 1^{er} juillet 2007.
Note(s) : Les données pour les administrations publiques locales sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre.
Source(s) : Les données de l'administration publique — Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0014. Estimations de la population — CANSIM, tableau 051-0005.

Tableau 3-9
Bilan et dette financière — Bilan des administrations publiques locales¹ — Total du Canada

	2001	2002	2003	2004	2005
	millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	11 788	11 576	12 468	14 044	14 013
Débiteurs	9 966	12 079	12 965	14 026	15 114
Avances	2 617	2 655	2 797	2 832	2 925
Titres	19 392	22 262	21 827	23 766	25 261
Autre actif financier	3 590	3 494	3 889	4 182	3 876
Total de l'actif financier	47 353	52 066	53 946	58 850	61 189
Passif					
Créditeurs	11 890	12 981	12 623	13 686	14 990
Emprunts bancaires	2 420	1 750	2 057	2 430	2 527
Avances	3 828	3 209	3 307	3 402	4 532
Obligations	34 228	37 941	36 120	38 200	37 758
Autre passif	7 609	8 321	9 517	9 935	10 837
Total du passif	59 975	64 202	63 624	67 653	70 644
Dette financière nette²	12 622	12 136	9 678	8 803	9 455
Par habitant (\$)	405	385	304	274	291
Population au 1^{er} janvier	31 182 448	31 505 085	31 821 342	32 136 939	32 466 635

1. Comprend les hôpitaux municipaux. Ne comprend pas les commissions scolaires de Terre-Neuve jusqu'en 1998 et les offices municipales d'habitation du Québec.

2. Une dette financière nette négative signifie que l'actif financier excède le passif.

Note(s) : Les données pour les administrations publiques locales sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0014. Estimations de la population — CANSIM, tableau 051-0005.

Tableau 3-10
Bilan et dette financière — Bilan des Régimes de retraite non provisionnés de l'administration publique fédérale

	2003	2004	2005	2006	2007
	millions de dollars				
Actif financier					
Avances aux administrations publiques	125 708	127 560	129 579	131 062	134 726
Passif					
Rentes	125 708	127 560	129 579	131 062	134 726

Note(s) : Les données pour l'administration publique fédérale sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0018.

Tableau 3-11
Bilan et dette financière — Bilan des Régimes de retraite non provisionnés des administrations publiques provinciales et territoriales — Total du Canada

	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars				
Actif financier					
Avances aux l'administrations publiques	48 676	50 744	53 044	55 213	57 760
Passif					
Rentes	48 676	50 744	53 044	55 213	57 760

Note(s) : Les données pour les administrations publiques provinciales et territoriales sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0018.

Tableau 3-12
Bilan et dette financière — Bilan du Régime de pensions du Canada

	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars				
Actif financier					
Titres	28 276	26 573	25 533	17 275	8 355
Obligations de l'administration publique fédérale	3 386	3 369	3 352	2 297	1 034
Obligations des administrations publiques provinciales et territoriales	24 860	23 189	22 181	14 978	7 291
Obligations des entreprises publiques provinciales et territoriales	30	15	0	0	0
Placements à court terme dans les obligations du Canada	0	0	0	0	0
Dépôts à l'Office d'investissement du Régime Pensions Canada	14 717	17 453	32 894	54 135	80 473
Débiteurs	2 692	2 685	2 872	2 862	1 515
Compte du Régime de pensions du Canada	6 770	7 093	7 483	2 771	151
Total, actif financier	52 455	53 804	68 782	77 043	90 494
Total, passif	102	131	205	140	161
Situation financière nette	52 353	53 673	68 577	76 903	90 333

Note(s) : Les données pour le Régime de pensions du Canada sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0019.

Tableau 3-13
Bilan et dette financière — Bilan du Régime de rentes du Québec

	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars				
Actif financier					
Dépôts dans les institutions publiques	17 516	15 580	20 192	23 405	28 538
Débiteurs	79	19	201	23	111
Total, actif financier	17 595	15 599	20 393	23 428	28 649
Passif					
Découverts bancaires, créiteurs et avances	130	171	159	197	202
Total, passif	130	171	159	197	202
Situation financière nette	17 465	15 428	20 234	23 231	28 447

Note(s) : Les données pour le Régime des rentes du Québec sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0019.

Tableau 4-1
Entreprises publiques gouvernementales — Revenus et dépenses des entreprises publiques fédérales ¹

	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Revenus					
Vente de biens et services	12 755 056	12 251 176	13 592 226	13 753 437	14 117 886
Revenus de placements	8 748 409	8 443 133	7 643 577	8 315 071	8 722 028
Subventions	483 275	613 835	528 987	579 229	554 552
Autres revenus	376 735	996 014	577 642	349 417	376 696
Total des revenus	22 363 475	22 304 158	22 342 432	22 997 154	23 771 162
Dépenses					
Coût des biens et des services, y compris les salaires et les traitements	13 098 060	12 476 144	13 719 513	13 938 280	14 831 037
Service de la dette	2 150 384	1 942 349	1 437 471	1 511 372	1 780 739
Compensations tenant lieu de taxes	14 672	11 400	12 411	10 387	7 915
Provision pour amortissement et épusement	423 386	391 233	406 931	440 429	421 192
Autres dépenses	1 132 036	1 211 790	1 884 940	217 978	-92 741
Total des dépenses	16 818 538	16 032 916	17 461 266	16 118 446	16 948 143
Bénéfice net (perte)					
Bénéfice net (perte) avant provision pour impôt sur le revenu	5 544 937	6 271 242	4 881 166	6 878 708	6 823 020
Provision pour impôt sur le revenu	376 799	271 820	557 649	554 063	512 581
Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu	5 168 138	5 999 422	4 323 517	6 324 645	6 310 439

1. Comprend les autorités monétaires : Banque du Canada et le compte du fonds de change.

Note(s) : Les données pour les entreprises publiques fédérales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0011.

Tableau 4-2
Entreprises publiques gouvernementales — Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales et territoriales — Total du Canada

	2001	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^r	2005 ^p
	milliers de dollars				
Revenus					
Vente de biens et services	77 362 841	78 522 540	82 462 089	85 771 375	92 713 425
Revenus de placements	4 140 954	4 064 173	3 653 344	4 284 922	5 274 694
Subventions	905 065	1 298 369	1 362 917	1 254 554	1 871 103
Autres revenus	350 383	611 178	392 192	581 973	582 499
Total des revenus	82 759 243	84 496 260	87 870 542	91 892 824	100 441 721
Dépenses					
Coût des biens et des services, y compris les salaires et les traitements	55 883 587	56 450 840	59 512 235	61 341 062	66 301 521
Service de la dette ¹	9 459 088	8 542 115	7 624 754	7 838 901	8 453 706
Compensations tenant lieu de taxes	16 161	16 128	17 135	17 934	18 959
Provision pour amortissement et épuisement	4 504 341	4 795 010	4 946 291	5 375 763	5 461 298
Autres dépenses	1 756 621	2 868 486	2 620 221	1 430 541	2 126 881
Total des dépenses	71 619 798	72 672 579	74 720 636	76 004 201	82 362 365
Bénéfice net (perte)					
Bénéfice net (perte) avant la provision pour impôt sur le revenu	11 139 445	11 823 681	13 149 906	15 888 623	18 079 356
Provision pour impôt sur le revenu	13 295	7 996	6 653	1 700	12 527
Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu	11 126 150	11 815 685	13 143 253	15 886 923	18 066 829

1. Ne comprend pas l'intérêt capitalisé pendant la construction d'immobilisations.

Note(s) : Les données pour les entreprises publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0015.

Tableau 4-3
Entreprises publiques gouvernementales — Revenus et dépenses des entreprises publiques locales — Total du Canada

	2001	2002	2003	2004	2005
	milliers de dollars				
Revenus					
Vente de biens et services	14 635 004	13 127 561	14 456 564	14 304 084	14 791 889
Revenus de placements	44 992	43 485	44 953	49 071	49 056
Subventions	1 555 414	1 631 152	1 786 671	1 939 093	2 255 147
Autres revenus	517 943	650 191	370 907	394 286	747 268
Total des revenus	16 753 353	15 452 389	16 659 095	16 686 534	17 843 360
Dépenses					
Coût des biens et des services, y compris les salaires et les traitements	14 443 555	13 079 840	13 973 588	14 097 908	14 947 369
Service de la dette ¹	491 974	475 606	599 085	576 638	669 562
Compensations tenant lieu de taxes	46 200	57 211	164 891	54 525	132 972
Provision pour amortissement et épuisement	694 424	749 175	816 090	804 513	801 673
Autres dépenses	125 845	167 224	218 232	179 235	263 222
Total des dépenses	15 801 998	14 529 056	15 771 887	15 712 819	16 814 798
Bénéfice net (perte)					
Bénéfice net (perte) avant la provision pour impôt sur le revenu	951 355	923 333	887 208	973 715	1 028 562
Provision pour impôt sur le revenu	-7 388	81 239	80 290	167 745	134 121
Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu	958 743	842 094	806 918	805 970	894 441

1. Ne comprend pas l'intérêt capitalisé pendant la construction d'immobilisations.

Note(s) : Les données pour les entreprises publiques provinciales et territoriales sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0015.

Tableau 4-4
Entreprises publiques gouvernementales — Valeur et volume des ventes de boissons alcoolisées

Ventes	Valeur			Volume 1		
	Total	Canadiennes	Importées	Total	Canadiennes	Importées
	milliers de dollars			milliers de litres		
Spiritueux						
1998	3 097 913	2 146 286	951 627	138 251	103 541	34 710
1999	3 236 044	2 229 032	1 007 012	147 578	111 201	36 377
2000	3 367 329	2 271 056	1 096 272	155 415	115 358	40 057
2001	3 523 617	2 325 421	1 198 197	162 007	118 638	43 369
2002	3 716 100	2 437 980	1 278 121	182 313	135 537	46 777
2003	3 820 639	2 483 503	1 337 136	192 648	142 517	50 131
2004	3 986 238	2 561 720	1 424 518	197 470	143 288	54 183
2005	4 075 586	2 592 924	1 482 662	196 955	142 186	54 769
2006	4 298 571	2 678 954	1 619 616	202 548	144 261	58 287
2007	4 546 158	2 828 616	1 717 541	206 138	145 948	60 190
Vins						
1998	2 411 376	842 319	1 569 057	259 894	119 945	139 948
1999	2 638 270	879 499	1 758 771	272 539	122 316	150 223
2000	2 931 337	926 886	2 004 451	287 622	126 187	161 435
2001	3 136 467	954 844	2 181 623	303 712	128 993	174 720
2002	3 383 031	1 004 209	2 378 822	316 688	131 182	185 506
2003	3 696 027	1 093 923	2 602 104	333 661	137 174	196 486
2004	3 967 784	1 112 882	2 854 902	343 299	136 682	206 617
2005	4 228 394	1 214 274	3 014 119	357 479	142 877	214 602
2006	4 606 486	1 277 631	3 328 855	378 819	148 038	230 781
2007	5 045 594	1 584 669	3 460 926	405 704	174 963	230 741
Bière						
1998	6 204 357	5 782 851	421 506	2 033 197	1 920 139	113 058
1999	6 501 073	6 038 690	462 383	2 074 152	1 950 048	124 104
2000	6 722 910	6 125 365	597 545	2 103 377	1 953 192	150 185
2001	6 795 388	6 169 500	625 888	2 083 533	1 926 006	157 527
2002	7 240 059	6 527 715	712 344	2 135 765	1 965 531	170 233
2003	7 653 722	6 848 627	805 095	2 135 403	1 952 201	183 202
2004	7 942 182	7 024 103	918 080	2 174 396	1 971 040	203 356
2005	7 985 461	7 077 106	908 354	2 178 833	1 955 937	222 896
2006	8 261 487	7 279 553	981 935	2 240 161	1 998 529	241 632
2007	8 422 697	7 332 871	1 089 826	2 276 170	2 016 092	260 078
Total						
1998	11 713 647	8 771 457	2 942 189	.	.	.
1999	12 375 387	9 147 222	3 228 165	.	.	.
2000	13 021 576	9 323 307	3 698 269	.	.	.
2001	13 455 472	9 449 765	4 005 707	.	.	.
2002	14 339 190	9 969 903	4 369 286	.	.	.
2003	15 170 389	10 426 053	4 744 336	.	.	.
2004	15 896 205	10 698 705	5 197 500	.	.	.
2005	16 289 441	10 884 305	5 405 136	.	.	.
2006	17 166 544	11 236 138	5 930 405	.	.	.
2007	18 014 449	11 746 156	6 268 293	.	.	.

1. Le total par volume des boissons alcoolisées (litres) pour les trois principales catégories n'est pas présenté. Il n'est pas pertinent d'additionner les volumes des trois différents types de boissons alcoolisées étant donné que les teneurs en alcool varient considérablement d'un produit à l'autre dans une même catégorie.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0006.

Tableau 4-5

Entreprises publiques gouvernementales — Ventes de boissons alcoolisées des régies des alcools, des producteurs de vins et des brasseries — Total de boissons canadiennes et importées — Valeur, 2007

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
milliers de dollars							
Boissons canadiennes et importées							
Spiritueux							
Alcool	..	1	..	96	12 688	288	..
Brandy	897	148	1 332	1 183	61 145	90 844	3 941
Gin	1 667	475	4 548	4 220	50 369	58 294	5 965
Liqueurs	9 773	1 818	20 124	7 447	69 890	156 638	27 726
Rhum	50 323	7 783	69 732	27 808	69 930	227 410	33 347
Whisky	25 702	4 263	29 303	28 798	74 369	597 426	75 473
Vodka	11 297	4 834	34 055	17 516	101 096	360 316	40 628
Autres	585	1 638	..	5 779	83 370	116 148	3 033
Coolers	9 606	2 935	17 910	7 172	44 950	167 942	15 361
Total spiritueux	109 850	23 895	177 003	100 018⁵	567 806	1 775 306	205 473
Vins							
Cidre	182	36	1 230	1 037	16 061	9 319	1 326
Mousseux	2 561	153	6 056	5 742	123 467	85 558	7 887
Autres	33 274	11 133	89 284	47 779	1 581 312	1 618 431	94 826
Coolers	1 199	160	638	7 706 ¹	8 378	6 081	432
Total vins	37 215	11 482	97 208	62 264⁵	1 729 218	1 719 389	104 471
Bière	179 862	35 010	272 339	220 119⁵	2 299 385⁶	2 899 955	244 022
Total boissons canadiennes et importées	326 927	70 387³	546 550	382 401⁵	4 596 409⁶	6 394 649	553 966
Taxes des produits et services (TPS) inclus	19 231	4 140	32 150	22 494	270 377	376 156	32 586
Remises et rabais sont inclus	..	.	3 249	4 999	.	33 748	.
	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
milliers de dollars							
Boissons canadiennes et importées							
Spiritueux							
Alcool	..	..	57	..	..	..	13 130
Brandy	1 222	15 951	14 427	156	60	4	191 309
Gin	3 420	16 539	33 814	287	252	14	179 863
Liqueurs	21 797	85 713	110 268	1 481	1 733	141	514 550
Rhum	30 857	114 557	113 048	1 261	2 761	326	749 142
Whisky	56 891	195 991	199 428	1 984	3 739	249	1 293 613
Vodka	43 202	148 861	187 053	2 238	8 116	344	959 557
Autres	2 317	45 134	39 865	756	319	17	298 963
Coolers	16 511	..	62 308	788 ²	549 ⁶	..	346 031
Total spiritueux	176 218	622 745	760 269	8 951	17 529⁶	1 095	4 546 158
Vins							
Cidre	2 509	10 906	40 879	650	340	..	84 474
Mousseux	2 361	17 751	30 740	165	221	3	282 664
Autres	47 283	346 538	703 272	4 904	4 880	253	4 583 169
Coolers	4 221	59 035	6 846	34 ²	553 ⁶	5	95 287
Total vins	56 374	434 229	781 737	5 753	5 994⁶	261	5 045 594
Bière	237 093	881 852	1 116 129	14 999	18 610	3 324	8 422 697
Total boissons canadiennes et importées	469 685	1 938 826	2 658 134	29 703⁴	42 132⁶	4 680⁶	18 014 449
Taxes des produits et services (TPS) inclus	27 629	114 049	156 361	1 570	2 478	275	1 059 496
Remises et rabais sont inclus	12 510	..	145 921	..	.	.	200 427

1. Les coolers à base de vins au Nouveau Brunswick incluent un montant non-identifiable de coolers à base de spiritueux.

2. Les coolers à base de spiritueux étaient antérieurement inclus avec les coolers à base de vin.

3. Comprend la taxe de santé 25 % sur le prix de vente au détail.

4. Inclut une taxe de 12 % sur la valeur au détail de toutes les boissons alcoolisées.

5. La ventilation des spiritueux, des vins et de la bière du Nouveau-Brunswick est estimée en fonction de la répartition de l'année 1997-1998.

6. Données estimées.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0015.

Tableau 4-6

Entreprises publiques gouvernementales — Ventes de boissons alcoolisées des régies des alcools, des producteurs de vins et des brasseries — Total de boissons canadiennes et importées, — Volume ⁵, 2007

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
milliers de litres							
Boissons canadiennes et importées							
Spiritueux							
Alcool	..	..	..	3	468	10	..
Brandy	24	6	41	39	1 981	2 662	128
Gin	56	16	140	140	2 137	2 144	207
Liqueurs	303	55	600	247	2 351	5 449	870
Rhum	1 850	290	2 345	921	2 931	8 453	1 177
Whisky	833	159	959	954	2 416	20 324	2 596
Vodka	379	184	1 129	580	4 060	13 198	1 463
Autres	18	82	..	254	2 682	4 141	91
Coolers	1 166	413	2 514	1 353	6 906	29 193	2 255
Total spiritueux	4 629	1 205	7 728	4 491³	25 932	85 574	8 787
Vins							
Cidre	25	4	107	139	1 196	1 879	289
Mousseux	213	10	515	482	7 553	5 297	608
Autres	2 236	978	7 200	4 013	118 400	129 518	7 619
Coolers	146	31	118	1 405 ¹	1 465	1 043	93
Total vins	2 620	1 023	7 940	6 039³	128 614	137 737	8 609
Bière²	41 331	9 174	65 464	51 388⁴	602 441⁴	812 659	77 955
milliers de litres							
	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
Boissons canadiennes et importées							
Spiritueux							
Alcool	..	..	1	..	..	..	482
Brandy	49	405	549	5	1	..	5 890
Gin	117	647	1 219	9	7	..	6 839
Liqueurs	739	3 051	3 498	42	44	3	17 252
Rhum	1 097	4 564	4 318	43	70	9	28 068
Whisky	2 019	7 323	6 614	64	95	7	44 363
Vodka	1 557	6 261	7 058	77	206	8	36 160
Autres	49	2 099	1 140	17	8	1	10 582
Coolers	2 130	..	10 377	114	81	..	56 502
Total spiritueux	7 757	24 350	34 774	371	512	28⁴	206 138
Vins							
Cidre	705	2 765	9 574	148	51	..	16 882
Mousseux	168	1 131	1 429	8	13	..	17 427
Autres	4 093	27 718	50 438	378	295	19	352 905
Coolers	827	11 912	1 364	4	81	1	18 490
Total vins	5 793	43 526	62 805	538	440	20⁴	405 704
Bière²	62 324	264 959	280 756	3 565	3 585	569⁴	2 276 170

1. Les coolers à base de vins au Nouveau Brunswick incluent un montant non-identifiable de coolers à base de spiritueux.

2. Comprend les coolers à base de bière.

3. La ventilation des spiritueux, des vins et de la bière du Nouveau-Brunswick est estimée en fonction de la répartition de l'année 1997-1998.

4. Données estimées.

5. Le total boissons alcoolisées (litres) pour les trois principales catégories n'est pas présenté. Il n'est pas pertinent d'additionner les volumes des différents types de boissons alcoolisées étant donné que les teneurs en alcool peuvent varier de façon significative.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0015.

Tableau 4-7
Entreprises publiques gouvernementales — Bilan des entreprises publiques fédérales 1

	2002	2003	2004	2005	2006
milliers de dollars					
Actif financier					
Encaisse et dépôts	8 653 108	6 777 975	6 362 609	7 878 638	5 645 347
Débiteurs	8 197 439	7 106 536	6 699 217	5 509 866	4 277 281
Revenus courus et frais payés d'avances	1 890 248	1 331 283	1 676 954	2 062 651	2 352 363
Avances	29 825 573	24 546 725	23 928 719	23 289 375	26 725 594
Titre	115 629 158	112 873 094	113 423 610	121 059 898	130 002 369
Autre actif financier	2 980 855	4 804 613	5 536 830	6 318 665	7 949 900
Total, actif financier	167 176 381	157 440 226	157 627 939	166 119 093	176 952 854
Stocks	1 132 436	1 491 656	1 243 111	1 375 664	1 464 591
Immobilisations nettes	6 992 117	7 033 992	6 845 966	6 755 223	6 854 435
Frais différés	274 928	257 355	226 851	252 292	345 096
Autre actif	216 865	321 538	393 486	430 046	884 286
Total, actif	175 792 728	166 544 767	166 337 354	174 932 319	186 501 262
Passif et avoir net					
Passif					
Découverts bancaires	18 483	252	30	1	1
Dépôts d'épargne	0	0	0	0	0
Créditeurs	4 572 536	5 327 453	4 645 912	4 206 880	4 378 648
Dépenses courues et crédits reportés	2 275 354	1 624 313	1 810 413	2 482 523	2 708 500
Avances	53 802 602	43 923 299	40 194 148	44 861 881	48 201 967
Obligations	36 500 105	35 566 168	32 494 302	29 703 922	29 784 806
Autres titres	17 000 295	15 028 228	15 323 823	16 383 102	17 546 140
Dépôts	2 203 012	1 410 512	1 946 512	1 383 512	2 683 800
Participation minoritaire	0	0	0	0	0
Autre passif	51 043 538	54 025 482	59 750 152	62 913 328	65 611 180
Total, passif	167 415 924	156 905 707	156 165 292	161 935 149	170 915 042
Avoir net					
Excédent	6 113 295	7 363 756	7 421 238	10 246 346	12 835 396
Excédent non affecté	1 572 479	1 987 391	1 390 260	3 861 587	6 114 721
Excédent affecté	1 396 506	2 251 551	3 126 128	3 421 552	3 746 215
Excédent d'apport	3 144 310	3 124 814	2 904 850	2 963 207	2 974 460
Capital actions	2 263 509	2 275 304	2 750 824	2 750 824	2 750 824
Total, avoir net	8 376 805	9 639 060	10 172 062	12 997 170	15 586 220
Total, passif et avoir net	175 792 729	166 544 767	166 337 354	174 932 319	186 501 262

1. Comprend les autorités monétaires : Banque du Canada et le compte du fonds de change.

Note(s) : Les données pour les entreprises publiques fédérales sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0013.

Tableau 4-8
Entreprises publiques gouvernementales — Bilan des entreprises publiques provinciales et territoriales — Total du Canada

	2001	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^r	2005 ^p
	milliers de dollars				
Actif financier					
Encaisse, dépôts et débiteurs	10 314 946	10 168 549	9 576 787	10 009 703	12 545 557
Avances	9 691 433	11 703 063	10 173 796	15 479 506	9 025 796
Titres	51 988 240	51 069 101	57 644 703	65 159 389	74 160 706
Autre actif financier	3 284 874	2 110 464	2 315 473	2 494 384	2 308 255
Total, actif financier	75 279 493	75 051 177	79 710 759	93 142 982	98 040 314
Stocks	2 565 355	2 621 745	2 792 578	2 939 103	3 320 187
Immobilisations - nettes	108 575 140	111 108 268	112 592 109	114 336 437	117 932 036
Frais différés	12 320 958	10 931 473	6 763 284	7 468 178	9 245 920
Total actif	198 740 946	199 712 663	201 858 730	217 886 700	228 538 457
Passif et avoir net					
Passif					
Dépôts d'épargne	11 474 544	12 183 275	13 172 462	13 964 371	15 983 527
Créditeurs	8 637 171	8 955 119	9 092 397	10 685 788	10 563 870
Avances	41 736 016	44 041 637	43 974 196	50 593 969	52 135 943
Obligations	72 903 409	70 573 758	70 938 912	73 286 568	74 063 028
Autres titres	13 411 970	12 918 106	10 349 286	10 701 186	10 464 201
Autre passif	29 866 550	30 201 107	33 164 406	34 229 691	35 427 253
Total, passif	178 029 660	178 873 002	180 691 659	193 461 573	198 637 822
Total, avoir net	20 711 286	20 839 661	21 167 071	24 425 127	29 900 635
Total, passif et avoir net	198 740 946	199 712 663	201 858 730	217 886 700	228 538 457

Note(s) : Les données pour les entreprises publiques provinciales et territoriales sont établies à la fin de l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0016.

Tableau 5
Rapport de rapprochement — Emploi du secteur public fédéral rapprochement des univers statistiques du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, de la Commission de la fonction publique du Canada et de Statistique Canada, 2007

Groupe de l'emploi dans le secteur public	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT)	Commission de la fonction publique du Canada (CFP)	Statistique Canada (SC)
	personnes		
Employé(e)s commun(e)s aux univers statistiques du SCT, de la CFP et de SC	192 819	192 819	192 819
Employé(e)s des autres sociétés et organismes de l'administration publique fédérale qui font partie de l'univers statistique de la CFP		899	899
Étudiant(e)s employé(e)s par la CFP		3 999	3 999
Employé(e)s qui ne sont pas nommé(e)s par la CFP	85		85
Employé(e)s des autres sociétés et organismes de l'administration publique fédérale dont le SCT n'est pas l'employeur.			83 524
Personnel militaire de la Défense nationale			90 600
Force régulière de la Défense nationale			64 884
Force de réserve de la Défense nationale			25 716
Personnel en uniforme de la Gendarmerie royale du Canada			20 115
Employé(e)s du l'administration publique fédéral	192 904	197 717	392 041
Employé(e)s des entreprises publiques fédérales			99 285
Employé(e)s de secteur public fédéral			491 326

Note(s) : Les données sont établies au 31 décembre.

Source(s) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0021.

Tableau 6
Rapport de rapprochement — Rapprochement des données sur l'emploi dans l'administration publique (EERH) et des données sur l'emploi dans le secteur public (DIP), 2007, moyennes annuelles

	Employés
	milliers
Emploi dans l'administration publique ¹	823
Plus :	
Éducation	995
Les institutions de services de santé et de services sociaux	801
Personnel militaire et réservistes	89
Autres composantes dans le secteur public emploi ²	227
Employés de l'administration publique fédérale à l'extérieur du Canada	2
Entreprises publiques	289
Sous-total	2 314
Égale :	
Emploi dans le secteur public	3 226

1. On recommande aux utilisateurs de télécharger toutes les séries de ce tableau, étant donné que les données sont conçues pour être affichées sous forme de tableau de rapprochement. L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) a servi à calculer les estimations des administrations publiques et correspond au code 91, administrations publiques, dans le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Les estimations de l'EERH se trouvent dans le tableau 281-0024 de CANSIM.

2. Incluent les administrations de pilotage, les musées, les bibliothèques publiques, les hôpitaux et services sociaux fédéraux, certains hôpitaux provinciaux et les entités publiques oeuvrant dans les industries de la foresterie, des pêches, des transports et de la récréation.

Note(s) : Les données sont établies sur la base d'une année civile.

Source(s) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0022.

Tableau 7

Rapport de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées de l'administration publique fédérale selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires ¹	241 942,0	230 294,0	11 648,0
Déductions			
Provision pour évaluation et autres éléments	0,0	2 216,9	(2 216,9)
Sociétés d'État consolidées	..	..	..
Recettes ou dépenses internes	5 581,5	(528,9)	6 110,4
Redressements dus à la comptabilité d'exercice intégrale	(7 558,6)	(47,0)	(7 511,6)
Autres redressements	..	..	..
Total des déductions	(1 977,1)	1 641,0	(3 618,1)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux compris dans l'univers du SGF	6 411,4	7 182,1	(770,7)
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux			
Ministères	234,2	3 124,1	(2 889,9)
Fonds spéciaux	3 257,0	367,1	2 889,9
Total déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux	3 491,2	3 491,2	0,0
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements	246 839,3	232 343,9	14 495,4
Conversion de la base nette à la base brute			
Montants portés au crédit	..	..	..
Redressements pour crédits fiscaux	5 500,4	5 500,4	0,0
Intérêts payés sur les remboursements d'impôt et de taxes	..	..	..
Autre intérêts payés (sur les retards de remboursements et escomptes de la Taxes des produits et services (TPS))	60,1	60,1	0,0
Total des conversions de la base nette à la base brute	5 560,5	5 560,5	0,0
Autres ajustements			
Remboursement des dépenses des années antérieures	(454,0)	(454,0)	0,0
Autres recouvrements sur une base nette	0,0	0,0	0,0
Autres redressements sur la base du SGF	0,0	0,0	0,0
Recettes/dépenses omises du SGF :			
Monnaie canadienne	(203,6)	0,0	(203,6)
Gain ou perte net de change	(838,0)	0,0	(838,0)
Gain ou perte sur investissements	0,0	0,0	0,0
Frais provisionnels	..	..	..
Itèmes omis des fonds spéciaux	(121,8)	(429,4)	307,6
Total des autres ajustements	(1 617,4)	(883,4)	(734,0)
Total de l'administration publique générale fédérale sur la base du SGF	250 782,4	237 021,0	13 761,4
Composantes additionnelles de l'administration publique			
Composantes additionnelles de l'administration publique : régimes de retraite non-provisionnés fédéraux	16 328,3	16 328,3	0,0
Composantes additionnelles de l'administration publique : déduction des intérêts payés aux régimes par l'administration publique générale	10 535,3	10 535,3	0,0
Total de l'administration publique fédérale sur la base du SGF	256 575,4	242 814,0	13 761,4

1. À la disposition du public : Budget fédéral.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0023. Revue financière, Finances Canada

Tableau 8
Rapport de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses de l'administration publique fédérale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2007

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics 1	235 965,2	222 213,5	13 751,7
Déductions			
Provision pour évaluation et autres éléments	0,0	0,0	0,0
Sociétés d'État consolidées	4 466,2	2 003,0	2 463,2
Recettes ou dépenses internes	-1 180,5	-217,5	-963,0
Redressements dus à la comptabilité d'exercice intégrale	246,0	8 180,4	-7 934,4
Autres redressements	..	..	..
Total des déductions	11 319,4	5 533,8	5 785,6
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux compris dans l'univers du SGF	5 786,1	6 449,5	-663,4
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux			
Ministères	409,8	3 083,9	-2 674,1
Fonds spéciaux	3 078,8	404,7	2 674,1
Total déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux	3 488,6	3 488,6	0,0
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements	226 943,3	219 640,6	7 302,7
Conversion de la base nette à la base brute			
Montants portés au crédit	..	..	..
Redressements pour crédits fiscaux	5 575,6	5 575,6	0,0
Intérêts payés sur les remboursements d'impôt et de taxes	0,0	0,0	0,0
Autre intérêts payés (sur les retards de remboursements et escomptes de la Taxes des produits et services (TPS))	39,7	39,7	0,0
Total des conversions de la base nette à la base brute	5 615,3	5 615,3	0,0
Autres ajustements			
Remboursement des dépenses des années antérieures	-575,8	-575,8	0,0
Autres recouvrements sur une base nette	-198,9	-198,9	0,0
Autres redressements sur la base du SGF	0,0	0,0	0,0
Recettes/dépenses omises du SGF :			
Monnaie canadienne	-226,8	0,0	-226,8
Gain ou perte net de change	-71,5	-188,6	117,1
Gain ou perte sur investissements	-31,3	0,0	-31,3
Frais provisionnels	-93,1	-331,8	238,7
Itèmes omis des fonds spéciaux	-139,5	-108,3	-31,2
Total des autres ajustements	-1 336,9	-1 403,4	66,5
Total de l'administration publique générale fédérale sur la base du SGF	231 221,7	223 852,5	7 369,2
Composantes additionnelles de l'administration publique			
Composantes additionnelles de l'administration publique : régimes de retraite non-provisionnés fédéraux	16 174,1	16 174,1	0,0
Composantes additionnelles de l'administration publique : déduction des intérêts payés aux régimes par l'administration publique générale	10 566,4	10 566,4	0,0
Total de l'administration publique fédérale sur la base du SGF	236 829,4	229 460,2	7 369,2

1. À la disposition du public : Comptes publics fédéraux.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0023.

Tableau 9-1
Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P — Terre-Neuve-et-Labrador

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires ¹	6 350	5 257	1 093
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	357	264	93
Conversion de la base nette à la base brute	25	25	0
Autres ajustements	-262	577	-839
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	6 471	6 123	348
Composantes additionnelles de l'administration publique	475	428	47
Institutions de santé et de services sociaux	1 693	1 663	30
Universités et collèges	599	582	17
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-1 817	-1 817	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	6 945	6 551	394

1. À la disposition du public : Budget de Terre-Neuve-et-Labrador.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-2
Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P — Île-du-Prince-Édouard

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires ¹	1 267	1 303	-37
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	112	97	16
Conversion de la base nette à la base brute	2	2	0
Autres ajustements	-16	-12	-4
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	1 365	1 390	-26
Composantes additionnelles de l'administration publique	105	114	-9
Institutions de santé et de services sociaux	6	6	0
Universités et collèges	164	173	-9
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-65	-65	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	1 470	1 504	-34

1. À la disposition du public : Budget de l'Île-du-Prince-Édouard.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-3

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P — Nouvelle-Écosse

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	8 286	8 128	158
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	324	294	30
Conversion de la base nette à la base brute	60	60	0
Autres ajustements	-95	-72	-23
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	8 575	8 410	165
Composantes additionnelles de l'administration publique	944	946	-2
Institutions de santé et de services sociaux	2 320	2 315	5
Universités et collèges	1 163	1 170	-7
Régimes de retraite non provisionnés	10	10	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-2 549	-2 549	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	9 519	9 357	162

1. À la disposition du public : Budget de la Nouvelle-Écosse.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-4

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P — Nouveau-Brunswick

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	6 919	6 901	18
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	242	853	-611
Conversion de la base nette à la base brute	243	243	0
Autres ajustements	-275	-417	142
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	7 128	7 580	-452
Composantes additionnelles de l'administration publique	771	873	-102
Institutions de santé et de services sociaux	1 940	2 053	-113
Universités et collèges	494	483	11
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-1 663	-1 663	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	7 899	8 453	-554

1. À la disposition du public : Budget du Nouveau-Brunswick.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-5

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P — Québec

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires ¹	68 603	67 483	1 120
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	4 597	3 975	622
Conversion de la base nette à la base brute	5 320	5 320	0
Autres ajustements	1 263	2 613	-1 350
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	79 783	79 392	391
Composantes additionnelles de l'administration publique	6 950	7 853	-903
Institutions de santé et de services sociaux	19 120	19 801	-681
Universités et collèges	7 539	7 761	-222
Régimes de retraite non provisionnés	6 365	6 365	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-26 074	-26 074	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	86 733	87 245	-512

1. À la disposition du public : Budget du Québec.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-6

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P — Ontario

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires ¹	96 563	95 963	600
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	2 082	1 459	623
Conversion de la base nette à la base brute	2 530	2 530	0
Autres ajustements	-1 651	264	-1 915
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	99 523	100 216	-693
Composantes additionnelles de l'administration publique	13 304	13 624	-320
Institutions de santé et de services sociaux	24 841	25 512	-671
Universités et collèges	15 068	14 717	351
Régimes de retraite non provisionnés	67	67	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-26 672	-26 672	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	112 828	113 840	-1 012

1. À la disposition du public : Budget de l'Ontario.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-7
Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P
— Manitoba

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires ¹	9 592	9 490	102
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	786	801	-15
Conversion de la base nette à la base brute	750	750	0
Autres ajustements	320	239	81
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	11 448	11 280	167
Composantes additionnelles de l'administration publique	943	1 149	-206
Institutions de santé et de services sociaux	3 158	3 332	-174
Universités et collèges	987	1 019	-32
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-3 202	-3 202	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	12 391	12 429	-39

1. À la disposition du public : Budget du Manitoba.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-8
Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P
— Saskatchewan

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires ¹	9 395	9 049	346
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	889	601	288
Conversion de la base nette à la base brute	268	268	0
Autres ajustements	-66	-141	75
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	10 486	9 777	709
Composantes additionnelles de l'administration publique	881	690	191
Institutions de santé et de services sociaux	2 921	2 824	97
Universités et collèges	1 135	1 041	94
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-3 175	-3 175	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	11 367	10 467	900

1. À la disposition du public : Budget de la Saskatchewan.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-9

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P — Alberta

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	37 757	33 726	4 031
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	1 744	873	871
Alberta power pool, rabais aux consommateurs pour les coûts de l'électricité	0	0	0
Alberta, autres fonds spéciaux	1 744	873	871
Conversion de la base nette à la base brute	0	0	0
Autres ajustements	81	62	19
Profits commerciaux non remis des Alberta Treasury Branches	-174	0	-174
Tous autres ajustements :	255	62	193
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	39 582	34 661	4 921
Composantes additionnelles de l'administration publique	3 883	3 833	50
Institutions de santé et de services sociaux	9 621	9 555	66
Universités et collèges	4 708	4 724	-16
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-10 446	-10 446	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	43 465	38 493	4 972

1. À la disposition du public : Budget et plan budgétaire de l'Alberta.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-10

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P — Colombie-Britannique

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	39 400	37 280	2 120
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	-2 844	-1 926	-918
Conversion de la base nette à la base brute	686	686	0
Autres ajustements	-262	97	-359
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	36 980	36 137	843
Composantes additionnelles de l'administration publique	4 670	4 384	286
Institutions de santé et de services sociaux	9 242	8 904	338
Universités et collèges	4 769	4 821	-52
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-9 341	-9 341	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	41 650	40 521	1 129

1. À la disposition du public : Budget et plan budgétaire de la Colombie-Britannique.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-11

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P — Territoire du Yukon

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	865	856	9
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	36	33	3
Conversion de la base nette à la base brute	2	2	0
Autres ajustements	3	1	2
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	906	892	14
Composantes additionnelles de l'administration publique	14	13	1
Institutions de santé et de services sociaux	37	38	-1
Universités et collèges	26	24	2
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-49	-49	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	920	905	15

1. À la disposition du public : Budget du Territoire du Yukon, informations financières.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-12

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 P — Territoires du Nord-Ouest

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars			
Totaux selon les documents budgétaires ¹	1 289	1 236	53
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	113	109	4
Conversion de la base nette à la base brute	76	76	0
Autres ajustements	-6	48	-54
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	1 472	1 468	4
Composantes additionnelles de l'administration publique	24	34	-10
Institutions de santé et de services sociaux	174	186	-12
Universités et collèges	42	40	2
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-192	-192	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	1 496	1 501	-5

1. À la disposition du public : Budget des Territoires du Nord-Ouest.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 9-13

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), 2008 p — Nunavut

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires ¹	1 130	1 117	13
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les états financiers	102	102	0
Conversion de la base nette à la base brute	7	7	0
Autres ajustements	-3	39	-42
Mise à jour depuis budget	.	.	.
Totaux sur la base du SGF, administration publique générale provinciale et territoriale	1 237	1 266	-29
Composantes additionnelles de l'administration publique	15	14	1
Institutions de santé et de services sociaux	2	2	0
Universités et collèges	31	30	1
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration publique provinciale et territoriale	-18	-18	0
Totaux sur la base du SGF, administration publique provinciale et territoriale	1 252	1 280	-28

1. À la disposition du public : Budget du Nunavut.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM tableau 385-0022.

Tableau 10-1

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Terre-Neuve-et-Labrador

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
	millions de dollars			
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	5 001,3	4 477,2	524,1	3
Comptes combinés selon les comptes publics	5 001,3	4 477,2	524,1	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	520,9	468,2	52,7	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	145,4	158,7	-13,3	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	5 376,8	4 786,7	590,1	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	14,8	14,8	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	9
Autres	8,5	8,5	0,0	10
Total des conversions de la base nette à la base brute	23,3	23,3	0,0	11
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	12
Recouvrements des ministères	5,5	5,5	0,0	13
Autres déductions	0,0	0,0	0,0	14
Autres postes	1 699,9	2 004,5	-304,6	15
Total des autres ajustements (lignes - 15 moins 12 à 14)	1 694,4	1 999,0	-304,6	16
Total sur la base SGF (lignes 7, 11 et 16)	7 094,5	6 809,0	285,5	17

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 10-2
Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Île-du-Prince-Édouard

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	1 131,9	1 134,1	-2,2	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	0,0	0,0	0,0	3
Comptes combinés selon les comptes publics	1 131,9	1 134,1	-2,2	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	206,7	177,5	29,2	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	105,3	81,4	23,9	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	1 233,3	1 230,2	3,1	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	9
Autres	1,1	1,1	0,0	10
Total des conversions de la base nette à la base brute	1,1	1,1	0,0	11
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	12
Recouvrements des ministères	0,8	0,8	0,0	13
Autres déductions	0,0	0,0	0,0	14
Autres postes	1,4	-9,9	11,3	15
Total des autres ajustements (lignes - 15 moins 12 à 14)	0,6	-10,7	11,3	16
Total sur la base SGF (lignes 7, 11 et 16)	1 235,0	1 220,6	14,4	17

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 10-3

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Nouvelle-Écosse

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	6 262,2	6 459,7	-197,5	1
Compte capital	0,0	290,4	-290,4	2
Comptes combinés	0,0	0,0	0,0	3
Comptes combinés selon les comptes publics	6 262,2	6 750,1	-487,9	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	1 067,2	1 024,6	42,6	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	426,2	474,1	-47,9	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	6 903,2	7 300,6	-397,4	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	26,5	26,5	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	9
Autres	0,0	0,0	0,0	10
Total des conversions de la base nette à la base brute	26,5	26,5	0,0	11
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	12
Recouvrements des ministères	31,9	31,9	0,0	13
Autres déductions	166,9	618,4	-451,5	14
Autres postes	1 649,6	628,1	1 021,5	15
Total des autres ajustements (lignes - 15 moins 12 à 14)	1 450,8	-22,2	1 473,0	16
Total sur la base SGF (lignes 7, 11 et 16)	8 380,5	7 304,9	1 075,6	17

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 10-4

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Nouveau-Brunswick

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	6 236,5	6 330,6	-94,1	3
Comptes combinés selon les comptes publics	6 236,5	6 330,6	-94,1	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	1 000,4	805,2	195,2	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	523,6	299,6	224,0	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	6 713,3	6 836,2	-122,9	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	32,0	32,0	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	205,7	205,7	0,0	9
Autres	1,3	1,3	0,0	10
Total des conversions de la base nette à la base brute	239,0	239,0	0,0	11
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	138,1	0,0	138,1	12
Recouvrements des ministères	19,0	19,0	0,0	13
Autres déductions	0,0	0,0	0,0	14
Autres postes	-309,0	-562,3	253,3	15
Total des autres ajustements (lignes - 15 moins 12 à 14)	-466,1	-581,3	115,2	16
Total sur la base SGF (lignes 7, 11 et 16)	6 486,2	6 493,9	-7,7	17

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 10-5

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Québec

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	55 729,2	56 120,7	-391,5	3
Comptes combinés selon les comptes publics	55 729,2	56 120,7	-391,5	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	26 448,2	25 168,9	1 279,3	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	16 641,3	15 402,0	1 239,3	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	65 536,1	65 887,6	-351,5	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	4 485,5	4 485,5	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	9
Allocations aux jeunes	606,7	606,7	0,0	10
Autres recouvrements	1 295,7	1 295,7	0,0	11
Total des conversions de la base nette à la base brute	6 387,9	6 387,9	0,0	12
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Hydro-Québec	1 196,6	0,0	1 196,6	13
Autres	36,4	0,0	36,4	14
Recouvrements des ministères	166,6	166,6	0,0	15
Créances douteuses	506,3	506,3	0,0	16
Autres déductions	154,4	1 773,3	-1 618,9	17
Autres postes	-889,5	964,6	-1 854,1	18
Total des autres ajustements (lignes - 18 moins 13 à 17)	-2 949,8	-1 481,6	-1 468,2	19
Total sur la base SGF (lignes 7, 12 et 19)	68 974,2	70 793,9	-1 819,7	20

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 10-6
Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Ontario

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
	millions de dollars			
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	79 278,0	77 573,7	1 704,3	1
Compte capital	0,0	4 472,4	-4 472,4	2
Comptes combinés	0,0	0,0	0,0	3
Comptes combinés selon les comptes publics	79 278,0	82 046,1	-2 768,1	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	7 102,1	7 672,2	-570,1	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	1 643,5	1 778,9	-135,4	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	84 736,6	87 939,4	-3 202,8	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	1 434,8	1 434,8	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	810,6	810,6	0,0	9
Autres	1 054,3	1 054,3	0,0	10
Total des conversions de la base nette à la base brute	3 299,7	3 299,7	0,0	11
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	12
Recouvrements des ministères	513,2	513,2	0,0	13
Autres déductions	0,0	0,0	0,0	14
Autres postes	-446,7	-278,4	-168,3	15
Total des autres ajustements (lignes - 15 moins 12 à 14)	959,9	-791,6	-168,3	16
Total sur la base SGF (lignes 7, 11 et 16)	87 076,4	90 447,5	-3 371,1	17

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 10-7

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Manitoba

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	8 430,8	8 284,0	146,8	3
Comptes combinés selon les comptes publics	8 430,8	8 284,0	146,8	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	5 336,1	5 393,4	-27,3	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	4 593,6	4 595,9	-2,3	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	9 203,3	9 081,5	121,8	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Commissions fiscales	5,2	5,2	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État et d'autres organismes ²	921,3	921,3	0,0	9
Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0	10
Total des conversions de la base nette à la base brute	926,5	926,5	0,0	11
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	12
Recouvrements des ministères	17,2	17,2	0,0	13
Autres déductions	0,0	0,0	0,0	14
Autres postes	-93,7	-161,3	67,6	15
Total des autres ajustements (lignes - 15 moins 12 à 14)	-110,9	-178,5	67,6	16
Total sur la base SGF (lignes 7, 11 et 16)	10 018,9	9 829,5	189,4	17

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

2. Inclus recouvrements d'intérêts payés par les fonds spéciaux.

Tableau 10-8
Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Saskatchewan

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
	millions de dollars			
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	8 217,6	7 906,7	310,9	3
Comptes combinés selon les comptes publics	8 217,6	7 906,7	310,9	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	1 689,3	1 427,7	261,6	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	605,7	586,0	19,7	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	9 301,2	8 748,4	552,8	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	2,7	2,7	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	268,8	268,8	0,0	9
Autres	8,2	8,2	0,0	10
Total des conversions de la base nette à la base brute	279,7	279,7	0,0	11
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	12
Recouvrements des ministères	20,5	20,5	0,0	13
Autres déductions	0,0	0,0	0,0	14
Autres postes	-218,5	-277,1	58,6	15
Total des autres ajustements (lignes - 15 moins 12 à 14)	-239,0	-297,6	58,6	16
Total sur la base SGF (lignes 7, 11 et 16)	9 341,9	8 730,5	611,4	17

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 10-9

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Alberta

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	32 617,3	28 706,2	3 911,1	3
Comptes combinés selon les comptes publics	32 617,3	28 706,2	3 911,1	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	11 974,6	8 230,8	3 473,8	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	7 064,5	7 046,5	18,0	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	37 527,4	29 890,5	7 636,9	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	0,7	0,7	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	9
Autres	0,0	0,0	0,0	10
Total des conversions de la base nette à la base brute	0,7	0,7	0,0	11
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	12
Recouvrements des ministères	274,5	274,5	0,0	13
Autres déductions	0,0	0,0	0,0	14
Autres postes	-339,0	-1 384,5	1 045,5	15
Total des autres ajustements (lignes - 15 moins 12 à 14)	-613,5	-1 659,0	1 045,5	16
Total sur la base SGF (lignes 7, 11 et 16)	36 914,6	28 232,2	8 682,4	17

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 10-10

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Colombie-Britannique

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	29 480,2	27 400,3	2 079,9	3
Comptes combinés selon les comptes publics	29 480,2	27 400,3	2 079,9	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	4 779,9	3 488,9	1 291,0	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	1 423,0	1 417,2	5,8	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	32 837,1	29 472,0	3 365,1	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	223,3	223,3	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	726,8	726,8	0,0	9
Commissions	27,3	27,3	0,0	10
Recouvrements du fédéral	338,3	338,3	0,0	11
Autres recouvrements	1 055,0	1 055,0	0,0	12
Total des conversions de la base nette à la base brute	2 370,7	2 370,7	0,0	13
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	14
Recouvrements des ministères	35,5	35,5	0,0	15
Autres déductions	0,0	0,0	0,0	16
Autres postes	-923,7	-1 027,9	104,2	17
Total des autres ajustements (lignes - 17 moins 14 à 16)	-959,2	-1 063,4	104,2	18
Total sur la base SGF (lignes 7, 13 et 18)	34 248,6	30 779,3	3 469,3	19

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 10-11

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Territoire du Yukon

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	743,4	668,5	74,9	3
Comptes combinés selon les comptes publics	743,4	668,5	74,9	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	46,3	48,2	-1,9	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	12,4	2,9	9,5	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	777,3	713,8	63,5	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	8,5	8,5	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	9
Autres	0,0	0,0	0,0	10
Total des conversions de la base nette à la base brute	8,5	8,5	0,0	11
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	12
Recouvrements des ministères	3,8	3,8	0,0	13
Autres déductions	0,0	0,0	0,0	14
Autres postes	41,7	58,4	-16,7	15
Total des autres ajustements (lignes - 15 moins 12 à 14)	37,9	54,6	-16,7	16
Total sur la base SGF (lignes 7, 11 et 16)	823,7	776,9	46,8	17

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 10-12

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Territoires du Nord-Ouest

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	1 147,0	1 110,9	36,1	3
Comptes combinés selon les comptes publics	1 147,0	1 110,9	36,1	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	185,8	159,8	26,0	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	59,2	69,1	-9,9	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	1 273,6	1 201,6	72,0	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	19,8	19,8	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	9
Autres	0,1	0,1	0,0	10
Total des conversions de la base nette à la base brute	19,9	19,9	0,0	11
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	12
Recouvrements des ministères	7,4	7,4	0,0	13
Autres déductions	0,0	0,0	0,0	14
Autres postes	-43,9	23,5	-67,4	15
Total des autres ajustements (lignes - 15 moins 12 à 14)	-51,3	16,1	-67,4	16
Total sur la base SGF (lignes 7, 11 et 16)	1 242,2	1 237,6	4,6	17

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 10-13

Rapports de rapprochement — Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2006 — Nunavut

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Numéro de lignes
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics ¹				
Selon les comptes publics de 2006				
Compte courant	0,0	0,0	0,0	1
Compte capital	0,0	0,0	0,0	2
Comptes combinés	1 094,5	985,9	108,6	3
Comptes combinés selon les comptes publics	1 094,5	985,9	108,6	4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux ¹ compris dans l'univers « SGF »	170,1	168,2	1,9	5
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux ¹	93,6	24,1	69,5	6
Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 5 moins 6)	1 171,0	1 130,0	41,0	7
Conversion de la base nette à la base brute				
Crédits d'impôt remboursables	6,9	6,9	0,0	8
Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0	9
Autres	2,5	2,5	0,0	10
Total des conversions de la base nette à la base brute	9,4	9,4	0,0	11
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des sociétés d'État				
Autres	0,0	0,0	0,0	12
Recouvrements des ministères	19,6	19,6	0,0	13
Autres déductions	0,0	0,0	0,0	14
Autres postes	-5,8	-47,7	41,9	15
Total des autres ajustements (lignes - 15 moins 12 à 14)	-25,4	-67,3	41,9	16
Total sur la base SGF (lignes 7, 11 et 16)	1 155,0	1 072,1	82,9	17

1. Cette information a été obtenue des sources publiques.

Tableau 11

Rapport de rapprochement — Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le Système de gestion financière (SGF) et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE), 2003

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	
milliers de dollars								
Dépenses des universités et des collèges, selon le Système de gestion financière (SGF) ²	401 839	112 815	890 590	386 790	6 506 272	9 247 139	826 871	
Ajouter : établissements intégrés dans les comptes publics ou les états financiers ³	6 526	.	33 037	113 451	139 040	34 988	.	
Ajouter : capital sur les remboursements de la dette	.	0	0	0	0	0	0	
Déduire : rajustement pour la déclaration des dépenses nettes	14 940	0	1 381	0	145 026	97 545	-412	
Dépenses des universités et des collèges, selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) ⁴	393 425	112 815	922 246	500 241	6 500 286	9 184 582	827 283	
Ajouter : aide fédérale et provinciale aux étudiants ³	36 584	9 898	52 977	62 345	315 703	638 491	79 256	
Ajouter : autres dépenses ministérielles fédérales et provinciales ³	6 606	1 003	4 885	23 349	0	-54 483	10 082	
Ajouter : autres établissements postsecondaires ⁵	6 932	0	0	0	0	0	11 000	
Déduire : entreprises auxiliaires	19 339	6 631	87 889	33 379	185 484	699 771	43 289	
Déduire : programmes de formation professionnelle, de métier et d'éducation permanente	73 401	10 068	25 567	49 261	57 320	377 135	76 429	
Déduire : autres établissements postsecondaires ⁶	.	.	0	0	0	.	0	
Dépenses à titre de l'enseignement postsecondaire, selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) ⁷	350 807	107 017	866 652	503 295	6 573 185	8 691 684	807 903	
	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Pays étrangers ¹	Canada
milliers de dollars								
Dépenses des universités et des collèges, selon le Système de gestion financière (SGF) ²	966 787	2 857 495	3 335 358	x	33 857	24 528	.	25 590 341
Ajouter : établissements intégrés dans les comptes publics ou les états financiers ³	.	0	.	x	.	.	.	327 042
Ajouter : capital sur les remboursements de la dette	0	0	0	x	.	.	.	0
Déduire : rajustement pour la déclaration des dépenses nettes	2 833	-919	77 713	x	-391	-1 062	.	336 654
Dépenses des universités et des collèges, selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) ⁴	963 954	2 858 414	3 257 645	x	34 248	25 590	.	25 580 729
Ajouter : aide fédérale et provinciale aux étudiants ³	95 357	241 474	347 500	x	14 653	4 837	336	1 899 411
Ajouter : autres dépenses ministérielles fédérales et provinciales ³	16 031	24 477	68 395	x	4 176	2 571	83 537	190 629
Ajouter : autres établissements postsecondaires ⁵	662	.	0	x	.	0	.	18 594
Déduire : entreprises auxiliaires	54 405	216 924	235 089	x	0	453	.	1 582 653
Déduire : programmes de formation professionnelle, de métier et d'éducation permanente	136 541	377 062	382 350	x	5 410	8 797	.	1 579 341
Déduire : autres établissements postsecondaires ⁶	0	0	0	x	0	.	.	0
Dépenses à titre de l'enseignement postsecondaire, selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) ⁷	885 058	2 530 379	3 056 101	12 291	47 667	23 748	83 873	24 539 660

1. Dépenses ministérielles fédérales et provinciales au titre de l'enseignement dans les pays étrangers et les dépenses non distribués.

2. Selon la publication Statistiques sur le secteur public, nombre 68-213-X au catalogue, tableau 2-15.

3. Incorporé à l'administration publique générale.

4. Résultats obtenus des enquêtes de Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation (CTCSE), portant sur les statistiques financières des collèges communautaires et des écoles de formation professionnelle (FINCOL-STC/ECT-175-60164, BMDI 3146) et portant sur l'information financière des universités et collèges (IFUC-STC/ECT-175-60242, BMDI 3121) en collaboration avec les membres et non-membres de l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU).

5. Programmes d'enseignement en sciences infirmières.

6. Écoles de formation professionnelle et d'aide infirmières.

7. Données stockés dans CANSIM : Tableaux 478-0004 et 478-0007.

Note(s) : Les données sont établies pour l'exercice se terminant le plus près du 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0021.

Tableau 12
Rapport de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), 2007

	Actif financier	Passif	Situation financière nette (+)/ dette financière nette (-)
millions de dollars			
Bilan des comptes publics ¹	238 495	705 763	-467 268
Ajustements faits pour passer au SGF	-127 814	-86 973	-40 841
Déconsolidation des sociétés d'État	-23 099	-1 368	-21 731
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	14 150	5 142	9 008
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	6 669	6 669	0
Découverts bancaires	4 969	4 969	0
Droits de tirage spéciaux	1 359	1 359	0
Dette détenue par soi-même	245	245	0
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	96	96	0
Addition de la monnaie en circulation	0	4 750	-4 750
Les transactions exclues du SGF	-125 534	-102 166	-23 368
Stocks et immobilisations des fonds spéciaux	-3 427	0	-3 427
Transactions entre l'administration publique et les fonds spéciaux	-267	-267	0
Transactions reliées à la comptabilité d'exercice	-66 492	-94 030	27 538
Immobilisations corporelles et stocks	-55 348	0	-55 348
Obligations relatives à des contrats de location-acquisition	0	-1 807	1 807
Autres les transactions exclues du SGF	0	-6 062	6 062
Le bilan du SGF	110 681	618 790	-508 109

1. À la disposition du public : Comptes publics fédéraux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0025.

Tableau 13-1

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Terre-Neuve-et-Labrador

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	724 516	730 991	1 718 479	2 202 228	2 360 547
Ajustements faits pour passer au SGF	1 986 791	1 777 877	702 920	859 347	903 474
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	1 473 264	1 451 513	1 582 403	1 582 660	1 571 884
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	965 595	776 424	704 182	765 710	853 566
Fonds d'amortissement	962 954	772 865	701 401	762 612	849 080
Perte sur change non amortie	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	2 641	3 559	2 781	3 098	4 486
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	452 068	450 060	1 583 665	1 489 023	1 521 976
Stocks et immobilisations	305 839	316 173	1 443 966	1 349 200	1 378 542
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	107 251	97 087	96 578	98 055	94 534
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	38 978	36 800	43 121	41 768	48 900
Le bilan du SGF	2 711 307	2 508 868	2 421 399	3 061 575	3 264 021
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	9 745 543	10 267 658	11 758 727	12 797 181	12 656 811
Ajustements faits pour passer au SGF	2 047 828	1 752 521	600 417	274 488	207 057
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	905 155	905 474	1 059 043	886 335	816 629
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	1 254 944	949 522	704 182	765 710	853 566
Fonds d'amortissement	962 954	772 865	701 401	762 612	849 080
Perte sur change non amortie	289 349	173 098	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	2 641	3 559	2 781	3 098	4 486
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	112 271	102 475	1 162 808	1 377 557	1 463 138
Stocks et immobilisations	0	0	0	0	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	107 251	97 087	96 578	98 055	94 534
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	5 020	5 388	1 066 230	1 279 502	1 368 604
Le bilan du SGF	11 793 371	12 020 179	12 359 144	13 071 669	12 863 868
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	-9 021 027	-9 536 667	-10 040 248	-10 594 953	-10 296 264
Ajustements faits pour passer au SGF	-61 037	25 356	102 503	584 859	696 417
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	568 109	546 039	523 360	696 325	755 255
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	-289 349	-173 098	0	0	..
Fonds d'amortissement	0	0	0	0	..
Perte sur change non amortie	-289 349	-173 098	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0	0	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	339 797	347 585	420 857	111 486	58 838
Stocks et immobilisations	305 839	316 173	1 443 966	1 349 200	1 378 542
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	0	..
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	33 958	31 412	-1 023 109	-1 237 734	-1 319 704
Le bilan du SGF	-9 082 064	-9 511 311	-9 937 745	-10 010 094	-9 599 847

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-2

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Île-du-Prince-Édouard

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	557 980	708 050	845 382	857 044	929 965
Ajustements faits pour passer au SGF	182 959	170 178	-48 492	6 880	-126 116
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	486 233	483 342	511 247	518 883	564 631
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	71 853	59 036	74 572	68 650	27 093
Fonds d'amortissement	0	0	0	1	4
Détenition de sa propre dette	68 964	56 415	73 563	62 147	20 955
Encaisse	2 889	2 621	1 009	6 502	6 134
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	4 404	19 908	4 400	31 000	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	375 127	372 200	639 711	611 653	717 840
Stocks et immobilisations	114 121	144 183	376 190	352 245	459 452
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	261 006	228 017	263 521	259 408	258 388
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	0	0	0	..
Le bilan du SGF	740 939	878 228	795 890	863 924	803 849
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	1 611 010	1 826 212	1 866 259	1 907 439	1 888 590
Ajustements faits pour passer au SGF	208 186	218 151	220 408	207 535	202 777
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	397 339	387 132	406 959	397 018	429 212
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	71 853	59 036	74 572	68 650	27 093
Fonds d'amortissement	0	0	0	1	4
Détenition de sa propre dette	68 964	56 415	73 583	62 147	20 955
Encaisse	2 889	2 621	1 009	6 502	6 134
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	8 409	3 814	6 624	6 368	12 112
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	261 006	228 017	267 747	264 501	265 640
Stocks et immobilisations	0	0	0	0	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	261 006	228 017	263 521	259 408	258 388
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	0	4 226	5 093	7 252
Le bilan du SGF	1 819 196	2 044 363	2 086 667	2 114 974	2 091 367
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	-1 053 030	-1 118 162	-1 020 877	-1 050 395	-958 625
Ajustements faits pour passer au SGF	-25 227	-47 973	-269 900	-200 655	-328 893
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	88 894	96 210	104 288	121 865	135 419
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0	0	..
Fonds d'amortissement	0	0	0	0	..
Détenition de sa propre dette	0	0	0	0	..
Encaisse	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	-4 005	16 094	-2 224	24 632	-12 112
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	114 121	144 183	371 964	347 152	452 200
Stocks et immobilisations	114 121	144 183	376 190	352 245	459 452
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	..	..
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	0	-4 226	-5 093	-7 252
Le bilan du SGF	-1 078 257	-1 166 135	-1 290 777	-1 251 050	-1 287 518

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-3

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Nouvelle-Écosse

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	5 475 879	4 606 739	5 062 752	5 263 165	5 780 631
Ajustements faits pour passer au SGF	1 573 597	1 665 518	1 594 119	878 921	-383 262
Déconsolidation d'agences n'appartenant pas au fonds général du revenu	241 097	333 064	229 958	242 478	982 810
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	2 428 909	2 440 247	2 502 855	2 703 563	2 778 203
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	3 559 281	3 445 897	2 919 796	2 599 397	2 141 389
Fonds d'amortissement	3 037 583	3 445 897	2 919 796	2 599 397	2 141 389
Perte sur change non amortie	521 698	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0	0	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	4 173 496	3 887 562	4 058 490	4 181 561	4 320 044
Stocks et immobilisations	3 367 824	3 459 487	3 597 069	3 719 339	3 893 541
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	283 974	428 075	461 421	462 222	426 503
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	521 698	0	0	0	..
Le bilan du SGF	7 049 476	6 272 257	6 196 955	6 142 086	5 397 369
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	14 226 271	13 868 087	14 301 642	14 330 094	14 589 921
Ajustements faits pour passer au SGF	4 109 156	4 298 927	4 571 026	3 328 370	2 582 176
Déconsolidation d'agences n'appartenant pas au fonds général du revenu	721 183	616 866	472 742	421 721	646 526
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	1 380 738	1 515 537	1 516 558	1 624 627	1 600 324
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	3 761 739	3 849 805	3 056 524	2 591 621	2 049 949
Fonds d'amortissement	3 037 583	3 445 897	2 919 796	2 599 397	2 141 389
Perte sur change non amortie	521 698	403 908	136 728	-7 776	-91 440
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	202 458	0	0	0	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	312 138	449 549	474 798	466 157	421 571
Stocks et immobilisations	0	0	0	0	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	283 974	428 075	461 421	462 222	426 503
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	28 164	21 474	13 377	3 935	-4 932
Le bilan du SGF	18 335 427	18 167 014	17 927 184	17 658 464	17 172 097
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	-8 750 392	-9 261 348	-9 238 890	-9 066 929	-8 809 290
Ajustements faits pour passer au SGF	-2 535 559	-2 633 409	2 976 907	-2 449 449	-2 965 438
Déconsolidation d'agences n'appartenant pas au fonds général du revenu	-480 086	-283 802	-242 784	-179 243	336 284
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	1 048 171	924 710	986 297	1 078 936	1 177 879
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	-202 458	-403 908	-136 728	7 776	91 440
Fonds d'amortissement	0	0	0	0	..
Perte sur change non amortie	0	-403 908	-136 728	7 776	91 440
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	-202 458	0	0	0	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	3 861 358	3 438 013	3 583 692	3 715 404	3 898 473
Stocks et immobilisations	3 367 824	3 459 487	3 597 069	3 719 339	3 893 541
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	0	..
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	493 534	-21 474	-13 377	-3 935	4 932
Le bilan du SGF	-11 285 951	-11 894 757	-11 730 229	-11 516 378	-11 774 728

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-4

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Nouveau-Brunswick

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	1 074 300	975 900	968 600	5 759 600	6 219 500
Ajustements faits pour passer au SGF	9 015 572	9 136 771	9 844 468	5 503 315	5 305 629
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	1 098 010	1 109 327	1 174 723	1 323 760	1 455 912
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	8 151 674	8 164 432	8 758 623	9 013 025	8 815 557
Fonds d'amortissement	3 686 154	3 894 573	4 084 025	4 165 403	4 320 426
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	4 465 520	4 269 859	4 674 598	4 847 622	4 495 131
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	234 112	136 988	88 878	4 833 470	4 965 840
Stocks et immobilisations	39 325	42 279	54 428	4 800 666	4 929 567
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	33 187	35 009	34 450	32 804	31 681
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	161 600	59 700	0	0	4 592
Le bilan du SGF	10 089 872	10 112 671	10 813 068	11 262 915	11 525 129
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	7 728 400	7 688 800	7 784 700	7 683 500	7 899 800
Ajustements faits pour passer au SGF	8 359 691	8 345 216	8 936 917	9 266 425	9 330 947
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	422 721	410 262	446 150	491 141	523 571
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	8 077 318	8 035 518	8 623 837	8 923 688	8 948 757
Fonds d'amortissement	3 686 154	3 894 573	4 084 025	4 165 403	4 320 426
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	4 391 164	4 140 945	4 539 812	4 758 285	4 628 331
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	140 348	100 564	133 070	148 404	141 381
Stocks et immobilisations	0	0	0	0	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	33 187	35 009	34 450	32 804	31 681
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	107 161	65 555	98 620	115 600	109 700
Le bilan du SGF	16 088 091	16 034 016	16 721 617	16 949 925	17 230 747
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	-6 654 100	-6 712 900	-6 816 100	-1 923 900	-1 680 300
Ajustements faits pour passer au SGF	655 881	791 555	907 551	-3 673 110	-4 025 318
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	675 289	699 065	728 573	832 619	932 341
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	74 356	128 914	134 786	89 337	-133 200
Fonds d'amortissement	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	74 356	128 914	134 786	89 337	-133 200
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	93 764	36 424	-44 192	4 685 066	4 824 459
Stocks et immobilisations	39 325	42 279	54 428	4 800 666	4 929 567
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	0	..
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	54 439	-5 855	-98 620	-115 600	-105 108
Le bilan du SGF	-5 998 219	-5 921 345	-5 908 549	-5 687 010	-5 705 618

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-5

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Québec

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	34 332 000	37 071 000	46 697 000	51 076 000	53 339 000
Ajustements faits pour passer au SGF	26 760 677	29 733 325	23 714 500	25 707 967	32 325 814
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	50 915 110	56 104 767	60 816 524	64 753 834	71 356 839
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	23 865 213	26 788 054	31 843 403	36 231 849	41 675 276
Fonds d'amortissement	4 375 995	3 594 000	4 400 822	3 531 000	3 989 000
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	19 489 218	23 194 054	27 442 581	32 700 851	37 686 276
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	48 019 646	53 159 496	68 945 427	75 277 718	80 706 301
Stocks et immobilisations	9 038 299	10 769 780	22 668 599	24 808 145	27 049 753
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	27 532 257	30 805 948	33 615 274	36 863 958	38 386 510
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	11 449 090	11 583 768	12 661 554	13 605 613	15 270 038
Le bilan du SGF	61 092 677	66 804 325	70 411 500	76 783 967	85 664 814
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	126 593 000	132 528 000	132 987 000	138 300 000	145 038 000
Ajustements faits pour passer au SGF	26 217 060	29 605 821	35 071 514	38 357 748	44 061 125
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	37 556 108	42 741 382	47 367 178	51 180 606	54 991 657
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	19 560 836	21 244 445	24 366 343	26 993 338	30 476 497
Fonds d'amortissement	4 375 995	3 594 000	4 400 822	3 531 000	3 989 000
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	15 184 841	17 650 445	19 965 521	23 462 338	26 487 497
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	30 899 884	34 380 006	36 662 007	39 816 196	41 407 029
Stocks et immobilisations	0	0	0	0	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	27 532 257	30 805 948	33 615 274	36 863 958	38 386 510
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	3 367 627	3 574 058	3 046 733	2 952 238	3 020 519
Le bilan du SGF	152 810 060	162 133 821	168 058 514	176 657 748	189 099 125
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	-92 261 000	-95 457 000	-86 290 000	-87 224 000	-91 699 000
Ajustements faits pour passer au SGF	543 617	127 504	-11 357 014	-12 649 781	-11 735 311
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	13 359 002	13 363 385	13 449 346	13 573 228	16 365 182
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	4 304 377	5 543 609	7 477 060	9 238 513	11 198 779
Fonds d'amortissement	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	4 304 377	5 543 609	7 477 060	-9 238 513	11 198 779
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	17 119 762	18 779 490	32 283 420	35 461 520	39 299 272
Stocks et immobilisations	9 038 299	10 769 780	22 668 599	24 808 145	27 049 753
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	0	..
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	8 081 463	8 009 710	9 614 821	10 653 377	12 249 519
Le bilan du SGF	-91 717 383	-95 329 496	-97 647 014	-99 873 781	-103 434 311

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-6

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Ontario

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	21 540 000	29 002 000	45 587 000	56 011 000	69 150 000
Ajustements faits pour passer au SGF	24 247 222	19 495 521	9 143 167	9 014 269	-8 425 202
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	19 284 611	18 812 678	18 673 248	21 140 898	22 238 793
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	22 554 749	18 053 857	20 978 201	19 030 621	19 067 713
Découverts bancaires	944 000	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	21 610 749	18 053 857	20 978 201	19 030 621	19 067 713
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	17 592 138	17 371 014	30 508 282	31 157 250	49 731 708
Stocks et immobilisations	1 628 292	1 481 501	0	16 412 406	34 204 212
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	4 232 846	3 718 513	2 556 710	2 501 844	2 357 496
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	11 731 000	12 171 000	27 951 572	12 243 000	13 170 000
Le bilan du SGF	45 787 222	48 497 521	54 730 167	65 025 269	60 724 798
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	133 576 000	161 649 000	169 775 000	181 754 000	178 305 000
Ajustements faits pour passer au SGF	15 721 213	-10 540 080	-9 630 144	-6 239 847	-5 171 894
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	6 619 379	6 241 398	5 612 255	7 187 819	7 503 915
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	13 334 680	-13 062 965	-12 685 689	-10 925 822	-9 892 313
Découverts bancaires	944 000	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	12 390 680	-13 062 965	-9 397 097	-10 925 820	-9 892 313
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	4 232 846	3 718 513	2 556 710	2 501 844	2 783 496
Stocks et immobilisations	0	0	0	0	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	4 232 846	3 718 513	2 556 710	2 501 844	2 357 496
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	0	0	0	426 000
Le bilan du SGF	149 297 213	151 108 920	160 144 856	175 514 153	173 133 106
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	-112 036 000	-132 647 000	-124 188 000	-125 743 000	-109 155 000
Ajustements faits pour passer au SGF	8 526 009	30 035 601	18 773 311	15 254 116	-3 253 308
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	12 665 232	12 571 280	13 060 993	13 953 079	14 734 878
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	9 220 069	31 116 822	33 663 890	29 956 443	28 960 026
Découverts bancaires	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	9 220 069	31 116 822	33 663 890	29 956 443	28 960 026
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	13 359 292	13 652 501	27 951 572	28 655 406	46 948 212
Stocks et immobilisations	1 628 292	1 481 501	15 921 572	16 412 406	34 204 212
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	0	0
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	11 731 000	12 171 000	12 030 000	12 243 000	12 744 000
Le bilan du SGF	-103 509 991	-102 611 399	-105 414 689	-110 488 884	-112 408 308

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-7

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Manitoba

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	4 467 000	4 574 000	4 678 000	6 720 000	7 455 000
Ajustements faits pour passer au SGF	11 277 283	10 003 883	9 252 523	7 759 216	7 349 134
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	2 558 587	2 526 210	2 379 895	2 350 806	2 410 557
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	13 248 814	12 355 509	11 505 561	11 422 097	11 348 844
Fonds d'amortissement	6 485 514	5 805 288	4 730 420	4 566 302	4 502 853
Détenition de sa propre dette	33 949	41 190	33 608	22 151	..
Découverts bancaires	91 958	43 464	47 717	74 964	42 239
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	6 637 393	6 465 567	6 693 816	6 780 831	6 803 752
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	4 530 118	4 877 836	4 632 933	6 013 687	6 410 267
Stocks et immobilisations	865 263	878 130	667 784	1 877 305	1 960 208
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	2 062 560	2 191 390	1 769 242	1 540 093	1 453 770
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	1 602 295	1 808 316	2 195 907	2 596 289	2 996 289
Le bilan du SGF	15 744 283	14 577 883	13 930 523	14 479 216	14 804 134
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	11 084 000	11 049 000	12 027 000	12 779 000	13 439 000
Ajustements faits pour passer au SGF	14 629 124	13 745 635	12 950 003	13 128 126	13 223 354
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	1 383 784	1 304 714	1 319 406	1 338 211	1 432 367
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	16 529 757	15 842 848	14 849 606	14 972 692	15 072 324
Fonds d'amortissement	6 485 514	5 805 288	4 730 420	4 566 302	4 502 853
Détenition de sa propre dette	33 949	41 190	33 608	22 151	..
Découverts bancaires	91 958	43 464	47 717	74 964	42 239
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	9 918 336	9 952 906	10 037 861	10 331 426	10 527 232
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	3 284 417	3 401 927	3 219 009	3 182 777	3 281 337
Stocks et immobilisations	0	0	0	0	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	2 062 560	2 191 390	1 769 242	1 540 093	1 453 770
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	1 221 857	1 210 537	1 449 767	1 642 684	1 827 567
Le bilan du SGF	25 713 124	24 794 635	24 977 003	25 907 126	26 662 354
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	-6 617 000	-6 475 000	-7 349 000	-6 059 000	-5 984 000
Ajustements faits pour passer au SGF	-3 351 841	-3 741 752	-3 697 480	-5 368 910	-5 874 220
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	1 174 803	1 221 496	1 060 489	1 012 595	978 190
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	-3 280 943	-3 487 339	-3 344 045	-3 550 595	-3 723 480
Fonds d'amortissement	0	0	0	0	..
Détenition de sa propre dette	0	0	0	0	..
Découverts bancaires	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	-3 280 943	-3 487 339	-3 344 045	-3 550 595	-3 723 480
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	1 245 701	1 475 909	1 413 924	2 830 910	3 128 930
Stocks et immobilisations	865 263	878 130	667 784	1 877 305	1 960 208
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	0	..
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	380 438	597 779	746 140	953 605	1 168 722
Le bilan du SGF	-9 968 841	-10 216 752	-11 046 480	-11 427 910	-11 858 220

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-8

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Saskatchewan

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	5 950 929	6 112 190	6 152 217	6 572 444	9 058 467
Ajustements faits pour passer au SGF	2 554 494	2 319 622	2 430 154	2 561 850	710 282
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	5 071 957	4 993 904	4 920 546	5 358 186	5 091 171
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	1 420 654	1 063 263	1 164 487	1 216 163	1 419 539
Fonds d'amortissement	918 917	886 169	949 136	949 158	1 106 400
Découverts bancaires	501 737	177 094	215 351	267 005	313 139
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0	0	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	3 938 117	3 737 545	3 654 879	4 012 499	5 800 428
Stocks et immobilisations	1 075 897	1 086 564	1 351 967	1 260 653	3 165 913
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	2 634 643	2 514 292	2 302 912	2 751 846	2 634 515
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	227 577	136 689	0	0	..
Le bilan du SGF	8 505 423	8 431 812	8 582 371	9 134 294	9 768 749
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	12 960 690	13 121 091	13 206 222	13 452 832	13 381 268
Ajustements faits pour passer au SGF	5 177 131	5 187 406	5 509 871	4 917 027	4 945 951
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	2 438 637	2 662 270	2 575 110	2 288 714	1 898 504
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	5 373 137	5 039 428	5 187 643	5 359 023	5 665 134
Fonds d'amortissement	918 917	886 169	949 136	949 158	1 106 400
Découverts bancaires	501 737	177 094	215 351	267 005	313 139
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	3 952 483	3 976 165	4 023 156	4 142 860	4 245 595
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	2 634 643	2 514 292	2 252 882	2 730 710	2 617 687
Stocks et immobilisations	0	0	0	0	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	2 634 643	2 514 292	2 302 912	2 751 846	2 634 515
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	0	-50 030	-21 136	-16 828
Le bilan du SGF	18 137 821	18 308 497	18 716 093	18 369 859	18 327 219
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	-7 009 761	-7 008 901	-7 054 005	-6 880 388	-4 322 801
Ajustements faits pour passer au SGF	-2 622 637	-2 867 784	-3 079 717	-2 355 177	-4 235 669
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	2 633 320	2 331 634	2 345 436	3 069 472	3 192 667
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	-3 952 483	-3 976 165	-4 023 156	-4 142 860	-4 245 595
Fonds d'amortissement	0	0	0	0	..
Découverts bancaires	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	-3 952 483	-3 976 165	-4 023 156	-4 142 860	-4 245 595
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	1 303 474	1 223 253	1 401 997	1 281 789	3 182 741
Stocks et immobilisations	1 075 897	1 086 564	1 351 967	1 260 653	3 165 913
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	0	..
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	227 577	136 689	50 030	21 136	16 828
Le bilan du SGF	-9 632 398	-9 876 685	-10 133 722	-9 235 565	-8 558 470

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-9

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Alberta

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	26 252 000	26 535 000	29 265 000	33 847 000	29 265 000
Ajustements de déconsolidation	-8 890 024	-7 740 830	-8 373 611	-8 707 135	1 349 467
États financiers des départements	17 361 976	18 794 170	20 891 389	25 139 865	30 614 467
Ajustements faits pour passer au SGF	15 249 939	13 326 567	14 641 950	17 295 569	20 168 790
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	27 876 233	26 670 044	28 739 555	31 726 097	36 192 255
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	29 670	19 818	12 263	9 368	6 703
Encaisse	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	29 670	19 818	12 263	9 368	6 703
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	12 655 964	13 363 295	14 109 868	14 439 896	16 030 168
Stocks et immobilisations	10 430 414	10 582 303	10 775 369	11 027 912	11 617 819
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	2 225 550	2 780 992	3 334 499	3 411 984	4 412 349
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	0	0	0	..
Le bilan du SGF	32 611 915	32 120 737	35 533 339	42 435 434	50 783 257
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	21 209 000	19 659 000	16 717 000	18 687 000	18 717 000
Ajustements de déconsolidation	-3 215 210	-3 380 611	-1 921 956	-4 252 649	-3 962 382
États financiers des départements	17 993 790	16 278 389	14 795 044	14 434 351	14 754 618
Ajustements faits pour passer au SGF	5 500 257	5 266 200	6 393 291	8 340 070	8 419 433
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	8 393 936	8 662 820	10 248 356	12 195 893	13 206 656
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	112 286	19 818	12 263	9 368	6 703
Encaisse	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	112 286	19 818	12 263	9 368	6 703
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	3 005 965	3 416 438	3 867 328	3 865 191	4 793 926
Stocks et immobilisations	0	0	0	0	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	2 225 550	2 780 992	3 334 499	3 411 984	4 412 349
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	780 415	635 446	532 829	453 207	381 577
Le bilan du SGF	23 494 047	21 544 589	21 188 335	22 774 421	23 174 051
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	5 043 000	6 876 000	12 548 000	15 160 000	10 548 000
Ajustements de déconsolidation	-5 674 814	-4 360 219	-6 451 655	-4 454 486	5 311 849
États financiers des départements	-631 814	2 515 781	6 096 345	10 705 514	15 859 849
Ajustements faits pour passer au SGF	9 749 682	8 060 367	8 248 659	8 955 499	11 749 357
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	19 482 297	18 007 224	18 491 199	19 530 204	22 985 599
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	-82 616	0	0	0	..
Encaisse	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	-82 616	0	0	0	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	9 649 999	9 946 857	10 242 540	10 574 705	11 236 242
Stocks et immobilisations	10 430 414	10 582 303	10 775 369	11 027 912	11 617 819
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	0	-381 577
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	-780 415	-635 446	-532 829	-453 207	-381 577
Le bilan du SGF	9 117 868	10 576 148	14 345 004	19 661 013	27 609 206

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-10

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Colombie-Britannique

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics ¹	34 786 000	32 767 000	33 654 000	48 610 000	50 804 000
Ajustements de déconsolidation	-7 464 000	-7 220 000	-7 145 000	-22 345 000	-23 604 000
États financiers des départements	27 322 000	25 547 000	26 509 000	26 265 000	27 200 000
Ajustements faits pour passer au SGF	45 129 338	40 876 340	47 515 865	53 352 932	62 036 267
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	74 996 407	69 870 525	80 546 102	88 814 835	89 946 496
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	6 153 097	5 628 128	4 966 784	5 396 388	5 157 807
Fonds d'amortissement	4 546 000	4 110 000	3 679 000	3 736 023	3 686 905
Détenition de sa propre dette	15 000	9 000	11 000	8 000	7 000
Découverts bancaires	439 000	360 000	191 000	507 000	371 000
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	1 153 097	1 149 128	1 085 784	1 145 365	1 092 902
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	36 020 166	34 622 313	37 997 021	40 858 291	33 068 036
Stocks et immobilisations	8 866 553	8 683 684	8 975 272	10 116 835	10 805 049
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	18 115 613	16 834 629	19 921 749	21 517 456	12 846 987
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	9 038 000	9 104 000	9 100 000	9 224 000	9 416 000
Le bilan du SGF	72 451 338	66 423 340	74 024 865	79 617 932	89 236 267
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics ¹	39 496 000	40 721 000	43 008 000	51 760 000	50 928 000
Ajustements de déconsolidation	-692 000	-587 000	-609 000	-9 654 000	-9 946 000
États financiers des départements	38 804 000	40 134 000	42 399 000	42 106 000	40 982 000
Ajustements faits pour passer au SGF	50 075 457	46 283 352	52 765 537	56 712 863	64 475 544
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	62 444 791	57 893 656	67 937 144	72 854 515	72 332 982
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	5 746 279	5 224 325	4 750 142	5 396 388	4 989 549
Fonds d'amortissement	4 546 000	4 110 000	3 679 000	3 736 023	3 686 905
Détenition de sa propre dette	15 000	9 000	11 000	8 000	7 000
Découverts bancaires	439 000	360 000	191 000	507 000	371 000
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	746 279	745 325	869 142	1 124 781	924 644
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	18 115 613	16 834 629	19 921 749	21 517 456	12 846 987
Stocks et immobilisations	0	0	0	0	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	18 115 613	16 834 629	19 921 749	21 517 456	12 846 987
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	0	0	0	..
Le bilan du SGF	89 005 457	86 542 352	95 279 537	98 818 863	105 457 544
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics ¹	-4 710 000	-7 954 000	-9 354 000	-3 150 000	-124 000
Ajustements de déconsolidation	-6 772 000	-6 633 000	-6 536 000	-12 691 000	-13 658 000
États financiers des départements	-11 482 000	-14 587 000	-15 890 000	-15 841 000	-13 782 000
Ajustements faits pour passer au SGF	-4 946 119	-5 407 012	-5 249 672	-3 359 931	-2 439 277
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	12 551 616	11 976 869	12 608 958	15 960 320	17 613 514
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	406 818	403 803	216 642	20 584	168 258
Fonds d'amortissement	0	0	0	0	..
Détenition de sa propre dette	0	0	0	0	..
Découverts bancaires	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	406 818	403 803	216 642	20 584	168 258
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	17 904 553	17 787 684	18 075 272	19 340 835	20 221 049
Stocks et immobilisations	8 866 553	8 683 684	8 975 272	10 116 835	10 805 049
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	0	..
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	9 038 000	9 104 000	9 100 000	9 224 000	9 416 000
Le bilan du SGF	-16 554 119	-20 119 012	-21 254 672	-19 200 931	-16 221 277

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-11

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Territoire du Yukon

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	180 652	183 347	202 563	1 002 616	1 111 661
Ajustements faits pour passer au SGF	254 366	246 058	234 032	-538 733	-580 085
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	358 318	350 468	338 716	335 834	335 910
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	4 072	0	0	0	..
Découverts bancaires	4 072	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0	0	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	108 024	104 410	104 684	874 567	915 995
Stocks et immobilisations	67 449	62 736	70 494	841 813	884 220
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	40 575	41 674	34 190	32 754	31 775
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	0	0	0	..
Le bilan du SGF	435 018	429 405	436 595	463 883	531 576
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	97 663	108 650	111 147	589 185	623 289
Ajustements faits pour passer au SGF	65 145	58 480	60 357	-405 387	-427 658
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	101 648	100 154	94 547	85 845	92 807
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	4 072	0	0	0	..
Découverts bancaires	4 072	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0	0	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	40 575	41 674	34 190	491 232	520 465
Stocks et immobilisations	0	0	0	0	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	40 575	41 674	34 190	32 754	31 775
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	0	0	458 478	488 690
Le bilan du SGF	162 808	167 130	171 504	183 798	195 631
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	82 989	74 697	91 416	413 431	488 372
Ajustements faits pour passer au SGF	189 221	187 578	173 675	-133 346	-152 427
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	256 670	250 314	244 169	249 989	243 103
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0	0	..
Découverts bancaires	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0	0	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	67 449	62 736	70 494	383 334	395 530
Stocks et immobilisations	67 449	62 736	70 494	841 813	884 220
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	0	..
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	0	0	-458 478	-488 690
Le bilan du SGF	272 210	262 275	265 091	280 085	335 945

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-12

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Territoires du Nord-Ouest

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	1 367 268	1 141 593	924 681	1 403 891	1 543 414
Ajustements faits pour passer au SGF	-478 568	-385 263	-179 046	-532 785	-527 279
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	458 300	461 483	467 115	518 988	583 612
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	125 028	280 814	313 125	153 970	137 446
Découverts bancaires	32 190	15 364	25 472	72 208	88 794
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	92 838	265 450	287 653	81 762	48 652
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	1 061 896	1 127 560	959 286	1 205 743	1 248 337
Stocks et immobilisations	1 025 920	1 088 310	917 958	1 166 680	1 208 607
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	30 862	33 109	38 460	36 395	36 763
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	5 114	6 141	2 868	2 668	2 967
Le bilan du SGF	888 700	756 330	745 635	871 106	1 016 135
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	573 283	381 149	229 504	725 573	829 021
Ajustements faits pour passer au SGF	32 478	190 873	432 654	95 714	90 716
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	155 044	159 994	160 060	183 509	205 551
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	125 028	280 814	313 125	153 970	137 446
Découverts bancaires	32 190	15 364	25 472	72 208	88 794
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	92 838	265 450	287 653	81 762	48 652
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	247 594	249 935	40 531	241 765	252 281
Stocks et immobilisations	0	0	0	202 997	212 715
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	30 862	33 109	38 460	36 395	36 763
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	216 732	216 826	2 071	2 373	2 803
Le bilan du SGF	605 761	572 022	662 158	821 287	919 737
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	793 985	760 444	695 177	678 318	714 393
Ajustements faits pour passer au SGF	-511 046	-576 136	-611 700	-628 499	-617 995
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	303 256	301 489	307 055	335 479	378 061
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0	0	..
Découverts bancaires	0	0	0	0	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0	0	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	814 302	877 625	918 755	963 978	996 056
Stocks et immobilisations	1 025 920	1 088 310	917 958	963 683	995 892
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	0	..
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	-211 618	-210 685	797	295	164
Le bilan du SGF	282 939	184 308	83 477	48 819	96 398

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.**Source(s)** : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Tableau 13-13

Rapports de rapprochement — Rapprochement du bilan de l'administration publique générale provinciale et territoriale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF) — Nunavut

	Actif financier				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	315 222	232 438	936 007	1 028 616	1 131 155
Ajustements faits pour passer au SGF	-59 244	21 808	-733 891	-777 201	-838 946
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	0	377 140	379 348	384 034	385 427
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	14 347	3 419	21 023	..
Découverts bancaires	0	14 347	3 419	3 419	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	0	0	0	..	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	59 244	369 679	1 116 658	1 182 258	1 224 373
Stocks et immobilisations	31 714	350 346	1 104 247	1 165 837	1 207 752
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	19 097	11 840	15 767	16 005
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	27 530	236	571	654	616
Le bilan du SGF	255 978	254 246	202 116	251 415	292 207
	Passif				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	377 660	274 995	278 007	316 074	310 014
Ajustements faits pour passer au SGF	152 335	256 852	241 320	246 771	225 573
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	0	261 602	249 741	241 515	241 578
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	152 335	14 347	3 419	21 023	..
Découverts bancaires	0	14 347	3 419	21 023	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	152 335	0	0	..	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	19 097	11 840	15 767	16 005
Stocks et immobilisations	0	0	0	..	..
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	19 097	11 840	15 767	16 005
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	0	0	0	..	..
Le bilan du SGF	529 995	531 847	519 327	562 845	535 587
	Situation financière nette (+) / dette financière nette (-)				
	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de dollars				
Bilan des comptes publics 1	-62 438	-42 557	658 000	712 542	821 141
Ajustements faits pour passer au SGF	-211 579	-235 044	-975 211	-1 023 972	-1 064 521
Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers statistique du SGF	0	115 538	129 607	142 519	143 849
Additions pour refléter le traitement brut du SGF	-152 335	0	0	..	..
Découverts bancaires	0	0	0	..	..
Autres additions pour refléter le traitement brut du SGF	-152 335	0	0	..	..
Déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	59 244	350 582	1 104 818	1 166 491	1 208 370
Stocks et immobilisations	31 714	350 346	1 104 247	1 165 837	1 207 752
Opérations entre la province ou territoire et les fonds spéciaux	0	0	0	..	..
Autre déductions tenant compte des opérations exclues du SGF	27 530	236	571	654	618
Le bilan du SGF	-274 017	-277 601	-317 211	-311 430	-243 380

1. À la disposition du public : Comptes publics provinciaux.

Note(s) : Les données sont établies au 31 mars.

Source(s) : Statistique Canada, Système de gestion financière, CANSIM, tableau 385-0029.

Qualité des données, concepts et méthodologie

Introduction

Nous exposerons les concepts de base qui définissent les données présentées, ainsi que la méthodologie à la base du programme et la qualité des données sous ses grands aspects. Nous ferons ressortir les forces et les limites des données et aiderons l'utilisateur à faire un usage et une analyse plus efficaces de cette information. Les indications que nous donnons faciliteront aussi les comparaisons avec les données d'autres enquêtes ou sources d'information et les conclusions à tirer au sujet des variations dans le temps.

- description des concepts des données
- méthodologie statistique
- définition des principales variables

Description des concepts des données

Les données sont recueillies et assemblées selon le guide de classification du Système de gestion financière (SGF) (68F0023-X). Ces données sont assemblées pour toute la population du secteur public (voir le diagramme du secteur public dans cette section) selon le dénombrement qu'en fait la Division des institutions publiques. S'il est possible d'effectuer un tel recensement, c'est qu'on peut utiliser les états financiers vérifiés accessibles au public, les comptes publics et d'autres renseignements administratifs émanant des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales et de leurs organismes. On le complète par des données d'enquête sur les hôpitaux et les autorités sanitaires recueillies par la Division de la statistique de la santé, les établissements de soins pour bénéficiaires internes de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et des données sur les collèges et les universités du Centre de la statistique de l'éducation (CSE). Quant aux données relatives aux entreprises publiques locales, provinciales, territoriales et fédérales, elles sont tirées des rapports annuels de sources publiques et des déclarations trimestrielles d'enquête.

Description et utilisation des données

Les données que nous présentons viennent des états financiers par lesquels les administrations publiques et leurs organismes décrivent d'ordinaire leur situation financière.

Elles portent notamment sur les aspects suivants :

- l'actif financier ou le passif figurant au bilan des gouvernements
- les recettes, dépenses et surplus (+) ou déficit (-) des administrations publiques et
- l'actif, le passif et les capitaux propres figurant au bilan et les recettes et dépenses indiquées dans l'état des résultats des entreprises publiques
- l'emploi et les salaires et traitements dans le secteur public

Ces statistiques ont deux grands usages. Elles mesurent d'abord la situation financière selon les composantes et les sous-composantes du secteur public (voir le diagramme du secteur public dans cette section). Ces mesures statistiques servent à une grande diversité d'économistes et d'analystes de l'industrie des secteurs privé et public.

Les données servent en outre à étalonner les estimations annuelles et trimestrielles relatives aux administrations publiques dans le Système canadien de comptabilité nationale (SCCN).

Couverture

L'économie intérieure se compose des secteurs des particuliers, des entreprises et des administrations publiques. La présente publication porte tant sur les administrations publiques que sur les entreprises, financières ou non, que contrôlent les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales et qui exercent des activités commerciales dans le secteur des entreprises.

L'univers du secteur public (USP) contient toutes les unités institutionnelles contrôlées et financées principalement par l'État. L'USP est tenu à jour d'après les données des comptes publics et des sites Internet des administrations publiques fédérale et provinciales/territoriales du Canada. Les données sur les administrations publiques locales sont également tenues à jour d'après les dossiers administratifs des ministères des Affaires municipales de leurs administrations publiques provinciales ou territoriales respectives, d'après les renseignements contenus dans les gazettes officielles provinciales et territoriales, d'après les annuaires municipaux et d'après les réponses à des enquêtes municipales infra annuelles.

Unité statistique

À des fins statistiques, Statistique Canada définit une hiérarchie d'unités pour chaque organisme. Voici par ordre décroissant d'importance les quatre unités statistiques types qui sont employées :

- entreprise
- compagnie
- établissement
- emplacement

Dans la présente publication, l'unité statistique utilisée est l'entreprise. Dans l'univers statistique du secteur public, ce sont les unités institutionnelles que l'on mesure. Elles se comparent aux entreprises dans la hiérarchie que nous venons de décrire. Le secteur public contient toutes les unités institutionnelles contrôlées et principalement financées par les administrations publiques. Une telle unité est « une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de prendre des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités »^{1,2,3}. Le contrôle en question peut prendre la forme d'une propriété exclusive de l'unité institutionnelle ou d'une participation majoritaire à son capital-actions donnant droit de vote. La disponibilité d'un jeu complet d'états financiers annuels est le préalable de toute caractérisation d'une entité comme unité institutionnelle du secteur public.

Concepts, définitions et pratiques comptables

Les concepts et les définitions qui intéressent la plupart des administrations publiques (fédérale, provinciales, territoriales et locales) sont fondés sur les lignes directrices du Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public (CCVSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Les méthodes comptables doivent être conformes aux Principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'ICCA.

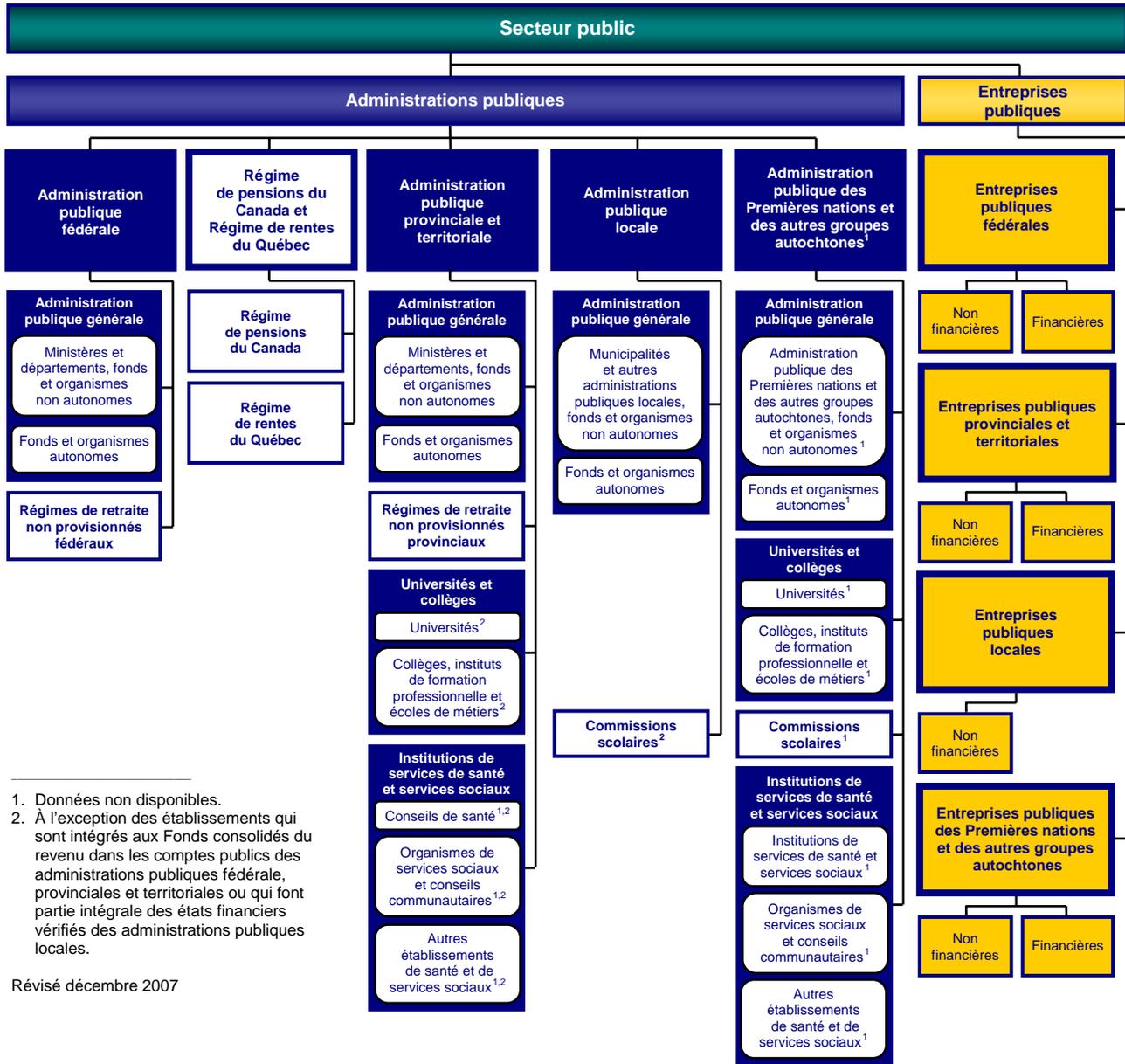
1. Source(s) : Système de comptabilité nationale 1993, ch. IV, p. 87, par. 4.2.

2. Le Système de comptabilité nationale 1993 est le guide international d'élaboration des comptes nationaux. Il présente un cadre comptable complet par lequel on peut assembler des données économiques et les présenter sous une forme se prêtant à l'analyse économique, à la prise de décisions et à l'élaboration de politiques.

3. Manuel de statistiques de finances publiques (SFP) 2001 du FMI, ch. 2, p. 9, par. 2.11.

Diagramme 1

Secteur public



Classification financière et présentation

Parce qu'il n'y a pas de classification type des postes financiers qui soit généralement reconnue, nous avons dû élaborer le Système de gestion financière (SGF) de sorte que l'information présentée soit homogène pour toutes les entreprises du secteur public. Nous avons quelque peu condensé la nomenclature financière employée dans cette publication au profit d'une présentation générale selon les composantes du secteur public et les niveaux d'administration publique.

Le Système de gestion financière (SGF) est un cadre comptable conçu pour la production de séries statistiques à la fois cohérentes et compatibles. Il porte sur les données d'opérations financières et d'emploi de toutes les unités statistiques (entreprise) du secteur public. Il existe des liens directs entre ce système, la classification fiscale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les statistiques des finances publiques (SFP) de la classification fonctionnelle des dépenses du Fonds monétaire international (FMI). Les deux systèmes SGF et SFP classifient les dépenses publiques selon les buts ou fonctions des principales dépenses. De même, ils classifient les recettes selon l'assiette fiscale ou la source.

Méthodologie statistique

Plan d'enquête

Nous avons combiné les sources d'information suivantes pour le recensement de toutes les unités de la population d'intérêt, à savoir l'univers statistique du secteur public :

1. Données sur l'emploi et les salaires et traitements dans le secteur public en provenance des services centraux de la paie des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales. La plupart des données sur les autres unités statistiques (des entreprises), l'administration publique générale locale et les commissions scolaires, les établissements de santé et de services sociaux, les collèges et universités, les fonds spéciaux et les entreprises publiques viennent de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERHT) menée par la Division de la statistique du travail de Statistique Canada. La Division des institutions publiques a recueilli les données correspondantes directement auprès de quelques unités statistiques (des entreprises) non visées par les services centraux de la paie ou l'EERHT.
2. Données sur les unités des entreprises publiques des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales en provenance des rapports annuels de sources publiques et des enquêtes annuelles et trimestrielles réalisées par la Division des institutions publiques de Statistique Canada.
3. Données administratives en provenance des comptes publics et des états financiers vérifiés des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales et de leurs organismes pour la production des statistiques de situation financière; elles sont complétées par des données financières directement fournies par les administrations publiques provinciales et territoriales.
4. Les estimations provisoires de données sur les recettes et dépenses des administrations publiques générales locales sont fondées sur une enquête annuelle portant sur un échantillon probabiliste représentatif de municipalités dans chaque province ou territoire. Les données définitives proviennent de sources administratives (recensement).

Tableau explicatif 1

Portion des recettes totales et du nombre moyen d'employés par sous-composante du secteur public et source de données, 2006

	Nombre d'unités statistiques (entreprise)	Proportion des recettes totales	Portion du nombre moyen de salariés
	nombre	pourcentage	
Administration publique fédérale			
Comptes publics et entreprises liées	72	29,8	12,0
Administrations publiques provinciales et territoriales			
Comptes publics et entreprises liées	5 726	38,9	46,9
Administrations publiques locales			
Ministères provinciaux de l'Éducation et des Affaires municipales	4 816	13,0	32,1
Municipalités, entreprises liées	4 364	...	12,1
Conseils scolaires	452	...	20,0
Entreprises publiques (EP's) des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales			
États financiers	348	18,3	9,0
Total	10 962	100,0	100,0

Note(s) : Les estimations du nombre moyen d'employés sont fondées sur l'année financière (avril 2005 à mars 2006) sauf les estimations pour l'administration publique locale (compris l'administration publique générale et les commissions scolaires) qui sont fondées sur l'année civile (janvier à décembre 2005).

Pour l'exercice 2006, la base de sondage comprenait environ 10 962 unités formant la population d'intérêt. Par ailleurs, nous avons puisé des données annuelles pour toutes les unités statistiques du secteur public aux sources administratives accessibles au public.

Collecte et traitement

Les rapports comptables publics accessibles au public et fondés sur les structures et les pratiques de comptabilité et de déclaration des diverses administrations publiques sont la principale source de données administratives exploitée pour la production des séries statistiques annuelles sur le secteur public. L'information puisée aux sources d'information disponibles se présente pour l'essentiel sous des formes hétérogènes et pour une diversité de jeux de variables. Pour fondre les données en question, il a fallu transformer ces sources en un jeu commun de variables livrant une information complète sur les états financiers. Nous avons dû laisser certains détails de côté, les données en question n'étant pas disponibles à toutes les sources.

Nous avons recueilli des données au niveau de l'entreprise tant pour la composante « administrations publiques » que pour la composante « entreprises publiques » du secteur.

Vérification et imputation

Nous soumettons les données à plusieurs vérifications de cohérence interne et de repérage de valeurs extrêmes. Pour les unités manquantes (sans réponse), nous procédons à une imputation à l'aide des données passées disponibles; sinon, nous imputons par la méthode du « plus proche voisin » (imputation par donneur). Cette dernière méthode fait intervenir les données auxiliaires disponibles pour un remplacement des données de l'unité manquante par celles d'une entité ayant les mêmes caractéristiques.

L'observation de la population du secteur public est presque totale. L'imputation de non-réponse varie selon les sous-composantes de ce secteur; le taux global d'imputation s'établit à moins de 2 %, tout comme d'ailleurs l'incidence générale de l'imputation sur les principales variables financières.

Estimation

Recettes et dépenses des administrations publiques

Les données sont dérivées du recensement de toutes les unités institutionnelles pour tous les paliers de gouvernement au Canada tels que définis selon l'univers du secteur public exception faite du secteur des Premières Nations et des autres groupes autochtones.

Les données pour les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux viennent entièrement des sources administratives.

Pour les gouvernements locaux, nous obtenons les données préliminaires à l'aide d'enquêtes mais les données finales proviennent des données administratives (recensement). Les données préliminaires sont estimées à l'aide d'un échantillon probabiliste représentatif des municipalités de chaque province/territoire.

Les estimations sont calculées d'après les données de base rassemblées pour chaque unité institutionnelle faisant partie de la population étudiée.

Les processus mis en place pour optimiser l'exactitude des données sont les suivants :

1. Obtention de renseignements détaillés :

Les comptes publics et les états financiers publiés des administrations publiques locales ne contiennent pas toujours les données détaillées nécessaires pour convertir de façon précise les entrées des comptes publics requises pour les classifications du SGF et du SCNC. En général, l'application des codes de classification est d'autant plus précise que les données de base sont détaillées. La pratique consiste à obtenir d'abord les comptes publics, puis à s'adresser à chaque administration publique afin d'obtenir les détails supplémentaires nécessaires pour appliquer correctement les classifications. De plus en plus fréquemment, les administrations publiques transmettent leurs données par voie électronique, ce qui accroît l'exactitude de deux façons. En premier lieu, cette méthode de transmission élimine le risque d'erreurs de transcription inhérentes à l'extraction des données des versions imprimées des comptes publics et des documents financiers supplémentaires demandés. En deuxième lieu, les données électroniques sont nettement plus détaillées que les produits sur papier qu'elles remplacent, ce qui permet d'appliquer les classifications aux données détaillées et d'augmenter ainsi la précision.

2. Contrôle de la qualité durant le traitement :

De nombreuses opérations sont nécessaires pour transformer en estimations du SGF et du SCNC les données brutes extraites des comptes publics publiés et des renseignements supplémentaires obtenus. Toutes ces opérations font l'objet d'un contrôle de la qualité rigoureux, comme l'évaluation de la continuité chronologique, la validation des données et leur rapprochement. En ce qui concerne les administrations publiques locales, les données pour les années les plus récentes sont produites d'après une enquête basée sur un échantillon probabiliste. Des méthodes normalisées de contrôle de la qualité telle la détection de valeur aberrante sont appliquées durant le traitement. Les données définitives proviennent d'un recensement réalisé par le ministère des Affaires municipales de chaque province.

3. Transferts -- Appariement des dépenses et des recettes :

Comme le programme englobe toutes les dépenses (y compris les transferts à d'autres administrations publiques) et toutes les sources de recettes (y compris les transferts reçus des autres administrations publiques), les données des deux sources sont appariées afin de corriger toute disparité, puisque ces opérations doivent être éliminées lors du processus de consolidation. Cet appariement s'applique non seulement aux transferts entre administrations publiques générales (p. ex., aux fins de la péréquation), mais aussi aux subventions et autres paiements versés à des entités des domaines de la santé, des services sociaux, de l'éducation et à d'autres entités similaires, qu'il s'agisse de transferts entre deux niveaux d'administration publique ou au sein d'une même administration publique. Les données sur les paiements de transferts sont extraites des registres de l'entité qui donne, tandis que celles sur les recettes de transferts proviennent des dossiers de l'entité qui reçoit. L'appariement de ces deux entrées permet de déceler les disparités et de les corriger, s'il y a lieu. Un exercice semblable est fait pour les opérations entre les composantes de l'administration publique en ce qui concerne l'achat de biens et de services (ventes de biens et de services) et le paiement d'intérêts (les revenus d'intérêts).

Actifs et passifs des administrations publiques

Les estimations sont calculées d'après les données de base rassemblées pour chaque unité institutionnelle faisant partie de la population étudiée.

Les processus mis en place pour optimiser l'exactitude des données sont les suivants :

1. Obtention de renseignements détaillés :

Les comptes publics publiés et les états financiers des administrations publiques locales ne contiennent pas toujours les données détaillées nécessaires pour convertir de façon précise les entrées des comptes publics requises pour les classifications du SGF et du SCNC. En général, l'application des codes de classification est d'autant plus précise que les données de base sont détaillées. La pratique consiste à obtenir d'abord les comptes publics, puis à s'adresser à chaque administration publique afin d'obtenir les détails supplémentaires nécessaires pour appliquer correctement les classifications. De plus en plus fréquemment, les administrations publiques transmettent leurs données par voie électronique, ce qui accroît l'exactitude de deux façons. En premier lieu, cette méthode de transmission élimine le risque d'erreurs de transcription inhérentes à l'extraction des données des versions imprimées des comptes publics et des documents financiers supplémentaires demandés. En deuxième lieu, les données électroniques sont nettement plus détaillées que les produits sur papier qu'elles remplacent, ce qui permet d'appliquer les classifications aux données détaillées et d'augmenter ainsi la précision.

2. Contrôle de la qualité durant le traitement :

De nombreuses opérations sont nécessaires pour transformer en estimations du SGF et du SCNC les données brutes extraites des comptes publics publiés et des renseignements supplémentaires obtenus. Toutes ces opérations font l'objet d'un contrôle de la qualité rigoureux, comme l'évaluation de la continuité chronologique, la validation des données et leur rapprochement.

3. Actif financier d'une composante de l'administration publique qui est un passif pour une autre composante :

Comme le programme englobe tous les éléments d'actif financier des administrations publiques (y compris ceux qui sont un passif pour une autre administration publique) et tous les éléments de passif (y compris ceux qui sont un actif pour d'autres administrations publiques), les données sur le passif et sur l'actif sont appariées afin de corriger toute disparité, puisque ces opérations doivent être éliminées durant le processus de consolidation. L'appariement de ces deux entrées permet de déceler les disparités et de les corriger, s'il y a lieu.

Lors du calcul de l'actif et du passif financiers consolidés des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales, la plupart des éléments d'actifs financiers d'une composante de l'administration publique qui représentent un passif pour une autre composante de l'administration publique sont éliminés ou déduits pour éviter une double comptabilisation. La consolidation du passif et de l'actif financier des administrations publiques provinciales, territoriales et locales par province se fait selon une méthode comparable.

Nous avons analysé les résultats d'enquête combinés avant leur diffusion. Il s'agit en général de procéder à un examen détaillé des réponses (surtout dans le cas des entreprises les plus grandes), à une analyse des conditions économiques générales et des tendances passées et à des comparaisons avec d'autres sources de données telles que les comptes publics et les budgets et prévisions budgétaires des administrations publiques.

Exactitude des données

Les données produites sont calculées pour une multitude d'entités de la composante des administrations publiques du secteur public. Statistique Canada n'a aucun contrôle sur l'exactitude des données d'entrées qui lui sont fournies, mais a la possibilité ultérieurement de consulter les états financiers vérifiés. Nous veillons à ce qu'aucune erreur ne soit introduite lors des contrôles informatisés en vue de vérifier la cohérence interne et de repérer les valeurs extrêmes et nous appliquons des procédures destinées à maximiser les possibilités de détection des erreurs inhérentes aux données.

La qualité intrinsèque des données d'entrée varie systématiquement dans le temps, les données les plus récentes (année courante) étant les moins fiables (et les moins détaillées), puisqu'elles sont basées essentiellement sur les prévisions budgétaires des administrations publiques. Puis, la fiabilité des données d'entrée augmente chaque année, à mesure qu'on s'éloigne de l'année de référence. Les comptes publics et les états financiers des administrations publiques locales font finalement l'objet d'une vérification, et ces comptes et états vérifiés servent de repères pour les données chronologiques.

En 2003, le Fonds monétaire international (FMI) a procédé à l'examen du programme des Statistiques de finances publiques de Statistique Canada afin de confirmer le respect des normes et codes du FMI. Ce dernier a établi un ensemble de 16 éléments en regard desquels doit être évalué tout programme statistique. Pour les 16 éléments, sauf un, le programme de Statistiques de finances publiques de Statistique Canada a obtenu la cote d'observance la plus élevée.

Nous faisons des efforts considérables pour que toutes les opérations de collecte et de traitement obéissent à des normes élevées, mais les estimations obtenues sont inévitablement entachées d'une certaine erreur. Il y a deux catégories d'erreurs qui se glissent dans l'information statistique, à savoir les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les erreurs non dues à l'échantillonnage ont des causes diverses et sont difficiles à mesurer. Leur importance peut varier selon la finalité des données. Comme exemples d'erreurs non dues à l'échantillonnage, on peut citer les lacunes dans l'information communiquée par les organismes du secteur public et les erreurs de traitement, notamment à l'étape de la saisie des données.

Les erreurs non dues à l'échantillonnage sont les seules qui interviennent dans les données de ce programme sur les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales et les commissions scolaires, puisqu'il n'y avait pas d'échantillonnage pour la production des estimations. Les estimations provisoires des recettes et dépenses des administrations publiques générales locales sont calculées en se fondant sur un échantillon probabiliste annuel représentatif des municipalités de chaque province ou territoire. Le plan de sondage couvre environ 13 % des unités qui constituent la population, ce qui représente environ 80 % de l'activité économique et assure que les municipalités les plus importantes fassent partie de l'échantillon. Des données sont recueillies auprès d'environ 480 des quelque 3 700 municipalités qui constituent l'ensemble de la population. Les municipalités de toutes tailles sont représentées. Le taux de réponse est d'environ 70 %. Les poids de sondage sont calculés d'après les chiffres de population et correspondent aux estimations de la population au milieu de l'année et étalonnées d'après le recensement de la population tous les cinq ans. Les données définitives sur les administrations publiques générales locales sont fondées sur les états financiers vérifiés de la plupart des municipalités au Canada, obtenus sous forme d'états sommaires provenant des dossiers administratifs des ministères provinciaux et territoriaux des Affaires municipales.

Comparabilité des données et sources liées

Les statistiques agrégées du Système de gestion financière (SGF) diffèrent souvent de celles qui sont publiées par les gouvernements des secteurs de compétence sur lesquels elles portent. Le SGF utilise pourtant des données détaillées provenant de ces secteurs de compétence comme entrées pour ses propres calculs. Souvent, les données d'entrée du SGF ne sont définitives que plusieurs années après la date de référence, et plus les données d'entrée sont récentes, plus elles sont susceptibles d'être révisées. Pour ce qui est des données du SGF des deux dernières années, celles de l'année la plus récente sont fondées principalement sur des prévisions budgétaires et celles de l'année précédente, sur des rapports annuels non vérifiés. Ces données finissent par être remplacées par des comptes publics/états financiers officiels publiés par chacun des secteurs de compétence sur lesquels porte le SGF. Pour Statistique Canada, la disponibilité ultérieure de ces données révisées ou définitives exige, par ricochet, que les données du SGF soient modifiées en conséquence. Bien que les données les plus récentes soient nécessairement moins fiables que les données vieilles de plusieurs années, l'utilisation d'information provisoire se traduit par de nettes améliorations sur le plan de la rapidité de publication. Les données sont maintenant publiées dans un délai de trois mois après la fin de la période de référence. Compte tenu de ce qu'apporte la rapidité de publication à la pertinence des données, cette option est dans l'intérêt des utilisateurs des données.

Par ailleurs, les séries annuelles sont continuellement évaluées au moyen d'une analyse de tendance, ainsi qu'à des comparaisons à d'autres séries financières pour en assurer la qualité et la cohérence. Par exemple, les données du secteur des administrations publiques sont comparées dans un processus d'étalonnage annuel aux statistiques des Comptes nationaux canadiens en ce qui concerne les tableaux Entrés–sorties ainsi que la série du Produit intérieur brut (PIB).

C'est en 1997-1998 qu'on a modifié la procédure de caractérisation des dépenses de l'administration publique générale et des établissements de santé et de services sociaux du palier provincial/territorial selon les fonctions « services de santé » et « services sociaux » et leurs sous-fonctions. Depuis 1997-1998, on dispose de détails supplémentaires sur les dépenses que les administrations publiques provinciales et territoriales consacrent à leurs programmes et activités, ce qui a permis une meilleure répartition des dépenses entre les fonctions « santé » et « services sociaux ». Ainsi, les données relatives à ces fonctions avant 1997-1998 ne seront comparables que si on agrège ces dernières.

Dans le Système de gestion financière, les statistiques ont fait l'objet d'amples révisions d'ordre méthodologique à l'occasion de ce qu'on a appelé la révision historique du Système canadien de comptabilité nationale (SCCN). On a ainsi mieux harmonisé le SGF et le SCCN. Les détails sur les modifications apportées aux statistiques SGF figurent dans le guide du « Système de gestion financière (68F0023-X) ». Nous avons étendu le champ d'observation du secteur public canadien pour pouvoir statistiquement décrire de nouvelles sous-composantes. À cause de cette amélioration des méthodes, les données de la présente édition de la publication ne sont pas directement comparables à celles des versions antérieures. On peut consulter les statistiques révisées du secteur public en harmonisation jusqu'à l'exercice 1988-1989 selon le cadre classificatoire du SGF.

Période de référence

Avec ces séries annuelles, nous visons à décrire pour une certaine période de référence ce que font les administrations publiques en production de biens et de services et en distribution correspondante de ressources dans l'économie. Les données financières des établissements de santé et de services sociaux et des administrations publiques générales provinciales ou territoires proviennent de sources administratives et couvrent la période d'avril à mars des exercices des administrations publiques. Il en est de même de la majorité des statistiques financières sur les entreprises publiques. L'exercice des administrations publiques municipales et des commissions scolaires correspond dans la plupart des cas à l'année civile. En revanche, la date de fin d'exercice des universités et collèges varie (mars, juin, septembre ou décembre).

Confidentialité

La Loi interdit à Statistique Canada de rendre publique toute donnée susceptible de révéler de l'information obtenue en vertu de la Loi sur la statistique et se rapportant à toute personne, entreprise ou organisation reconnaissable sans que cette personne, entreprise ou organisation le sache ou y consente par écrit. Diverses règles de confidentialité s'appliquent à toutes les données diffusées ou publiées afin d'empêcher la publication ou la divulgation de toute information jugée confidentielle. Au besoin, des données sont supprimées pour empêcher la divulgation directe ou par recoupement de données reconnaissables.

Limites des données

En raison de certaines contraintes de déclaration financière, nous n'avons pu obtenir de données de bilan des sous-composantes suivantes du secteur public : entreprises publiques locales, universités, collèges et établissements de santé et de services sociaux.

Pour se prêter à une analyse transversale ou longitudinale en série chronologique, les définitions des données doivent être les mêmes dans et entre les périodes. En d'autres termes, les différences et les similitudes des données doivent être réelles et ne pas s'expliquer par des changements de concepts ni de définitions pour leur production.

Que des données soient exploitables à des fins d'analyse dépend du cadre conceptuel de leur utilisation. Il importe donc de savoir que les administrations publiques emploient des conventions comptables différentes. Certaines déclarent leurs résultats selon la méthode de la comptabilité de caisse et d'autres selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Des corrections peuvent permettre d'harmoniser les données issues de l'application de ces diverses conventions, mais une conversion entière à un même cadre comptable est impossible. Ainsi, dans le Système de gestion financière (SGF) (méthode de la comptabilité de caisse modifiée), lorsqu'un gouvernement acquiert ou achète un bien immobilisé, les dépenses liées à cet achat sont imputées à la période de référence dans laquelle elles ont été faites. Pour les administrations publiques qui ont adopté la méthode de la comptabilité d'exercice pour toutes les opérations, cela nécessite le redressement de leurs données fondées sur les comptes publics, étant donné que ces administrations publiques ont capitalisé les dépenses relatives à l'acquisition du bien immobilisé et qu'elles en ont amorti le coût en fonction de sa durée de vie utile estimative. Le SGF rend compte des recettes fiscales selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, alors que certaines administrations publiques présentent dans leurs comptes publics ces recettes selon la méthode de la comptabilité d'exercice, d'où un écart entre les statistiques sur les recettes fiscales fondées sur le SGF ou celles qui sont basées sur les comptes publics.

L'administration publique évolue sans cesse dans sa structure. Une année, une fonction ou un service peut être assuré par un ministère et, l'année suivante, la responsabilité peut en être confiée à un organisme indépendant ou même passer en sous-traitance. Il serait donc difficile de comparer d'année en année les structures de déclaration et les opérations financières sans d'abord apporter de nombreuses corrections aux données de base. On a conçu le Système de gestion financière pour un remplacement des formes diverses des rapports financiers des administrations publiques en établissant des séries statistiques homogènes qui permettent d'utiles comparaisons avec les divers rapports, financiers ou non, en provenance des pouvoirs publics.

Plusieurs facteurs nuisent à une comparabilité intergouvernementale complète des données du Système de gestion financière. Ainsi, les opérations intergouvernementales ne sont pas toujours déclarées au même moment par les deux parties et les fins d'exercice peuvent aussi différer. Précisons en outre que les responsabilités se partagent différemment entre les paliers de l'administration publique et que les niveaux de service varient également. Nous n'avons nullement tenté de corriger les données en fonction de l'hétérogénéité de la prestation des services publics à tout palier ou entre paliers. Il reste que la convention de consolidation du SGF, qui permet de regrouper deux niveaux d'administration publique et plus en une même unité de consolidation (administrations publiques provinciales et locales, par exemple), vient considérablement réduire l'incidence de cette hétérogénéité des services. Nous nous efforçons constamment de rendre les mesures plus utiles par l'adoption de concepts, de définitions et de cadres et de systèmes classificatoires uniformes.

Classification des recettes et des dépenses de l'administration publique

Recettes

Recettes de sources propres

Impôts sur le revenu

- (a) **Impôts sur le revenu des particuliers**– Cette catégorie comprend les prélèvements généraux sur le revenu des particuliers et les bénéfices des entreprises non constituées en société, ainsi que les prélèvements spéciaux sur le revenu, telle une surtaxe, auxquels les administrations publiques recourent de temps en temps. Le produit de l'impôt sur les gains de capital des particuliers et des entreprises non constituées en société est également inclus. Les crédits d'impôt remboursables font également partie de cette catégorie et sont ramenés à leur valeur brute aux fins de leur inscription aux comptes des recettes ou des dépenses.
- (b) **Impôts sur les profits des sociétés**– Cette catégorie comprend la plupart des impôts levés par les administrations publiques fédérale et provinciales sur les bénéfices imposables des sociétés. Les impôts spéciaux levés à l'occasion sur les sociétés et les crédits d'impôt remboursables sont également inclus. Ils sont ramenés à leur valeur brute aux fins de leur comptabilisation à titre de recettes et de dépenses. L'impôt fédéral sur le revenu des sociétés est également inclus dans cette catégorie.
- (c) **Impôts sur l'exploitation minière et forestière**– Cette catégorie représente les impôts particuliers qui sont parfois levés sur les bénéfices des sociétés du secteur des ressources naturelles. Elle comprend aussi les crédits d'impôt remboursables que l'on ramène à leur valeur brute aux fins de leur comptabilisation à titre de recettes et de dépenses. Antérieurement, les impôts visés étaient traités comme des recettes tirées des ressources naturelles.
- (d) **Impôts directs des non résidents**– Cette catégorie comprend l'impôt fédéral retenu à la source sur les versements aux non résidents (particuliers ainsi que sociétés) de dividendes, d'intérêts, de loyers, de redevances, de pensions alimentaires, d'honoraires de gestion et de sommes provenant d'arrangements fiduciaires ou successoraux, ainsi que les retenues visant les compagnies d'assurance Étrangères.
- (e) **Autres impôts sur le revenu**– Cette catégorie regroupe tous les impôts sur le revenu qu'on ne peut classer ailleurs.

Taxes à la consommation

- (a) **Taxes générales de vente**– Il s'agit du produit de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et des taxes provinciales sur les ventes au détail. En avril 1996, l'administration publique fédérale a conclu une entente avec trois provinces (Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse) en vue d'harmoniser la taxe de vente provinciale et la TPS fédérale. Les remises de l'administration publique fédérale à ces trois provinces au titre de la taxe de vente harmonisée (TVH) rentrent également dans la présente catégorie.
- (b) **Taxes sur les boissons alcoolisées**– Comprend la Taxes d'accise sur le nombre de gallons d'alcool, ainsi tout impôt spécial, taxe ou droit d'accise perçu sur la production et la vente de boissons alcoolisées.

- (c) **Taxes sur le tabac**– Cette catégorie englobe les impôts spéciaux, comme la taxe d'accise, les droits d'accise et les taxes provinciales particulières, prélevés sur la production et la vente des produits du tabac. Les taxes générales de vente et les droits de douane applicables à ces produits sont comptabilisés sous les rubriques portant ces titres, respectivement.
- (d) **Taxes sur les divertissements**– Cette catégorie regroupe les taxes perçues sur les droits d'entrée dans les cinémas et les théâtres ainsi que sur les activités récréatives, culturelles et autres divertissements. Les taxes levées par les administrations publiques provinciales sur les paris mutuels des champs de course et sur les jeux de hasard des casinos rentrent aussi dans cette catégorie.
- (e) **Taxes sur les carburants**– Cette catégorie regroupe le produit des taxes spéciales sur l'essence, le carburant pour aéronef, le carburant diesel, le propane et d'autres substances utilisées comme carburant.
- (f) **Droits de douane**– Cette catégorie concerne uniquement le palier fédéral; elle comprend le produit des droits imposés sur les marchandises importées au Canada, comme les biens manufacturés, les aliments, les boissons et le tabac.
- (g) **Bénéfices remis tirés de la vente des boissons alcooliques**– Cette catégorie englobe l'ensemble des bénéfices remis par les régies des alcools appartenant à l'État. Puisque ces régies fonctionnent comme des monopoles fiscaux, leurs bénéfices sont traités comme des taxes sur les produits (impôts indirects).
- (h) **Bénéfices remis tirés des jeux de hasard**– Cette catégorie englobe l'ensemble des bénéfices remis par les loteries et autres sociétés de jeux appartenant à l'État. Comme ces loteries et autres sociétés sont des monopoles fiscaux, leurs bénéfices sont traités comme des taxes sur les produits (impôts indirects).
- (i) **Autres taxes à la consommation**– Cette catégorie englobe la taxe de transport aérien, les taxes sur les repas et les chambres d'hôtel, ainsi que les taxes à la consommation diverses.

Impôts fonciers et impôts connexes

- (a) **Impôts fonciers généraux**– Au Canada, l'imposition des biens immobiliers (terrains et construction) est répartie entre les administrations publiques provinciales et locales. Dans les données statistiques sur les administrations publiques provinciales, le produit de l'impôt foncier n'inclut pas les montants perçus pour les administrations publiques locales qui leur sont versés; les administrations publiques locales, quant à elles, ajoutent à l'impôt foncier qu'elles perçoivent elles-mêmes le montant qui est perçu en leur nom et qui leur est versé. Les biens immobiliers que possèdent et occupent la plupart des administrations publiques sont exonérés de l'impôt foncier. Pour compenser une administration publique pour la perte de recettes due à cette exemption, les administrations publiques fédérale et provinciales versent une compensation tenant lieu de taxe foncière aux administrations publiques provinciales et locales qui lèvent les impôts fonciers. Cette catégorie englobe les prélèvements sur terrains (redevances forfaitaires d'exploitations perçus sur les propriétés foncières qui bénéficient d'améliorations locales ou d'aménagements durables supplémentaires), les Impôts fonciers particuliers (impôt levé par une municipalité sur un groupe particulier de propriétés en paiement d'un service, comme l'installation de trottoirs, ne visant que ces propriétés), de même que les compensations tenant lieu de taxes foncières.
- (b) **Impôts sur le capital**– Cette catégorie comprend l'impôt prélevé par les administrations publiques provinciales sur le capital versé aux sociétés. L'impôt prélevé par le gouvernement fédéral sur le capital versé aux sociétés fait partie des impôts fédéraux sur le revenu des sociétés.
- (c) **Autres impôts fonciers et impôts connexes**– Cette catégorie comprend les droits de cession immobilière, les taxes d'affaires et les impôts sur le patrimoine.

Autres impôts

- (a) **Impôts sur la masse salariale**– Cette catégorie englobe les recettes fiscales correspondant aux cotisations versées par les employeurs au prorata des traitements et salaires. Dans certaines provinces, le produit de ces charges sert à financer plusieurs fonctions, tandis que dans d'autres, il est affecté spécialement au financement des services de santé et(ou) d'éducation ou de formation des travailleurs. En 1998, quatre provinces, à savoir Terre-Neuve, le Québec, l'Ontario et le Manitoba, percevaient des impôts sur la masse salariale. Les contributions des employeurs au RPC, au RRQ, au régime d'assurance emploi etc., dont le montant, dans une certaine mesure, se fonde également sur les salaires et traitements, sont comptabilisées sous la rubrique « Contributions aux régimes d'assurance sociale ».
- (b) **Immatriculation (droits et permis) des véhicules automobiles**– Cette catégorie regroupe les produits des droits d'enregistrement, des permis de conduire et d'autres droits relatifs à la propriété et à l'utilisation de véhicules automobiles.
- (c) **Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles**– Cette catégorie comprend les taxes perçues au titre de la propriété privée ou de la production de ressources naturelles. La taxe sur la propriété franche des droits miniers rentre dans cette catégorie. Les droits de permis versés pour pouvoir entreprendre des activités touchant les ressources naturelles, à l'exception des activités d'exploration, sont également inclus.
- (d) **Impôts divers**– Cette catégorie englobe les primes d'assurances-agricoles, les impôts sur les primes d'assurance, les permis de chasse et de pêche, les permis de vente d'alcool et autres licences et permis, les amendes et pénalités imposées aux entreprises, ainsi que les dons des entreprises.

Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments

Cette catégorie comprend les primes perçues par certaines provinces et utilisées spécialement pour financer les régimes d'assurance-hospitalisation et soins médicaux et d'assurance-médicaments.

Contributions aux régimes de sécurité sociale

Ces contributions sont ventilées selon cinq catégories : cotisations au régime d'assurance-emploi; cotisations aux commissions des accidents du travail; contributions aux régimes de retraite non provisionnés; cotisations au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec; cotisations au Régime provincial d'assurance parentale du Québec; autres contributions aux régimes de sécurité sociale.

Vente de biens et de services

En qualité de fournisseurs de biens et de services publics, les entités qui font partie de la composante des administrations publiques du secteur public entreprennent des opérations de nature commerciale avec les organismes ou particuliers du secteur privé et avec d'autres entités de la composante des administrations publiques. Les recettes qu'elles tirent de ces opérations sont classées dans la catégorie « Vente de biens et de services », que l'on pourrait définir comme les rentrées de droits et redevances payées au prorata du coût de la distribution des biens et des services publics fournis aux payeurs.

Revenus de placements

Cette catégorie comprend les redevances sur les ressources naturelles, les bénéfices commerciaux remis, les intérêts et les autres revenus de placements.

Autres recettes de sources propres

Cette catégorie englobe les autres amendes et pénalités, les transferts de nature capitale de sources propres, les dons et diverses recettes de sources propres.

Transferts

Transferts à des fins générales en provenance d'autres composantes de l'administration publique

Les transferts à des fins générales sont ventilés selon le palier d'administration publique d'où provient le transfert. Les transferts en provenance de l'administration publique fédérale sont catégorisés comme suit : Transferts de capitaux en provenance de l'administration publique; Subventions statutaires; Part de l'impôt fédéral sur les dividendes privilégiés et sur les bénéficiaires de certaines entreprises de services publics; Paiements de garantie des recettes fiscales; Péréquation; Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux; Réciprocité fiscale; Paiements de stabilisation fiscale.

Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique

Les transferts à des fins particulières sont ventilés selon le palier d'administration publique qui les accorde. Cette catégorie couvre les transferts qui s'appliquent à des activités particulières, comme les transferts de l'administration publique fédérale aux provinces pour l'amélioration de certaines autoroutes, les transferts des administrations publiques provinciales aux municipalités pour la collecte des eaux usées et l'élimination des déchets, ainsi que les transferts des administrations publiques provinciales aux établissements d'enseignement et de la santé pour les aider à financer leurs activités.

Dépenses

Services généraux de l'administration publique

Cette catégorie englobe les services exécutifs et législatifs, l'administration publique générale et les autres dépenses de nature générale.

Protection de la personne et de la propriété

Cette catégorie comprend tous les frais encourus pour dispenser les services destinés à assurer la sécurité des personnes et de la propriété. La protection dépasse la simple sauvegarde contre des attaques extérieures et des actions criminelles; elle couvre aussi les mesures destinées à protéger les particuliers de toute négligence et de tout abus, ainsi que celles qui ont pour objet d'assurer la bonne marche des affaires de la société. Cette catégorie englobe la défense nationale, les cours de justice, les services correctionnels et de réadaptation, les services de police, la lutte contre les incendies et les services de réglementation.

Transports et communications

Cette catégorie couvre les dépenses reliées à toutes les phases de l'acquisition, de la construction, de l'exploitation et de l'entretien des installations et du matériel de transport et de communication pertinents ainsi que celles qui sont affectées à l'ingénierie et aux relevés techniques connexes. Cette catégorie inclut les transferts des administrations publiques à leurs entreprises publiques qui s'occupent d'activités de transport, en particulier les services de transport en commun et les services ferroviaires. La catégorie englobe le transport aérien, le transport routier, le transport en commun, le transport par chemin de fer, le transport maritime, le transport par pipelines et les télécommunications.

Santé

Cette fonction regroupe les dépenses engagées par les administrations publiques pour s'assurer que tous les citoyens aient accès à tous les services de santé nécessaires. On classe à cette fonction les dépenses des entités connexes des hôpitaux, c'est-à-dire les entités qui existent pour fournir des biens et des services aux patients, aux membres du personnel et à d'autres (services de restauration, stationnement, etc.). Les établissements de soins pour bénéficiaires internes et d'autres établissements de santé et de services sociaux fournissant des soins médicaux et des services d'infirmières autorisées sont considérés comme des établissements offrant des services de santé, tandis que ceux qui offrent le gîte et le couvert mais ne prodiguent que peu de services médicaux et infirmiers, voire aucun, sont considérés comme des établissements fournissant des services sociaux. La fonction de la santé comprend quatre sous-fonctions.

- (a) **Soins hospitaliers**– Cette sous-fonction couvre les dépenses relatives à toutes les formes de services hospitaliers, c'est-à-dire ceux fournis par les hôpitaux généraux et par les maisons spécialisées pour les maladies graves, les maladies chroniques, les maladies mentales, la convalescence et l'isolement. Les dépenses relatives aux écoles de sciences infirmières rattachées aux hôpitaux sont aussi incluses. Si ces écoles relèvent du ministère de l'Éducation, les dépenses pertinentes sont imputées à la sous-fonction « Enseignement post secondaire ». Les dépenses de tous les hôpitaux (privés, publics, religieux, etc.) sont imputées à cette sous-fonction, sauf celles des hôpitaux des forces armées et des anciens combattants, dont les dépenses sont imputées aux sousfonctions « Défense nationale » et « Prestations aux anciens combattants », respectivement.
- (b) **Soins médicaux**– Cette sous-fonction englobe toutes les dépenses relatives aux programmes généraux de soins médicaux et de médicaments, aux services de dentisterie et d'infirmières visiteuses ainsi qu'aux services de consultations externes. Elle inclut aussi les dépenses pour soins médicaux des hôpitaux et des établissements publics de soins pour bénéficiaires internes, celles des commissions des accidents du travail et d'autres établissements publics de santé et de services sociaux. Les transferts aux établissements privés de soins pour bénéficiaires internes et à d'autres établissements privés de santé et de services sociaux visant le financement des services médicaux qu'ils prodiguent sont également imputés à cette sousfonction.
- (c) **Soins préventifs**– Cette sous-fonction inclut une grande variété de dépenses destinées à prévenir les maladies ou à en atténuer les effets. Elle couvre les services de santé publique, les services de dépistage des maladies contagieuses (y compris l'immunisation, le traitement, l'isolement et la quarantaine à l'extérieur des hôpitaux), les services d'inspection des aliments et des médicaments, les hôpitaux qui offrent des services préventifs aux malades, les établissements publics (non situés dans les hôpitaux, comme les établissements de soins pour bénéficiaires internes et d'autres établissements de santé et de services conseils sur l'hygiène et la nutrition, et les organismes publics engagés dans la recherche sur les causes et les conséquences de maladies et de toxicomanies particulières (comme les fondations dédiées au traitement du cancer). Dans cette sous-fonction on retrouve les transferts aux établissements privés qui prodiguent des soins préventifs, c'est-à-dire les établissements privés de soins pour bénéficiaires internes.
- (d) **Autres services de santé**– Cette sous-fonction regroupe les dépenses relatives aux établissements qui se spécialisent dans le traitement des déficients mentaux ou des personnes souffrant de troubles affectifs et aux services de laboratoire et de diagnostic, les subventions accordées aux organismes paramédicaux et les dépenses relatives à d'autres services liés à la santé, comme l'administration des ministères de la Santé, la statistique de la santé, la formation du personnel des établissements de santé, la réadaptation, les services ambulanciers, ainsi que les indemnités versées aux personnes blessées et à celles qui sont à leur charge, lorsque ces indemnités ne peuvent être attribuées aux autres sous-fonctions. Les dépenses pour la protection de la santé et l'inspection sanitaire, ainsi que les dépenses des entités connexes des établissements de santé et de services sociaux sont également incluses. Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est également inclus dans cette catégorie.

Services sociaux

La portée de cette fonction dépasse le concept de bien-être social qui englobe l'aide (transferts) et les services prodigués aux particuliers si désavantagés que les services universels de sécurité sociale ne permettent pas de leur procurer le bien-être nécessaire ou qui ne remplissent pas les conditions pour bénéficier de ces services. Cette fonction englobe les mesures prises par l'administration publique, soit seule, soit en collaboration avec les citoyens, pour venir en aide aux personnes ou aux familles dont le bien-être est rendu précaire par un concours de circonstances incontrôlables, ou pour prévenir de telles situations. La fonction comprend les six sousfonctions suivantes :

- (a) **Assistance sociale**– Cette sous-fonction regroupe les paiements de transfert (y compris les crédits d'impôt remboursables) ayant pour objectif d'aider les particuliers et les familles à maintenir un niveau de revenu socialement acceptable. Bien que considérées comme une forme d'aide au revenu, les indemnités pour accident du travail, les prestations au titre des régimes de retraite des employés, les allocations aux anciens combattants et les indemnités aux victimes d'accidents d'automobiles sont imputées à une sous-fonction distincte. La présente sous-fonction comprend les dépenses relatives aux prestations de bien-être général accordées aux personnes désavantagées, aux crédits d'impôt remboursables et aux rabais d'impôt accordés aux particuliers ou aux familles à revenu faible et moyen. (Ces crédits et rabais d'impôt sont devenus de plus en plus des instruments de la politique sociale visant à annuler l'impôt que doivent verser les personnes âgées ou désavantagées, comme les crédits d'impôt foncier et de taxe de vente), les dépenses au titre des régimes contributifs, dont le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, et des régimes non contributifs, comme la Sécurité de la vieillesse (y compris le Supplément de revenu garanti), les allocations familiales et les prestations pour enfants versées aux termes des programmes des administrations publiques fédérale et provinciales, les prestations d'assurance-emploi, les prestations du Régime provincial d'assurance parentale, le supplément de loyer, les allocations au conjoint et les allocations aux aveugles et aux personnes handicapées. Les coûts administratifs relatifs à ces programmes sont également inclus.
- (b) **Indemnités aux victimes d'accidents du travail**– Cette sous-fonction inclut les dépenses administratives et le versement d'autres indemnités que celles couvrant les services de réadaptation et de soins médicaux, liées aux programmes d'indemnisation des accidents du travail.
- (c) **Prestations et autres paiements des régimes de retraite**– Cette sous-fonction regroupe les dépenses relatives aux opérations suivantes : (i) Prestations de retraite et autres prestations versées au titre des régimes de pension qui sont intégrés au cadre budgétaire de l'administration publique (régimes à mode de financement au fur et à mesure) comme le régime de retraite de la Fonction publique de la Saskatchewan et (ii) Les prestations de retraite et autres prestations versées au titre des régimes de pensions non provisionnés, c'est-à-dire les régimes dont les comptes sont entièrement séparés dans le Fonds consolidé du revenu, sans toutefois qu'ils représentent des unités institutionnelles distinctes comme le Compte de pension de retraite de la Fonction publique de l'administration publique fédérale, de mêmes que les excédents annuels (contributions de l'employé et de l'employeur plus les intérêts gagnés, moins les pensions et les bénéfices déboursés) des régimes de pension non-provisionnés, qui est considérée comme une créance de l'administration publique à l'égard des ménages.
- (d) **Prestations aux anciens combattants**– Cette catégorie englobe, outre les frais administratifs, les prestations de retraite, les allocations et les subventions, les dépenses afférentes à l'administration des hôpitaux pour anciens combattants, à la fourniture de produits médicaux et de prothèses, à la prestation de services médicaux, d'enseignement et de bien-être social, ainsi qu'aux remises de dettes en vertu de la Loi sur les terres visant les anciens combattants.
- (e) **Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile**– Cette sous-fonction inclut les indemnités versées aux victimes de dommages corporels prévues par les régimes d'assurance automobile des administrations publiques.

- (f) **Autres services sociaux**– Cette sous-fonction regroupe les dépenses associées aux services rendus aux personnes âgées, aux personnes incapables de mener une vie normale à cause d'un handicap physique ou mental, aux personnes provisoirement incapables de travailler à cause d'une maladie, aux ménages ayant des enfants à charge, aux personnes qui survivent à un conjoint, à un parent, etc. et à d'autres personnes dans le besoin. Elle inclut aussi les dépenses directes des établissements publics (hôpitaux, établissements de soins pour bénéficiaires internes, autres établissements de santé et de services sociaux) qui fournissent des services sociaux et les transferts aux organismes privés (comme les établissements de soins pour bénéficiaires internes) qui fournissent des services similaires.

Éducation

Cette fonction comprend les frais de mise en place, d'amélioration et de fonctionnement des systèmes d'éducation et la fourniture de services particuliers d'enseignement. On y retrouve aussi les dépenses des entités connexes des collèges et universités, c'est-à-dire les entités qui fournissent des biens et des services aux étudiants, aux membres du personnel et à d'autres personnes (librairies, services de restauration, résidences, stationnement). Elle est ventilée en quatre sous-fonctions, à savoir :

- (a) **Éducation primaire et secondaire**– Cette sousfonction regroupe les dépenses associées aux services d'enseignement de la maternelle à la fin de l'école secondaire. Elle comprend aussi les dépenses affectées à la formation technique et professionnelle dispensée au niveau secondaire, celles relatives à l'administration publique générale et au maintien des normes, aux contributions des administrations publiques, à titre d'employeurs, aux régimes de retraite des enseignements, à l'aide aux étudiants, à la construction de bâtiments et au fonctionnement des programmes d'enseignement. On y classe les dépenses pour le transport des étudiants, les manuels scolaires, les ordinateurs ainsi que le matériel et les fournitures didactiques. Les écoles pour handicapés, ainsi que celles pour Indiens et Inuits et les transferts aux écoles primaires et secondaires privées appartiennent aussi à cette sous-fonction.
- (b) **Éducation post-secondaire**– Cette fonction concerne le genre d'enseignement généralement dispensé par les universités, les collèges communautaires décernant ou ne décernant pas de diplôme et les établissements d'enseignement spécialisé. Ces établissements comptent les écoles normales, les instituts techniques avancés et les collèges communautaires, les CÉGEPs, les conservatoires de musique et les écoles qui se spécialisent dans la formation des artistes, ainsi que les cours de sciences infirmières offerts par les universités et les collèges. Cette catégorie inclut les transferts et les dépenses directes imputées au fonctionnement des universités, des collèges et des établissements fournissant ce genre d'enseignement. On y classe également les bourses d'études et les autres formes d'aide financière aux étudiants (exonération de remboursement de prêts, exemption des intérêts, etc.), ainsi que les crédits remboursables d'impôt pour études. Les catégories de dépenses couvertes par cette sous-fonction sont essentiellement les mêmes que celles mentionnées à la sous-fonction « Éducation primaire et secondaire ».
- (c) **Services particuliers de recyclage**– Cette sousfonction comprend les dépenses engagées pour rehausser le niveau d'habileté et de compétence des particuliers. Elle inclut le coût des cours offerts aux termes du Programme fédéral de formation de la main d'oeuvre et du nouvel accord sur le développement du marché du travail, les achats de services de formation en milieu de travail à l'intention des bénéficiaires de l'assurance-chômage, les allocations en espèces ou les subventions accordées aux travailleurs et aux personnes prêtes à travailler qui suivent une formation, les crédits d'impôt visant à encourager les sociétés à offrir une formation systématique à leurs employés et d'autres services semblables. Les dépenses relatives à la formation des policiers, qui sont imputées à la fonction « Protection de la personne et de la propriété » sont exclues.

- (d) **Autre éducation**– Cette sous-fonction regroupe les dépenses qui ne peuvent être classées dans aucune autre sous-fonction ou qui en chevauchent plusieurs. On inclut les dépenses d'administration générale des ministères de l'Éducation, le coût de l'activité statistique et de la recherche relative à la fonction d'éducation et les dépenses des programmes d'apprentissage. Les versements faits par une administration publique à une autre administration publique ou à un organisme du secteur privé pour favoriser l'apprentissage des langues officielles, ainsi que les coûts de cours spéciaux, comme les cours du soir et les cours par correspondance, font également partie de cette catégorie. Les dépenses des entités connexes des collèges et des universités, comme les librairies et les cafétérias sont aussi incluses.

Conservation des ressources et développement de l'industrie

Cette catégorie regroupe une vaste gamme de services liés à la conservation et à l'exploitation des ressources naturelles, ainsi qu'au développement et à la promotion de l'industrie. On la ventile dans les sous-catégorie suivante : agriculture, chasse et pêche, pétrole et gaz, forêts, mines, énergie hydraulique et tourisme.

Environnement

Quoique certaines composantes de cette fonction aient des points communs avec certaines sous-fonctions de la « Protection de la personne et de la propriété » ou de la « Santé », on les regroupe ici parce qu'elles visent toutes à assurer l'environnement le plus propice qui soit au genre humain et à réduire au minimum les effets nuisibles de la vie moderne sur cet environnement. Cette catégorie englobe les activités suivantes : approvisionnement en eau et épuration de l'eau, canalisations d'égout et épuration des eaux-vannes; enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets; contrôle de la pollution; autres services environnementaux.

Loisirs et culture

Cette fonction a pour objet de mesurer la participation de l'administration publique dans le domaine des loisirs à travers le développement, l'amélioration ou l'exploitation d'installations de loisirs ou par le versement de fonds à des particuliers et à des organismes privés qui se spécialisent dans la promotion des activités de loisirs.

Travail, emploi et immigration

Cette fonction regroupe les dépenses liées à l'établissement et à la promotion de bonnes relations de travail et de conditions d'emploi équitables, ainsi qu'à divers programmes d'immigration.

Logement

Cette fonction inclut maintenant toutes les dépenses de l'administration publique dans le secteur du logement, sauf les transferts (supplément au loyer) destinés à alléger les frais locatifs courants des particuliers que l'on impute à la sous-fonction « Aide sociale ».

Affaires extérieures et aide à l'étranger

Cette fonction regroupe les dépenses entraînées par les relations officielles que le Canada entretient avec d'autres états souverains. Cette fonction inclut les contributions destinées à favoriser la croissance économique et à améliorer les conditions sociales dans les pays étrangers, comme les dépenses de l'Agence canadienne de développement international. (Les dépenses occasionnées par la promotion à l'étranger du commerce et de l'immigration et par les échanges culturels avec d'autres pays sont classées respectivement sous « Commerce et industrie », « Immigration » et « Culture ».)

Planification et aménagement des régions

Cette fonction couvre les dépenses relatives aux affaires et aux services de développement communautaire et régional. Cette catégorie englobe les dépenses liées aux à l'urbanisme et au zonage, ainsi qu'à l'aménagement des agglomérations urbaines et des régions.

Établissements de recherche

Cette fonction comprend les dépenses imputables aux organismes tels le Conseil national de recherches du Canada et certains établissements de recherche provinciaux, dont l'activité principale est la recherche scientifique pure ou appliquée et la mise en oeuvre des découvertes résultant de ces activités. Elle inclut aussi les subventions accordées aux particuliers et aux établissements privés qui poursuivent des travaux de recherche du même genre, ainsi que les crédits d'impôt remboursables au titre de la recherche et du développement. Par contre, elles ne couvrent pas les dépenses du Conseil de recherches médicales qui sont imputées à la fonction « Santé ».

Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique

Comme les recettes, les transferts entre administrations publiques sont classés et définis selon le palier d'administration publique qui les fournit. Les principaux transferts fédéraux à des fins générales sont décrits au paragraphe 6.15. Les transferts tenant lieu d'impôt foncier, qui, avant la Révision historique de 1997, étaient imputés à cette fonction sont maintenant portés au compte de la fonction à laquelle ils se rapportent. On inclut dans la présente fonction le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) qui remplace les transferts en vertu des accords sur le Financement des programmes établis (FPE) et du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) qui rentraient dans la catégorie des transferts à des fins particulières et le transfert à l'administration publique fédérale par l'administration publique du Québec du produit des 3,0 points d'impôt sur le revenu des particuliers accordés à la province aux termes de l'ancien Programme des allocations aux jeunes. Les transferts à des fins particulières ne sont pas inclus ici. En effet, comme ils sont accordés à condition que le bénéficiaire mette en place des programmes particuliers, ils sont imputés aux fonctions correspondantes.

Service de la dette

Cette fonction comprend les sousfonctions « Intérêts » et « Autres frais de la dette ». On exclut le remboursement de la dette, ainsi que les gains et pertes réalisés et non réalisés sur les opérations de change. Ces derniers sont maintenant portés au compte financier et ne sont plus considérés comme des dépenses.

Autres dépenses

Cette catégorie regroupe les dépenses que l'on ne peut imputer à aucune autre fonction. On s'en sert parfois durant les cycles d'estimation du budget des dépenses pour inclure des réserves pour éventualités destinées principalement à parer des modifications imprévues de l'activité économique. Elle inclut aussi les ajustements compensateurs et les écarts résiduels de l'exercice de consolidation.

Classification de l'actif et du passif de l'administration publique

Actif financier

Encaisse et dépôts

Cette catégorie d'actif englobe les pièces de monnaie, les billets de banque, les mandats, les bons de poste, les chèques, les traites à vue, les montants en transit, les soldes des dépôts à vue, à préavis et à terme dans les banques et autres institutions financières comme l'Alberta Treasury Branches. Les dépôts à vue encaissables sont classés dans la catégorie des dépôts à terme où l'on fait la distinction entre les devises canadiennes et étrangères. Les avoirs en devises étrangères sont comptabilisés à leur valeur en dollars canadiens, calculée au taux de change de clôture courant.

Comptes débiteurs

Cette catégorie regroupe toutes les créances sur les comptes débiteurs découlant de la vente de biens et de services. Elle comprend aussi les produits enregistrés avec la méthode de comptabilité d'exercice, les subventions courues et les rajustements résiduels entre fonds et entre administrations publiques que nécessite la consolidation des comptes débiteurs. Cette catégorie se limite au revenu gagné, non encore perçu, qui sera vraisemblablement encaissé dans un avenir proche (comme les recettes à recevoir sur les biens ou services livrés). On distingue six catégories de débiteurs. Les « impôts » englobent tous les impôts provinciaux, territoriaux et municipaux à recevoir, y compris les arriérés. La catégorie des « intérêts » est explicite, tandis que celle des « comptes clients » sert à déclarer les montants exigibles à la suite de la vente de biens et de services. Les créances sur les comptes débiteurs résultant de transfert à des fins générales et de transferts à des fins particulières sont classées sous les rubriques « Composantes de l'administration publique » et toutes les créances dues aux administrations publiques par leurs entreprises sont classées sous la rubrique « Entreprise publique ». Enfin, les autres sommes que les impôts, les intérêts et les comptes clients identifiables que les membres du public doivent aux administrations publiques rentrent dans la catégorie résiduelle « Autres ».

Avances

Il s'agit de prêts, d'avances et d'autres créances qui ne peuvent être ni vendus, ni échangés sur le marché. Les transactions résiduelles liées aux avances entre l'administration publique et ses fonds spéciaux ainsi que les ajustements entre les différents paliers d'administrations publiques sont aussi incluses pour fins de consolidation. Les administrations publiques mettent des fonds directement à la disposition d'autres administrations publiques, de sociétés d'État et d'autres entités.

Titres

Cette catégorie comprend tous les titres détenus, qu'ils aient été acquis à des fins d'intérêt public (par exemple, pour garantir des prêts) ou de placements par l'entremise de courtiers en valeurs mobilières (titres négociables). Elle inclut aussi certains placements interadministrations qui constituent des titres non négociables.

Autres éléments d'actif financier

Cette catégorie comprend les éléments d'actif financier qu'on ne peut classer dans une catégorie plus précise. Elle englobe les soldes débiteurs des comptes en souffrance et sert aussi aux écritures de régularisation relatives au montant résiduel résultant de la consolidation des postes d'autres éléments d'actif financier.

Passif

Découverts bancaires

Les découverts bancaires comprennent les comptes à découvert, les marges de crédit ainsi que la valeur des chèques en circulation.

Comptes créditeurs

Cette catégorie comprend les sommes dues aux créditeurs pour l'achat de biens ou de services. Elle inclut aussi les charges enregistrées avec la méthode de comptabilité d'exercice, les subventions courues et les rajustements résiduels entre fonds et administrations publiques que nécessite la consolidation des comptes créditeurs.

Avances

Cette catégorie correspond à celle du même nom dans les comptes de l'actif. Toutefois, on la subdivise en un nombre moins élevé de sous-groupes, conformément aux pratiques d'emprunt des administrations publiques. Aucune émission de titres ne fait partie de cette catégorie. On y précise si les avances sont remboursables en devises canadiennes ou étrangères.

Pièces en circulation

Il s'agit d'une dette de l'administration publique fédérale représentant la valeur de toutes les pièces détenues par les particuliers et les autres secteurs de l'économie. Cet élément du passif de l'administration publique fédérale n'est pas inscrit dans les comptes publics. Les chiffres sont fournis par la Monnaie royale canadienne. Les billets de banque ne sont pas déclarés dans cette catégorie, puisqu'ils représentent un élément de passif de la Banque du Canada.

Bons du Trésor

Les bons du Trésor à court et à long terme sont compris dans cette catégorie. Les bons du Trésor ne produisent pas d'intérêt, mais ils sont vendus à escompte et viennent à échéance au pair (c'est-à-dire à leur valeur nominale).

Bons du Canada

Cette catégorie regroupe les bons du Trésor à court terme que le gouvernement du Canada vend uniquement sur le marché monétaire des États-Unis.

Effet à court terme

Cette catégorie regroupe les instruments à court terme autres que les bons du Trésor et les bons du Canada qui sont émis en devises canadiennes et étrangères et négociés sur le marché monétaire.

Obligations d'épargne

Contrairement à tous les autres genres d'obligations les obligations d'épargne du Canada peuvent être encaissées par leur propriétaire en tout temps à leur valeur nominale. Ces obligations sont non transférables et non négociables (autrement dit, elles ne sont pas échangées sur le marché obligataire); leur prix ne fluctue donc pas et elles peuvent être encaissées en tout temps à leur pleine valeur au pair. Le prix de rachat des obligations d'épargne du Canada est donc égal à leur valeur nominale plus l'intérêt accumulé. Les obligations d'épargne du Canada ne peuvent être achetées que par des Canadiens ou au nom de Canadiens.

Obligations

Il s'agit d'un titre de créance aux termes duquel l'émetteur promet de payer au détenteur un montant précis d'intérêt pendant une période précise et de rembourser le prêt quand celui-ci vient à échéance. Le tableau explicatif qui suit illustre les principaux acheteurs d'obligations négociables et non négociables.

Tableau explicatif 1
Principaux acheteurs d'obligations publiques

Obligations de l'administration publique fédérale	Obligations des administrations publiques provinciales et territoriales	Obligations des administrations publiques locales
Régime de pensions du Canada Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public	Régime de pensions du Canada Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public	Ne s'applique pas Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public

Autres titres

Cette catégorie regroupe tous les titres que l'on ne peut classer dans les catégories susmentionnées à cause de leur genre (par exemple effets à moyen ou à long terme) ou à cause de l'imprécision des renseignements figurant dans les documents de référence. On y précise si les titres sont remboursables en devise canadienne ou étrangère.

Dépôts

Cette catégorie englobe les dépôts en fiducie, l'excès du fonds de roulement des entreprises (comme les montants détenus par certaines administrations publiques provinciales pour le compte de leur entreprises publiques acceptant des dépôts du public ou de leurs équivalents), les dépôts faits par des entrepreneurs pour garantir l'exécution satisfaisante du travail et divers autres dépôts à durée indéterminée. Les rajustements résiduels entre fonds et administrations publiques que nécessite la consolidation du poste « dépôts ».

Obligations envers les régimes de retraite

Cette catégorie comprend les obligations de l'administration publique à titre d'employeur, ainsi que ses obligations envers les participants, c'est-à-dire celles à titre d'employeur et celles constituées par les cotisations des participants et des employeurs autonomes versées au Fonds consolidé du revenu. La partie non provisionnée des régimes de pension fiduciaires et non fiduciaires est comptabilisée, que l'administration publique la porte ou non au bilan. Le passif des régimes de pensions non fiduciaires est considéré comme non provisionné.

Autres éléments de passif

Cette catégorie résiduelle regroupe les montants qui ne peuvent être classés dans une catégorie plus précise y compris le revenu reporté. Comme dans le cas des « Autres éléments d'actif financier » (voir « Autres éléments d'actif financier »), elle sert aussi aux écritures relatives aux montants résiduels résultant de la consolidation du poste « autres éléments de passif » des comptes de plusieurs fonds ou de plusieurs administrations publiques.

Situation financière nette/Dette financière nette (excédent de l'actif financier sur le passif/excédent du passif sur l'actif financier)

– Il s'agit du compte de l'excédent (ou du déficit) accumulé calculé selon le SGF et ajusté pour les items suivants :

- (a) Les modifications apportées au classement des entités. Par exemple, la reclassification d'un fonds spécial à une entreprise publique implique l'élimination de l'excédent ou du déficit accumulé soit la différence entre l'actif financier et le passif imputable à cette entité. L'inverse est vrai si une entreprise publique est reclassée comme fonds spécial public.
- (b) Les ajustements reliés aux opérations des exercices antérieurs pour tenir compte de modifications des politiques ou pratiques comptables de l'administration publique.
- (c) Les variations de la valeur actuarielle d'éléments de passif non provisionnés qui sont portées au bilan, mais non au compte des dépenses.
- (d) Les variations de l'évaluation des actifs financiers et du passif imputable à la fluctuation de la valeur des devises étrangères.
- (e) Modification à la provision pour créances douteuses.

Glossaire des termes

Glossaire des termes du secteur public

Actif

Ressources économiques appartenant à une entité et pouvant procurer des avantages économiques dans l'avenir.

Actif financier : actif de nature financière, par exemple les liquidités, les créances et les titres.

Actif non financier : tout actif autre qu'un actif financier. Les actifs non financiers sont des actifs fixes, des stocks, des objets de valeur et des actifs non produits, par exemple les terrains. La plupart de ces actifs procurent des avantages, soit de par leur utilisation aux fins de produire des biens et services, soit sous forme de revenu tiré de biens.

Actifs fixes : actifs corporels ou incorporels issus du processus de production, qui sont eux-mêmes utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant plus d'un an.

Les **actifs fixes corporels** sont des actifs non financiers, par exemple les logements, les bâtiments et structures, les machines et le matériel ainsi que les actifs cultivés.

Les **actifs fixes corporels non produits** sont des actifs naturels : terrains, gisements, ressources biologiques non cultivées et réserves d'eau – dont la propriété peut être établie et transférée.

Actifs non financiers non produits : entrent notamment dans cette catégorie des actifs incorporels comme des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce et des franchises, ainsi que des actifs corporels comme les terrains des ambassades.

Actif financier

Voir **actif**.

Actifs fixes

Voir **actif**.

Actifs fixes corporels

Voir **actifs fixes** sous **actif**.

Actifs fixes corporels non produits

Voir **actifs fixes** sous **actif**.

Actif non financier

Voir **actif**.

Actifs non financiers non produits

Voir **actif**.

Actions, capital-actions

Instruments financiers englobant les actions ordinaires et privilégiées (y compris les actions privilégiées à échéance déterminée et les actions des fonds communs de placement), ainsi que le surplus d'apport.

Administration publique

Pouvoirs publics d'un pays, constitués en vertu d'un processus politique aux fins d'exercer les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires à l'intérieur d'un territoire. Les principales fonctions économiques d'une administration publique sont les suivantes : (1) assurer la fourniture de biens et de services à la collectivité, selon des modalités non commerciales, pour consommation individuelle ou collective; (2) redistribuer les revenus et la richesse au moyen de paiements de transfert. Autre trait caractéristique des administrations publiques : ces activités doivent être financées principalement au moyen de prélèvements fiscaux et d'autres transferts obligatoires.

Administration publique fédérale : administration publique dont le pouvoir politique s'étend sur la totalité du territoire national. L'administration publique centrale a le pouvoir de lever des impôts à l'égard de l'ensemble des citoyens et unités institutionnelles résidents ainsi que des unités non résidentes exerçant une activité économique au pays. De façon générale, cette administration est responsable de la prestation de services collectifs à l'ensemble de la collectivité, par exemple la défense nationale. Elle peut aussi fournir des services destinés à des ménages particuliers, par exemple dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi qu'effectuer des transferts à d'autres unités institutionnelles.

Administration publique locale : administration publique dont les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif s'étendent sur les plus petits des territoires géographiques faisant l'objet d'une distinction à des fins administratives et politiques. Ces administrations peuvent être habilitées ou non à lever des impôts à l'égard de leurs résidents, des unités institutionnelles résidentes ou de l'activité économique exercée sur leur territoire.

Administration publique provinciale et territoriale : administration publique dont les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif s'étendent sur les plus grands des territoires géographiques pouvant faire l'objet d'une distinction à l'intérieur d'un pays à des fins administratives et politiques. Les pouvoirs d'une administration publique provinciale ou territoriale ne s'étendent pas à d'autres provinces ou territoires. Ces administrations possèdent normalement le pouvoir de lever des impôts à l'égard des citoyens résidents et des unités institutionnelles qui sont résidentes ou qui exercent une activité économique à l'intérieur du territoire.

Administrations publiques consolidées

Expression générale servant à désigner la consolidation des données relatives aux administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales ainsi que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec. À cette fin, on combine les comptes financiers des unités appartenant à une administration publique, ou encore les comptes financiers des différents ordres d'administration (administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales ou locales) afin de produire des statistiques financières agrégées sans double compte. Voir **consolidation**.

Administration publique fédérale

Voir **administration publique**.

Administration publique locale

Voir **administration publique**.

Administration publique provinciale et territoriale

Voir **administration publique**.

Autres effets à court terme

Voir **effet à court terme**.

Autres obligations

Voir **obligations, obligations non garanties et billets**.

Bénéficiaire principal

Voir **entités à détenteurs de droits variables**.

Bilan (comptabilité de caisse modifiée)

État financier faisant la synthèse des **actifs financiers**, des **passifs** et des **capitaux propres** à une date donnée, qui correspond généralement à la fin de l'exercice.

Billets

Voir **obligations, obligations non garanties et billets**.

Bon de souscription

De même que les autres types d'options, les bons de souscription confèrent à leur détenteur le droit, et non l'obligation, de souscrire un nombre déterminé de titres sous-jacents à un prix et dans des délais déterminés. Cela dit, contrairement aux options, qui sont des instruments négociés sur le marché boursier, les bons de souscription sont émis par une société; les titres sous-jacents (en général des actions) sont fournis par la société émettrice plutôt que par un investisseur qui les détiendrait déjà. Voir aussi **capitaux propres**.

Capital-actions

Voir **actions, capital-actions**.

Capitaux propres

Les capitaux propres sont constitués des **actions** ordinaires et privilégiées (capital-actions), qui représentent une participation dans une société. Les certificats représentatifs d'actions étrangères, la plupart des parts de fiducies de **fonds commun de placement** et de **fiducies de revenu** ainsi que les **bons de souscription** sont eux aussi réputés faire partie des capitaux propres.

Charge

Opération donnant lieu à une réduction de la **valeur nette**.

Classification fonctionnelle

Classification servant à déterminer le but, ou l'objectif socio-économique, pour lequel une charge a été engagée ou un actif non financier, acquis.

Compagnie

Voir **unité statistique** sous **unité**.

Comptabilité

Système servant à enregistrer, à mesurer et à consigner dans des rapports les événements financiers d'une entité économique. Divers types de systèmes comptables peuvent être utilisés à cette fin. Il s'agit de la **comptabilité d'exercice**, la **comptabilité de caisse**, la **comptabilité par fonds** et la **comptabilité de caisse modifiée**. Voir **flux**.

Comptabilité d'exercice : système comptable au moyen duquel les revenus et les dépenses sont constatés dans les comptes pour la période au cours de laquelle ils sont gagnés ou engagés, peu importe que les encaissements ou décaissements correspondants soient effectués au cours de cette même période.

Comptabilité de caisse : système comptable au moyen duquel les **revenus** et **dépenses** sont constatés dans les comptes pour la période au cours de laquelle les encaissements et les décaissements correspondants sont effectués.

Comptabilité par fonds : système comptable doté de groupes de comptes autonomes pour chaque unité comptable établie par des mesures juridiques, contractuelles ou volontaires, particulièrement dans les administrations publiques et les organismes sans but lucratif. Les types de fonds faisant l'objet de ce système par les unités comptables des administrations publiques sont, par exemple, le **fonds de capital et d'emprunt**, le **fonds de réserve**, le **fonds d'administration**, aussi appelé fonds de fonctionnement, fonds d'exploitation ou fonds d'administration générale, le **fonds d'amortissement** et le **fonds en fiducie**.

Comptabilité de caisse modifiée : système comptable appliquant la comptabilité de caisse au cours d'une période, mais selon laquelle certains postes font l'objet d'une écriture de régularisation à la fin de la période, notamment les comptes clients, les ventes et les achats de biens et de services, et, dans certains cas, les impôts. Il n'existe pas d'uniformité quant aux postes pouvant faire l'objet d'une écriture de régularisation. Voir également **convention des données brutes**.

Comptabilité d'exercice

Voir **comptabilité**.

Comptabilité de caisse

Voir **comptabilité**.

Comptabilité de caisse modifiée

Voir **comptabilité**.

Comptabilité par fonds

Voir **comptabilité**.

Comptes publics

États financiers d'administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales, qui sont vérifiés par le vérificateur général de l'administration publique concernée.

Consolidation

Méthode de présentation de données relatives à un ensemble d'unités comme si celles-ci constituaient une seule unité. Toutes les opérations et toutes les relations débiteur-créancier entre les unités en question font l'objet d'un rapprochement et sont annulées. Voir **administrations publiques consolidées**.

Consolidation d'une entité à détenteurs de droits variables

Voir **entités à détenteurs de droits variables**.

Convention des données brutes

Concept et norme comptable voulant que tout **actif** et **passif** soient exprimés en chiffres bruts, c'est-à-dire sans aucune déduction au titre d'actifs et de passifs connexes, et que les **revenus** et les **dépenses** soient exprimés sans prise en compte des remboursements, escomptes, ristournes et dégrèvements.

Cotisation

Voir **impôts**.

Crédit d'impôt

Voir **impôts**.

Crédit d'impôt sur le revenu remboursable (impôt payable)

Voir **impôts**.

Déficit

Excédent des **dépenses** sur les **revenus**.

Dépense

Total des charges et des achats nets d'actifs non financiers.

Détention de sa propre dette

Situation que l'on observe lorsqu'une administration publique détient à titre de placements des titres d'emprunt qu'elle a elle-même émis.

Dettes

Passif donnant lieu à un ou des paiements au créancier au titre du principal et / ou des intérêts à une ou plusieurs dates ultérieures.

Dettes brutes des administrations publiques : passif total des administrations publiques.

Dettes financières nettes : l'excédent du passif sur l'actif financier.

Dettes garanties : titres d'emprunt émis par une entité et garanti par une autre entité.

Dettes brutes des administrations publiques

Voir **dettes**.

Dettes financières nettes

Voir **dettes**.

Dettes garanties

Voir **dettes**.

Droits variables

Voir **entités à détenteurs de droits variables**.

Effet à court terme

Instrument financier négociable, c'est-à-dire :

Effet à court terme du gouvernement du Canada : comprend les bons du Trésor, soit des billets d'une échéance originale de moins d'un an, émis à escompte et vendus lors d'adjudications hebdomadaires, et les bons du Canada, libellés en devises étrangères.

Autres effets à court terme : billets dont l'échéance originale est d'au plus un an, émis à escompte par différentes institutions financières et non financières; comprend les bons du Trésor provinciaux et municipaux ainsi que des titres adossés à des créances.

Effet à court terme du gouvernement du Canada

Voir **effet à court terme**.

Emplacement

Voir **unité statistique** sous **unité**.

Emploi

L'emploi représente une mesure du nombre de personnes qui touchent une rémunération pour les services rendus ou en congé rémunéré, peu importe si elles sont employées à temps plein, à temps partiel ou de façon temporaire. Voir **employé**.

Employé

Personne qui reçoit un salaire pour services rendus ou pour un congé rémunéré, et pour laquelle l'employeur est tenu de remplir un feuillet T-4 Supplémentaire de l'Agence du revenu du Canada, à l'exclusion des experts-conseils autonomes et des employés d'entreprises faisant affaire avec une entité du secteur public aux termes d'un marché.

Employé à salaire fixe : employé dont la rémunération de base est un montant fixe fondé sur des taux hebdomadaires, mensuels ou annuels. Voir **emploi**.

Employé à temps partiel : employé qui travaille habituellement un nombre d'heures inférieur à celui de la semaine normale de travail au sein de l'**établissement**.

Employé à temps plein : employé qui travaille habituellement un nombre d'heures égal à celui de la semaine normale de travail au sein de l'**établissement**.

Employé à salaire fixe

Voir **employé**.

Employé à temps partiel

Voir **employé**.

Employé à temps plein

Voir **employé**.

Entité

Une unité particulière et distincte.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) sont caractérisées par leur incapacité à disposer de capitaux à risque suffisants pour financer leurs propres activités, les détenteurs de capitaux propres à risque n'ayant pas une participation financière majoritaire. Les EDDV peuvent prendre différentes formes, comme des sociétés, des fiducies, des sociétés à responsabilité limitée ou des sociétés publiques.

Consolidation d'une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) : une entreprise commerciale peut consolider une entité à détenteurs de droits variables lorsqu'elle détient des droits variables qui l'amèneront à assumer la majorité des pertes prévues de l'EDDV ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV.

Bénéficiaire principal : entité qui est le bénéficiaire ultime des risques et des avantages économiques liés à une entité à détenteurs de droits variables. En outre, une entité qui regroupe une entité à détenteurs de droits variables est appelée bénéficiaire principal.

Droits variables : les droits variables sont les droits et obligations liées aux gains ou aux pertes économiques découlant des variations de la valeur des actifs et des passifs des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Ils représentent les avantages des rendements résiduels prévus d'une EDDV ou le risque de perdre un investissement dans une EDDV ou encore de subir une perte significative en raison d'une obligation contingente de transférer des actifs à l'EDDV. Parmi les exemples de droits variables figurent les garanties, les participations, les options de vente position courte et les contrats à terme.

Entreprise

Voir **unité statistique** sous **unité**.

Entreprises publiques (EPs)

Sociétés publiques, financières et non financières, contrôlées par une administration publique et dont l'activité commerciale consiste à vendre des biens et des services au public sur le marché.

Établissement

Voir **unité statistique** sous **unité**.

Excédent

Excédent des revenus sur les dépenses.

Fiducie de revenu

Fiducie de placement qui détient des **actifs** produisant un revenu. Ce revenu est transmis aux détenteurs de parts. Les fiducies de placement immobilier et les fiducies du secteur des ressources naturelles sont parmi les plus populaires de ces fiducies, dont le principal attrait tient à leur capacité de produire des flux de trésorerie constants pour les investisseurs. Voir aussi **capitaux propres**.

Filiale

Entité commerciale dont plus de 50 % des actions ordinaires ou droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en personne morale) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en personne morale) sont détenus par une autre entité commerciale.

Flux

Le flux représente la création, la transformation, l'échange, le transfert ou l'extinction d'une valeur économique et correspond à une modification du volume, de la composition ou de la valeur des actifs et des passifs d'une entité.

Flux financiers : opérations nettes dans une catégorie d'actifs et de passifs entre deux périodes.

Flux financiers

Voir **flux**.

Fonds

Sommes d'argent réservées au titre de services donnés.

Fonds autonome des administrations publiques : fonds dont les activités sont exercées sans lien de dépendance avec l'administration publique qui l'a créé. Il tient des comptes distincts aux termes de la loi; il est autorisé à détenir des actifs, à engager des charges, à passer des marchés, à contracter des obligations et à exercer des activités économiques dont il est tenu directement responsable en vertu de la loi. Ne comptant pas d'employés, un fonds autonome sera administré par un agent de l'administration publique.

Fonds commun de placement : portefeuille diversifié de **titres** administré par des professionnels au nom d'un groupe d'investisseurs. Chaque investisseur détient un pourcentage de la valeur du fonds correspondant au nombre de parts qu'il achète, ce qui lui donne droit à une fraction des gains et l'oblige à assumer une fraction des pertes du fonds. Tout dépendant des objectifs du fonds, les actifs de ce dernier peuvent comprendre des titres de participation, des titres de créance et d'autres instruments financiers.

Fonds d'administration : aussi appelé fonds de fonctionnement, fonds d'exploitation ou fonds d'administration générale. Fonds dans lequel sont enregistrés les principales sources de financement mises à la disposition d'unités de l'administration publique. Ce fonds est composé, par exemple, des types de revenus suivants : recettes fiscales, subventions, intérêt gagné sur les placements, frais de service et licences et permis. Le fonds d'administration, par ailleurs, est le premier à enregistrer les sources de financement qui finissent par être versées au fonds de capital et d'emprunt et au fonds de réserve. C'est aussi dans le fonds d'administration que les frais de fonctionnement routiniers sont enregistrés.

Fonds d'amortissement : fonds établi pour le remboursement d'**obligations** et d'**obligations non garanties**.

Fonds de capital : fonds servant à enregistrer les sources de financement et les dépenses pour l'acquisition, la réparation ou le remplacement d'actifs. Ces actifs représentent généralement les bâtiments, le matériel, l'outillage et l'infrastructure.

Fonds de pension : fonds institué dans le but d'assurer des prestations de retraite à des groupes déterminés de travailleurs, de personnes à charge et d'autres prestataires. Le fonds peut être une **unité institutionnelle** distincte (fonds de pension autonome), ou encore, son **actif**, son **passif**, ses opérations et d'autres événements peuvent être incorporés aux éléments correspondants de l'employeur administrant le régime (fonds de pension non autonome).

Fonds de pension autonome : unité institutionnelle distincte constituée dans le but de fournir un revenu de retraite à des groupes déterminés d'employés et qui est organisée et administrée par un employeur privé ou public, ou conjointement par l'employeur et ses employés.

Fonds de pension non autonome : fonds constitué dans le but de fournir un revenu de retrait à des groupes déterminés d'employés. Ces fonds ne constituent pas des unités institutionnelles. Dans ce genre de fonds, l'employeur alimente une réserve spéciale, séparément des autres réserves. Ces fonds ou réserves de pension sont considérés comme un **actif** qui appartient aux participants et non à l'employeur.

Régime à prestations déterminées : régime de retraite dont les prestations sont garanties par l'employeur. Le montant des prestations est généralement déterminé au moyen d'une formule reposant sur les états de service et le salaire des participants.

Fonds de réserve : somme mise de côté par autorisation d'une administration publique afin de répondre aux besoins d'un événement à venir.

Fonds distinct : type de rente similaire à un fonds commun de placement. Produit offert exclusivement par les sociétés d'assurances. Voir aussi **capitaux propres**.

Fonds en fiducie : fonds d'actifs financiers détenu en fiducie pour le compte d'un bénéficiaire.

Fonds non autonome des administrations publiques : fonds qui ne peut mener des activités de façon autonome. Il s'agit de deniers publics mobilisés pour des fins particulières et administrés dans le cadre des ressources d'un ministère ou d'un département d'une administration publique. Un tel fonds ne compte pas d'employés.

Fonds autonome des administrations publiques

Voir **fonds**.

Fonds commun de placement

Voir **fonds**.

Fonds d'administration

Voir **fonds**.

Fonds d'amortissement

Voir **fonds**.

Fonds de capital d'emprunt

Voir **fonds**.

Fonds de pension

Voir **fonds**.

Fonds de pension autonome

Voir **fonds de pension** sous **fonds**.

Fonds de pension non autonome

Voir **fonds de pension** sous **fonds**.

Fonds de réserve

Voir **fonds**.

Fonds de sécurité sociale

Voir **régime de sécurité sociale**.

Fonds distinct

Voir **fonds**.

Fonds en fiducie

Voir **fonds**.

Fonds non autonome des administrations publiques

Voir **fonds**.

Impôt sur le capital

Voir **impôts**.

Impôts

Prélèvement imposé à l'égard de personnes, de biens ou d'entreprises aux fins de soutien d'une administration publique.

Cotisation : estimation des impôts payables, effectuée par le contribuable ou par l'administration fiscale.

Crédit d'impôt : montant pouvant être déduit de l'impôt payable.

Crédit d'impôt sur le revenu remboursable (impôt payable) : montant déductible de l'impôt payable, tout excédent de ce crédit sur l'impôt à payer étant versé au particulier ou à la société.

Impôt sur le capital : Impôt prélevé sur la valeur des **actifs** ou sur la **valeur nette d'unités institutionnelles**, ou encore sur la valeur des actifs transférés entre unités institutionnelles, par exemple à la suite d'un héritage, d'un don entre vifs ou autres transferts.

Impôts à payer : montant d'impôt payable par le contribuable.

Remboursement d'impôt : remboursement par l'administration fiscale des sommes payées en trop au titre des impôts.

Retenues d'impôt à la source : impôts retenus par l'administration publique fédérale canadienne sur certains revenus ou services de non-résidents, ou retenus par une administration publique étrangère sur certains revenus ou services de résidents canadiens.

Impôts à payer

Voir **impôts**.

Institution sans but lucratif

Entités juridiques ou sociales créées dans le but de produire ou de distribuer des biens ou des services, dont le statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou d'autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont notamment les **titres** (généralement négociables) et d'autres instruments (généralement non négociables).

Intérêts sur la dette publique

Intérêts payés sur le **passif** du **secteur des administrations publiques**.

Marché

Forum pour la vente, l'achat ou l'échange de biens ou de services.

Producteurs marchands : unités institutionnelles qui écoulent la totalité ou la majeure partie de leur production sur le marché ouvert à des prix économiquement significatifs.

Producteurs non marchands : unités institutionnelles qui écoulent la totalité ou la majeure partie de leur production pour le bien du public, gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Ministère

Un ministère est un département d'une administration publique dirigé par un ministre. Les ministres sont habituellement placés sous l'autorité du cabinet et du premier ministre. Une administration publique comprend habituellement de nombreux ministères dont chacun oeuvre dans un domaine d'activité spécialisé. Les ministères nationaux varient beaucoup d'un pays à l'autre mais comprennent habituellement le ministère de la Défense, le ministère des Affaires étrangères, le ministère des Finances et le ministère de la Santé. Au Canada, certains ministères provinciaux sont appelés en anglais « ministry » (p. ex. en Ontario et en Colombie-Britannique) mais la plupart, comme leurs homologues fédéraux, sont appelés « department » en anglais et « ministère » en français. Toutefois, à l'un et l'autre palier de gouvernement, ils sont dirigés par un ministre. Certains pays, comme la Suisse, les Philippines et les États-Unis, n'utilisent pas le mot « ministry » mais le mot « department » en anglais. À Hong Kong, on utilise le terme « bureau ».

Non-résident

Une personne ou une entreprise est dite non-résidente d'un pays lorsque son pôle d'intérêt économique se situe à l'extérieur du pays. Voir **résident**.

Obligations, obligations non garanties et billets

Titres d'emprunt émis par des emprunteurs pour financer leurs activités. Ces titres sont vendus aux investisseurs sur promesse de remboursement avec intérêts à la fin d'une période déterminée. Les **titres** négociables et non négociables énumérés ci-après, libellés en dollars canadiens et en devises étrangères, ont cours dans le contexte du secteur public :

Obligations fédérales : obligations directes de l'administration publique fédérale (notamment les Obligations d'épargne du Canada) et obligations garanties des entreprises publiques fédérales.

Obligations municipales : obligations non garanties ou obligations directes des administrations publiques municipales et obligations garanties des entreprises publiques municipales.

Obligations provinciales : obligations directes des administrations publiques provinciales (notamment les obligations d'épargne provinciales) et obligations garanties des entreprises publiques provinciales.

Autres obligations : obligations émises par des sociétés, des hôpitaux et des institutions sans but lucratif canadiens, et obligations non garanties des **entreprises publiques**. Entrent également dans cette catégorie les titres adossés à des créances.

Obligations fédérales

Voir **obligations, obligations non garanties et billets**.

Obligations municipales

Voir **obligations, obligations non garanties et billets**.

Obligations non garanties

Voir **obligations, obligations non garanties et billets**.

Obligations provinciales

Voir **obligations, obligations non garanties et billets**.

Opération

Interaction entre unités institutionnelles agissant en accord réciproque, ou action se déroulant au sein d'une unité et qu'il est utile, du point de vue analytique, de traiter comme une opération.

Opération financière : opération comportant l'acquisition ou la disposition d'un actif financier.

Opération financière

Voir **opération**.

Organisme autonome des administrations publiques

Voir **unité institutionnelle** sous **unité**.

Organisme gouvernemental

Un organisme gouvernemental est une organisation permanente ou semi-permanente dans l'appareil gouvernemental qui est chargée de la surveillance et de l'administration de fonctions plus particulières, par exemple un organisme de renseignement. Les types d'organismes sont très variés. Bien que l'usage diffère, un organisme gouvernemental est habituellement distinct d'un ministère ou département et d'autres types d'organismes publics établis par une administration publique. Actuellement, les fonctions d'un organisme sont habituellement de nature exécutive puisque différents types d'organismes (p. ex. les commissions) jouent habituellement un rôle consultatif, mais cette distinction s'estompe souvent dans la pratique. Un organisme gouvernemental peut être créé au sein d'un système fédéral soit par une administration publique fédérale, soit par une administration publique provinciale ou territoriale. Un organisme peut être créé en vertu d'une loi ou par un pouvoir exécutif. L'autonomie, l'indépendance et l'obligation de rendre compte des organismes gouvernementaux varient fortement. L'expression ne s'applique pas habituellement à un organisme créé en vertu des pouvoirs conférés à une administration publique locale provinciale.

Organisme non autonome des administrations publiques

Voir **unité institutionnelle** sous **unité**.

Partenariats publics-privés (PPP)

Les partenariats publics-privés (PPP), sont des contrats complexes de longue durée conclus entre deux unités dont l'une est habituellement une entreprise privée à but lucratif et l'autre, une unité d'administration publique.

Passif

Obligations d'une entité dans le cadre d'opérations passées qui peuvent donner lieu au transfert d'**actifs financiers** ou à la prestation de services.

Passif éventuel : obligations pouvant apparaître à la condition qu'une ou plusieurs éventualités se réalisent – ou ne se réalisent pas – dans l'avenir.

Passif éventuel

Voir **passif**.

Perte sur change non amortie

Reconnaissance dans le bilan des pertes qui surviendraient si le taux de change actuel était appliqué pour convertir une dette libellée en monnaie étrangère.

Privatisation

Transfert à des propriétaires privés, par une unité de l'administration publique, de la propriété majoritaire d'actifs publics.

Prix économiquement significatifs

Prix ayant une incidence significative sur les quantités que les producteurs sont prêts à offrir et sur les quantités que les acquéreurs sont prêts à acheter.

Producteurs marchand

Voir **marché**.

Producteurs non marchand

Voir **marché**.

Propriété économique

Dans le cas des relations entre bailleurs et preneurs et des partenariats publics-privés : état d'admissibilité concernant les droits et obligations d'un consommateur durant une période d'utilisation d'un actif exploité en vertu d'un contrat. Cet état s'applique que l'intention soit d'utiliser l'actif durant une période particulière puis de le retourner à son propriétaire en droit ou d'acquérir le titre de propriété de l'actif, une fois toutes les conditions remplies et tous les paiements versés.

Dans le cas des bénéficiaires d'un régime de retraite et des entités à détenteurs de droits variables : rapport du bénéficiaire principal avec une entité qu'il ne possède pas ou ne contrôle pas, mais dont il doit assumer les risques possibles ou accepter les avantages financiers éventuels.

Quasi-société

Voir **société**.

Redevances

Terme souvent utilisé pour décrire les paiements périodiques effectués par les détenteurs de concession de gisements aux propriétaires de ces actifs, ou encore les paiements effectués par des unités ayant recours à des procédés ou produisant des produits visés par des brevets.

Régime à prestations déterminées

Voir **fonds de pension** sous **fonds**.

Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec

Voir **régime de sécurité sociale**.

Régime de sécurité sociale

Les régimes de sécurité sociale sont des régimes imposés et contrôlés par des **unités gouvernementales** dans le but de fournir des prestations sociales aux membres de la collectivité dans son ensemble ou à des sous-ensembles importants de la collectivité.

Fonds de sécurité sociale : unité d'administration publique se consacrant à l'exécution d'un ou de plusieurs régimes de sécurité sociale. Conformément aux exigences générales applicables aux **unités institutionnelles**, cette administration doit avoir une organisation séparée des autres activités des unités de l'administration publique, avoir son propre **actif** et son propre **passif**, et effectuer des opérations financières pour son propre compte. Le **Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec**, mis sur pied en 1966, sont des administrations de sécurité sociale qui constituent un sous-secteur distinct du secteur des administrations publiques.

Remboursement d'impôt

Voir **impôts**.

Résident

Une personne ou une entreprise est réputée être résidente d'un pays si elle a sur le territoire de ce pays un centre d'intérêt économique, ce qui ressort du lieu où se situe la résidence principale de la personne et où celle-ci ou l'entreprise exerce des activités de production, investit et gagne des revenus.

Retenues d'impôt à la source

Voir **impôts**.

Revenu

Opération donnant lieu à une augmentation de la valeur nette.

Revenu supplémentaire du travail

Cotisations sociales, obligatoires ou facultatives, des employeurs, notamment les allocations de retraite et les cotisations au régime d'assurance-emploi, au **Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec**, aux autres régimes de pensions, aux caisses de santé et sécurité au travail, à l'assurance-santé, aux régimes de soins dentaires et à l'assurance-invalidité à court et à long terme. Voir **traitements et salaires**.

Salaires et traitements

Voir **traitements et salaires**.

Secteur

Groupe d'**unités institutionnelles** résidentes ayant des objectifs similaires.

Secteur des administrations publiques : regroupement des unités constituant l'ensemble des **unités d'administration publique** résidentes et des institutions sans but lucratif résidentes à vocation non commerciale contrôlées et financées pour l'essentiel par des unités d'administration publique résidentes. Les activités économiques des administrations publiques figurent dans le secteur des administrations publiques et comprennent les opérations de l'**administration publique fédérale** (y compris la défense), des **administrations publiques provinciales et territoriales, des administrations publiques locales (municipales)**, des universités, des collèges, des écoles de formation professionnelle et de métiers, des hôpitaux et des établissements de soins pour bénéficiaires internes financés par les deniers publics, et des écoles publiques et des commissions scolaires financées par les deniers publics. Les **entreprises publiques** sont classées au secteur des sociétés non financières ou au secteur des sociétés financières.

Secteur des entreprises : domaine général de l'observation statistique qui regroupe le secteur des sociétés non financières, le secteur des sociétés financières et le secteur des entreprises individuelles.

Secteur des entreprises individuelles : regroupement englobant l'ensemble des entreprises résidentes qui ne sont pas légalement constituées en société.

Secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages : regroupement englobant l'ensemble des institutions sans but lucratif résidentes à vocation commerciale, à l'exception des institutions contrôlées et financées pour l'essentiel par une administration publique.

Secteur des ménages : regroupement englobant l'ensemble des ménages résidents.

Secteur des non-résidents : une personne ou une entreprise est non-résidente d'un pays si son centre d'intérêt économique est situé à l'extérieur de ce pays. Voir aussi **résident**.

Secteur des sociétés : domaine général de l'observation statistique qui regroupe le secteur des sociétés non financières et le domaine des sociétés financières.

Secteur des sociétés financières : regroupement englobant l'ensemble des sociétés, quasi-sociétés et institutions sans but lucratif à vocation commerciale résidentes dont l'activité principale est l'intermédiation financière ou qui exercent des activités financières étroitement liées à l'intermédiation financière.

Secteur des sociétés non financières : regroupement englobant l'ensemble des **unités institutionnelles** résidentes créées dans le but de produire des biens et des services non financiers en vue de les mettre sur le marché.

Secteur privé : domaine général de l'observation statistique qui regroupe l'ensemble des unités résidentes non contrôlées par les administrations publiques.

Secteur public : domaine général de l'observation statistique qui regroupe l'ensemble des unités du secteur des administrations publiques et l'ensemble des sociétés financières et non financières publiques.

Secteur des administrations publiques

Voir **secteur**.

Secteur des entreprises

Voir **secteur**.

Secteur des entreprises individuelles

Voir **secteur**.

Secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages

Voir **secteur**.

Secteur des ménages

Voir **secteur**.

Secteur des non-résidents

Voir **secteur**.

Secteur des sociétés

Voir **secteur**.

Secteur des sociétés financières

Voir **secteur**.

Secteur des sociétés non financières

Voir **secteur**.

Secteur privé

Voir **secteur**.

Secteur public

Voir **secteur**.

Situation financière nette

Excédent de l'actif financier sur le passif.

Société

Entité juridique créée dans le but de produire des biens ou des services destinés au marché. Elle est la propriété collective de ses actionnaires, qui ont le pouvoir de désigner les administrateurs responsables de sa direction générale. Différents noms peuvent être utilisés pour décrire ces entités, par exemple : société, entreprise constituée en société, société par actions à responsabilité limitée, société publique, société privée, société de capitaux, société à responsabilité limitée ou société en commandite.

Quasi-société : entreprise non constituée en personne morale qui est gérée à la manière d'une société et qui tient un ensemble complet de comptes, y compris un bilan.

Société d'État : société constituée en vertu d'une loi du Parlement ou d'une assemblée législative, qui appartient à l'État (Sa Majesté du chef du Canada), qui est sous le contrôle d'une administration publique et qui rend compte à la population par l'intermédiaire d'un ministre. Il peut s'agir d'une entité sans but lucratif appartenant au secteur des administrations publiques, ou d'une entité à but lucratif faisant partie du secteur des sociétés non financières ou du secteur des sociétés financières, tout dépendant de la nature de ses activités.

Société du secteur public : entité contrôlée par une administration publique et qui peut mener ses activités à titre d'unité sans but lucratif du secteur des administrations publiques ou à titre d'entreprise financière ou non financière publique à but lucratif.

Société financière : entité dont l'activité principale est l'intermédiation financière ou qui exerce des activités financières auxiliaires liées à l'intermédiation financière dans le but de réaliser un bénéfice à l'intention de ses actionnaires.

Société financière publique : entité contrôlée par une administration publique et dont l'activité principale est l'intermédiation financière ou qui exerce des activités financières auxiliaires liées à l'intermédiation financière dans le but de réaliser un bénéfice. Son seul actionnaire est une administration publique, au nom de la population.

Société non financière : entité dont l'activité principale est la production de biens et de services non financiers dans le but de réaliser un bénéfice à l'intention de ses actionnaires.

Société non financière publique : entité contrôlée par une administration publique et dont l'activité principale est la production de biens et de services non financiers dans le but de réaliser un bénéfice. Son seul actionnaire est une administration publique, au nom de la population.

Société privée : société financière ou non financière qui n'est pas contrôlée par une administration publique.

Société publique : entité à but lucratif contrôlée par une administration publique et faisant partie du secteur des sociétés financières ou de celui des sociétés non financières. Son seul actionnaire est une administration publique, au nom de la population.

Société sans but lucratif : entité dont l'activité principale est la production de biens et de services et qui ne constitue pas une source de bénéfices ou d'autre forme de gain financier pour ses propriétaires.

Société d'État

Voir **société**.

Société du secteur public

Voir **société**.

Société financière

Voir **société**.

Société financière publique

Voir **société**.

Société non financière

Voir **société**.

Société non financière publique

Voir **société**.

Société privée

Voir **société**.

Société publique

Voir **société**.

Société sans but lucratif

Voir **société**.

Solde et indemnités militaires

Solde et indemnités versées aux membres des Forces canadiennes en service au Canada et à l'étranger. Voir **traitements et salaires**.

Sous-secteur

Groupe d'unités institutionnelles faisant partie du même secteur.

Sous-secteur de l'administration publique fédérale : regroupement de toutes les unités appartenant à l'**administration publique fédérale** et de toutes les institutions sans but lucratif à vocation non commerciale contrôlées et financées pour l'essentiel par l'administration publique fédérale.

Sous-secteur des administrations publiques locales : regroupement de toutes les unités appartenant à une **administration publique locale** et de toutes les institutions sans but lucratif à vocation non commerciale contrôlées et financées pour l'essentiel par une administration publique locale.

Sous-secteur des administrations publiques provinciales et territoriales : regroupement de toutes les unités appartenant à une **administration publique provinciale ou territoriale** et de toutes les institutions sans but lucratif à vocation non commerciale contrôlées et financées pour l'essentiel par une administration publique provinciale ou territoriale.

Sous-secteur de l'administration publique fédérale

Voir **sous-secteur**.

Sous-secteur des administrations publiques locales

Voir **sous-secteur**.

Sous-secteur des administrations publiques provinciales et territoriales

Voir **sous-secteur**.

Subvention

Transfert non obligatoire effectué par une unité d'administration publique ou un organisme international à une autre unité d'administration publique ou à un autre organisme international.

Subvention d'administration publique générale : transfert monétaire non obligatoire effectué par une unité d'administration publique ou un organisme international à une autre unité d'administration publique ou à un autre organisme international au titre des charges courantes. Elle n'est pas liée ni conditionnelle à l'acquisition d'actifs par le bénéficiaire. Inclut toute subvention autre qu'une subvention d'équipement.

Subvention d'équipement : transfert monétaire non obligatoire effectué par une unité d'administration publique ou un organisme international à une autre unité d'administration publique ou à un autre organisme international, qui doit utiliser ou qu'on s'attend qu'il utilise ces fonds pour acheter un ou des actifs, autres que des stocks et des liquidités.

Subvention (à la production)

Paiement sans contrepartie effectué par une unité d'administration publique à une entreprise en fonction du volume des activités de production de cette dernière, ou encore de la quantité ou de la valeur des biens ou des services qu'elle produit, vend, exporte ou importe. Les subventions à la production peuvent avoir pour objet d'influer sur les volumes de production, le prix de vente de la production ou la rémunération des entreprises. Elles englobent tous les transferts aux sociétés publiques et à d'autres entreprises dans le but de contrebalancer des pertes d'exploitation.

Subvention d'administration publique générale

Voir **subvention**.

Subvention d'équipement

Voir **subvention**.

Système de gestion financière (SGF)

Le Système de gestion financière est un cadre comptable conceptuel et analytique servant à produire des séries statistiques uniformes et compatibles. Il englobe les données sur les opérations financières et l'emploi dans le secteur public canadien. De façon générale, il ressemble beaucoup à la norme internationale exposée dans le Manuel de statistiques de finances publiques (Manuel de SFP) du Fonds monétaire international, qui date de 2001.

Titres

Instruments financiers négociables, par exemple les titres cotés en bourse, les **obligations** et les titres du marché monétaire et autres instruments financiers.

Titres adossés à des créances : titres adossés à des prêts, des baux ou des comptes débiteurs, à l'exclusion de ceux adossés à des créances immobilières ou hypothécaires. Pour l'investisseur, ces titres sont une solution de rechange aux investissements dans les titres d'emprunt des sociétés.

Titres adossés à des créances

Voir **titres**.

Traitements et salaires

Comprend les honoraires des directeurs, les primes, les commissions, les pourboires, les revenus en nature, les allocations imposables et les paiements salariaux rétroactifs. Les traitements et salaires sont calculés en chiffres bruts, c'est-à-dire avant toute déduction au titre des impôts sur le revenu, des cotisations d'assurance-chômage ou des cotisations à des régimes de pensions. Les traitements et salaires qui se sont accumulés au fil du temps, par exemple les paiements rétroactifs, sont comptabilisés pour le mois et l'année où ils sont versés. Ils n'incluent pas les revenus supplémentaires du travail, notamment les cotisations des employeurs à des régimes de pensions, des régimes d'assurance-maladie et d'autres régimes similaires.

Transfert

Opération par laquelle une unité fournit un bien, un service, un actif ou du travail à une autre unité sans recevoir en retour de cette dernière une contrepartie sous forme d'un bien, d'un service, d'un actif ou de travail.

Transfert de capital : transfert d'un **actif** autre que des espèces, annulation d'un passif par accord mutuel du créancier et du débiteur, transfert d'espèces constituant le produit de disposition d'un actif, transfert d'espèces que le bénéficiaire est censé utiliser, ou doit utiliser, pour l'acquisition d'un actif, ou prise en charge par une unité d'une **dette** de l'autre unité. Dans chaque cas, les stocks sont exclus.

Transfert de capital

Voir **transfert**.

Unité

Élément de mesure qui représente une partie d'un tout complexe.

Unité budgétaire : unité financée à même le budget législatif de son administration publique.

Unité d'administration publique : unité dont l'activité principale consiste à exercer les fonctions d'une administration publique.

Unité de pension : unité se consacrant à l'exécution d'un fonds de pension ou d'un régime de sécurité sociale.

Unité extrabudgétaire : unité d'administration publique qui n'est pas financée à même le budget législatif de l'administration publique qui la contrôle.

Unité institutionnelle : entité économique qui est à même de détenir des **actifs**, de prendre des engagements, d'exercer une activité économique et d'effectuer des opérations avec d'autres entités.

Organisme autonome des administrations publiques : unité institutionnelle habilitée à exercer des activités sans lien de dépendance avec son administration publique d'appartenance. Il dispose de ses propres employés et peut être structuré à titre de société d'État, de conseil, de commission ou d'agence.

Organisme non autonome des administrations publiques : unité infra-institutionnelle qui demeure sous le contrôle de son administration publique d'appartenance. Il exerce ses activités à partir d'un ministère ou d'un département d'une administration publique. Il ne tient pas de comptes distincts, ses activités étant consolidées dans les opérations financières du ministère ou du département.

Unité statistique : unité désignée pour servir à la mesure et à l'analyse d'une entité complexe à des fins statistiques. Statistique Canada énumère les éléments qui constituent une entité économique en fonction de la capacité de chacun de ces éléments à produire certains types de données financières et de données sur l'emploi. Ces unités forment une hiérarchie qui compte quatre niveaux : l'entreprise, la compagnie, l'établissement et l'emplacement.

Entreprise : représente l'organisation complète d'une entité commerciale. Elle est en mesure de produire des états financiers consolidés pour l'ensemble de l'organisation. Elle équivaut à une unité institutionnelle.

Compagnie : représente la plus petite unité organisationnelle d'une entité commerciale. Elle est en mesure de produire des renseignements financiers qui rendent uniquement compte de ses propres activités.

Établissement : unité de production faisant partie de l'organisation. Pour être classée à titre d'établissement, l'unité doit être située à l'intérieur d'une province ou d'un territoire et être en mesure de produire des données financières sur la valeur et le coût de sa production ainsi que sur la valeur et le coût de la main-d'oeuvre utilisée dans la production.

Emplacement : correspond à une unité qui exerce une activité économique à partir d'un endroit situé dans une province ou un territoire et qui peut produire à tout le moins des données sur l'emploi.

Unité budgétaire

Voir **unité**.

Unité d'administration publique

Voir **unité**.

Unité de pension

Voir **unité**.

Unité extrabudgétaire

Voir **unité**.

Unité institutionnelle

Voir **unité**.

Unité statistique

Voir **unité**.

Valeur nette

Valeur totale de l'actif dont on a retranché la valeur totale du passif.